

LE FILET BRUN



LE FILET BRUN

Les Editions de la Nouvelle Revue Critique ont pub
sur l'Allemagne d'après guerre les ouvrages suivants

De Weimar au chaos, journal politique d'un général de
Reichswehr.

L'heure de Hitler, suite du journal politique d'un génér
de la Reichswehr.

*Le livre blanc austro-allemand sur les assassinats des 30
juin et 25 juillet 1934.*

La tragédie brune, par X. de Hauteclocque.

Police politique hitlérienne, par X. de Hauteclocque.

Aigles de Prusse, par X. de Hauteclocque.

LE FILET BRUN

(*DAS BRAUNE NETZ*)

Traduit de l'allemand par Henri THIES

Préface de Berthold Jacob
Avant-propos de Lord Listowel



EDITIONS DE LA NOUVELLE REVUE CRITIQUE

11, Rue François-Mouthon - Paris (xv^e)

PREFACE

Le Gestapo, ou police secrète d'Etat, n'est qu'un mot nouveau pour une très vieille chose. C'est le successeur, de droit, de la célèbre Section III b de l'état-major général prussien, placée, au début de la guerre, sous les ordres du commandant *Walter Nicolai* (1). On n'a pas encore écrit l'histoire de la Section III b. Dès avant 1914, Nicolai était en relations étroites avec le colonel *Ludendorff*, chef, jusqu'en 1913, de la Section I a (bureau des opérations de l'ancien état-major).

Ludendorff, promu premier quartier-maître général, l'influence et la puissance de Nicolai ne firent que croître. Les deux dernières années de la guerre, le chef de la Section III b a été, on a peine à le croire, l'arbitre des destinées politiques de l'Allemagne, empiétant largement sur les prérogatives des départements des Affaires étrangères et de l'Intérieur.

Nicolai a été le chef, irresponsable, de la politique étrangère du Reich. Dans les pays neutres, ses agents étaient les attachés militaires près les ambassades et les légations, et son réseau d'espions couvrait le monde sous les armes. Qu'on se souvienne des menées du capitaine *Franz von Papen*, attaché militaire près l'ambassade de Washington, et des exploits du commandant *Kalle*, à Madrid.

On sait que Nicolai, négligeant l'ordre reçu à la fin de la guerre, ne détruisit pas ses archives : il les transféra seulement dans une petite ville du Harz. Plus tard, l'appui financier de *Hugenberg* lui permit d'ouvrir le « Service allemand d'outre-mer », société privée ayant son siège à Berlin.

(1) Lire à ce sujet, *Forces Secrètes*, par le colonel W. Nicolai, paru aux Editions de la Nouvelle Revue Critique.

Il conserva à son service un grand nombre de ses collaborateurs de la guerre. Il étendit ses relations, entra en contact étroit avec l'organisation du capitaine Ehrhardt dont les aides furent les siens et bientôt ébranlait la république de Weimar jusque dans ses fondements. Plusieurs années durant, le nouveau régime supporta la terreur exercée par les jeunes officiers de marine du capitaine Ehrhardt. Les meurtres de Liebknecht et de Luxembourg, les attentats à la vie d'Erzberger et de Rathenau ne venaient pas d'un autre milieu. On s'efforçait par tous les moyens de renverser le nouvel état de choses, de remplacer la faible république par la dictature militaire. Nicolai a participé à toutes les attaques dirigées contre la république. Hindenburg président, le grand état-major, dès lors officiellement reconstitué, eut les mains libres. Les nécessités militaires dominèrent toute la politique allemande. On se reprit à surveiller les chefs politiques de la gauche, susceptibles de s'opposer aux tendances dictatoriales de l'armée. Quant à la police « républicaine », elle se montrait impuissante; on sait aujourd'hui que les centres nerveux de cette administration étaient sous le contrôle absolu de la Section III b. De l'aveu même des généraux, l'armée et la marine obéissaient à la Section III b et à l'organisation Consul, acharnées à ruiner le régime républicain.

L'activité de ces groupes est encore mal connue; certaines actions resteront toujours ignorées. N'oublions pas toutefois qu'au mois de mai 1926, Hugenberg et le conseiller Class, inspirés par Nicolai, étaient parvenus à convaincre le président du Reich Hindenburg et son fils de la nécessité d'un coup d'Etat. Class et Hugenberg en avaient même jeté les bases par écrit; les perquisitions effectuées par surprise ont établi que ces preuves écrites ont disparu des dossiers du procureur général d'empire. Nicolai, tout d'abord introuvable, fut enfin entendu par la police « qui ne put relever contre lui de charges précises ».

La république, amoindrie, minée, cédait le pouvoir aux militaires, puissamment aidés par Nicolai. L'arrivée de Brüning, en mars 1930, marque la capitulation du pouvoir civil devant l'état-major. Dès lors, la Section III b a les mains libres. Les ministres sociaux-démocrates demeurés en fonc-

tions en Prusse et dans les autres Etats, n'étaient pas disposés à résister, pas plus qu'ils ne l'avaient fait auparavant, au moment où ils avaient ou semblaient avoir le pouvoir. Le début du régime Brüning marque également la soumission de la police « républicaine » de Prusse au deuxième bureau militaire. En 1933, on comprenait enfin que la police se préparait depuis des années à vivre la nuit de la Saint-Barthélemy allemande.

Avec Franz von Papen, c'est un agent direct de Nicolai qui accède au pouvoir. Papen, considéré tout d'abord comme chancelier de transition, avait cependant ajouté certain bagage à son élégance, proverbiale aux temps de sa campagne aux Etats-Unis. L'erreur de son ami, Kurt von Schleicher, qui se flattait de gouverner même contre la Section III b, a mené au pouvoir Hitler, mis en avant par les junkers rapaces, désireux avant tout d'émarger au budget du réarmement. Les historiens, décrivant la situation de l'Allemagne au 30 janvier 1933, ont tous reconnu l'importance du soutien apporté à Hitler par la grande industrie. Mais ils omettent de mentionner l'entente tacite du vieil état-major général et de la Section III b, prêts à travailler avec Hitler au réarmement rapide de l'Allemagne; fait essentiel pourtant puisqu'il explique le consentement du maréchal-président à la nomination de Hitler, sa bête noire.

Dès lors, les ennemis jurés de la république, la Section III b et l'organisation Consul, rentraient dans la légalité, voyaient accepter leurs crimes, leurs actes de terreur, étapes rationnelles de la création de l'état national-socialiste. Les chefs nazis, organisant leur police, eurent peu à faire. La Væhme du parti, les S. S., fut élevée au rang d'institution officielle. On lui adjoignit les débris non encore intégrés de l'organisation Consul. Le dessin satirique paru en 1925 dans l'ancienne Scène mondiale est devenu cruelle réalité. Une cour de justice populaire, créé en 1934, venait parfaire l'œuvre de la Væhme. Ainsi se trouvait vérifié le mot prophétique prononcé en 1925 par le capitaine Fromm, alors organisateur de l'état-major clandestin de la troisième région militaire (Brandebourg) et cité par le chef de l'ordre jeune-allemand, Mahraun, dans un rapport adressé au président

d'Empire. Les traîtres, disait le capitaine, tomberaient sous le coup de la loi si la *Væhme* ne les réduisait pas auparavant à l'impuissance... Fromm est aujourd'hui colonel et chef de l'importante Section générale au ministère de la Guerre.

La police secrète d'Etat (Gestapo) est dirigée par l'organisation Consul. Nicolai dispose de ses propres services, de l'ancienne Section III b, réorganisée, et installée dans la Dorotheenstrasse à Berlin. Gestapo et III b sont intimement liés. L'attentat contre le président Duca, de Roumanie, le meurtre de Dollfuss, commis ouvertement par les S. S. autrichiens, d'innombrables crimes et actes de terreur ont été conçus et préparés par eux.

Dans cet ouvrage, on ne soulève qu'un coin du voile qui abrite l'activité de la *Væhme* allemande. Que de secrets encore que nos faibles forces ne sont pas parvenues à percer!

La Section III b et le Gestapo poursuivent leur guerre sournoise à l'Europe, à tout ce qui, dans le monde, représente la liberté. Peu leur importent les frontières. En 1917, Nicolai n'hésitait pas à faire passer en Suisse ses bouillons de culture destinés à contaminer les troupes des Alliés; il ne respecte aujourd'hui ni neutralité, ni souveraineté étrangère. Les multiples preuves de l'activité des agents officiels allemands énumérés dans cet ouvrage ne sont que des exemples de l'action, complexe entre toutes, du Troisième Reich à l'étranger. Il est bon de ne pas l'oublier.

La « guerre allemande » menée depuis le traité de paix par l'état-major de Berlin contre le monde pacifique arrive aujourd'hui à un tournant de son histoire. Le filet brun jeté sur le globe n'est pas déchiré; tout au plus quelques-unes de ses mailles ont-elles cédé. Mais l'œuvre s'avance et le temps presse. Les maîtres de l'Allemagne d'hier et d'aujourd'hui déchaîneront la guerre s'ils gardent demain le pouvoir.

La guerre est bien l'industrie nationale de la Prusse. L'état-major prussien est l'essence même de la Prusse. Il commande à Berlin, plus que jamais.

Paris, Juin 1936.

Berthold JACOB.

AVANT-PROPOS

Cet ouvrage est le complément des publications concernant les armements du Troisième Reich. Dans les Parlements, dans la presse, les réunions, on ne parle ou n'écrit le plus souvent que du perfectionnement des armes techniques, du service militaire obligatoire, de la constitution des approvisionnements de guerre, de l'accroissement des flottes de l'air et de mer, de la préparation des esprits à la guerre en Allemagne. On néglige ainsi un facteur important que le Troisième Reich n'a pas oublié dans ses calculs, savoir la propagande systématique à l'étranger, le travail souterrain destiné à affaiblir le futur adversaire.

Ce livre, le *Filet brun*, traite de l'activité à l'étranger du Troisième Reich. Deux années ont été nécessaires pour réunir les documents et matériaux, étudier l'activité des centrales allemandes à l'étranger, évaluer l'importance de leurs moyens financiers.

Adolf Hitler écrit dans *Mon Combat*, cette « Bible de l'Allemand contemporain » : par un usage judicieux de la propagande, il est possible de faire prendre à tout un peuple le Ciel pour l'Enfer, et, vice versa, la vie la plus misérable pour un paradis.

Cette opinion ne vaut point seulement pour la propagande intérieure. Elle concerne aussi, aujourd'hui plus que jamais, la propagande à l'étranger du Troisième Reich. Il ne s'agit pas seulement de représenter une vie misérable sous les couleurs les plus riantes, il faut aussi, par une habile propagande, déguiser sous des apparences pacifiques, les armements et la préparation à la guerre. Le premier, le plus noble devoir de

cel ouvrage est de dénoncer l'hypocrisie de la propagande hitlérienne en s'appuyant dans ce but sur les documents, les faits, les rapports, la littérature officielle du régime nazi. Celui-là ne sert pas la paix qui ne veut pas voir le danger.

Ce livre, au contraire, sert la cause de la paix. Il montre les puissantes colonnes des propagandistes hitlériens occupés à préparer la moisson sanglante. Il dénombre les millions de marks répandus à l'étranger par le Troisième Reich pour préparer l'assaut final. Il dessine les ombres suspectes des agents du Gestapo qui tuent, poursuivent et espionnent à l'étranger. L'armée du mensonge est en marche. Le premier devoir de celui qui veut empêcher la guerre est, avant tout, d'arrêter son avance, d'aider à la repousser et à la réduire. Parler de paix n'est rien. Il faut lutter pour elle, contre la guerre.

C'est le but du Filet brun. Souhaitons à cet ouvrage longue carrière.

Londres, 30 juin 1936.

Lord LISTOWEL.

PREMIERE PARTIE

ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA PROPAGANDE NAZIE A L'ÉTRANGER

Dans son discours du 12 juillet 1935, le ministre des Affaires étrangères britannique, Sir Samuel Hoare, a déclaré à la Chambre des Communes que le monde et l'Angleterre s'inquiétaient de certains faits. Ceux-ci s'énumèrent aisément : renforcements des armements de terre, de mer et de l'air, répression brutale des dissidences. De fait, les efforts considérables fournis par le Troisième Reich dans le domaine des armements militaires et économiques, ses préparatifs intérieurs et extérieurs, ont plus qu'inquiété le monde. Ils l'ont convaincu que le régime hitlérien mène à la guerre.

Deux ans après la nuit de la Saint-Barthélemy allemande du 30 juin 1934, qui, selon Hitler, devait amener la pacification définitive de l'Allemagne, l'incendie fait rage aux quatre coins de l'Empire. Les catholiques sont traqués, persécutés, les communistes impitoyablement chassés. Les pogroms juifs, les difficultés économiques les plus graves marquent la quatrième année du régime. Un mur infranchissable sépare celui-ci du peuple allemand. Tous les efforts tentés pour rompre cet isolement échouent devant la silencieuse résistance des masses. A l'extérieur, le national-socialisme n'obtient qu'en partie la détente, condition nécessaire de son existence. Le dictateur envisage chaque jour plus fréquemment la seule issue dont il puisse attendre le salut : la guerre.

Le national-socialisme a été appelé au pouvoir pour préparer la guerre. L'impérialisme néo-allemand, héritier du pangermanisme, n'a pas renoncé à ses vues guerrières, à son programme de conquête.

Adolf Hitler est devenu l'homme de ce nouvel impérialisme qu'il n'a « truffé » de socialisme que pour plaire aux masses ouvrières. Dans son livre, *Mon Combat*, il expose le programme de conquête du national-socialisme. Il parle d'un « même sang » réuni en « un seul empire », d'extension territoriale à l'Est, au détriment de l'Union des Soviets, nécessaire au développement d'un « peuple confiné ».

Le programme de conquête du national-socialisme demeure entier, en dépit de toutes les assurances pacifiques. Plus encore, ces dernières prouvent que la conquête reste écrite sur les drapeaux du Troisième Reich. Le national-socialisme a pour axiome politique d'endormir l'adversaire par des protestations de paix, pour mieux le surprendre, le jour venu. Le colonel Constantin Hierl, secrétaire d'Etat au Service du Travail, considère la tactique du pacifisme apparent comme un excellent moyen de combat. Dans sa brochure, *Bases de la politique de défense allemande*, parue dans la « bibliothèque nationale socialiste », il écrit :

Ce pacifisme feint est une arme politique utile à la préparation de la guerre. Elle endort l'adversaire, le pousse à négliger son armement. Elle contribue en outre à masquer notre propre activité.

Les intentions guerrières du Troisième Reich, que prouvent cette tactique, ces armements de terre, de mer et de l'air, sont aussi révélées par cette préparation intensive, totale, dans tous les domaines de la vie publique et économique, par la mobilisation des finances, de la science, de la littérature, de l'art et de l'école.

Plusieurs milliers de publications servent à exalter le chauvinisme du peuple. Le national-socialisme s'empare de l'homme au berceau. Le « Führer » du front du Travail, le docteur Ley, l'explique : *Nous prenons l'enfant à trois ans. A peine commence-t-il à penser qu'on lui met un petit drapeau dans les mains. Puis viennent l'école, la jeunesse hitlérienne, le service militaire. Nous ne lui laissons pas un ins-*

tant de répit. Pour finir, le front du Travail s'en empare, pour le garder jusqu'à la tombe, qu'il le veuille ou non.

Dans les écoles secondaires ou supérieures, la démographie est maintenant une des matières les plus importantes des programmes d'étude. Le national-socialisme entend par « démographie » sa prétention de constituer un jour « l'Empire aux cent millions d'habitants ».

Le *Catéchisme national-socialiste*, œuvre de Werner May, commente ainsi le premier commandement national-socialiste :

Nous exigeons l'union de tous les Allemands en nous appuyant sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Que signifient ces mots ?

Tous les Allemands n'ont pas le bonheur de vivre dans la grande maison « Allemagne ». Cependant, ils forment un tout. Là où il n'est qu'un sang, qu'une langue, qu'un cœur, il ne doit être qu'un pays.

Le cri vers les « provinces arrachées à l'Empire » et le chant de la « Nation dans les fers » retentissent de toutes parts. Les livres de Richard Reinhard, celui qui traite de la « Nation enchaînée » ne font que reproduire, en d'autres termes, les exigences de Hitler dans *Mon Combat*. Tous tendent vers « l'Empire aux cent millions d'habitants ».

Cartographie pangermanique.

On édite en Allemagne des centaines de cartes géographiques représentant la Grande-Allemagne, l'Empire futur. L'une des plus caractéristiques a été publiée en 1934 par la librairie Insel, l'une des plus importantes maisons allemandes, à une époque où aucune presse allemande ne pouvait être mise en marche sans l'autorisation expresse du ministère de la Propagande. Pour bien juger des publications allemandes, le lecteur ne doit pas oublier qu'elles sont soumises, depuis l'avènement d'Hitler, à une triple censure. Le parti national-socialiste, le ministère de la Propagande et le Gestapo ne laissent ainsi passer que les écrits pleinement orthodoxes et conformes aux théories du parti.

L'une de ces cartes circule en Allemagne comme carte postale. On la vend partout. Nous en avons acheté un exemplaire à Berlin, dans la Friedrichstrasse, le 21 mai 1935.

Hitler avait déjà prononcé son célèbre discours « pour la paix ».

La géo-politique. Son vrai sens.

La science soutient par ses « arguments » les buts de guerre hitlériens. La politique raciale est au service de l'impérialisme néo-allemand, aussi bien que la géo-politique, « étude des nécessités géographiques de la politique ». Le professeur de Rudolf Hess, le général du cadre de réserve Karl Haushofer, s'est vu confier la tâche de justifier scientifiquement le programme de conquête du Troisième Reich. Dans sa *Revue de géo-politique*, contrôlée par le ministère de la Propagande, il expose sans fard les buts pangermaniques. Le docteur Kurt Trampler y donne, le 1^{er} janvier 1934, sous le titre « Frontières allemandes », une analyse du « droit à l'espace » de l'Allemagne.

L'Allemagne étouffe dans ses limites actuelles. Ses frontières ne sont qu'une dernière ligne de défense, constamment menacée, conséquence d'un recul séculaire.

L'impérialisme pangermanique dénonce ce « recul séculaire ». Il ne l'accepte plus. Il veut pousser au delà de ses « frontières menacées ». Il fait sienne la théorie nationale-socialiste du « Reich en danger » pour demander la « défense armée ». Or, la meilleure défense est évidemment l'attaque. Le national-socialiste scientifique sera donc partisan résolu de l'agression.

Le D^r Trampler dessine les frontières « naturelles » qu'il faut rétablir par le moyen « naturel » de la guerre. Il fait toutefois une différence entre les « terres fermées », purement allemandes et les « zones de langue ou de culture allemande ». Son appétit est considérable. Trampler classe dans la première catégorie :

- 1° Toute la Suisse allemande.
- 2° L'Alsace.
- 3° La Lorraine.
- 4° Eupen et Malmédy.
- 5° Le Luxembourg.
- 6° L'Autriche.
- 7° Le Tyrol du Sud.

8° Les zones de langue allemande de la Hongrie du Nord.

9° La Croatie de langue allemande.

10° La plus grande partie de la Tchécoslovaquie.

11° Le couloir polonais.

12° Dantzig.

13° Le territoire de Memel.

14° Le Slesvig du Nord.

Dans la seconde catégorie viennent, d'après Trampler :

1° Toute la Russie d'Europe.

2° Tous les pays baltes.

3° La Pologne.

4° La Hongrie.

5° La Roumanie.

6° La moitié de la Yougoslavie.

7° La Hollande.

8° Presque toute la Belgique.

Bref, le D^r Trampler réclame des « terres nationales » habitées par une vingtaine de millions d'individus et des zones d'influence comptant environ 150 millions d'habitants. Il justifie ainsi ses prétentions :

Les Allemands constituent le seul grand peuple de l'Europe Centrale. C'est le véritable peuple européen. A lui le sol, des Vosges aux frontières soviétiques, de la mer Baltique à l'Adriatique.

Le filet brun. Un mode d'armement.

En de nombreux passages de son livre *Mon Combat*, Hitler critique l'insuffisance de la préparation diplomatique à la guerre mondiale. Il déclare la propagande à l'étranger part intégrante de l'armement raisonné. Le Troisième Reich entend préparer soigneusement la guerre de conquête qu'il envisage et a su créer dans ce but une formidable organisation. Le national-socialisme a évidemment profité des leçons de Metternich, de Fouché, de l'Okhrana tsariste, de l'Intelligence Service et autres appareils policiers du même type. Toutefois, la transposition des expériences et des méthodes de politique intérieure à la propagande étrangère nationale-socialiste donne à celle-ci un caractère particulier. Les

moyens financiers mis en œuvre sont sans exemple dans l'Histoire.

La propagande du Troisième Reich s'identifie si bien aux buts de guerre pangermaniques que ses formules et ses mots d'ordre nous permettent sans peine de comprendre sa politique étrangère. Goebbels concentre-t-il son action sur une certaine frontière que nous pouvons aussitôt prévoir un « coup » politique. Il s'en prend à l'Autriche et c'est le 25 juillet, de sanglante mémoire. Les agents allemands envahissent la Lithuanie et le Führer déclare sans attendre que l'Allemagne refuse de signer avec sa voisine un pacte de non-agression. Les agents de propagande du Troisième Reich sont les avant-coureurs du meurtre, du désordre et du « putsch », les cavaliers apocalyptiques modernes de la guerre.

La propagande et la force.

La propagande fraye la route à la force; elle lui est indissolublement liée. Eugène Hadamowski, directeur de la radiotélégraphie allemande, proche collaborateur du Docteur Goebbels, le reconnaît dans son opuscule *Propagande et force nationale*.

La propagande et la force brutale ne s'opposent jamais absolument... La force peut faire partie intégrante de la propagande... L'éveil de l'attention générale, de la persuasion personnelle à la propagande massive, de l'organisation fragmentaire des partisans à la création d'institutions officielles ou quasi-officielles, de la terreur individuelle à la terreur générale, de l'emploi légitime de la force jusqu'à la contrainte à l'obéissance et à la discipline par l'usage de la justice sommaire, ne sont que des modes divers de l'action sur les hommes et les masses.

L'Allemagne hitlérienne en est au stade de la justice expéditive. Les méthodes de propagande y sont du « troisième degré ». On les applique sans scrupule dans les prisons et camps de concentration aux antifascistes. La terreur, individuelle ou générale, est l'une des armes les plus efficaces de

Goebbels. Point n'est besoin des justifications de Hadamowski. La guerre est la loi suprême de toute la politique hitlérienne, elle préside à toutes ses manifestations, elle l'inspire. Elle est la seule raison d'être du « filet brun ».

L'importance, la puissance financière de l'appareil étranger hitlérien est, nous l'avons déjà dit, sans exemple. Notre tâche sera d'en fixer les énormes proportions, de dénoncer au monde ses méthodes et son activité. Il serait impossible toutefois d'examiner une à une les mailles de ce filet prodigieux. Nous ne parlerons donc que des faits les plus saillants, caractéristiques de l'action hitlérienne, démasquée.

Les centrales de l'action nationale-socialiste à l'étranger.

L'impulsion est donnée par le Reich. Tous les fils reliant les bureaux officiels ou du parti, les associations et institutions à l'étranger, sont tenus par les chefs du parti ouvrier allemand national-socialiste. Cette direction est suprême; elle dirige et contrôle tout le travail souterrain, la préparation à l'étranger de la guerre.

Cette organisation donne, à première vue, une impression de confusion, de désordre même. Mais, à l'examen, on retrouve dans cette complication apparente une extraordinaire unité de vues et de système. Assurément, il a fallu quelque temps, à partir de l'avènement des nationaux-socialistes au pouvoir, pour coordonner l'effort de ces multiples organisations. Cependant, ce résultat fut atteint dès le milieu de 1934.

Dès l'abord, nous distinguons aisément quatre éléments principaux. Le travail à l'étranger se répartit entre les administrations d'Etat, les bureaux du parti, certaines organisations apparemment indépendantes et les agences d'espionnage. L'état-major de liaison a pour tâche de coordonner l'action de ces différents organismes. A sa tête se trouve le collaborateur direct du Führer, le ministre d'Etat Rudolf Hess.

Quatre administrations d'Etat accomplissent la besogne officielle : le secrétariat des Affaires étrangères, le ministère de la Reichswehr, la police secrète d'Etat et le ministère de la Propagande.

Les diplomates doivent être nazis...

La propagande du secrétariat des Affaires étrangères, aux dernières années de la république de Weimar, se faisait déjà pangermanique. Toutefois, elle ne dépassait pas les limites permises. Le secrétariat était en rapports étroits avec les associations s'intéressant aux questions du germanisme extraterritorial. Les ambassadeurs, ministres et consuls entretenaient de bonnes relations avec les associations, généralement subventionnées, groupant les Allemands de l'étranger dans chaque pays. Ces groupes affectaient le plus souvent la forme charitable, littéraire ou mondaine. Leur propagande était toute indirecte. Ils ne jouaient véritablement de rôle politique actif avant l'arrivée au pouvoir de Hitler que dans les pays où vivait une forte minorité allemande, dans les Etats baltes, dans les Balkans et l'Amérique du Sud.

Ces timides essais ne pouvaient convenir au Troisième Reich. Très vite, il sut faire du secrétariat des Affaires étrangères et de ses représentations diplomatiques des centres actifs de propagande et d'observation. Les produits de la vieille école gardèrent leurs postes, mais les forces nouvelles nationales-socialistes affluèrent. Avec le temps, les diplomates « nouveau style » s'assurèrent les fonctions importantes. Le président du Conseil des ministres de Prusse, Göring, fut fréquemment chargé de missions à l'étranger, empiétant ainsi sur les attributions du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Göring fut en Italie, plusieurs fois en Pologne et dans les Balkans. C'est lui, et non pas le ministre von Neurath, qui représenta le Troisième Reich en mai 1935 aux funérailles de Pilsudski. C'est lui encore qui mena, en mai et en juin 1935, les négociations en Hongrie, en Bulgarie et en Yougoslavie, qui s'efforça de resserrer les liens de la Hongrie avec l'Allemagne hitlérienne et de gagner la Bulgarie et la Yougoslavie à la cause nationale-socialiste.

En mai 1935, c'est à M. von Ribbentrop, promu à la dignité d'ambassadeur plénipotentiaire extraordinaire, que reviennent des missions incombant normalement au ministère des Affaires étrangères. La tâche de Ribbentrop est de gagner les Anglais aux conceptions exprimées par Hitler dans

Mon Combat et, en premier lieu, à l'idée d'une guerre de conquête contre l'Union des Soviets et les Etats baltes. Ribbentrop a exposé dans une interview publiée le 23 juin 1935 par les journaux anglais, les vues du Troisième Reich :

Je suis convaincu que la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et les autres nations européennes doivent s'unir dans leur tâche commune de protection du vieux monde.

« Préserver la civilisation européenne », tel est le prétexte d'une guerre à l'Union des Soviets.

Depuis la prise du pouvoir par Hitler, les ambassadeurs et ministres qui ne sont pas nationaux-socialistes sont réduits au rôle d'automates dont l'unique devoir est d'obéir aux prescriptions des meneurs nazis.

La Reichswehr travaille à l'étranger.

Son rôle y est important. Les clauses de désarmement du traité de Versailles ne lui ont jamais retiré son caractère d'arme de combat. Ses chefs ont su créer à l'intérieur du Reich toute une série d'organisations destinées à mener une politique agressive contre le traité de Versailles, à conduire au réarmement de l'Allemagne et à son expansion territoriale. Elle a trouvé dans le national-socialisme, à la naissance duquel elle a contribué, le meilleur instrument de préparation à la prochaine guerre de conquête. Elle a également participé à l'organisation de la *Société coloniale allemande*, de l'*Association allemande de protection*, de l'*Institut allemand pour l'étranger*, d'autres groupements encore travaillant hors frontières et sur lesquels nous reviendrons. La Reichswehr, avant même l'avènement de Hitler, entretenait à l'étranger ses propres bureaux qui, à côté de l'espionnage militaire et économique, s'occupaient encore de réarmement clandestin. Une foule d'entreprises industrielles allemandes, Krupp, la Rheinmetall, les usines d'aviation Junkers, pour ne citer que ces trois noms parmi beaucoup d'autres, collaborant avec la direction de l'Armée organisaient en territoire étranger les ateliers prohibés sur le sol allemand par le traité de Versailles.

Hitler au pouvoir, la Reichswehr renforça encore sa pro-

duction à l'étranger. On travailla en Hollande, en Suède, en Suisse surtout, et même quelque temps en Espagne pour satisfaire aux besoins de l'Allemagne. Entre temps, des dépôts secrets d'armes furent établis en Lithuanie.

L'industrie de guerre ne fut pas seule à grandir. L'activité des agents et des espions de la Reichswehr s'est décuplée depuis l'avènement de Hitler.

Nicolaï au travail.

C'est vers le milieu de 1934 que fut placé à la tête des services de renseignements de la Reichswehr l'homme qui avait dirigé pendant la guerre le deuxième bureau allemand. Les chefs de la Reichswehr ont jugé bon de mettre au service du réarmement allemand l'expérience de cet homme. Peut-être aussi redoutaient-ils sa puissance. Nicolaï sait beaucoup de choses !

Pour répondre au besoin grandissant de collaborateurs secrets, Nicolaï a créé de nouvelles écoles d'espions où sont instruits ceux dont le devoir est de poursuivre à l'étranger leur tâche criminelle. L'une des collaboratrices les plus prisées de Nicolaï, Mlle Dr. Schragmüller, ancienne étudiante en économie politique, professe dans ces écoles.

Dès lors, l'activité de l'espionnage allemand a cru sensiblement. La meilleure preuve en est le nombre impressionnant d'arrestations d'espions à l'étranger, en France notamment, au cours des années 1934 et 1935.

Les agents à l'étranger du « Gestapo ».

Le Gestapo, ou Service de la police secrète d'Etat, est une création du national-socialisme. Peu après l'arrivée au pouvoir du parti hitlérien, Göring, alors ministre de l'Intérieur de Prusse, fonda la police secrète d'Etat dont la tâche essentielle était de surveiller le mouvement politique en Prusse. A la tête de cette institution fut placé le vice-président de la police de Berlin, le Dr Diehls, qui prit le titre d'inspecteur de la police secrète d'Etat. Imitant la Prusse, les autres Etats allemands créèrent, dans le courant de l'année 1933, leurs polices d'Etat, qui furent mises sous les ordres

du Führer des S. S., Heinrich Himmler (1). Celui-ci et Göring se disputèrent bientôt la police prussienne. La lutte se termina au début de 1934 par la démission du Dr Diehls et, quelques mois plus tard, par la formation d'un service de la police secrète d'Etat pour toute l'Allemagne, dont l'inspecteur Heinrich Himmler fut appelé à prendre la direction sous les ordres de Göring. Himmler amenait avec lui, en qualité de second, l'ancien enseigne de vaisseau Reinhard Heydrich. En peu de temps, ce dernier prit la haute direction.

Le chef de la Sûreté, Heydrich, a trente-deux ans et un passé assez mouvementé. De 1918 à 1922, de sa quatorzième à sa dix-huitième année, il fut tour à tour membre de *l'Association de la jeunesse patriote allemande*, de la *Ligue de protection populaire allemande*, des *Jeunesses populaires patriotes* à Halle. En 1919 et en 1921, il fut homme de liaison et volontaire du corps franc Märker de Halle, puis membre du corps franc Halle qui sema la terreur dans la classe ouvrière du centre de l'Allemagne. En 1922, Heydrich entra dans la marine. En 1928, il était enseigne de première classe. En 1931, il fut contraint, au grand regret de ses supérieurs, de quitter la marine. Il était alors officier de renseignements à l'état-major de la station de la mer Baltique. Congédié pour agitation nationale-socialiste, il entra dans les S. S. où son avancement fut rapide. En 1935, il était chef de groupe. Après le coup d'Etat, il devint directeur de la section politique à la présidence de la police de Munich et entra bientôt en cette même qualité au ministère de l'Intérieur bavarois.

25.000 agents et informateurs du Gestapo à l'étranger.

Cet homme, responsable d'innombrables assassinats, qui pratique sur ses propres amis le chantage le plus éhonté, dispose en maître de toute l'organisation étrangère du Gestapo. Plus de trois mille meurtres à l'intérieur du pays, des centaines de milliers d'hommes brutalisés, torturés, des assassinats, des enlèvements en territoire étranger, tel est le bilan

(1) Himmler est, en fait, depuis juin 1936, ministre de la police du Reich.

du Gestapo sous la conduite de Heydrich et de Himmler, sous le contrôle permanent de Hitler et de Göring.

Nous avons pu consulter le procès-verbal d'une séance tenue en mars 1935 chez Himmler et à laquelle prirent part les principaux fonctionnaires du Gestapo à l'étranger. Ce document, significatif, déclare *qu'il y a à l'étranger 2.450 agents du Gestapo, disposant d'un réseau de plus de 20.000 observateurs.*

De ces derniers, un petit nombre seulement est payé. Les autres agissent sous la contrainte. Ces chiffres montrent le développement considérable du Gestapo à l'étranger. C'est tout un corps d'armée qui travaille pour lui. Chaque jour, 25.000 hommes recueillent des renseignements politiques, militaires, économiques, cultivent le sol où sera ensemencée la guerre.

En deux ans, le Gestapo a établi ses bureaux dans toutes les grandes villes. Depuis le milieu de 1934, il reçoit les directives du colonel Nicolaï, qui l'emploie à ses fins particulières. Avec son appui, il a procédé à sa réorganisation sans que Nicolaï ait renoncé pour cela à user des services spéciaux de la Reichswehr, strictement autonomes, à l'activité rigoureusement secrète. La collaboration de l'armée et du Gestapo a fait de ce dernier l'auxiliaire de la Reichswehr dans des buts militaires. L'enlèvement de Berthold Jacob a permis pour la première fois de se convaincre de la collusion des deux organismes.

Goebbels et sa propagande à l'étranger.

Le ministère de la propagande, dirigé par le Dr Goebbels, travaille, lui aussi, avec activité à l'étranger. Les méthodes ont été indiquées par Hitler lui-même dans la Bible du parti, dans *Mon Combat*. Ce sont celles du mensonge, auxquelles le national-socialisme a toujours été fidèle, après comme avant la révolution.

...Plus le mensonge est grand et plus il trouvera créance. Il est plus facile d'égarer les masses que de les rendre sciemment mauvaises. Dans la simplicité de son esprit, la foule se laissera aisément abuser par l'imposteur. Capable de déceler le mensonge, l'imposture la dépasse.

Le but de la propagande de Goebbels est nettement défini dans un article paru le 11 avril 1935, dans le *Militärwochenblatt*, sous le titre : « La propagande, arme de guerre ». Il est signé, comme beaucoup d'autres de cette revue, d'un simple numéro : 319. Derrière ce chiffre s'abrite le commandant Foertsch, chef du bureau de la presse au ministère de la Reichswehr, auteur, entre autres ouvrages, de *l'Abécédaire de la Défense*. Dans son article, Foertsch énonce les deux devoirs de la propagande : de la défense et de l'attaque. Sur cette dernière, il dit :

L'attaque vise tout d'abord les pays neutres. La propagande doit prouver le bon droit de la cause qu'elle soutient, montrer les torts moraux de l'adversaire. Elle se heurte ici aux questions les plus complexes et les plus difficiles. Pour chaque pays, il faudra adopter une propagande convenable. Elle dépendra de l'attitude du gouvernement intéressé, de sa tendance, favorable ou non à l'Allemagne, des opinions de son peuple sur la politique allemande, sur ses théories racistes. Elle devra également entrer dans les détails, traiter individuellement chaque sujet. Une phrase qui convient à certain peuple peut déplaire profondément à un autre. Avant tout, il faut connaître à fond la psychologie du peuple que l'on entend soumettre à la propagande.

Une arme de guerre, telle est la propagande de Goebbels à l'étranger. Le commandant Foertsch qui parle sans ambages en « temps de paix » des « lignes ennemies », dans le titre même de son article, caractérise clairement la tâche dévolue à Goebbels.

La propagande par la « défense contre le mensonge ».

Par ordonnance du 30 juin, le ministère du Dr Goebbels se voit subordonner :

- 1° tout le service de renseignements;
- 2° la propagande intérieure et extérieure;
- 3° l'art, les questions et groupements artistiques;
- 4° la radiodiffusion;
- 5° le cinéma;
- 6° le théâtre;
- 7° la censure;

- 8° les écoles de sciences politiques;
- 9° la propagande économique;
- 10° les foires et expositions;
- 11° la propagande touristique;
- 12° le sport à l'étranger.

Bref, tout ce qui peut servir au soutien du gouvernement national-socialiste tant à l'intérieur qu'à l'étranger.

La propagande extérieure est dirigée par le conseiller ministériel Demann, chef de la VII^e section au ministère de la Propagande. Celle-ci est couramment appelée section du mensonge. Il faut en effet entretenir la fiction d'une offensive de mensonge dirigée contre l'Allemagne hitlérienne, que l'innocent Goebbels est chargé de repousser.

La propagande « populaire allemande » de la radiodiffusion.

La radiodiffusion a son rôle particulier. Tous les postes émetteurs du Troisième Reich sont au service de la propagande pangermanique. Le service d'outre-mer sur l'Afrique, l'Asie orientale, l'Amérique du Nord et du Sud est assuré par ondes courtes dirigées et a lieu à des heures convenant à l'auditeur d'outre-mer. Les discours de Hitler, des chefs nationaux-socialistes sont répétés en toutes langues. Les émetteurs d'ondes dirigées ont un service d'informations spécial à chaque pays.

Les auditions de chants populaires allemands, les « heures de l'Allemand à l'étranger » tiennent dans les programmes une place particulière. Du 30 juin au 6 juillet 1935, plus de cent émissions ont été adressées aux Allemands à l'étranger par les postes d'Empire.

A ces émissions viennent s'ajouter les nouvelles d'actualité radiodiffusées deux fois par jour par tous les postes allemands, les programmes nocturnes du poste de Francfort qui ont lieu trois fois par semaine et concernent particulièrement l'étranger. Enfin, il ne faut pas oublier les émissions journalières du poste « Allemagne », de deux à trois heures de l'après-midi souvent utilisées à des fins de propagande.

Les postes allemands servent également, à l'occasion, à préparer les grands mouvements politiques et à soutenir les coups de force nationaux-socialistes à l'étranger. L'émetteur

de Munich a soigneusement préparé le « putsch » du 25 juillet à Vienne par des déclarations journalières sur le ton le plus agressif. La population autrichienne pouvait ainsi, par son intermédiaire, entendre les discours des agents nazis frappés d'interdit. Le monde entier put se convaincre des rapports liant Goebbels et sa propagande aux contrebandiers d'armes et aux assassins de Dollfuss.

La même opération se répéta dans la seconde moitié de 1934, lors de la préparation du putsch nazi en Lithuanie. A la suite du rétablissement du service militaire obligatoire les postes de Goebbels crièrent leur « amour de la paix » pour couvrir par le bruit de leurs protestations le ronflement des usines de guerre. En mars 1935, à la publication du verdict condamnant les émeutiers nazis de Lithuanie, les émetteurs allemands remplirent l'air de leurs protestations et de leurs menaces.

La presse, le film, le livre. Les bureaux de voyage.

La presse allemande, sous la direction sévère du ministère de la Propagande tient sa partie dans le concert pangermanique. Tout grand quotidien est tenu à faire paraître un supplément hebdomadaire du genre de celui du *Berliner Tageblatt* : « L'Allemand à l'étranger. » La presse allemande reçoit, d'après la situation politique, des directives du ministère de la Propagande qui lui dicte son attitude. Elle sait par lui où elle doit frapper, à qui elle doit sourire.

Le cinéma est, lui aussi, attelé au char de la propagande pangermanique. L'avènement de Hitler a eu pour conséquence de faire perdre au film allemand la place qu'il avait su prendre à l'étranger. Pour remédier à cette situation, le ministère de la Propagande a mis en œuvre tous les moyens. Vers la fin de 1934, Goebbels, après avoir interdit l'entrée en Allemagne des films autrichiens tournés par des acteurs non aryens ou contraires à l'esprit allemand, est arrivé à ses fins. L'Autriche s'est inclinée. Au moment où cet ouvrage paraît, le ministère allemand négocie sur la même base avec les producteurs tchèques, par le truchement du Dr Arnold Raether, conseiller supérieur du gouvernement au ministère de la Propagande. Ce fonctionnaire est également le repré-

sentant du ministère auprès de la *Société allemande d'exportation du film*, qui compte parmi les membres de son Conseil le Dr Bansa, de la *Banque de Crédit du Film*, elle-même création du ministère de la Propagande. La *Société allemande d'exportation du film* doit traiter avec la Tchécoslovaquie, les Etats baltes et la Scandinavie, sur la base de l'égalité des droits. La *Banque de Crédit du Film* dispose naturellement de moyens financiers illimités.

L'édition, tout le commerce du livre même, est aux mains du Dr Goebbels. *L'Association de la Librairie allemande*, placée sous le contrôle du ministère de la Propagande, dirige de nombreux groupements à l'étranger. Le Dr Goebbels peut ainsi assurer l'expansion de la littérature nationale-socialiste. Malgré la régression du commerce étranger de la librairie depuis le « réveil national », l'Allemagne a exporté en 1934 pour 26.113.000 marks d'ouvrages de toute nature.

Le ministère de la Propagande a fondé à son usage un certain nombre de maisons d'éditions fournissant l'étranger de littérature tendancieuse. On y dénonce, en français et en allemand, le « péril bolchévique » dont Hitler a « délivré » le monde. Propagande antibolchévique que *l'Allemagne entre le jour et la nuit*, *le Soulèvement armé*, *Révolution allemande*, *Evolution d'un peuple!* Ces libelles sont destinés à propager « l'esprit national-socialiste et ses conceptions élevées ». Toute une littérature antisémite aux titres flamboyants doit contribuer à insuffler la haine du juif aux peuples étrangers. La *Pensée populaire allemande* est portée au loin par des livres du genre de *La frontière allemande du Sud-Est*, *d'Aveu à l'Autriche* et de *L'Allemagne et le couloir polonais*. La Librairie Internationale, de ses maisons de Genève, de Rome et de Berlin « travaille » surtout la France. Après le « discours pacifique » de Hitler, du 21 mai 1935, cette maison a édité une brochure intitulée *Les trente-trois guerres de conquête de la France*. La tendance développée ressort clairement du catalogue de l'éditeur :

Cet ouvrage est intéressant. Il appelle la réflexion, au moment même où les relations franco-allemandes atteignent

un certain point de tension. Le problème de la sûreté internationale est d'une actualité brûlante.

La propagande touristique et culturelle est également subordonnée tout entière à l'idée pangermanique.

Il existe une agence de voyages allemande dans toutes les grandes villes, capitales, ports internationaux. On peut juger par là de l'étendue de « l'innocente » propagande à laquelle elles se livrent. Un seul exemple suffira : il a été distribué en Amérique, dans le courant de l'année 1934, plus de cinq millions de brochures touristiques.

Trois cent sept journaux allemands à l'étranger obéissent aux ordres du Dr Goebbels.

Le ministère de la Propagande contrôle à l'étranger tous les périodiques édités par les associations ou groupements allemands. De plus, il dispose directement d'un grand nombre de journaux allemands. Le service de l'émigration, administration du Troisième Reich, a publié en 1934 un *tableau des journaux et périodiques de langue allemande à l'étranger*. Toutes les feuilles échappant au contrôle national-socialiste y sont portées avec indication de leurs tendances politiques ou les mentions « neutre », « étranger à toute politique ».

On y lit les indications suivantes, par exemple :

Pour la BELGIQUE :

Bruxelles : Deutsch-Belgische Rundschau. *Aubel* : Die fliegende Taube. *Dolhain* : Freie Presse.

FRANCE (*Alsace et Lorraine non comprises*) :

Paris : Der Deutsche in Frankreich.

Les PAYS-BAS :

La Haye : Gemeindeblatt der Deutschen Evangelischen Kirche in Haag.

Amsterdam : Sonntagsblatt, Der Deutsche in den Niederlanden. *Belgien, Luxemburg*. *Enschede* : Deutsche Post für Holland. *Haarlem* : Zeitschrift für den Bund der Auslandsdeutschen in Limburg. *Rotterdam* : Deutsche Schule. Sonntagsblatt der Deutschen Evangelischen Gemeinde zu Rotterdam. *Scheveningue* : Deutsche Wochenzeitung für die Niederlande.

L'ESPAGNE :

Madrid : Deutsches Echo. *Barcelone* : Deutsche Warte.

Et ainsi de suite pour les cinq continents.

Le ministère de la Propagande contrôle, de son aveu, trois cent sept journaux allemands à l'étranger. Ce chiffre permet de se rendre compte du formidable effort fourni par le D^r Goebbels. Le ministère de la Propagande est la grande centrale du réseau d'agents qui couvre le monde, qui précipitera un jour l'Allemagne hitlérienne dans la plus sanglante aventure guerrière que le monde ait jamais connue.

L'activité du parti nazi à l'étranger dépasse encore celle de l'administration.

Les menées du parti national-socialiste à l'étranger.

Dans le système pangermanique, là où le gouvernement allemand ne peut se compromettre, interviennent le parti national-socialiste et ses organisations. Avant même la prise du pouvoir par Hitler, le parti nazi disposait d'un certain nombre de bureaux de propagande à l'étranger. Le nombre s'augmenta sensiblement après le 30 janvier 1933. Leurs moyens financiers décuplèrent. Ils influencent la presse, organisent de nouveaux groupes nationaux-socialistes à l'étranger, terrorisent certaines populations étrangères, attentent à la sûreté des hommes politiques et des gouvernements étrangers.

Le bureau de la presse étrangère.

Il est dirigé par le chef de la presse étrangère du parti nazi, le D^r Ernst Franz Sedgwick Hanfstängl qui, avant l'avènement de Hitler, fournissait le parti d'argent américain. Butzi Hanfstängl, ainsi que le nomment ses intimes, a étudié dans les Universités américaines. De là ses relations avec la presse du Nouveau Monde, qui n'ont toutefois pas empêché l'Université de Harvard de refuser la donation que lui offrait, en 1934, Hanfstängl, « complice des atrocités du Troisième Reich ».

La section de presse étrangère du parti travaille en étroite collaboration avec le ministère de la Propagande. Toutefois Hanfstängl ne se reconnaît d'autre supérieur que Hitler lui-

même avec lequel il entretient d'étroites relations personnelles.

En août 1934, Hanfstängl a exprimé, au cours d'un entretien avec le célèbre avocat américain, William O. Thomson, son opinion intime sur la valeur de l'élite étrangère qu'il est chargé de gagner aux théories hitlériennes :

Que le diable emporte Oxford et ses pions! Nous vous enverrons quelques bons garçons qui vous brûleront cela!

Le mot de Hanfstängl scandalisa Londres. Respectueux de la méthode nationale-socialiste, Hanfstängl nia l'avoir jamais prononcé. Il a même eu l'aplomb de déposer une plainte contre le *Daily Express*. Il s'est toutefois bien gardé d'attaquer le journal américain et William O. Thomson, pas plus qu'il n'a inquiété les journaux anglais, français, suédois ou tchèques qui ont reproduit le « Livre Blanc », où Hanfstängl est dénoncé comme l'un des auteurs de l'incendie du Reichstag (1). Il n'a pas relevé le défi lancé par le sénateur suédois Georges Branting.

Tel est l'homme auquel le parti nazi a confié les relations avec la presse étrangère. Peut-on s'étonner qu'il cherche à l'influencer par les méthodes de corruption les plus éhontées? Mis au pied du mur, convaincu de mensonge, il nie, s'évade, promet. Une délégation anglaise du Comité de secours aux victimes du fascisme hitlérien vint demander à Hanfstängl, en septembre 1934, la mise en liberté du député communiste Neubauer, détenu dans un camp de concentration et victime des plus atroces traitements. Hanfstängl assura la commission que le prisonnier serait mis en liberté sous peu de jours. Théodore Neubauer traîne encore sa misérable vie dans l'enfer des prisons nazies.

L'Office de politique extérieur du parti national-socialiste.

Il joue un rôle de premier rang dans le Troisième Reich et son chef est le conseiller d'Adolf Hitler, le Balte Alfred

(1) Lire « Le livre blanc austro-allemand sur les assassinats des 30 juin et 25 juillet 1934 », paru aux Editions de la Nouvelle Revue Critique.

Rosenberg. Celui-ci est en même temps rédacteur en chef du principal journal nazi, le *Voelkische Beobachter*. Il ne dépend que du Führer et de son représentant. L'office de politique extérieure n'est pas tenu aux mêmes précautions que l'administration officielle : il représente dans son intégralité la conception politique du Troisième Reich.

Rosenberg a exposé celle-ci dans son livre, *L'Avenir de la politique extérieure allemande*, qui a été tiré à plus de cent mille exemplaires. Il y prêche ouvertement la guerre de conquête. Trois extraits suffiront à en convaincre le lecteur :

Il nous faut aujourd'hui choisir entre les deux aspects de l'Allemagne historique. Entre la croisade et la politique d'expansion. Entre l'impérialisme mondial et la volonté de l'Etat populaire. Entre Barberousse et Henri le Lion. Entre Charlemagne et Witikind. Entre Bismarck et Guillaume II. Entre la Société des Nations et Stresemann d'une part et l'Etat germanique national-socialiste populaire de l'Europe Centrale...

Le réveil allemand doit appuyer l'impérialisme populaire pour autant qu'il est nécessaire d'assurer au peuple allemand une existence saine, forte...

Reconnaissons que le peuple allemand s'il ne veut pas, au vrai sens du mot, périr, doit s'assurer, à lui et à ses successeurs, la place dont il a besoin; reconnaissons encore que ce sol n'est plus en Afrique mais dans l'Est européen. La voie nous est tracée, pour des siècles.

La politique extérieure du Troisième Reich est impérialiste. Rosenberg veut donner au « peuple qui étouffe » de l'air, principalement à l'Est.

La conception de Rosenberg est calquée sur celle que Hitler expose dans *Mon Combat*. La nomination de Rosenberg au poste de directeur de l'Office politique prouve que le Führer, loin de renoncer à ses plans, emploiera tous les moyens pour les réaliser. Ce n'est pas non plus sans raison que Rosenberg est en même temps directeur de l'Office de surveillance du parti national-socialiste et qu'il lui est dévolu l'observation, l'entraînement et l'éducation politique du mouvement nazi tout entier.

Organisation de l'Office de politique extérieure.

Le bureau central, à Berlin, compte cent cinquante employés; des centaines d'agents et d'hommes de liaison travaillent pour lui à l'étranger. Il a ses hommes de confiance dans toutes les organisations secondaires, associations et sociétés.

L'Office doit avant tout préparer les « gains territoriaux », la conquête de l'Autriche, l'accomplissement des plans impérialistes et Rosenberg a organisé son Office dans ce but. Deux sections spéciales s'occupent de l'Est européen et des pays danubiens.

Une autre section s'occupe d'obtenir pour l'Allemagne l'égalité des droits et contribue également à l'armement. Une autre encore des questions coloniales. Une autre enfin de l'Extrême-Orient et particulièrement des relations avec le Japon.

L'Office de politique extérieure assure la liaison avec les organisations nazies, avouées ou non, de l'étranger, leur répartit les fonds et leur donne ses instructions. Certaines de ces organisations, alliances, sociétés ou « fronts » ont été créés par des agents de l'Office de politique extérieure.

Il dispose également d'un certain nombre de maisons d'édition, chargées de fabriquer la littérature « spéciale », conforme aux conceptions de Rosenberg : la maison Eckart, de Berlin, la maison « Obélisque », de Spandau; Huch, de Leipzig, et enfin — quelle ironie ! — l'éditeur juif Trachtenberg qui s'efforça, en plusieurs langues, de vanter l'heureux sort des israélites sur le sol du Troisième Reich.

Balte de naissance, Rosenberg est en relations étroites avec les milieux russes blancs qui n'ont pas été sans influence sur sa formation politique. Il a placé un certain nombre de ses amis dans ses bureaux; les autres sont entrés dans les organisations relevant de l'Office de politique extérieure.

Ces dernières sont nombreuses en Allemagne même. Elles sont aux avant-postes et servent à l'exécution des plans de Rosenberg. Telle est la *Société nippon-allemande*, qui assure à l'intérieur du pays la propagande projaponaise, l'*Institut ukrainien* de Berlin, appelé à soutenir moralement la poussée victorieuse des troupes hitlériennes en Ukraine, le *Club*

chinois de l'industrie allemande qui appuie les intérêts allemands en Chine, le *Club académique germano-étranger*, etc., etc. Citons encore tout particulièrement la *Société Nordique*, de Lübeck, qui est chargée, sous le couvert d'entretenir des relations amicales avec les pays scandinaves et baltes, de la propagande allemande en Suède et dans les républiques baltes.

La doctrine aryenne et le droit.

L'Académie juridique allemande, création du ministre d'Etat Frank, qui a « légalement » prouvé sa supériorité à bon nombre de ses anciens collègues en les faisant assassiner au camp de concentration de Dachau, a dû, sur instruction du Dr Rosenberg, s'adjoindre une société des amis étrangers de l'Académie juridique allemande. Le ministre Frank, au cours de la séance du 27 juin 1935, a déclaré que cette Société amicale devait s'efforcer de faire connaître à l'étranger les efforts faits en Allemagne dans le domaine juridique et de provoquer hors frontière semblable effort.

Soixante-dix juristes étrangers assistaient à la séance, dont le bâtonnier anglais, Dr Temple Gray, auquel Frank s'adressait particulièrement :

Nous nous réjouissons avec vous de voir, comme nous avons pu le faire au cours des négociations de Londres, le principe aryen prendre sa place au rang des notions juridiques.

C'est avouer que cette société amicale n'a d'autre but que propager le national-socialisme et soutenir son développement à l'étranger.

A cette séance, le ministre Frank a, une fois de plus, défini le concept du droit tel que l'entend le national-socialisme : *Le droit est ce qui sert à la race et au peuple.*

Hitler, Frick et consorts ne donnent pas d'autre définition depuis le 30 janvier 1933.

On parle ici de peuple et non d'Etat. Il s'agit, pour le nazi, du « peuple aux cent millions d'individus ». Cette définition sert de base au programme de conquête pangermanique. Que Hitler juge « utile » au peuple allemand de

lui adjoindre l'Alsace-Lorraine, le pays sudète ou l'Autriche et il a le « droit » de rechercher cette annexion par tous les moyens, y compris par les armes. Il n'est plus de contrat, d'engagement, de pacte de non-agression qui puisse le retenir, puisque Hitler a le « droit » de les déchirer !

Le service du travail et les légions contre l'Union des Soviets.

L'Office de politique extérieure n'épargne pas sa peine. Le *Voelkische Beobachter* du 26 juin 1935 annonce :

L'Alliance allemande de l'Est et le Service du Travail travaillent de concert, sur les frontières de l'Est, à l'instruction des volontaires. Dans les divisions 1, 4, 8, 10, 11, 12, 15, 16 et 29, dans les écoles régionales et celle de Potsdam, l'Alliance allemande est chargée de fournir les conférenciers et le matériel d'enseignement pour le travail à la frontière.

De fait, le citoyen allemand, depuis le rétablissement de la conscription, accomplit sa première année de service dans les « section de travail ». En endossant la tenue de travailleur, il devient soldat. Une partie seulement de l'armée hitlérienne participe à l'entraînement spécial à la frontière de l'Est, c'est-à-dire à la préparation de la guerre contre les Soviets et les Etats baltes.

A l'appui de ses intentions, Rosenberg a créé déjà sur le territoire allemand ses troupes de choc, gardes-blancs incorporés tantôt dans les organisations séparatistes ukrainiennes, en qualité de nationaux-socialistes, tantôt dans les S. A.

La première légion étrangère créée par Rosenberg contre l'Union des Soviets est le « Rond » (mouvement russe-national).

Officiellement interdit et dissous, le « Rond », pratiquement, vit toujours. Le chef du « parti ouvrier russe national », Vonsiatsky, a fait partie du « Rond » et, de Mandchourie, entretient d'étroites relations avec lui. Ce n'est autre qu'une organisation militaire basée sur le modèle des S. A. Rosenberg a caserné à Kolberg, sur la mer Baltique, la deuxième légion destinée à l'attaque de l'Union des Soviets. C'est la *légion balte*, formée des membres des anciennes organisations baltes, telles que le « Loup de fer » de l'ex-prési-

dent du conseil lithuanien Woldemaras. Elle serait forte de plusieurs milliers d'hommes.

Les effectifs de la légion autrichienne s'élèvent à trente mille hommes. Elle était prête aux jours de juin 1934 à entrer en Autriche. En dépit des déclarations répétées du Ministère de la Propagande, elle n'a jamais été dissoute.

La quatrième légion se compose des nationaux-socialistes suisses vivant en Allemagne. Il existe à Berlin et dans le Brandebourg une *Ligue des compagnons nationaux-socialistes*, organisée comme les légions sur le modèle des divisions d'assaut (S. A.). Le chef de la section Berlin-Brandebourg est le D^r P. Morganty, le « sturmführer » est un Suisse du nom de May. La nouvelle loi militaire prévoit l'incorporation d'étrangers et ces légions ont pris, de ce fait, une signification particulière.

Organisations internationales au service de la propagande hitlérienne.

A côté des organisations, instituts et clubs nationaux, Rosenberg a également créé une série de sociétés jouant un rôle actif dans la réalisation de ses plans impérialistes.

Telle est la *Communauté ouvrière internationale nationale-socialiste*, dont le siège est en Suisse. Son chef est le D^r Hans Keller, ancien catholique de gauche munichois, qui a fait en France son doctorat de philosophie. Cette société a tenu à Berlin, les 5 et 6 décembre 1934, son premier congrès, auquel assistaient les « délégués » de vingt nations. Tous les frais de déplacement et de séjour étaient à la charge de l'Office de politique extérieure. La *Communauté nationale-socialiste* s'est fixé pour tâche essentielle de grouper les nationalistes de tous les pays contre le bolchévisme. Ce n'est qu'un instrument hitlérien destiné à servir à la conquête hitlérienne de l'Est qui doit faire du Troisième Reich le maître de l'Europe.

L'*Association mondiale antibolchévique* poursuit le même but. Ses fondateurs ont été Rosenberg et le magnat du pétrole Deterding. Elle a son siège à Londres et publie à Berlin un bulletin *Antikomintern* où l'on prêche ouvertement la guerre contre l'Union des Soviets. Un *Institut interna-*

tional antimarxiste a été créé à Genève en juin 1935, placé sous la présidence du Genevois Théodore Auber; il a pris part au congrès des nationalistes de Berlin.

L'excitation antijuive, moyen de la politique extérieure hitlérienne.

Rosenberg l'a confiée au « gauleiter » de Franconie, Julius Streicher, qui donne libre cours, dans son hebdomadaire, *l'Assaut*, à une répugnante pornographie antisémite. Protégé par Rosenberg, Streicher a fondé la *Ligue mondiale antijuive* qui a tenu à Nuremberg, le 9 mai 1935, ses premières assises. Le Français Jean Boissel y prit la parole après Streicher, qualifiant Adolphe Hitler de « titan ». Il déclarait en outre :

Le communisme n'a d'autre but ou désir secret que de faire du monde entier une vaste prison dont les gardes-chiourme seraient les Juifs. Nos armées jointes auraient dû déjà livrer un combat sans merci au fléau universel de la juiverie internationale et du communisme.

C'est définir avec exactitude le programme de la *Ligue mondiale antijuive* : elle sera la pointe d'avant-garde de l'armée envoyée contre l'Union des Soviets. La *Ligue universelle des antisémites* nourrit les mêmes projets, tout comme l'*Alliance aryenne chrétienne*. Cette dernière a eu quelque temps son quartier général à Paris, 23, rue Roussel. Ses bureaux ont été transférés à Erfurt. Elle est dirigée par l'ancien diplomate autrichien Georges de Pottere, *alias* O. Framer. Son papier à lettre porte la croix romaine barrée du « swastika ».

D'Erfurt, elle répand sur le monde une revue antisémite en trois langues, le *Welt-Dienst*, ou *Service Mondial*, ou *World Service*, publiée tous les quinze jours par la librairie Bodung. Elle est dirigée par le conseiller « technique » de Streicher, le lieutenant-colonel retraité Ulrich Fleischhauer.

En plus de sa tâche essentielle, grouper les antisémites contre l'Union des Soviets, le *Service Mondial* se voit assumer un autre devoir. Cette revue est largement répandue dans les colonies françaises de l'Afrique du Nord, à Alger,

à Tunis, et au Maroc. Cette propagande antisémite favorise le travail des agents employés à promettre aux indigènes l'appui hitlérien, au cas d'une guerre avec la France.

Il existe également un *Institut d'Etudes de la question juive*, présidé par un certain baron von Engelhard.

Toutes les organisations créées par Rosenberg, qu'elles soient populaires, antisémites ou antibolchéviques, ont pour but de gagner des étrangers à la politique hitlérienne, de préparer hors frontières les nids de mitrailleuses de l'impérialisme allemand. Ces ligues internationales, dirigées par l'Office de politique extérieure, ne sont en fait que des agences de la politique hitlérienne. Elles préparent la guerre. Elles servent les intérêts de Rosenberg au même titre que les officines de contrebande d'armes, que les sociétés secrètes en Autriche ou en Baltique.

L'Allemagne ne renoncera jamais aux colonies.

L'Office de politique extérieure de Rosenberg comprend une section spéciale des colonies. Le national-socialisme est décidé, sur ce point aussi, à mener la lutte. Plusieurs organisations la préparent, dont, notamment, la *Société Coloniale Allemande*, qui a ses bureaux à Berlin, dans la Maison d'Afrique, qu'elle partage avec l'*Association Coloniale*. Elles sont toutes deux présidées par l'ancien gouverneur de l'Afrique Orientale allemande, Dr Heinrich Schnee. Ancien fonctionnaire au Ministère des Colonies, Schnee fut par la suite lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Guinée allemande et de Samoa. Il fut nommé en Afrique Orientale en 1912. Il est actuellement doyen de l'Académie de Munich, président du *Conseil du travail des associations ouvrières allemandes* et président de la *Société de commerce international*. Il peut ainsi facilement répandre à l'étranger la propagande coloniale de Hitler.

L'*Association Coloniale* a tenu ses assises solennelles à Fribourg-en-Brisgau du 14 au 17 juin 1935. Le statthalter de Bavière, général von Epp, y représentait le gouvernement et le parti. Le général von Epp paraît être particulièrement apte à soutenir les revendications coloniales du Troisième Reich. Ne fit-il pas en 1900 et 1901 partie du corps

expéditionnaire de Chine dont les atrocités sont encore présentes aux esprits? De 1904 à 1906, n'était-il pas en Afrique Occidentale? Les bains de sang qu'y prirent les officiers de l'armée coloniale de Guillaume, anéantissant Héréros et Hottentots, ont rempli d'horreur le monde civilisé. Le général von Epp ne cache pas les aspirations coloniales allemandes :

L'esprit colonial s'affirme. Aux côtés des vieux combattants vient se ranger la jeunesse qui voit au loin et veillera à ce que l'Allemagne n'abandonne jamais ses exigences coloniales... L'Allemagne ne veut pas de mandats; elle réclame ce qui, devant Dieu et devant les hommes, lui appartient de droit.

En même temps que l'Association Coloniale, se réunissait l'Union Coloniale féminine qui s'est constituée sous l'égide de Mme Gertrude Scholz-Klink. Les propagandistes Mmes Rhode, de l'Est Africain, et Aschenborn, du Sud-Ouest Africain, y tracèrent un tableau de leur activité dans les anciennes colonies allemandes où elles travaillent à provoquer un mouvement en faveur de l'Allemagne hitlérienne. L'Union Coloniale féminine s'occupe particulièrement de « résoudre » la question de l'enseignement dans les colonies, dans un sens national-socialiste. Elle a distribué, au cours de l'année 1934, 46 bourses d'études en Allemagne à des enfants de colons allemands.

La Société Coloniale allemande dispose en Allemagne et en Autriche de 280 sections, sans compter les « groupes coloniaux » des jeunesses hitlériennes, les « sections jeunes-coloniales » et l'Union Coloniale allemande.

En même temps que le congrès colonial s'ouvrait à Fribourg une exposition coloniale. Aux murs du grand hall, on pouvait lire le troisième point du programme national-socialiste reproduit en lettres capitales :

Nous réclavons des terres et des colonies pour nourrir notre peuple et permettre l'émigration de notre excédent de population.

Le 30 juin 1935, la première étape de cette offensive coloniale annoncée par Hitler dans son discours du 21 mai, se terminait par un défilé des membres de l'Union des

anciens soldats coloniaux. Le général von Epp déclarait à cette occasion que *le problème colonial trouverait sa solution lorsque l'Allemagne serait de nouveau grande et forte en Europe.*

N'est-ce pas là avouer que l'Allemagne hitlérienne est décidée, le jour venu, « quand elle aura retrouvé la force » à résoudre la question par les armes? Jusque-là, l'Office de politique extérieure du parti préparera la solution par ses associations en Allemagne et ses agents à l'étranger. On songe à fonder à Brême une école coloniale pour y instruire les futurs fonctionnaires. On enseigne 300 élèves à l'école d'agriculture coloniale de Wissenhausen.

L'entraînement des futurs agents à l'étranger.

Les nombreux agents que les bureaux de Rosenberg envoient au delà des frontières avec mission de diriger ou d'instruire les innombrables associations, unions et « fronts » nationaux-socialistes avoués ou secrets, reçoivent un entraînement spécial. Depuis le début de février 1935, l'Office de politique extérieure a son école à Dahlem. Elle est placée sous la direction de Walter Schmitt, proche collaborateur de Rosenberg, et qui a lui-même accompli une mission spéciale dans les pays baltes et en Autriche. L'école a été ouverte le 8 février 1935, en présence de Rudolf Hess et de Heinrich Himmler, accompagnés des représentants de l'état-major de l'armée et de la marine, des chefs de S. A. et de S. S. et de l'Association sportive aérienne. Dans son allocution, Alfred Rosenberg n'a pas fait mystère du but de cette école : « *Il faudra dans cette maison s'efforcer de déceler ces conditions indispensables à un peuple, à une race et qu'on ne peut négliger sans attenter à sa vie. Il faudra aussi y déterminer le point où, pour servir l'Allemagne, il faut employer la force.* »

C'est assez clair! Rosenberg a souvent défini dans sa *Route future* ce qu'il entend par intérêts vitaux.

A côté de l'Office de politique extérieure, le parti nazi dispose d'une autre organisation, la *Section Etrangère du parti national-socialiste.*

La Section Etrangère.

Elle avait encore en 1935 son siège à Hambourg. A sa tête se trouve le « gauleiter » Ernst Wilhelm Bohle, qui a vu le jour dans la petite ville anglaise de Bradford. Il a été élève du collège anglais du Cap (Afrique du Sud). En 1923, il sortait de l'Ecole Supérieure de commerce de Berlin, diplôme en poche. Il est propriétaire d'une importante maison de pièces détachées d'automobiles. Travaillant depuis 1931 dans la *Section Etrangère* du parti, il en fut nommé directeur en mai 1933. Depuis octobre 1933, il fait partie de l'état-major du Führer.

La *Section Etrangère*, dont le siège est maintenant à Berlin, dirige toutes les organisations nationales-socialistes à l'étranger, à l'exception de celles dont l'activité s'exerce en Autriche, à Dantzig et à Memel. Ces dernières sont placées sous l'autorité directe de l'Office de politique extérieure et du représentant de Hitler, Hess.

Le ministère des Affaires étrangères et la Section étrangère.

Leurs relations sont étroites. Le ministère, d'accord avec la section, se fait un devoir de surveiller l'attitude des nationaux-socialistes à l'étranger.

La *Section étrangère* place le membre du parti à l'étranger sous la menace du tribunal secret. Le commandant Busch, de sinistre réputation, est le président du « tribunal disciplinaire » du parti national-socialiste. Depuis 1934, un « arbitre » est attaché à chaque groupe nazi à l'étranger. Ces « arbitres » du commandant Busch sont subordonnés au président du tribunal chargé du règlement des affaires extérieures, le Dr Kraneck. Ils « répondent du calme et de l'ordre ». Le Troisième Reich reconnaît ainsi envoyer ses bourreaux à l'étranger.

Le travail souterrain des groupes étrangers.

Tout national-socialiste travaillant à l'étranger reçoit de la *Section étrangère* du parti un passeport spécial portant entre autres mentions, la recommandation suivante :

§ 7. Tu n'es pas seulement membre du parti, mais combattant de première ligne!

Combat d'avant-poste pour le Troisième Reich, lutte pour une Allemagne forte : c'est là le programme de l'impérialisme allemand.

La *Section étrangère* entretient encore des relations étroites avec le groupe de la *Jeunesse hitlérienne AR* (jeunes gens travaillant à l'étranger), à la tête duquel se trouve le « führer » régional Karl Nabersberg, et avec le groupe étranger de l'*Union des étudiants nationaux-socialistes*. Le directeur de l'*Office intellectuel* de la *Section étrangère*, le Dr Erich, est également *Führer du corps des étudiants allemands à l'étranger*.

La *Section étrangère* a aussi des liens avec la *Société coloniale allemande*. L'activité aux colonies est dirigée par Bernhard Ruberg, président de l'*Union des Associations allemandes à l'étranger* et, depuis juillet 1934, chef de l'état-major de la *Section étrangère*. Ruberg, qui a participé au mouvement Kapp, a travaillé de 1921 à 1932 en Afrique Occidentale et dans l'Amérique Centrale. Il était en 1932 chef du groupe régional *Cameroun* du parti national-socialiste. De cette époque datent ses relations avec la *Société Coloniale allemande*.

L'activité de la *Section Etrangère* s'étend, on le voit, fort loin. Placée à la tête des organisations hitlériennes à l'étranger, elle dispose de milliers d'agents de propagande. Par sa section *Marine*, elle touche de près au système d'espionnage de la Reichswehr et du Gestapo. Par son tribunal du parti, elle appuie fortement la justice secrète du Troisième Reich. La *Section Etrangère* du parti nazi joue un rôle de premier plan.

Les anciens combattants et la propagande.

Depuis la fin de 1934, les sociétés d'anciens combattants participent largement au travail du Troisième Reich à l'étranger. En premier lieu vient l'*Organisation nationale-socialiste d'aide aux victimes de la guerre* et son chef Hans Oberlindober, *Führer des victimes de la guerre*. L'activité des anciens combattants concerne non seulement les Allemands à l'étranger, mais encore les anciens combattants étrangers. Leur tâche est de persuader leurs camarades que

le Troisième Reich a renoncé à tout esprit de conquête et ne désire que la paix. Le gouvernement hitlérien paraît attendre beaucoup de cette action : Hitler et Hess, son représentant, dirigent eux-mêmes cette propagande. Tous deux répètent à l'envi que les soldats se comprendront entre eux ; dans leurs discours, ils ont souvent « tendu la main, en camarades, à ceux de la tranchée d'en face ». Vers la fin de 1934, Hitler a reçu deux représentants des combattants français, MM. Jean Goy et Pichot. Oberlindober a eu avec eux et d'autres encore, de fréquentes conversations. En 1935, il s'est rapproché de l'association des combattants britanniques. La *British Legion* a envoyé ses représentants à Berlin en juillet 1935. Que cachent ces entretiens ?

Oberlindober nous l'expose dans un article paru dans le numéro d'avril 1935 de l'*Aide aux victimes de la guerre*. Il déclare qu'il faut « s'efforcer de rapprocher les deux grandes nations guerrières (l'Allemagne et la France) ». Mais attention !

Là aussi le principe de l'égalité des droits doit rester le point essentiel.

L'égalité des droits, telle que la comprend Hitler, c'est la restitution des colonies. C'est de nouveau la guerre pour la formation de l'Empire aux cent millions d'individus quand l'Allemagne aura réarmé.

Il est dans les camps de concentration des milliers d'anciens combattants revenus du front fanatiques de la paix. Ernst Thaelmann a fait la guerre comme artilleur. Carl von Ossietzki, Berthold Jacob, Mierendorf et Maddalena ne participent pas aux entretiens des combattants du front. Ils pourraient sans doute fixer « ceux de la tranchée d'en face » sur les « désirs pacifiques » du gouvernement hitlérien.

L'organisation présidée par le Führer des victimes de la guerre Oberlindober, assure sa liaison avec les pays baltes, les Balkans et l'Extrême-Orient, par l'intermédiaire de l'*Association de Kyffhäuser*, groupe directeur des anciens combattants. L'*Association des combattants de la Baltique* comprend, outre les anciens soldats allemands, des Finnois, des Esthoniens, des Lettons, chargés dans leurs pays d'ap-

puyer le programme agressif de Hitler. L'*Association d'Extrême-Orient* entretient d'étroites relations avec les organisations japonaises. L'*Association des combattants du front balkanique* subventionne de nombreux agents travaillant pour le compte du Troisième Reich.

La Section étrangère des groupes professionnels allemands.

Le *Front du Travail allemand* ne reste pas inactif. Les Allemands employés hors frontière par des maisons allemandes sont tenus, s'ils ne veulent perdre leur place, d'appartenir à un groupe professionnel. La section étrangère du *Front du Travail* offre ainsi une large base à l'activité nationale-socialiste à l'étranger et met à sa disposition un instrument de propagande remarquablement efficace. Les groupes professionnels ont plus de mille bureaux à l'étranger. Les employés allemands de maisons étrangères y sont particulièrement bien accueillis. Ils sont tenus de remettre au groupe local des rapports sur la marche des affaires des entreprises étrangères, bref, d'espionner.

Le *Front du Travail allemand* vient ainsi puissamment en aide à la propagande étrangère du Troisième Reich. Des cotisations forcées que les membres sont tenus de prélever sur leurs faibles salaires, la section étrangère envoie la plus grande partie, des millions, à l'étranger.

Une organisation voisine du *Front du Travail allemand*, l'union nationale-socialiste *La Force par la Joie*, organise dans un but de propagande des croisières et des voyages à l'étranger. Elle dispose de son bureau particulier, *Nation et Patrie*. La Section étrangère des *Groupes professionnels allemands* édite son périodique, *l'Allemand à l'étranger*, qui, mensuellement, sous les apparences d'un journal illustré apolitique, vient renforcer la propagande hitlérienne dans les rangs allemands.

Le troisième maillon de la chaîne est constitué des associations à l'étranger qui, nées pour la plupart avant la prise du pouvoir du 30 janvier 1933, ont été enrégimentées et mises au service de la propagande pangermanique.

La « pensée » populaire allemande.

Avant que Hitler devienne chancelier les associations allemandes se contentaient pour la plupart des moyens financiers mis à leur disposition par leurs membres. Enrégimentées par Hitler, elles se sont vues confier la tâche de répandre au loin la « pensée populaire allemande ». Le premier ouvrage sur l'Allemagne paru après la prise du pouvoir par Hitler nous explique ce terme. Il a pour titre *l'Allemagne à l'étranger*, et est dû au D^r Franz Tierfelder :

Les armées allemandes victorieuses occupaient Pologne et Russie, Hongrie et Roumanie. Nos cavaliers abreuyaient leurs chevaux aux bords de la mer Noire. Les tranchées allemandes protégeaient à l'ouest notre vieille civilisation. Outre-mer, des millions d'hommes, allemands par le sang et la langue, criaient leur foi en la patrie engagée dans une lutte sans merci. C'est alors que l'Allemagne prit conscience d'elle-même, que se précisa en elle ce sentiment jusque-là confus : l'idée allemande.

Cette « idée allemande » serait donc fille de la guerre.

Les spécialistes nationaux-socialistes estiment le nombre des Allemands vivant hors des frontières du Troisième Reich à 30 ou 35 millions d'individus. L'idée allemande leur est dédiée. Aux associations à l'étranger de la propager.

Ces 30 ou 35 millions d'hommes sont, au dire des statisticiens nationaux-socialistes ou étrangers, organisés en 40.000 associations réparties dans le monde entier. Un grand nombre obéit aux ordres de Hitler et prépare sous sa direction la guerre et la conquête.

V. D. A.

La plus importante d'entre elles est l'*Union populaire des Allemands à l'étranger* (V.D.A.), qui a son siège à Berlin, 97, Martin Lutherstrasse. Son chef en est, depuis avril 1933, le national-socialiste D^r Hans Steinacher. Ce nom est, à lui seul, un programme. Steinacher est né en Carinthie autrichienne, à Bleiberg-Kreuth.

La V. D. A. dispose de puissants moyens et de nombreuses sous-sections. A l'intérieur, vingt-cinq unions locales obéissent à ses directives. Une maison d'édition fournit aux

groupes de l'étranger les « livres d'instruction ». On y trouve des centaines de brochures traitant des sujets les plus divers : la Carinthie, la Lithuanie, Memel, l'Alsace-Lorraine, Eupen et Malmédy, Dantzig. D'immenses cartes géographiques montrent les « vraies frontières » celles de l'« idée allemande ». La V. D. A. n'est pas tenue à observer les mots d'ordre diplomatiques donnés par le gouvernement. Sans tenir compte du pacte amical conclu avec la Pologne, il continue à distribuer ses brochures traitant du couloir polonais et du « sort misérable des minorités allemandes en Pologne ».

La V. D. A. est en relations avec 8.000 écoles allemandes à l'étranger, auxquelles il insuffle l'esprit national-socialiste. Dans ce seul but, il dépense près d'un million et demi de marks par an. Il veille à ce que les bibliothèques des associations allemandes à l'étranger restent « pures », ainsi que l'entend le Dr Goebbels. Il subventionne plusieurs milliers de bibliothèques. On en compte cinquante-six pour la seule Bessarabie !

Le V. D. A. quête beaucoup. L'industrie allemande verse généreusement à ses caisses et ses millions servent à soutenir la propagande pangermanique à l'étranger. Son rapport pour 1935, à la différence des précédents, ne donne aucun renseignement sur ses mouvements de fonds. D'indications puisées dans les sociétés locales, on peut cependant déduire que ses recettes atteignent plusieurs millions. Le V. D. A. avoue consacrer soixante-dix pour cent de ses entrées de fonds au « travail » à l'étranger. Quinze pour cent sont employés, annonce encore le V. D. A., à répandre dans la masse l'idée allemande, c'est-à-dire à la propagande intérieure en faveur de la guerre. Les frais d'administration s'élèvent à quinze pour cent, ce qui paraît indiquer que les nationaux-socialistes ne dédaignent pas les traitements élevés. Le rapport annuel reconnaît, — aveu intéressant, — l'intervention financière de l'Etat. Le V. D. A. expose les grandes difficultés rencontrées au cours de 1935 du fait de la rareté des devises étrangères. Mais, ajoute-t-il,

...nous devons être reconnaissants de l'aide compréhensive

que nous avons trouvée auprès des autorités, aide qui nous a permis de vaincre tous les obstacles.

On trouve donc dans un rapport semi-officiel soumis à toutes les censures, l'aveu bien net de la participation du gouvernement, initiateur des menées pangermanistes de la Société.

Le V. D. A., de même que la *Société Nordique*, fait tous ses efforts pour répandre hors frontière la littérature hitlérienne. Il a institué en 1935 un prix de 5.000 marks pour récompenser l'auteur du meilleur roman germano-sudète ou autrichien d'inspiration « populaire allemande ».

Le V. D. A. déclare grouper en 1935 24.000 organisations et groupes locaux, trente-trois fois plus, par conséquent, que l'année précédente. On juge aisément de son activité.

L'Académie allemande.

Elle apparaît dans le *Lexique des Führers* sous la rubrique « l'Allemagne à l'étranger », avec l'*Institut allemand étranger*, à côté du V. D. A. et l'*Union de défense nationale*. Ce voisinage est caractéristique. L'*Académie Allemande* n'est qu'un organe de propagande nationale-socialiste et de pangermanisme. Son président est le technicien de « géo-politique », le général du cadre de réserve professeur D^r Karl Haushofer.

Ce général-professeur est l'un des plus ardents partisans du programme de conquête populaire et impérialiste qu'il s'efforce de justifier « scientifiquement ». Il fournit au V. D. A. les formules et les arguments dont il a besoin dans sa lutte pour une plus grande Allemagne. Son livre, *Politique mondiale d'aujourd'hui*, est la Bible du V. D. A.

Depuis le mois de mai 1935, l'*Académie allemande* a reçu pour tâche d'« entraîner » les professeurs allemands exerçant à l'étranger. La direction de la propagande du parti, soit donc le D^r Goebbels, oblige tout professeur ou maître travaillant à l'étranger à suivre un cours à l'*Académie allemande*, où l'on lui inculque les principes nationaux-socialistes d'éducation. Les directives viennent de l'*Office*

de contrôle d'éducation, dirigé par Alfred Rosenberg. Il est bien évident que les professeurs allemands à l'étranger conformement, de gré ou de force, leurs méthodes d'éducation aux instructions de Rosenberg.

L'Institut allemand pour l'étranger.

C'est la deuxième institution « scientifique » dépendant du V. D. A. Il est dirigé par le professeur Csaki, qui, comme Steinacher, n'est pas allemand de naissance. Il est de Hermannstadt, ville aujourd'hui roumaine. Ancien directeur de l'Office pédagogique allemand en Roumanie, puis chef de l'Association allemande de Roumanie, il fut mis par Rosenberg à la tête de l'Institut allemand. Cette institution entretient à l'étranger des représentants chargés de recueillir des renseignements politiques et économiques. Elle contrôle les journaux hitlériens paraissant à l'étranger et exaltant sous des apparences pseudo-scientifiques l'idée « allemande ». Son périodique, le *Guide allemand*, doit aider à la victoire du pangermanisme.

Association allemande de défense.

Si le V. D. A. ne groupe que les isolés de l'intérieur ou de l'extérieur, l'Association allemande de défense unit les organisations allemandes de l'étranger. Elle compte aujourd'hui quelque 150 affiliés. L'un des membres les plus importants de son conseil d'administration est l'industriel sarrois Hermann Roechling. Les séances sont secrètes. Leurs résultats ne sont connus que d'un cercle très restreint, tenu au courant par les *Lettres de l'Association*, tirées à un petit nombre d'exemplaires. A l'usage du public, l'association publie un bulletin, *Lettres allemandes*, dont le ton politique a été et demeure très agressif.

Le chef de l'Association est le Dr Robert Ernst, un Alsacien, qui dirige en même temps le *Club populaire allemand* et édite également le périodique mensuel *Alsace-Lorraine, Voix de la Patrie*. Ces « voix » se sont livrées en 1935 à une démonstration contre la France. Elles ont institué un prix de 2.500 marks pour le meilleur livre traitant des souvenirs de guerre de combattants alsaciens ou lorrains, rappé-

lant les actes de bravoure et de dévouement militaire accomplis par ces soldats sous l'uniforme « feldgrau ».

Le numéro de mai 1935 rappelle l'institution de ce prix, trois jours seulement après la « renonciation » officielle de Hitler à l'Alsace-Lorraine. Le Dr Robert Ernst est bien entendu considéré par les autorités comme « agissant de sa propre initiative ». Leur appui est discret. L'hypocrisie de la politique hitlérienne n'en est pas moins évidente.

Le Dr Ernst est également à la tête du *Secours alsacien-lorrain*, affilié comme beaucoup d'autres organisations extérieures, à l'*Association allemande de défense*.

Le Conseil du Travail des Associations allemandes.

La liste des organisations nationales-socialistes n'est pas close. Le *Conseil du Travail des Associations allemandes*, présidé, comme le V. D. A., par le Dr Schnee, se montre très actif. Le directeur de cette institution, le Dr Hans Draeger, est depuis plusieurs années un collaborateur intime du Dr Goebbels.

La tâche essentielle du *Conseil du Travail* est de lutter par la propagande contre le traité de Versailles. Les industriels, les grands propriétaires fonciers, le soutiennent ainsi que la *Société politique et économique* de Hambourg. L'activité de cette dernière s'exerce surtout aux Etats-Unis, en Amérique centrale et du Sud, dans les colonies et dominions britanniques d'Afrique.

Rudolf Hess et l'état-major de liaison.

Le travail à l'extérieur de ces nombreux groupements, unions et sociétés, des agents à l'étranger, a besoin d'être coordonné. C'est la tâche de Rudolf Hess et de son état-major de liaison. Hess, en tant que ministre sans portefeuille, prend part aux conseils du gouvernement; représentant du Führer, il est de fait l'organisateur du parti. Né en Egypte, à Alexandrie, il est un des rares collaborateurs de Hitler qui ait pris part à la grande guerre. Nommé en 1925 adjoint au général Haushofer, il devient la même année secrétaire privé d'Adolf Hitler.

L'état-major de liaison est constitué de fonctionnaires

d'Etat et de membres du Parti. Hess peut ainsi agir sur le ministère des Affaires Etrangères par l'intermédiaire de Hans Joachim von Ribbentrop, ambassadeur extraordinaire de Hitler. Ainsi Goebbels et Rosenberg, tous deux membres de l'état-major de liaison, peuvent coordonner l'activité du Ministère de la Propagande, du Secrétariat des Affaires Etrangères et de l'organisation à l'étranger. Hess assume lui-même la direction des associations à l'étranger et se réserve la conduite exclusive des opérations en Autriche et dans le territoire de Memel. La jeunesse hitlérienne est représentée auprès de l'état-major de liaison par l'ancien président de l'Association de coopération franco-allemande, Karl Abetz.

L'état-major de liaison est, de fait, l'état-major général chargé de la préparation de la future guerre d'expansion. Son chef, celui de la « guerre en paix » est Rudolf Hess, aux ordres directs d'Adolph Hitler, maréchal de « l'idée allemande ». Il assassine en Autriche pour le compte de la Reichswehr, de l'industrie et de la haute finance; il comploté à Memel et en Tchécoslovaquie, en Alsace, à Eupen et à Malmédy; il intrigue en Pologne. Il prépare la guerre que désire l'impérialisme néo-allemand.

Qui donc paie ces agents, finance cet énorme appareil?

Les hommes qui se posaient volontiers en héros nationaux, ennemis de la corruption, ont pris l'argent partout où il se trouvait. Tout moyen leur fut bon. Le national-socialisme, au début de sa carrière, fut soutenu par certaines fractions de la Reichswehr, particulièrement en Bavière. Les généraux voyaient en Hitler, comme aussi dans ses organisations dressées militairement, leurs troupes clandestines et des réserves d'armée. Le national-socialisme a été pour la Reichswehr un instrument politique de réarmement. Celui qui devait être plus tard le chef d'état-major des S. A., le capitaine de la Reichswehr Röhm, ne fournit pas seulement au national-socialisme des instructeurs, des champs de manœuvre et des armes, mais aussi de l'argent. C'est à Röhm que Hitler dut d'être nommé chef politique des associations nationalistes bavaoises en septembre 1923. C'est la Reichswehr qui

permet au national-socialisme d'obtenir des subventions de la grosse industrie allemande. L'appui politique de la Reichswehr fit sortir l'argent des caisses des industriels bavarois par l'intermédiaire du D^r Glaser, alors président de la Société industrielle des machines Augsbourg-Nuremberg. Le D^r Glaser, l'homme le plus au courant des méthodes financières de Hitler, tomba le 30 juin 1934, victime des exécutions en masse ordonnées par le Führer-chancelier.

De 1926 à 1932, la Reichswehr a travaillé à pousser Hitler dans les salons des grands industriels. L'argent ne vint pas alors seulement de Bavière. Les Thyssen, Vögler et Kirdorf de la Ruhr, Borsig de Berlin, réunirent les millions versés à Hitler.

Le trust *Wintershall*, le plus grand « konzern » de potasse du monde, soutint financièrement le national-socialisme. Les frères Lahusen, du Comptoir lainier de Brême, que leurs malversations ont amené devant les tribunaux, furent aussi les banquiers de Hitler. L'Union des Mines d'Essen contribua pour plusieurs millions à l'entretien du parti nazi. Krupp von Bohlen, à l'occasion des élections présidentielles de 1932, avait dans une déclaration les espoirs fondés par les commanditaires de Hitler :

Certains des entrepreneurs du groupe Nord-Ouest ont financé les nationaux-socialistes et espèrent ainsi se débarrasser de leurs dettes.

Les grands propriétaires fonciers imitèrent l'industrie, dans le même but.

Les ci-devant princes ne firent pas défaut. Le prince Christian de Schaumburg-Lippe, le duc Charles-Edouard de Saxe-Cobourg-Gotha ont participé à la fortune hitlérienne. L'ex-empereur a donné près de deux millions. La haute finance se fit représenter par le directeur de la *Deutsche Bank*, von Strauss, les grands magasins « combattus » par le national-socialisme, par le groupe Woolworth.

Extorsion de fonds. L'argent de l'étranger.

Le développement de l'organisation nationale-socialiste força bientôt celle-ci à se procurer les fonds par ses « propres méthodes ». Qui ne voulait pas donner était contraint. C'est

pour leur extorquer des sommes importantes que la presse nazie fit, de 1930 à 1932, des campagnes contre deux des plus grands trusts industriels allemands, la maison Otto Wolff, et les fabriques de cigarettes Reemtsma. Ils vinrent à composition et payèrent. Hitler au pouvoir s'empessa de régler la question. Wolff et Reemtsma offrirent à l'aviation nationale-socialiste un nombre important d'appareils. En revanche, le président du Conseil de Prusse, Göring, fit clore l'instruction ouverte contre l'industrie cigarettièrre. Après un simulacre de jugement, Otto Wolff fut réhabilité. La justice elle-même se faisait la complice du chantage.

A Munich, au cours d'un procès, il put être établi que les ultra-nationalistes ne craignaient pas d'accepter l'argent étranger. Un rédacteur du *Völkische Beobachter*, du nom de Machau, se chargeait des opérations. On le trouva un jour pendu dans sa cellule. Le national-socialisme avait, avant même d'accéder au pouvoir, inauguré les méthodes qui devaient par la suite si bien lui réussir.

On apprit, en février 1930, au cours d'un procès que les hommes de confiance de Hitler en Italie et en Amérique envoyaient des sommes importantes au parti nazi. Hitler a dû avouer à cette occasion que de grosses sommes avaient été mises à sa disposition pour financer ses élections.

Machau évincé, l'argent étranger afflua de plus belle aux caisses nationales-socialistes. Les directeurs des usines tchèques Skoda, en relations étroites avec les établissements Schneider, auraient soutenu les nationaux-socialistes, à ce que confiait en 1932 l'un des chefs du Creusot au leader socialiste français Paul Faure. Le national-socialisme a toujours, lorsqu'il s'agissait d'argent, su faire taire son patriotisme.

Au nombre des banquiers étrangers de Hitler comptait le financier suédois Ivar Kreuger qui, grâce à des malversations d'envergure, était parvenu à monter un trust colossal, destiné à s'écrouler en 1932. Kreuger qui avait le monopole de la fabrication des allumettes dans de nombreux pays, voyait en Hitler l'adversaire de l'Union des Soviets, propriétaire d'immenses forêts de trembles, très employés dans la fabrication des allumettes, et son principal concurrent.

La haine des Soviets fit également de Sir Henry Deterding un partisan de Hitler. L'Union des Soviets, l'une des premières productrices de pétrole du monde, sera toujours pour Deterding l'ennemi irréconciliable. Sir Henry est l'adversaire le plus acharné des Soviets, le partisan d'une guerre de conquête. Il appartient aux puissants groupes anglais qui poussent à la guerre contre la Russie et préconisent une entente avec Hitler. L'influence de Deterding en Pologne est visible. Il pousse ce pays à l'avant-garde des forces dirigées contre les Soviets. À la recherche de troupes de combat contre les bolchéviques, Deterding a été à point mis en relation par son agent Georges Bell avec le parti national-socialiste.

Bell trouva son homme en Rosenberg, l'ami balte de Hitler et le rédacteur en chef du *Völkische Beobachter*. Rosenberg promet de faire campagne contre les Soviets, promet de plus un monopole allemand du pétrole et de l'essence, qu'il fallait stocker en vue de la guerre. La politique nationale-socialiste à l'Est, destinée à assurer au peuple allemand « les espaces nécessaires à son existence » sent l'huile et l'or de Deterding. La première victime tomba en 1933. Ce fut l'agent, trop bien informé, Bell lui-même.

Deux cent soixante-deux millions de marks pour la propagande et les agents à l'étranger.

Le pouvoir donne au national-socialisme de nouvelles ressources. La méthode reste la même : l'absence de scrupules. Les petites gens vivant à l'étranger sont contraints à verser leur obole. On quête sans cesse, sous les prétextes les plus variés. Mais dans chaque lettre de mendicité, derrière chaque liste de donateurs, derrière chaque aumônière, on sent la menace, la contrainte.

La grosse industrie, la haute finance, les Junkers sont restés les soutiens financiers du parti. Journées, collectes ramènent des millions au national-socialisme.

Mais l'avidité du parti s'exerce maintenant sur le Trésor que les nazis ruinent sans scrupules au bénéfice de leurs buts propres, de l'armement à outrance, de la propagande et de ses agents. Les caisses publiques sont pillées pour servir

à l'armée, à la propagande. Le Dr Schacht « emprunte » aux caisses de prévoyance, d'assurances et d'épargne. Les fonds péniblement réunis par les ouvriers, les employés et la classe moyenne vont aux caisses de la dictature hitlérienne.

Le gouvernement nazi a le plus grand intérêt à masquer ses extraordinaires dépenses. Les sommes mises à la disposition des agents de propagande ne ressortent pas au budget officiel, autrement que soigneusement masquées, réparties sur d'innombrables chapitres. Aussi est-il très difficile de déterminer exactement les dépenses de propagande du Troisième Reich. Il est possible cependant, sur certains avis et renseignements, de s'en faire une idée approximative. Dans les chiffres qui vont suivre, nous ne tiendrons compte pour toutes les évaluations hors budget que des indications les plus réduites.

Le crédit ouvert au ministère pour l'enseignement populaire et la propagande était en 1934 de 28.148.000 marks. A cette somme, il faut ajouter les revenus provenant de l'impôt sur la publicité qui produit environ 40 millions, l'excédent de la contribution sur les appareils récepteurs de T. S. F. qu'il faut évaluer, d'après le nombre des auditeurs, les dépenses de la Société de T. S. F. et ses services postaux, à environ 36 millions de marks. Certains autres crédits répartis entre différents ministères servent également à des buts bien nets de propagande. Ils s'élèvent à près de 40 millions de marks. Puis viennent un grand nombre de postes budgétaires, qu'il convient de citer bien plus pour leur affectation, caractéristique, que pour leur importance. L'un de ces petits postes concerne les bénéfices réalisés par l'exportation frauduleuse de devises à l'étranger. Il n'est pas de petits profits pour le ministère de la Propagande. On releva à Paris, en 1934, d'étranges opérations sur les changes. Un groupe de courtiers marrons assurait le transfert de fonds immobilisés en Allemagne contre versement d'une commission atteignant 40 et 50 0/0. Chose étrange, ces agents disposaient d'une autorisation en bonne et due forme du président de la banque d'Allemagne, le Dr Schacht. Le ministère de la propagande servait d'intermédiaire entre ces agents et la Reichsbank. C'est sur son désir que celle-ci avait auto-

risé des transferts en contradiction formelle avec la loi sur les devises. Il recevait une bonne partie de la commission obtenue par les courtiers. Cette méthode va de pair avec les procédés de chantage et de contrainte employés par le national-socialisme à l'intérieur des frontières allemandes. Les étrangers acceptant de verser cette commission ont contribué, sans le savoir, à soutenir les attaques dirigées par le Dr Goebbels contre leur propre pays.

Un autre poste du budget allemand concerne le produit des saisies effectuées au détriment des adversaires politiques du régime hitlérien. Ces sommes, faible partie des crédits engloutis par le ministère de la propagande, sont employés par Goebbels à intensifier le travail à l'étranger.

Le ministère de la propagande dispose encore d'un fonds spécial, s'élevant selon certaines indications puisées au ministère même, à 25 millions par an, distribués en « pots-de-vin » à l'étranger. Le ministère est très généreux lorsqu'il s'agit d'acheter des journaux étrangers ou des influences.

Au total, les crédits officiels de la propagande atteignent environ 140 millions de marks. Les 40 millions accordés aux différents bureaux de renseignements sont en totalité employés à l'étranger. Le reste est réparti entre l'intérieur et l'extérieur. L'activité hors frontières est de beaucoup la plus forte et il est à croire que les deux tiers de la somme sont employés à agir sur l'opinion étrangère, à permettre l'édition d'ouvrages de propagande et à subventionner les stations émettrices de T. S. F. portant au delà des frontières. Le budget de dépenses du ministère atteint donc approximativement 70 millions de marks employés à l'étranger. Au total, la propagande extérieure, sans tenir compte du fonds spécial, du Gestapo et de la Reichswehr, coûte au moins 110 millions au national-socialisme.

Ces sommes vont en grande partie aux fédérations des associations allemandes à l'étranger, telles que l'*Union populaire allemande à l'étranger* et la *Société de défense allemande*. Ces organisations suppléent en partie à leurs besoins par les quêtes. Elles reçoivent d'importantes subventions de la grosse industrie. On a pu établir qu'en 1933, le mouvement de fonds des associations à l'étranger avait atteint cent mil-

lions de marks, dont la moitié environ provenait des collectes effectuées à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Ce dernier chiffre est probablement forcé et nous admettrons celui de 50 millions. Ensemble, le ministère et les associations dépensent donc d'environ 185 millions de marks par an.

En 1934, l'Office politique extérieur du parti nazi a reçu officiellement 9 millions de marks. Rudolf Hess, en qualité de chef de l'état-major de liaison, dispose d'un budget de 7 millions de marks. L'organisation extérieure du parti a un budget d'environ 5 millions dont une partie provient des cotisations de ses membres à l'étranger. Les sommes consacrées au travail extérieur du parti varient selon la situation politique et les besoins. De nombreux millions ont été employés en 1934 à la préparation du putsch contre le gouvernement Dollfuss. Le parti dispose en effet d'un fonds extraordinaire de 20 millions de marks, administré par Rudolf Hess. De ses ressources personnelles, le parti national-socialiste peut donc distraire, pour son travail à l'étranger, 41 millions de marks.

Le *Front allemand du travail* contribue fortement à la propagande. Il édite en Allemagne un périodique distribué à ses groupes de l'étranger et publie de nombreuses feuilles en divers pays. Ses agents entreprennent couramment des voyages d'inspection et de propagande hors frontières.

Des 18 millions de marks qu'emploie le *Front du travail*, un cinquième environ, soit 3 millions et demi de marks, passe la frontière. 8.800.000 marks servent à l'instruction des partisans, dont la moitié est dépensée à l'étranger. Le *Front du travail* dispose encore des fonds extorqués aux ouvriers et employés, soit 8 millions. Les dépenses provoquées par les voyages organisés par l'association *Force et Joie* ne sont pas comprises dans ce chiffre.

Celles du Gestapo et de la Reichswehr, pour l'entretien de leurs agents à l'étranger, sont difficilement évaluables.

Les agents du Gestapo reçoivent généralement, en mission, 500 marks par mois. À ce traitement s'ajoutent leurs frais extraordinaires, environ 2.000 marks par an. Chaque agent du Gestapo touche donc environ 8.000 marks par an. La

dépense totale du service, pour 2.450 agents, atteint donc près de 20 millions de marks.

La Reichswehr est moins fortement représentée à l'étranger, mais ses hommes sont mieux payés. Il semble bien qu'elle dépense plus de 8 millions de marks par an à l'étranger.

Le tableau ci-dessous omet les sommes mises à la disposition de la propagande extérieure par l'industrie, la haute finance et les compagnies de navigation. Ces dernières ont leurs services particuliers de propagande dont il est difficile d'évaluer la puissance.

Ministère de la propagande et service officiel d'informations	110	millions de marks
Fonds spécial	25	—
Associations à l'étranger	50	—
Parti national-socialiste	41	—
Front du Travail	8	—
Gestapo	20	—
Reichswehr	8	—
Total	262	millions de marks

Deux cent soixante-deux millions de marks, plus d'un milliard et demi de francs, telle est la somme employée par le national-socialisme pour sa propagande à l'étranger. Rien ne peut justifier ces dépenses sinon la préparation systématique d'une guerre de conquête. Aucun pays pacifique n'est assez riche pour se les permettre. Les 262 millions que Goebbels dilapide à l'étranger ne sont pourtant qu'une partie du budget de guerre du Troisième Reich.

DEUXIEME PARTIE

ACTIVITÉ DES AGENTS NATIONAUX-SOCIALISTES A L'ÉTRANGER

2.450 agents du Gestapo travaillent à l'étranger. Plus de 20.000 informateurs sont à sa solde. Quelles sont leurs méthodes?

Nous allons en donner certains exemples types et décrire quelques cas particuliers.

Le service étranger du Gestapo est placé sous les ordres de l'inspecteur Heinrich Himmler et de son représentant Heydrich. Vingt habiles collaborateurs y travaillent à leurs côtés, choisis parmi les meilleurs techniciens de l'espionnage, du service des renseignements et du contre-espionnage, sous les ordres d'officiers de la Reichswehr venus du bureau de Nicolaï. Cet état-major dirige le travail à l'étranger et dispose des moyens les plus modernes. Il a organisé une grande centrale de renseignements et d'informations qui s'agrandit sans cesse. Un important bureau s'occupe de réunir et de classer les articles de la presse étrangère, les rapports des agents hors frontières.

L'état-major utilise un grand fichier où figurent ses agents, ceux des puissances étrangères, les émigrants politiques ainsi que les adversaires du régime hitlérien à l'étranger. Dix

mille photographies complètent le fichier, auquel est adjointe une collection d'empreintes digitales. Plusieurs postes de T. S. F. munis de derniers perfectionnements leur assurent une documentation rapide. La section du chiffre est très active. Les chiffres et clés du Gestapo sont changés tous les mois, parfois chaque semaine.

Les agents à l'étranger sont répartis en plusieurs inspections sises dans les principales villes frontalières. Nous avons pu en localiser plusieurs : pour la France, Fribourg et Sarrebrück (auparavant Deux-Ponts) ; pour la Belgique et la Hollande, Aix-la-Chapelle. Ces trois inspections relèvent de l'inspection générale de Cologne ; pour la Tchécoslovaquie, Plauen et Schandau dépendant de l'inspection générale de Dresde ; pour l'Autriche, Passau, Rosenheim et Kempten, toutes trois soumises à l'inspection générale de Munich ; pour l'Est, Gleiwitz, Breslau, Francfort-sur-Oder, Dantzig, Königsberg et Tilsitt, aux ordres directs de l'état-major de Berlin ; pour la Scandinavie : Rostock et Lübeck. Il nous a été impossible jusqu'ici de situer l'inspection générale dont ces deux derniers centres dépendent. Le travail en Italie et en Yougoslavie est assuré par Munich ; l'Angleterre est « prospectée » par l'inspection générale de Hambourg. Berlin dirige directement l'activité de ses agents en Russie et dans les pays d'outre-mer.

Numéros et couleurs.

Les agents du Gestapo travaillent, comme d'ailleurs les espions de presque tous les pays, sous des numéros auxquels viennent s'ajouter des couleurs indiquant leur sphère d'activité. Le « 1 brun », par exemple, est dans les Balkans. Le Gestapo est du type vertical. L'agent ne connaît pas ses collègues mais seulement un homme de liaison. Il est rare qu'il soit en relations avec l'inspection générale. Les inspections, sauf avis contraire, n'ont rien à voir avec Berlin. Seul le chef de l'inspection générale est en rapport direct avec l'état-major spécial et seulement avec le fonctionnaire dont dépend l'inspection générale.

L'état-major ne travaille pas au siège du Gestapo. Il s'abriterait, dit-on, sous la raison sociale d'une maison d'ex-

portation ayant ses bureaux non loin de la gare de la Friedrichstrasse.

Les agents du Gestapo reçoivent un traitement fixe, d'environ 500 marks par mois. Certains, bien entendu, émargent au budget pour des sommes bien plus considérables. L'un d'eux, travaillant en Angleterre, recevrait 5.000 marks mensuellement.

Au traitement fixe, il faut ajouter les frais particuliers, divisés en frais de voyage et frais d'information. Les premiers sont remboursés au tarif de la seconde classe. Les frais d'information sont variables et dépendent de la situation de l'informateur et de la valeur des renseignements fournis.

Un service spécial de contrôle fonctionne dans chaque pays étranger. Il est chargé de vérifier le travail des agents, leur activité mondaine et leurs dépenses. Il transmet un rapport bimensuel aux inspections. Il est lui-même contrôlé par un service particulier dont la mission est d'empêcher les agents de « jouer double-jeu ».

L'organisation tout entière est soumise à une discipline très stricte, toute militaire, inspirée de celle de l'état-major général de l'Armée.

Nicolaï a posé en principe qu'un bon agent doit toujours remettre régulièrement ses rapports et justifier jusqu'au dernier centime de ses dépenses. Tout agent du Gestapo doit pouvoir dire à ses chefs ce qu'il faisait tel jour à une heure donnée.

La liaison entre les agents et les inspections est assurée par des courriers spéciaux.

Les bureaux de voyage, caisses des agents du Gestapo.

Le paiement des traitements et indemnités s'effectue, en principe, à l'étranger. Il a parfois lieu par l'intermédiaire de courriers. Exceptionnellement, les inspections l'assurent. La monnaie employée est celle du pays où s'exerce l'activité de l'agent. Pour les versements importants, on évite soigneusement les billets dont les numéros se suivent.

Les paiements à l'étranger s'effectuent dans les endroits les plus variés. L'agent est-il employé à l'ambassade, comme l'attaché de la propagande à Paris, qu'il reçoit ses émolu-

ments de l'agent comptable, qui lui verse également ceux de ses sous-ordres. Ces paiements sont portés à la rubrique « Service de renseignements ».

Les succursales étrangères des maisons de commerce allemandes effectuent aussi des versements. Le bureau parisien d'une entreprise allemande reçoit de sa centrale un simple avis ainsi conçu :

Veillez payer au débit de notre direction
francs

à M... sur présentation de son passeport (ou de notre lettre).

Une maison ne peut toutefois payer régulièrement plus d'un agent. Le caissier ignore naturellement à qui il a affaire. Les bureaux de voyages et des compagnies de navigation remplissent fréquemment cet office.

Comment devient-on agent ?

Rien de plus difficile que de créer un corps de deux mille cinq cents agents aptes à travailler utilement à l'étranger. Les coryphées viennent des services du colonel Nicolaï. Mais bien avant son rappel à l'activité, le Gestapo avait déjà instruit bon nombre d'agents. Depuis 1934, les élèves agents suivent des cours spéciaux.

Le Gestapo a, croit-on, dix écoles d'agents, recrutés avec soin. La plupart viennent des S. S. Ils ne doivent pas avoir plus de trente ans. L'entraînement physique auquel ils sont soumis est intensif; ils suivent des cours de langues étrangères, de technique criminelle, de maintien; ils apprennent à connaître les lois, coutumes et usages des pays dans lesquels ils auront à travailler, ils chiffrent des textes. Ils exercent leur mémoire.

Leur éducation politique est poussée très loin. Ils étudient principalement les programmes des partis antifascistes, leur organisation intérieure. Ils doivent connaître les divers groupes politiques ennemis et leurs chefs. Les cours ont une durée de six mois. Les élèves sont soumis à une sévère discipline militaire. Aucune classe ne doit compter plus de cinq élèves.

C'est dans ces écoles qu'on prépare l'élite des agents à

l'étranger. La grande masse, chargée des missions élémentaires, vient de la police criminelle; exceptionnellement, on recrute aussi des transfuges des partis antifascistes, parfois même des étrangers, mais en nombre limité. Le Gestapo admet également des émigrants politiques.

Devoirs de l'agent du Gestapo à l'étranger.

Tout agent du Gestapo doit, avant d'entrer en fonctions, prêter serment à Hitler. Il jure fidélité au Führer. Dès lors, il préparera la guerre future.

Le premier devoir de l'agent est de propager à l'étranger l'idée nationale-socialiste, de préparer son action et d'affaiblir la résistance morale de l'adversaire.

L'activité antifasciste à l'étranger a porté au national-socialisme plus d'un coup sensible. Il est donc du devoir de l'agent de contrebattre cette action, de discuter l'exactitude des rapports traitant des crimes commis par la terreur hitlérienne et de prouver la « valeur civilisatrice » du national-socialisme.

A la propagande antihitlérienne, les agents allemands répondent par des fausses nouvelles sur les actes de sauvagerie commis par leurs adversaires. En la matière, Goebbels est passé maître. C'est lui qui a voulu convaincre l'univers que l'incendie du Reichstag était le fait des communistes. D'après lui encore, les pogroms juifs de juillet 1935 à Berlin n'auraient été que d'insolentes provocations juives.

Rien de plus commode que de faire courir de faux bruits sur la situation intérieure de l'Allemagne, pour les démentir aussitôt. La méthode est efficace et Goebbels l'emploie souvent. Il espère ainsi égarer l'opinion étrangère, l'empêcher d'accorder créance aux dénonciations des antifascistes. C'est lui l'auteur du « suicide » de la veuve du nazi Karl Ernst (1), du « suicide » de l'actrice Claire Waldoff, de l'enlèvement de touristes étrangers à la frontière autrichienne.

(1) Lire à ce sujet les deux ouvrages de X. de Hauteclocque, publiés par les Editions de la Nouvelle Revue Critique, relatifs à l'Allemagne hitlérienne : *La Tragédie brune* et *Police politique hitlérienne*.

Il fait mieux encore : il exporte les « complices » ou les « témoins » de crimes supposés ; lors du procès du Reichstag, il envoya à l'étranger quelques « incendiaires » chargés de s'accuser ouvertement de leur participation au crime près les membres du tribunal institué à Londres. Le plan échoua, grâce à la vigilance des antihitlériens. Après les tueries du 30 juin, Goebbels a publié les noms des victimes supposées. Ses agents publièrent à grand fracas les « révélations » d'un nazi des S. A.

Dénonciations, provocations, enlèvements et meurtres.

Hitler a peur des émigrés politiques allemands à l'étranger et les instructions reçues par les agents du Gestapo le prouvent. Les émigrés politiques sont suivis, observés. Les agents doivent par tous les moyens se renseigner sur l'activité, les relations des émigrés, leur rendre, par des dénonciations, le séjour impossible, les contraindre à changer continuellement de lieu d'asile, s'efforcer de leur créer des difficultés avec la police locale ou les organisations politiques du pays qui leur donne l'hospitalité, demander leur extradition, introduire chez eux des armes prohibées.

Il faut diviser les émigrés, semer le soupçon, compromettre les uns pour paralyser l'activité politique des autres, recruter des agents dans leurs rangs. Le cas Wesemann, dont nous traitons plus loin est, à cet égard, caractéristique.

Le Gestapo est allé jusqu'à créer des bureaux spéciaux chargés du meurtre ou de l'enlèvement des émigrés à l'étranger.

La tâche des agents nazis ne se limite pas à la lutte contre l'émigration. Elle n'épargne personne. Le Gestapo dispose hors frontières d'une organisation lui permettant de surveiller de près ou de loin tout citoyen allemand à l'étranger, de connaître ses amis, ses relations, son activité et ses dépenses.

Des agents spéciaux surveillent les ambassades, les légations et représentations diplomatiques ainsi que les succursales étrangères des maisons de commerce allemandes. Certains ont pour mission de créer et d'organiser toutes sociétés, ligues ou clubs pouvant servir de base à l'observation méthodique.

Certaines formations spéciales ont pour tâche d'assurer l'entrée en contrebande de littérature nazie, d'armes et d'explosifs. Des actes de sabotage d'inspiration nazie ont déjà été commis en Autriche et en Italie.

Les lansquenets du parti national-socialiste envoient leurs sergents à l'étranger. En Autriche, dans les régions baltes et dans tous les pays où se sont réfugiés des Russes blancs, les agents du Gestapo recrutent pour la légion étrangère de Hitler, pour la légion autrichienne, balte, garde-blanche ou ukrainienne.

Là ne se borne point leur tâche. C'est encore au Gestapo et à ses agents de pratiquer l'espionnage commercial, industriel et militaire à l'étranger.

Reconnaissons l'habileté du Gestapo qui a su s'assimiler les méthodes policières les plus modernes, en les perfectionnant de son cru, dignes des plus notoires bandits de notre temps.

Nous les étudierons dans un chapitre prochain.

L'activité des agents du Gestapo s'exerce de préférence dans les grandes villes, centres de la résistance des émigrés antihitlériens. Londres, Paris, Zurich, Prague fourmillent de policiers du Gestapo, habilement camouflés. Ils harcèlent les émigrés, s'efforcent de rompre leur front par tous les moyens, dont le plus courant et le plus simple est l'envoi d'agents provocateurs, apparemment antifascistes.

L'étudiant espion.

Jürgen Warner, étudiant, arrive à Paris en novembre 1933. Il y séjourne jusqu'en février 1934. Il se donne pour socialiste, parfois même pour communiste. Il se déclare prêt à fournir des renseignements sur l'organisation nazie à Paris. Pourtant ses dépenses, exagérées, le rendent suspect. Il est suivi et l'on établit bientôt qu'il se rencontre assez fréquemment avec l'un des chefs du groupe nazi à Paris, Horst Wulff, employé à l'hôtel Terminus Saint-Lazare. D'autres membres du parti assistent aux entrevues, entre autres Rudolf Schwob et Félix Schwellung. Nous avons entre les mains une lettre de ce dernier à Warner :

Cher Monsieur Warner,

Ci-joint 50 francs, produit du travail de ce matin. J'espère pouvoir dans le courant de la journée me libérer du reste de ma dette, selon ma promesse.

Amicalement,

Félix SCHWELLUNG.

Le travail du matin ! C'est ainsi que l'espion appelle la chasse à l'émigré.

Warner, brûlé, s'enfuit en Allemagne hitlérienne.

Le cas Warner est caractéristique en ce sens qu'il prouve les relations étroites du Gestapo avec les organisations du parti national-socialiste à l'étranger. Tout fonctionnaire du parti à l'étranger est au service du Gestapo et l'appuie dans son travail « légal ».

Je désirerais rencontrer...

Autre exemple : l'ancien rédacteur du journal social-démocrate de Spandau, ex-bourgmestre de Landeshut en Silésie, Otto-Emil Fechner, est envoyé, en avril 1935, à l'étranger par le Gestapo. Il a pour mission de renouer des relations avec ses anciens amis politiques et de savoir d'où ils tirent leurs renseignements sur les armements allemands.

Fechner séjourne à plusieurs reprises à Prague et à Paris, sonde et prépare le terrain. Il déclare être chargé de reconstituer le service de presse du parti social-démocrate. Il écrit à ses anciens compagnons la lettre suivante reproduite dans le *Nouveau Vorwaerts* du 14 juillet 1935 :

Cher Ami,

J'ai reçu la mission de remettre en marche notre service et me permets d'avoir recours à vos bons offices. J'étais ces derniers jours à Hambourg. Je désirerais entrer en relations avec Dorothy Woodman et Klotz. Où puis-je les toucher ? Je pars à Copenhague pour affaires. Me serait-il possible de les y rencontrer ?

Bien amicalement votre

FECHNER.

Dorothy Woodman a publié *Hitler, C'est la guerre et la Flotte aérienne allemande prête au combat*, ouvrages traitant des armements allemands, traduits en plusieurs langues, qui ont fait l'objet de nombreuses interpellations parlementaires en divers pays. Helmuth Klotz, de son côté, a préfacé les *Mémoires d'un général de la Reichswehr*; deux volumes, *De Weimar au chaos* (1) et *l'Heure de Hitler* (1) qui dénoncent également les formidables armements du Troisième Reich.

Que voulait exactement Fechner? Gagner la confiance de Dorothy Woodman et de Klotz pour connaître, par la suite, l'origine de leurs renseignements, ou bien les attirer dans un piège à Copenhague?

« Entrer en relations avec les émigrés. » C'est le plus cher désir du Gestapo. Le cas Fechner est typique.

Documents, passeports, révélations.

Un stratagème fort goûté des agents du Gestapo est de laisser entrevoir aux émigrés la possibilité d'obtenir un passeport. Le gouvernement hitlérien refuse de leur en délivrer. Après deux ans et demi d'hésitations, la Société des Nations n'a pu encore oser fournir les émigrés politiques d'Allemagne de papiers d'identité. Le commissaire de la S. D. N., Mr. Macdonald, n'a pu obtenir des Etats membres de la S. D. N. qu'ils délivrassent des passeports spéciaux aux réfugiés dont la situation est parfois, de ce fait, très difficile, presque tragique. Le Gestapo ne l'ignore pas et en profite.

En juin 1935 arrive à Paris l'ex-employé de banque Werner Kochanski. Il fréquente les émigrés, avoue avoir travaillé en Allemagne contre Hitler. Il ne veut pas se compromettre de peur de mettre ses parents restés en Allemagne dans une situation dangereuse. Il a, confie-t-il, un ami à l'ambassade qui pourra peut-être lui procurer un passeport en règle.

Toutefois, il commet une faute : il propose ce passeport de

(1) Bibliothèque d'histoire politique, militaire et navale. Nouvelle Revue Critique.

divers côtés et demande que l'on remplisse un questionnaire indiquant les noms, adresse et qualités. On le surveille, on le fouille. Il se défend avec indignation. Les recherches s'avèrent infructueuses. Pour un peu, on regretterait de l'avoir soupçonné.

Quinze jours plus tard, le frère d'un émigré qui a rempli en toute confiance le questionnaire présenté par l'employé de banque est arrêté en Allemagne. Kochanski a disparu depuis deux jours de Paris.

Autre exemple : l'émigré politique Erwin Metzger se montre à Prague au printemps de 1935. Il apporte, dit-il, des nouvelles importantes. Dans un village saxon de la frontière sont cachés des documents sur le 30 juin. Il est prêt à aller les chercher. Toutefois, il lui faut un compagnon sûr.

Metzger est très au courant des événements politiques. Il fournit des détails intéressants sur les fusillades du 30 juin. Il se recommande de politiciens antifascistes connus. Il demande un léger secours et ne veut recevoir, pour prix des documents signalés, que ses frais de voyage.

Metzger fait bonne impression. On décide cependant de le mettre en observation. Il faut, lui dit-on, attendre la réunion des fonds nécessaires.

La filature ne donne aucun résultat pendant les quatre premiers jours. Metzger habite un hôtel modeste, prend ses repas dans une cantine populaire et ne voit personne. Il rentre régulièrement chez lui tous les soirs à dix heures. Il se couche tôt. Au cours de la quatrième nuit de surveillance, Metzger sort de l'hôtel à deux heures du matin, saute dans un taxi et se rend dans une maison habitée par un fonctionnaire de la légation allemande. Il n'en sort qu'à quatre heures du matin.

Le lendemain, il insiste pour aller chercher les documents. On le traite d'espion. Il nie, se fâche et « dans une crise de colère » s'éloigne. Son chemin le mène tout droit à la légation d'Allemagne. On ne le revoit plus à Prague.

Le Gestapo « file » un ancien chancelier d'empire.

Non content d'assurer la surveillance des émigrés, le Gestapo a souvent tenté d'user des polices étrangères ou de faire travailler ses agents sous une protection officielle.

L'ex-chancelier d'Empire Wirth avait pris, en 1934, ses quartiers à Bâle. La police allemande demanda à la police d'Etat suisse de le prendre sous sa surveillance et de lui communiquer le résultat de ses observations. Le fonctionnaire subalterne saisi de la requête eut la naïveté de lui faire droit. Les chefs eurent tôt fait de donner contre-ordre. Fait typique, entre mille !

Bâle est terre d'élection pour le Gestapo. Ses agents, Wurz et Meyer, de Lörrach, ont même osé instrumenter officiellement en territoire suisse. Les autorités helvétiques les ont expulsés.

Le Gestapo ne se contente pas d'observer. Il entretient à sa solde des spécialistes, praticiens du vol, de l'effraction, de l'ouverture clandestine des lettres. Les exemples suivants suffiront à édifier le lecteur.

Vol.

L'émigré allemand Ernest W..., se réfugie en 1934 à Bruxelles. Au mois de novembre il reçoit la visite d'un compatriote, ancien camarade des Jeunesses socialistes. Cet ami, Karl Hohmann, raconte sa fuite d'Allemagne avec force détails. Il parle du terrible sort réservé à certains amis communs. Il s'offre à commencer sans attendre la lutte contre l'hitlérisme. Il s'enquiert de la situation financière d'Ernest W... et apprend qu'il est dans la misère la plus complète. Hohmann annonce avec joie qu'il a pu sauver 150 marks dont il offre vingt à son ami, en l'invitant à faire un bon dîner. Tous deux gagnent une brasserie. Hohmann traite largement son compagnon. On échange de vieux souvenirs. Hohmann emplît les verres. W... boit beaucoup et s'enivre. Il se réveille à trois heures du matin dans la rue. L'ami Hohmann a disparu. Et avec lui passeport, carte du parti, toutes lettres que W... avait dans sa poche, même les vingt marks prêtés si généreusement le matin même.

Peu après, le père de W... est arrêté. On lui met sous les yeux une lettre écrite à son fils dans laquelle il lui avoue « que les temps sont durs en Allemagne ». Il est envoyé dans un camp de concentration.

Ouvriers téléphonistes et provocateurs.

Le Gestapo envoie en Allemagne aux adresses suspectes de faux employés du téléphone ou du gaz, des agents d'assurances, chargés de perquisitionner ou d'introduire des papiers compromettants. Il n'agit d'ailleurs pas autrement à l'étranger.

Un jour de janvier 1935, un employé des téléphones se présente dans une librairie antifasciste de Paris, quelques minutes avant midi. Les bureaux vont fermer et il propose qu'on lui laisse les clefs qu'il remettra au concierge. Son attitude paraît suspecte. Le gérant fait semblant d'accepter. Les employés s'éloignent. Bientôt on surprend l'ouvrier téléphoniste plongé dans l'étude de la correspondance. A côté de lui, sur la table, est posé un appareil photographique qui doit lui permettre de photographier les lettres importantes. Il a ouvert les classeurs avec une pince.

Un autre employé des téléphones se présente un jour, en Hollande, à l'appartement d'un émigré allemand bien connu. Il doit, dit-il, procéder à une réparation urgente. Il se met au travail et sort un quart d'heure plus tard. Le maître de maison a besoin, le même jour, d'un livre placé sur un rayon non loin du téléphone. Il le cherche, le trouve et, avec lui, une vingtaine de feuilles volantes, protestant contre l'attitude de la police hollandaise à l'égard des émigrés allemands. Le central téléphonique, interrogé, nie avoir envoyé un ouvrier à l'adresse indiquée.

Le Gestapo envoie fréquemment ses agents provocateurs dans les réunions où doivent paraître des émigrés allemands. A Paris seulement, cinq de ces individus ont été démasqués de janvier à juin 1935.

Le Gestapo organise des vols avec effraction.

Il a été fondé, dans la banlieue de Paris, peu de temps après la venue au pouvoir de Hitler, une pension destinée aux enfants des victimes du terrorisme national-socialiste. En juillet 1934, les agents du Gestapo, pénétrant par effraction dans l'établissement, y ont volé la liste nominative des jeunes pensionnaires. La police allemande espérait ainsi connaître les noms des antifascistes en relations avec les milieux pari-

siens. Elle ignorait, malheureusement pour elle, que les enfants n'étaient portés sur les listes que sous leurs prénoms. Leur état civil complet n'apparaissait que sur un cahier tenu soigneusement secret.

En décembre 1934, un haut fonctionnaire nazi, chargé de la préparation du plébiscite sarrois, Bürckel, a organisé l'attaque à main armée des bureaux du journal communiste de Sarrebrück, alors territoire placé sous la souveraineté de la Société des Nations.

Le 1^{er} décembre, deux automobiles s'arrêtent devant les bureaux. Elles transportent vingt fonctionnaires du Gestapo et membres des Sections d'assaut, pour la plupart allemands. Le parti communiste avait eu vent de l'attaque préparée et pris ses précautions. Les « gangsters » du Gestapo, chaudement reçus, s'enfuient. L'enquête prouva que le coup de main avait été conçu par Bürckel.

A Genève, en mars 1935, le Gestapo a tenté de pénétrer, également par effraction, dans un bâtiment où est réunie une collection très importante de documents antihitlériens. L'opinion publique a été mise au courant par l'exposé fait par le président de la Confédération suisse, M. Nicole, le 2 avril 1935, devant le Grand Conseil de Genève.

Fausse inculpations.

Nombreux sont les cas où le Gestapo s'efforce d'obtenir l'extradition de réfugiés antifascistes par de fausses inculpations. En janvier 1935, il demande au gouvernement norvégien la remise de l'antifasciste Buhr, qu'il déclare coupable du crime de faux monnayage. Il réclame en même temps au gouvernement français l'extradition de l'ancien secrétaire de l'Association chrétienne ouvrière métallurgique de la Sarre, Otto Pick, qu'il accuse de détournement de fonds. Partout, le Gestapo a employé le même procédé. Cette méthode est digne assurément des enlèvements et des meurtres tentés ou commis à l'étranger par le Gestapo.

Il s'efforce aussi de recruter dans les rangs de l'émigration, comptant sur la condition misérable des réfugiés politiques. La faim doit faire d'eux, il l'espère du moins, des instruments dociles. L'amour de la femme pour l'homme

resté dans les prisons nazies doit amener celle-ci à trahir. L'arrestation d'otages en Allemagne doit réduire les plus récalcitrants. On peut les séduire par l'espoir de hautes soldes, du libre retour dans la patrie. Le Gestapo ne recule devant aucun moyen, si vil soit-il, pour réduire l'émigration. Les « Sociétés de secours » lui prêtent leur appui.

Le recrutement dans les rangs de l'émigration.

Une émigrée vit à Bâle. Son mari est dans un camp de concentration. Survient un jeune homme qui doit lui donner des nouvelles du prisonnier. La femme n'a qu'une seule pensée : faire libérer son mari. Le visiteur en connaît le moyen. Il peut l'aider. Dans huit jours, la malheureuse embrassera son mari. Une seule condition : trahir.

La femme a refusé. L'histoire est vraie, de toutes pièces, et nous le pouvons prouver.

Une famille d'émigrés vit dans la plus affreuse misère. Paraît le « sauveur », le représentant d'une « Société de secours ». Il apporte vivres et argent. Il revient, une fois, deux fois, toujours les mains pleines. Il va son chemin, lentement. Quand il se croit sûr de son fait, il dévoile ses véritables intentions. La « Société de secours » pourrait beaucoup plus efficacement secourir si l'émigré consentait à rendre de menus services, espionner ses compagnons de misère.

Une famille : le père, la mère et l'enfant. Pas de travail, plus d'espoir. Les parents de la femme vivent en Allemagne, dans l'aisance. Ils demandent au Gestapo si leur fille peut rentrer en Allemagne, sans danger. La police l'affirme et l'interne dès son retour dans un camp de concentration. L'enfant est mis en pension. Peu après un agent se présente au domicile du père, à Paris et lui propose pour sauver sa femme, de se mettre au service du Gestapo.

Une dactylographe allemande à l'étranger. Elle est depuis dix mois sans travail. En novembre 1934, elle trouve une place. Son chef est assez généreux pour ne pas exiger l'autorisation de travail qui lui a été refusée. En janvier 1935, elle reçoit la visite d'un inconnu qui attire son attention sur cette situation irrégulière. Elle va, assure-t-il, être dénoncée. Pour l'éviter, il est un moyen : espionner. L'émigrée refuse.

Trois jours plus tard, elle est expulsée. L'agent l'a dénoncée. Innombrables sont les rapports venus de tous pays qui prouvent que le Gestapo recherche avec ardeur à recruter des auxiliaires dans les rangs des émigrés. Pourtant ses efforts sont restés vains, le plus souvent. L'émigration a su garder son honneur intact.

Incapable de rompre le front des antifascistes, la police tente de semer dans leurs rangs la discorde et le soupçon.

Les émigrés sont dénoncés comme agents du Gestapo.

En février 1935, incapable de supporter plus longtemps le régime de terreur, un étudiant allemand émigre et se réfugie à Prague. Il a travaillé contre Hitler à l'Université de Munich. Soudain le bruit se répand qu'il est un agent du Gestapo. Ses amis le fuient. Il sent son isolement sans en comprendre les raisons. Il se confie à un fonctionnaire antifasciste et s'emploie à le convaincre de son innocence. Les deux hommes cherchent et trouvent : l'auteur des calomnies n'est autre que le représentant à Prague d'un journal hitlérien. Le cas n'est pas unique. Partout le Gestapo cherche, par tous les moyens, à porter le trouble parmi les émigrés.

Il arrive aussi, fréquemment, que le Gestapo répande le bruit de la mort d'un fonctionnaire communiste ou socialiste contre lequel il ne peut rien prouver. La police espère trouver dans les articles nécrologiques de la presse antifasciste, les éléments d'accusation qui lui manquent. Cette méthode, bien digne des nationaux-socialistes, leur réussit rarement; les émigrés veillent.

Surveillance des ambassades et légations à l'étranger.

Pas une ambassade, légation ou simple consulat qui ne soit surveillé par des hommes de confiance du Gestapo. Celui-ci envoie en outre de temps à autre des agents spéciaux de contrôle. A ce corps appartient notamment le Dr Wilhelm Römer, avocat, membre du Reichstag. Römer a eu une vie assez mouvementée. Il appartenait, en 1919, au corps franc « Rayon de lumière », de sinistre mémoire. En 1920, il combattait dans les rangs de la « Défense universitaire » contre les travailleurs de la Ruhr. Il prit part,

en 1921, aux combats de Haute-Silésie. Il participait, en 1923, ainsi qu'il l'écrit lui-même dans « l'Annuaire des Führers », à la résistance passive dans la Ruhr sous les ordres du capitaine de réserve von Pfeffer.

Le Dr Römer a été envoyé à Paris par le Gestapo en juin 1935, pour y contrôler l'ambassade et le consulat d'Allemagne. Il était en même temps chargé par la *Section étrangère de l'Union des juristes nationaux-socialistes* d'entrer en relations avec les juristes français et des hommes politiques de droite. L'avocat Römer reçoit mensuellement cinq cents marks en monnaie française. Les archives secrètes de l'ambassade d'Allemagne sont à sa disposition.

Römer a eu, sous le nom de Ludwig, au printemps de 1935, des entretiens secrets à l'hôtel d'Iéna avec des organisations françaises antisémites.

Surveillance des étrangers dans leur propre pays.

Tout étranger impliqué dans la lutte contre le fascisme hitlérien est surveillé par le Gestapo.

Mr. Citrine, secrétaire d'un syndicat ouvrier anglais, a établi en 1935 que les unions ouvrières anglaises étaient espionnées par le Gestapo. Lord Marley, président de l'Association internationale de secours aux victimes du fascisme hitlérien, D.-N. Pritt, qui a conduit les débats du contre-procès de Londres, Me de Moro-Giafferi, le sénateur Georges Branting, Henri Barbusse, André Malraux sont, ou ont été, avec beaucoup d'intellectuels étrangers, soumis à la surveillance du Gestapo. Les consulats étrangers sont, même hors des frontières allemandes, en observation.

La Mitropa, succursale du Gestapo.

Le Gestapo utilise assez souvent les services de la Mitropa (Compagnie des wagons-lits et wagons-restaurants de l'Europe centrale). Ses agents déguisés en contrôleurs de wagons-lits ou en serveurs de restaurant, surveillent les points frontières, provoquent aux confidences les étrangers entrant en Allemagne. La presse suisse citait, le 25 juillet 1935, l'activité d'un agent du Gestapo, parvenu à compromettre le

ténor suisse Max Hirzel. Hirzel montait, le 30 décembre 1934, à Dresde, dans un wagon-lit à destination de la Suisse. Sur le quai de la gare de Bâle il liait conversation avec l'employé du wagon, lui parlait politique. Le 4 janvier, deux agents du Gestapo se présentaient au domicile de Hirzel revenu de voyage, fouillaient ses papiers et le priaient de les accompagner au commissariat. En prison, il était confronté avec le contrôleur des wagons-lits. Hirzel apprenait, à sa grande surprise, qu'il avait eu affaire à un fonctionnaire des S. A., agent du Gestapo. Ses propos étaient consignés et aggravés, dans le rapport du policier. Hirzel a dû renoncer à son poste à l'Opéra de Dresde où il chantait depuis treize ans.

Boycottage.

La commission d'enquête du Sénat américain, au cours de sa session de 1933-1934, a fait, sous la direction du sénateur Dickstein, d'importantes constatations. Les agents allemands aux Etats-Unis organisent le boycottage de maisons américaines et ne reculent pas devant la menace ouverte. La commission, dans son rapport, cite la lettre suivante, adressée par un agent du Troisième Reich au propriétaire d'un magasin new-yorkais.

Vous avez reçu cinq avertissements. Vous devez acheter et vendre des produits allemands. Nous briserons vos vitrines pour vous prouver que nous ne plaisantons pas. Puis, au cas où vous ne vous soumettriez pas, nous incendierons votre magasin. Dernier avis! La police ne nous inquiète nullement. Inutile de la prévenir. Elle ne vous empêchera pas de figurer sur notre liste noire. Vos jours sont comptés. Si vous ne vendez pas de produits allemands, vous mourrez.

Commerce clandestin des armes.

Dans leur lutte contre les puissances étrangères qu'il veut affaiblir par tous les moyens, le national-socialisme ne devait pas hésiter à fournir en fraude des armes aux dissidents de tout genre. Les exemples ne manquent pas.

Au début de 1934, le torpilleur allemand, transformé en cargo, *Optimist*, entrait dans le port de Rotterdam pour y

charger les marchandises d'une maison suisse (tracteurs, machines agricoles, conserves, etc.) A l'ouverture des panneaux, on constata que les cales étaient en grande partie déjà occupées par des caisses de fusils du modèle réglementaire allemand et de munitions. Le navire portait également deux fortes embarcations convenant parfaitement à un déchargement sur côte ouverte. Le capitaine de l'*Optimist*, Wiesner, déclarait se rendre à Las Palmas. Par contre, le Dr Gut, représentant la Société suisse, la Compagnie Commerciale Coloniale Arksis-Aksa, de Zurich, affréteur du bâtiment, indiquait que celui-ci devait procéder à son déchargement sur la côte occidentale d'Afrique, entre le cap Juby et le cap Ifni. De fait, les papiers du bord et la police d'assurance mentionnaient comme destination la côte d'Afrique.

En même temps que l'*Optimist*, arrivaient à Rotterdam dix nationaux-socialistes allemands, agents du Gestapo, qui devaient prendre passage à son bord à destination de l'Afrique. Le manifeste portait à côté du nom du Dr Gut celui, assez étonnant, de Sidi Fra Achmed. Ce fils de Mahomet paraît avoir été le chef effectif de cette expédition mystérieuse. Les recherches permirent d'établir que l'*Optimist* avait été affrété par la Compagnie Coloniale Arksis-Aksa pour livrer les marchandises commandées par le sultanat de Mauritanie. Le sultan Merebbi Rebbo était alors en état d'hostilité contre la France.

Sidi Fra Achmed, de son vrai nom Schaeffer, a été de longues années agent de l'Allemagne au Maroc. Il se trouvait, en 1932, en Allemagne où il était connu dans les milieux nationaux-socialistes sous le sobriquet de « petit noir ». Son protecteur est le gros industriel nazi Thyssen qui a, pendant quelques années, « alimenté » une filiale dans la principauté de Liechtenstein, le *Statistic-Trust*, pour y poursuivre ses fabrications de guerre. L'Arksis-Aksa de Zurich n'est qu'une « projection » de la filiale Thyssen du Liechtenstein.

Figuraient en 1934 dans le conseil d'administration de cette usine de guerre nazie : le « petit noir », Herr Schaeffer et le Dr Adolf Borchardt, homme de confiance de Thyssen, M. Duescher, représentant à Bâle des usines Röchling, un

certain Kurt Muller, de Berlin, représentant de la maison Krupp en Amérique du Sud, et, pour finir, Sidi Omar Pacha. Ce pacha, représentant du sultanat de Mauritanie au conseil de l'Arksis-Aksa, conseiller permanent du sultan Merebbi Rebbo est en réalité le fils du vieux junker prussien, officier de la Reichswehr, comte Erlebach.

Bel exemple de collusion entre l'industrie lourde, le national-socialiste et l'agence à l'étranger, pour le plus grand bien des affaires et de la politique ! Les industriels nazis Thyssen et Röchling, fabricants d'armes de guerre, livrent leurs produits. Leur Société, l'Arksis-Aksa, met un cargo à leur disposition. Le bâtiment a un équipage national-socialiste qu'il complète à Rotterdam. Ce port n'est pas allemand ; avantage certain. L'affaire est bonne et l'on porte accessoirement un coup à l'ennemi mortel, la France.

Pourtant l'opération ne réussit pas. Un autre transport d'armes, organisé par les agents nationaux-socialistes sur le lac de Constance, est saisi par les autorités suisses. Mais beaucoup d'autres expéditions clandestines du Gestapo ont atteint leurs destinataires. Le 25 juillet 1935, c'est armés de fusils et de pistolets allemands que les révolutionnaires autrichiens attaquèrent.

Le Gestapo livre les armes et dirige le tir.

Attentats, actes de sabotage.

Des hommes d'Etat étrangers tombent sous les balles d'agents nazis. Le Gestapo travaille. Le président du Conseil roumain, Duca, est assassiné au début de 1934 par des agents nationaux-socialistes, membres de la « Garde de Fer ». Le chancelier Dollfuss meurt sous les coups de Planetta et de Holzweber, qui ont reçu les ordres d'un mystérieux inconnu, au service du Gestapo allemand.

Le chancelier autrichien Schuschnigg est, en juillet 1935, victime d'un accident d'automobile qui reste assez mal expliqué. Certains journaux ont rappelé à cette occasion que l'ambassadeur du Reich à Vienne est M. von Papen. Ce même Papen qui, pendant la guerre, préparait en Amérique sa campagne de sabotage.

Timbres-poste et billets.

A l'étranger, le Gestapo trouve son meilleur appui dans les organisations nationales-socialistes et leurs groupes locaux telles que les sections étrangères du « Front du Travail », « l'Union féminine » et autres Sociétés allemandes. Mais, en dehors de ces bases, le Gestapo use encore d'intermédiaires à l'étranger, complètement indépendants des organisations hitlériennes. Nous en donnerons deux exemples.

Un petit marchand de timbres dans une capitale. Rien, à première vue, ne le distingue de ses congénères. Chacun peut entrer pour échanger des timbres ou en acheter. L'initié sait qu'il faut présenter un certain timbre. La boutique est vide; on le fait passer dans une petite salle où l'on parlera de tout autre chose que de collections. Il y trouvera des ordres, des renseignements. En cas de danger, on lui fournira un passeport. Il expédie ses rapports et attend son courrier.

Dans telle autre ville étrangère, c'est un bureau de voyage qui remplace le philatéliste. Chacun peut y prendre son billet pour un point quelconque du globe. Mais si l'on tient à la main un certain carnet de billets et que l'on se présente à certain guichet, on vous glisse discrètement une feuille, portant l'adresse du chef de la section du Gestapo.

Le Gestapo dispose, à n'en pas douter, de nombreux points secrets de ce genre.

Les femmes et l'espionnage.

Elles sont nombreuses et le Gestapo les emploie volontiers. Les autorités françaises arrêtent à Marseille, au printemps de 1935, une Allemande, du nom de Burg, qui « travaille » dans les parages du camp d'aviation militaire d'Istres. Les officiers et les élèves pilotes avaient remarqué une jeune et jolie femme qu'on rencontrait fréquemment dans les cafés du voisinage. Pour avoir tenté d'obtenir des renseignements sur l'organisation de l'école, elle fut arrêtée en avril 1935 et avoua au juge d'instruction la mission dont elle avait été chargée par le service d'espionnage allemand. Le plus intéressant est qu'elle agissait par contrainte. D'origine non-aryenne, elle avait dû, pour éviter à son mari, employé au

consulat de Marseille, de perdre sa place, accepter la mission offerte. C'est ainsi que Mme Burg était devenue espionne.

Une espionne allemande au Maroc.

Le cas s'est produit au printemps de 1935. La danseuse, charmeuse de serpents, Irène de Versi (de son vrai nom von Sievers) avait connu, à Fez, de grands succès. Chose curieuse, elle refusa les engagements brillants qui lui furent proposés, préférant exercer son art dans les petites villes des confins. La fin de 1934 la trouva à Tazza, où elle connut le triomphe habituel. On découvrit un jour qu'elle cherchait à se renseigner auprès de légionnaires, ses admirateurs, et qu'elle les aidait, à l'occasion, à désertar, en mettant à leur disposition des sommes importantes. Elle fut arrêtée. L'enquête prouva qu'avant d'exercer son activité au Maroc et en Algérie, elle avait espionné pour le compte allemand à Paris.

Ces exemples doivent suffire à montrer les rapports étroits existant entre les espions de la Reichswehr et du Gestapo, travaillant de concert avec les émissaires nationaux-socialistes à l'étranger. Nous reviendrons sur ce sujet au chapitre traitant de l'activité de ces derniers.

Il n'en faudrait cependant pas conclure que les méthodes du Gestapo sont infaillibles et à l'abri de toute critique. Il en est d'autres que nous ne pouvons décrire de crainte de nuire à nos informateurs d'Allemagne. Il en est qui sont encore inconnues et que seule la chute du régime hitlérien permettra d'étudier.

Pour achever ce tableau du travail du Gestapo à l'étranger, nous livrerons encore à nos lecteurs un document révélateur. On y pourra dénombrer les nombreux points de contact de Goebbels et du Gestapo. L'auteur de ce rapport est un agent du Gestapo d'un type particulier : il est l'attaché à la propagande de l'ambassade d'Allemagne à Paris. Il n'est pas inutile de dire quelques mots de M. von Dinklage.

L'attaché à la propagande, agent du Gestapo.

La carrière du baron Hans Gunther von Dinklage est en tous points digne de celle d'un agent à l'étranger du Gestapo. Officier de la garde, dépourvu de toute qualité « ci-

vile », il se trouva après la guerre en situation difficile. Comme beaucoup de ses camarades, il tenta de prolonger les temps heureux et s'enrôla dans ces corps francs qui organisaient la guerre civile et mirent plus d'une fois la République en danger. Puis il reprend sa liberté, tente, sans grand succès, quelques spéculations au cours de l'inflation. Pour finir, il met tous ses espoirs dans le national-socialisme. A peine Hitler est-il au pouvoir que von Dinklage est en selle. Il travaille au ministère de la propagande. En mai 1933, il est à Paris pour — selon son expression — *nouer des relations*. A l'automne 1933, il entre à l'ambassade d'Allemagne en qualité d'attaché à la propagande. Son correspondant au ministère est le Dr Arthur Schmolz qui prendra sa succession à Paris en juin 1934. Dinklage reçoit alors les missions les plus diverses. Il va à Londres, sur la Riviera, retourne à Paris. On le rencontre à Athènes et dans les capitales balkaniques. Il est à Marseille un jour avant l'attentat contre le roi Alexandre et le ministre Barthou, à Tunis au moment précis où se déclenche une vive agitation antisémite.

Il est le type du diplomate néo-allemand. Chaque ambassade a son Dinklage, à la fois mercenaire, profiteur et policier du Gestapo. Ce mélange caractérise le diplomate hitlérien.

Son rapport est d'une importance particulière : il prouve l'alliance étroite du diplomate, de l'agent de propagande et du policier à l'étranger ; il établit que Goebbels et le Gestapo s'appliquent à la même tâche, que tous leurs actes aboutissent au même point, à l'espionnage. Il est adressé au directeur des affaires françaises au ministère de la propagande, le conseiller de ministère Rüdiger.

Pour aider à la compréhension, nous l'avons scindé en paragraphes.

Paris, le 23 mars 1934.

*A Monsieur le Conseiller de Ministère Rüdiger,
Ministère de la Propagande, Berlin.*

M. le Conseiller Rüdiger a bien voulu me faire savoir qu'il jugeait insuffisant mon travail de propagande en France et je me permets de lui exposer ce qui suit :

La situation morale de l'Allemagne en France est très difficile; l'action préméditée de nos adversaires l'a rendue telle. Dans mon rapport du 4 août 1933, j'attirais votre attention sur la nécessité d'un travail préparatoire minutieux. Je faisais également remarquer que la publication de données précises, indiscutables (statistiques, représentations graphiques, etc.) était utile, nécessaire même, alors que toute tentative de persuasion purement oratoire devait manquer son but. J'indiquais aussi que nous devions nous attacher à répandre en France la connaissance de la langue allemande (classes d'allemand dans les écoles et les facultés). L'étude d'une langue conduit tout naturellement à la compréhension du peuple qui la parle. J'annonçais aussi dans ce rapport, sur la foi de renseignements puisés à de bonnes sources, que le ministère Daladier tomberait à l'automne 1933. Le travail à l'étranger des envoyés du ministère de la Propagande ne saurait être productif que s'il est tenu compte des indications qu'une longue expérience a permis de formuler.

Je me faisais, dans mon rapport du 20 octobre 1933, l'écho des craintes exprimées avec insistance dans les milieux germanophiles français : on y déplore certaines manifestations émanant de subordonnés et susceptibles de nuire par leurs inconséquences à l'impression produite par les discours du Führer. Il faudrait, à mon avis, convaincre la presse étrangère de la nécessité de certaines violences oratoires dans des buts de politique purement intérieure, simples manifestations d'opportunité, n'ayant aucune influence sur notre politique extérieure. Au cours de mes séjours en Italie, Mussolini a fait à plusieurs reprises des déclarations de ce genre. Le Dr Goebbels pourrait, à l'occasion d'une interview, déclarer que le travail intensif demandé par la réorganisation ne permet pas à ses dirigeants de prohiber certaines manifestations violentes, mais que ces dernières sont sans effet sur la politique extérieure de l'Allemagne.

Les prohibitions édictées par le gouvernement dans un but de réconciliation apparente avec la France ne sont pas annoncées avec une précision suffisante dans la presse française. Ces prohibitions sont généralement suivies de longs commentaires, qui en affaiblissent l'effet. Il serait, je crois, assez

facile d'obvier à cet inconvénient. Dès leur promulgation en Allemagne, les correspondants des journaux français et les représentants de l'agence Havas devraient recevoir un avis très succinct, privé de tout commentaire affaiblissant leur portée.

Dans mon rapport du 27 octobre, j'annonçais que certains milieux français s'occupaient de faire paraître une traduction française de *Mon Combat*. Des personnes bien informées m'ont fait également remarquer qu'une attitude amicale de la France envers l'Allemagne pousserait l'Italie à se rapprocher de la France. En ce qui concerne l'entrée de Daladier dans le cabinet Sarraut, aujourd'hui chose faite, j'ai déjà attiré votre attention sur le danger qu'il y aurait à montrer une sympathie excessive à Daladier. Les éloges allemands pourraient aisément être pris, en France, en mauvaise part.

Dans mon rapport du 3 novembre 1933, je vous demandais de m'informer avec soin de la venue en France d'artistes, de savants ou de sportifs allemands. Les célébrités allemandes de la scène, de l'écran, les grands musiciens exercent en France une forte influence, très favorable à leur pays. J'ajoutais qu'il serait regrettable que l'Allemagne parût, au contraire de la France, se désintéresser d'eux. Je n'ai malheureusement pas reçu de réponse à ce sujet.

Dans mon rapport du 10 novembre, je vous faisais également remarquer que l'envoi massif de brochures de propagande accompagnant la livraison de produits allemands à des maisons françaises était une erreur regrettable. Le Français hait ce procédé. Les brochures doivent être réparties avec soin. Leur contenu méconnaît d'ailleurs absolument la psychologie du destinataire.

Je vous ai adressé le 14 novembre un rapport chiffré concernant le Dr Halper, directeur de diverses Sociétés anglaises. On lui reproche d'aider à l'étranger à la diffusion de fausses nouvelles, d'avoir distrait de fortes sommes des caisses de son associé allemand et d'être un ennemi déterminé du régime (hitlérien). Le Dr Halper approche de très près les milieux de presse français et j'avais, en conséquence, prié qu'on voulût bien s'informer à Berlin sur son compte. Je n'ai reçu aucune réponse. Dans mon rapport du 2 décembre,

je vous rappelais la parution prochaine de *Mon Combat* en français.

Dans mon rapport du 7 décembre, je vous informais qu'un notable industriel français avait accordé, à son arrivée à Berlin, une interview à un représentant du *Berliner Tageblatt*. Ses déclarations auraient été volontairement faussées. L'ambassade de France aurait, à ses plaintes, répondu que de nombreux Français voyageant en Allemagne pour affaires étaient assiégés par les reporters. J'aurais désiré être mis en mesure de répondre aux critiques que les journaux français n'ont pas manqué de faire à ce sujet. Une propagande bien comprise ne doit pas, à mon avis, négliger semblables incidents quand ils affectent des personnalités influentes.

A la même date, je vous écrivais qu'une publicité insuffisante était donnée par la presse française aux amnisties partielles des adversaires politiques du régime séjournant dans des camps de concentration. Je vous confirme que toute annonce en France de mesures de clémence prises au bénéfice de condamnations politiques allemands renforce notre position morale, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Dans le même rapport, je vous écrivais que seule une peur irraisonnée avait poussé de nombreux émigrés à fuir leur patrie. L'ignorance de la situation politique intérieure les retient à l'étranger. Il serait intéressant de les gagner à notre cause, portant ainsi un coup sensible à nos adversaires.

Le 14 décembre, je vous informais de la possibilité de gagner à nos intérêts un hebdomadaire publié à Bruxelles. Réponse ne m'a été donnée qu'au début de mars, par l'intermédiaire de l'ambassade à Paris.

Dans mon rapport du 19 décembre, je vous entretenais de l'opportunité qu'il y aurait à faire connaître le rôle futur des associations patriotiques après le renforcement de la *Reichswehr*. Je demandais également l'envoi d'articles destinés à la grande presse française sur la « vie bourgeoise » des S. A. et des S. S. Il serait bon, disais-je, d'y adjoindre des illustrations, de montrer par exemple les S. A. faisant leur marché, de prouver par l'image que le S. A. n'est pas un soudard, mais un citoyen. Je demandais aussi l'envoi d'articles, d'une sorte de chronique en langue française destinée à la

femme française, traitant d'économie domestique, des assurances et susceptible d'éveiller l'intérêt de la maîtresse de maison française pour sa sœur allemande. Il serait bon également de s'adresser à la mère de famille. Je vous rappelais à cette occasion que la vie de famille joue ici un rôle extrêmement important. Elle pourrait contribuer sans aucun doute à favoriser un rapprochement franco-allemand. Il n'a pas été apparemment donné de suite à mes demandes.

Le 26 janvier, je vous informais de la possibilité de faire passer des articles dans certains périodiques locaux. Je vous indiquais dans une note confidentielle que la personnalité française avec laquelle j'étais en relation jouit en France d'une influence considérable dans les questions d'agriculture. Elle était prête à faire passer sous sa signature les articles fournis par moi. Je vous demandais en conséquence l'envoi d'articles sur :

- 1° l'agriculture (chiffres statistiques) ;
- 2° la culture du blé et des fruits ;
- 3° la conservation en silos de la nourriture du bétail ;
- 4° les coopératives laitières ;
- 5° les demi-journées de travail dans l'industrie et l'agriculture.

Je me permettais de vous faire remarquer que ces articles intéresseraient vivement le public français, qu'ils aideraient puissamment à la compréhension des mesures prises en Allemagne. Je voyais aussi dans cette méthode la possibilité de toucher une classe politiquement très puissante dans l'Etat, que la propagande allemande n'a pas réussi jusqu'à présent à atteindre.

Je demandais également des articles sur l'œuvre allemande du secours d'hiver (le plat unique, la loterie populaire, etc.) Il eût été alors d'actualité de les faire paraître dans la presse française en un temps où les Français de retour d'Allemagne exprimaient leur admiration de l'œuvre accomplie.

Dans mon rapport du 27 février, je demandais également la publication en langue française d'articles concernant l'association Force et Joie, évoquant les voyages d'ouvriers, les représentations théâtrales gratuites, etc. Je faisais remarquer qu'il était préférable de réserver sur le quota qui nous est

accordé par la France une plus grande part aux films d'actualités. Je proposais à cet égard de demander à l'I. G. Farben d'approcher le Ciné-Film. Ce dernier pourrait peut-être exercer une certaine pression sur les Films d'actualité (Otto, directeur). Je renouvelais ma demande d'articles concernant l'agriculture, la situation faite à la femme allemande dans le nouvel Etat. Ils auraient dû être rédigés en un style accessible à tous, semblable à celui de M. le Ministre Goebbels dans ses discours sur le même sujet.

En dehors de mes rapports, j'ai eu, lors de mon court séjour à Berlin, de longues conversations avec les fonctionnaires intéressés du ministère de la Propagande. Je n'ai pas manqué de souligner les possibilités de notre action et la nécessité d'une collaboration étroite entre le département et ses services à l'étranger. J'ai remis également au chef de la police secrète d'Etat, M. Diels, une liste très exacte d'adresses d'émigrés prenant part au boycottage. J'informai M. Diels qu'il me serait peut-être possible de lui fournir des renseignements précis sur l'activité des membres du parti communiste à l'étranger, et notamment en France. M. Diels me répondit que l'activité secrète communiste en Allemagne était encore assez grande et qu'il serait très heureux de connaître les moyens utilisés par nos adversaires pour faire pénétrer en Allemagne la littérature illégale.

Je déclarai aussi au ministère de la Propagande qu'il serait utile, à l'occasion, de négociations économiques avec la France, d'obtenir des facilités d'importation pour tous les articles destinés à la consommation directe par le public (jouets, montres, appareils photographiques, produits pharmaceutiques, etc.), ces produits constituant un excellent moyen de propagande, à l'encontre des autres fabrications allemandes dont la grande masse française ne peut reconnaître l'origine.

J'attirai également l'attention des services sur l'importance qu'il pouvait y avoir à tenir continuellement au courant de l'évolution allemande ceux de nos compatriotes vivant à l'étranger, et particulièrement en France. Il suffirait, à cet effet, de joindre aux périodiques de langue allemande paraissant en France, tels que le *Commerçant Allemand*, ou les

publications des églises catholique et protestante, un hebdomadaire allemand, le Service de presse néo-allemand, par exemple.

J'ai proposé qu'un appareil cinématographique de petit modèle soit mis à la disposition de M. Télin, à titre de prêt, pour son voyage de propagande en France. J'ai également, au cours des mêmes entretiens, annoncé qu'à partir du 1^{er} avril les voitures automobiles étrangères étaient exonérées de tout impôt de séjour temporaire. Il serait pour l'Allemagne, du plus haut intérêt de renoncer à la taxe des voitures étrangères de tourisme pour les quinze premiers jours à compter de leur passage en frontière. La même mesure a été appliquée, avec un plein succès, par l'Italie.

Mes nombreuses relations mondaines en France m'ont permis de former un groupe qui va chaque jour s'augmentant de Français sympathisants, qui me permettra, je crois, d'agir au mieux des intérêts qui me sont confiés.

Il ne peut évidemment, dans ces conditions, être question d'une propagande susceptible de porter immédiatement ses fruits. Notre influence ne s'étendra que lentement. Avant toute chose, il est nécessaire de maintenir entre le ministère et les postes à l'étranger un contact étroit permettant un continu échange de vues. C'est seulement ainsi que nous pourrons poursuivre avec succès la tâche qui nous est tracée.

Le rapport du baron von Dinklage peut être considéré comme un modèle du genre, un document classique sur le travail du Gestapo et du ministère de la Propagande. Il traite de tous les devoirs assumés par les agents de ces services à l'étranger. Rien n'y manque : ni cette politique de « l'assoupissement » que l'Allemagne poursuit en niant toute portée aux discours agressifs des chefs nazis, sans influence, dit-elle, sur la volonté de paix exprimée par le Führer, ni les manœuvres trompeuses, les interdictions apparentes, les amnisties simulées. On y parle sans cesse des innombrables brochures dont les agents du Gestapo et du Dr Goebbels inondent le monde. Ce rapport prouve encore l'intérêt que porte le ministère de la Propagande à l'emploi du film, l'achat de journaux étrangers, les tentatives de corruption de journalistes étrangers. Dinklage est d'avis qu'il faut attirer les émi-

grés, leur faciliter le retour dans leur patrie. Enfin, il avoue, implicitement, l'activité du Gestapo dans sa mission d'espionnage hors frontières. Dinklage, attaché à la propagande, jouissant des prérogatives de l'extraterritorialité diplomatique, a une entrevue avec le chef de la police secrète, le Dr Diels. Il lui remet une liste des émigrés habitant Paris. C'est avouer que le Gestapo espionne à l'étranger, qu'il a recours aux bons offices d'un membre officiel de l'ambassade d'Allemagne. Les représentations diplomatiques du Troisième Reich sont des nids d'espions du Gestapo.

Ceux-ci ne se contentent pas de surveiller les émigrés et les Allemands hors frontières. Dinklage expose qu'il *a pu former un groupe, chaque jour plus important, de Français sympathisants, qui lui permettra d'agir au mieux des intérêts qui lui sont confiés.* Par qui? Par le Gestapo et Goebbels. Le premier l'a chargé de surveiller les milieux français et le rapport prouve qu'il conçoit largement sa tâche. L'extraterritorialité n'est pour les diplomates hitlériens qu'un manteau sous lequel ils travaillent sans scrupules pour le Gestapo.

Pour cette institution, il n'est pas de morale, de respect des conventions internationales.

Le mensonge, l'escroquerie, la falsification, l'espionnage, l'arrestation d'innocents otages, la dénonciation, le vol simple ou par effraction, la contrebande d'armes, l'espionnage militaire ou économique, tout lui est bon dans son travail à l'étranger. Qu'importe le crime puisqu'il lui faut préparer un crime plus grand encore, la guerre de conquête nationale-socialiste? Du rapt et du meurtre, le Gestapo a fait les instruments de la politique étrangère néo-allemande.

Les victimes du Gestapo à l'étranger sont avec les anti-fascistes en Allemagne hitlérienne les premiers morts de la guerre future nazie.

Le Gestapo n'est d'ailleurs qu'un part du *filet brun*. Les organisations nazies, groupes, points d'appui, associations, clubs, sociétés de toutes sortes le complètent. lui donnent l'étendue, la force. Toutes travaillent avec l'appui total, absolu du Troisième Reich. Tous se sentent les « combattants d'Adolf Hitler », l'avant-garde de « la Grande Armée du national-socialisme ».

TROISIEME PARTIE

LE FILET BRUN EST JETÉ SUR CHAQUE PAYS DU MONDE

En avant, fifres et tambours!
De sang nous rougirons le fer
Sang de bourreaux
Sang de Français.
O! Jour divin de la vengeance!
Nous t'attendons, Allemands.

« Chants du soldat néo-allemand » publiés par le professeur Hermann Schmidt, à la maison d'édition « Libres Paroles », Berlin, 1935.

Marche, petit tambour.
Nous allons en Russie.
Nous entrerons dans le pays
du bolchevik.
Il saura notre force!

Chants d'assaut du S. A. édité par Hermann Roesler, membre du parti, Luckenwalderstrasse, 7, à Berlin. Le livre porte le cachet de la censure officielle.

Nous avons montré les centrales national-socialistes au travail, leurs buts, dévoilé l'origine de leurs ressources, étudié leurs méthodes. Nous traiterons ici du travail des nazis à l'étranger, des embûches dont ils ont semé le monde, voué à la guerre de conquête. Le *filet brun*, il est jeté sur « l'ennemi de demain », sur les amis et les alliés du national-

socialisme, il s'étend outre-mer, couvre les pays qui sont les marches des combats futurs, les bases d'opération des flottes aériennes allemandes, les ports sur lesquels il appuiera ses bâtiments de guerre.

Les agents nazis s'adaptent aux conditions politiques du pays dans lequel ils agissent. S'ils ne s'avouent pas nationaux-socialistes, ils s'abritent derrière les mouvements les plus divers, nationalistes ou autonomistes; ils font partie de groupes techniques, d'associations. Les formes changent, mais la mission reste : il faut préparer la guerre.

FRANCE ET COLONIES

L'ennemi n° 1.

Qu'espérer? User la volonté française, à la longue, ou brusquement saisir la barre et diriger l'éperon du navire allemand contre l'ennemi, dans un combat à mort. Il n'est qu'une chance de succès : isoler la France en sorte que le combat ne soit plus une lutte de l'Allemagne contre le monde entier mais contre la France, acharnée à troubler la paix du monde.

Nous y arriverons un jour, j'en suis convaincu...

(HITLER, *Mon Combat*, page 765.)

La France, l'ennemie mortelle, ainsi que le déclare Hitler dans son livre est, depuis 1935, assaillie des protestations pacifiques nazies. Mais, en même temps, les nationaux-socialistes préparent systématiquement la guerre d'anéantissement qui doit ouvrir à la grande Allemagne la route de la suprématie européenne.

Hitler déclare ne rien réclamer à la France, ne pas convoiter l'Alsace-Lorraine, ne nourrir aucune idée de revanche, mais il construit des nouvelles routes stratégiques frontières, orgueil de son *Service du Travail*, il établit en Forêt Noire une nouvelle voie ferrée munie des derniers perfectionnements de la technique, pourvue de quais de débarquement démesurés. Les camps d'aviation, les ouvrages fortifiés sortent comme par miracle du sol, sur la frontière occidentale.

« Constructions de paix » diront les organisations nazies et les agents du Gestapo à l'œuvre en France.

Le masque.

Œuvre difficile, il est vrai. Elle s'appuie, partiellement, sur l'autonomisme alsacien. Les nationaux-socialistes s'efforcent de profiter des difficultés sociales et nationales soulevées par le problème colonial. Ils s'affairent à Strasbourg comme à Alger, à Colmar comme à Marrakech. Ici, ils s'avouent antifrançais. A l'intérieur du pays, au contraire, l'activité nazie prend un autre visage. Elle se fait pacifiste, comme Hitler dans ses adresses à la France. Sa mission est d'endormir les soupçons, d'émettre ces vapeurs soporifiques dont parle si bien le colonel Constantin Hierl.

Ces « apôtres de la paix » sont nombreux, moins cependant que les espions entretenus par Hitler sur le sol français.

A la base de l'organisation on trouve le « système » du N. S. D. A. P. (1), groupe local de Paris.

Le N. S. D. A. P. de Paris.

Oui, nous avons notre organisation, nos cellules, nos sections en France. J'ai moi-même été vice-président d'une cellule. Nous nous réunissons régulièrement, une ou deux fois par mois.

(Interview du journaliste nazi von Toggenburg publiée dans les colonnes du Journal le 29 mars 1935.)

A quelques pas des grands boulevards, au cœur de la ville, s'ouvre la taverne d'Hauteville. On y trouve cuisine tchèque, musique viennoise et bière allemande. L'orchestre se tait et soudain un « lied » allemand éclate dans la salle du fond. C'est vendredi : le groupe de Paris se réunit.

On n'y fait pas de politique. Entre qui veut, le vendredi. Il suffit de quelques relations. Plusieurs centaines de personnes sont là. Le N. S. D. A. P. compte environ cent membres. Ils sont presque tous venus, avec leur famille et les hôtes de la colonie allemande.

Une innocente réunion ? Pourquoi pas. Il faut bien, aussi souvent qu'on le peut, « camoufler » le travail national-socialiste, ne serait-ce que pour ne pas éloigner les membres

(1) Parti national-socialiste ouvrier allemand.

de la colonie allemande qui ne veulent pas sans cesse entendre parler de politique. Le bureau du parti est rue Huysmans, dans le même immeuble que le consul, que la section de presse et de propagande de l'ambassade. C'est ici également que l'attaché militaire allemand prépare l'entente amicale avec la France. Le chef du groupe de Paris a su réunir autour de lui tous ses messagers de paix. Il n'a qu'à traverser la rue pour contrôler aisément le travail d'une des organisations camouflées, la *Société allemande de secours mutuels*, dont le président est le frère du grand industriel sarrois Röchling, très intéressé par la question du réarmement. Le chef du N. S. D. A. P. de Paris, Herr Spieker, est rémunéré, lui, par l'*I. G. Farbenindustrie*, à un taux proportionné à l'importance des fournitures de guerre à l'Etat. Ces fonctionnaires nazis sont vraiment bien payés. Herr Klein, représentant de Spieker jusqu'en juin 1935, appelé depuis à un poste officiel important en Allemagne, jouissait à Paris d'une excellente situation. Herr Appel, président de l'Union des employés allemands à Paris, vit fort décemment du traitement que lui verse le *Front du Travail*. Il en est de même de son subordonné immédiat, Jüttner. Le président du groupe des étudiants nazis, Herr Hoffmann, émarge au budget de la section étrangère du N. S. D. A. P. Quant à cet autre fonctionnaire nazi, le baron balte von Kirsten, ses compatriotes de l'entourage de Rosenberg ne l'oublent pas !

Tous ces messieurs travaillent à l'entente pacifique avec la France. Même Herr Spieker qui, en 1933, avait organisé à Joinville, à la Maison des Employés allemands, une fête anniversaire de la victoire de Sedan. On dit qu'il y avait levé son verre à la future défaite française.

Réunions dans les églises.

La Taverne d'Hauteville est l'alibi des nazis. Les réunions « de service » se tiennent parfois au consulat, parfois au domicile particulier des membres du parti les plus en vue. Chez Boris von Kirsten, à Garches (70, rue Frédéric-Clément), chez le journaliste von Toggenburg (5, av. Saint-Honoré-d'Eylau), chez le commerçant Hahnelt, expert technique près l'Ambassade d'Allemagne (2 bis, rue Pétel),

chez l'industriel Peters (97, rue Erlanger), et parfois aussi chez Eberhardt, conseiller paroissial de l'église évangélique allemande de Paris (33, boulevard Murat). Il ne s'agit bien entendu que de « réunions amicales ».

L'église évangélique de Paris ne se contente pas d'envoyer son conseiller paroissial Eberhardt aux « réunions amicales » du parti. Elle met à la disposition des nazis son temple du 25 de la rue Blanche.

Ce qui convient à l'Eglise ne saurait déplaire à l'Ambassade. Elle se fait en général représenter aux conseils de guerre du parti nazi à Paris par le secrétaire de légation Auer, par l'attaché de la propagande Schmolz ou par ses membres von der Heyden et Gohl. Ces messieurs sont tous du parti. Pourquoi n'assisteraient-ils pas aux réunions du N.S.D.A.P.? Schmolz est agent du Gestapo? Devoir hautement patriotique! Von der Heyden, chef de cellule, pousse ses hommes à l'espionnage? Devoir encore!

M. Wulff, déjà nommé, n'assiste plus depuis mars 1935 aux réunions de cellules et son absence se fait cruellement sentir. Il a participé à l'organisation du N.S.D.A.P. à Paris et a rendu à Hitler de signalés services. Collaborateur du Gestapo, il était employé à l'hôtel Terminus Saint-Lazare. De là, il nouait ses fils. Un employé d'hôtel se crée aisément des relations. M. Wulff avait, entre autres, la mission de « travailler » dans les hôtels où descendent beaucoup d'Allemands. Il observait les émigrés. Une trop grande assurance le perdit. Echappant de peu à la police, il dut s'enfuir. Aujourd'hui, il « travaille » dans les hôtels du Troisième Reich.

Le groupe local nazi a perdu également en 1935 le correspondant à Paris du journal *Angriff*, le Dr Ihlefeld, chargé de « surveiller », notamment, l'Ambassade d'Allemagne. L'ambassadeur, Dr Roland Koester, fut soumis à son « observation » jusqu'à ce qu'il eût trouvé la présence du Dr Ihlefeld indésirable. On rappela ce dernier. L'ambassadeur a un autre observateur. En juillet 1935, Ihlefeld est revenu à Paris, en mission. Qui « surveille »-t-il aujourd'hui?

L'Ambassade a pu se débarrasser d'Ihlefeld, agent du

Gestapo. Elle doit tolérer la présence de l'espion de l'avenue Hoche.

Il s'appelle Lönnig. Il est chef téléphoniste de l'Ambassade. Tous les télégrammes secrets lui passent entre les mains. Il fait partie de l'état-major du groupe nazi, en tant que représentant du directeur, préside *Le Secours d'hiver allemand* en France. Il envoie ses rapports au Gestapo. *Le Secours d'hiver* a encaissé en 1934-1935 quarante mille francs. Qui donc refuserait de payer sa cotisation quand le caissier est, de notoriété publique, agent du Gestapo?

Où va l'argent? La comptabilité est certainement en règle, à un pfennig près. Mais qui secoure-t-on? Le service de la propagande, l'espionnage? Herr Lönnig lui-même l'ignore. Il est comptable mais non pas ordonnateur.

Herr Lönnig, à son téléphone, écoute les conversations. Plus encore. Il n'ignore rien des démarches de l'ambassadeur et, dans l'intimité, il s'en vante. Agent du Gestapo, on n'en est pas moins homme et faillible. Herr Lönnig a une faiblesse. Il a le vin bavard.

Voici donc le groupe local N.S.D.A.P. à Paris. Autour de lui se groupent les organisations nazies en France. Six hommes sont à sa tête. Spieker, déjà nommé, l'a dirigé jusqu'au mois de juin 1935. Son représentant est Lönnig. Puis viennent : M. Heyden Rheysch, de l'Ambassade, Jüttner, président du *Front du Travail allemand*, Hoffmann, président du groupe des étudiants nazis, et le Dr Busch, directeur de la succursale parisienne de Siemens.

Le groupe national-socialiste de Paris est devenu, entre temps, si important qu'il n'est plus possible de le réunir dans les locaux dont nous disposons. (L'Allemand à l'étranger, organe du Front du Travail allemand, octobre 1935.)

Les membres du groupe ne sont pas seuls à se réunir, le soir, à la taverne d'Hauteville. On y rencontre aussi les groupes corporatifs de la *Société des employés allemands*. Séparément, cela va de soi : l'établissement ne serait pas assez vaste pour les abriter tous.

En mai, écrit le président du groupe parisien, Appel, le seul groupe local comptait 750 membres et plus de 1.000

avec leurs amis et alliés. Nous sommes fiers d'un développement aussi rapide, malgré tous les obstacles rencontrés.

Au programme du même mois sont inscrites treize réunions de groupes, groupe des employés de commerce sous la présidence de Peters et de Humbert, son second; groupe technique, présidé par Neukamm, groupe des représentants de commerce, des garçons d'hôtel, groupe féminin avec Mlle Vockrodt. Le spécialiste des questions économiques est le D^r Hellmuth Schwindt, représentant du Troisième Reich à la Chambre de Commerce internationale.

Les groupes ont aussi leur section de gymnastique dirigée par les moniteurs Merkel et Plösch. Bon prétexte pour se réunir. C'est dans une salle de gymnastique que se concentrèrent, en juillet 1934, les putschistes qui allaient assassiner Dollfuss. On n'y fait pas que de la gymnastique pure. On y apprend aussi à devenir un « combattant » du Troisième Reich à l'étranger. On y distribue la « littérature » plutôt que de l'apporter à la Taverne d'Hauteville, à l'église allemande ou au consulat.

L'Union *Force et Joie* a également sa succursale parisienne. A sa tête se trouve le D^r Könemann, spécialiste du « mark enregistré » près la banque Elliath et Cie, correspondante de la Deutsche Bank. *Force et Joie* organise des voyages à prix réduits en Allemagne. « Organiser » est beaucoup dire : — *Vous êtes Allemand et vous n'allez pas passer vos vacances en Allemagne? Votre pays a besoin de devises étrangères et vous allez en Bretagne ou sur la Côte d'Azur?* — Le sociétaire comprend et, résigné, prend son billet pour l'Allemagne. Au cours du voyage, on ne l'oubliera pas. Celui qui aura oublié quelque peu à l'étranger la discipline allemande, apprendra qu'il est « soldat » de Hitler, avant-garde de l'armée conquérante.

Les groupes à l'étranger du *Front du Travail* n'ont qu'une mission importante : réunir les Allemands travaillant à l'étranger et n'appartenant pas au parti national-socialiste. Jüttner, de la direction des sections du N.S.D.A.P., fait partie de leur état-major et assure le contrôle. Aucun Allemand employé dans une succursale d'une maison allemande ne peut refuser d'en faire partie. Il perdrait aussitôt sa place,

son gagne-pain. Aucun membre d'un groupe ne se risquerait non plus à négliger les réunions. Il doit y assister, c'est un devoir absolu. Quiconque ne se plie pas à la règle est exclu. Et l'exclusion, c'est le renvoi, la misère. Vraiment le système est bien conçu. L'employé allemand à l'étranger sera « soldat de Hitler » de gré ou de force.

Mais ce n'est pas tout. Les groupes sont encore « bureaux de renseignements ». Leurs membres participent à la vie économique de la France; beaucoup sont employés dans des maisons françaises. On exige d'eux des renseignements confidentiels. On leur distribue des questionnaires qu'ils doivent remplir. Leur conscience se révolte? On la tranquillise en invoquant le devoir de tout bon patriote. Si cela ne suffit pas, on menace. Le récalcitrant peut être dénoncé, compromis habilement, contraint à démissionner. On peut encore inquiéter ses parents demeurés en Allemagne, ses proches. Le national-socialisme dispose en vérité de nombreux moyens pour réduire l'indiscipliné.

Non point que tous les Allemands travaillant en France s'adonnent à l'espionnage! Les chefs de groupe sont assez prudents pour n'utiliser les services que de certains employés, les plus sûrs. La direction nazie procède avec prudence et méthode. Elle ne veut rien risquer et craint par-dessus tout les indiscrétions, toujours possibles.

Il existe encore à Paris de nombreuses associations nationales-socialistes. Aucun Allemand vivant en France ne leur échappe : groupe parisien de la *Femme allemande*, dirigé par Mme Winkel, association de la jeune fille allemande, union sportive qui se réunit régulièrement à la salle de gymnastique de l'église américaine du Quai d'Orsay, sous la direction du nazi F. Günther (33, rue Poissonnière). Depuis septembre 1934, il existe également un groupe local du *Casque d'Acier*, qui relève maintenant des S. A. Il porte aussi le nom d'*Association nationale-socialiste des anciens combattants, section française*. Son chef est le cuisinier de l'Ambassade allemande, Birkel. Plusieurs fonctionnaires de l'ambassade en font partie, dont le pasteur Dalgrün, de l'église protestante allemande, et le baron von Holleben.

Chambres de commerce allemande et internationale.

Les groupes professionnels ne sont pas seuls embrigadés. La direction des succursales des maisons allemandes à l'étranger n'est confiée qu'à des hommes dévoués au parti. Paris fourmille d'employés de compagnies de navigation, de bureaux de voyage, de banques allemandes, qui ne sont que des agents du Gestapo ou de la Reichswehr.

Les maisons allemandes à Paris font toutes partie de la Chambre de Commerce allemande, chargée de contrôler l'activité des chefs d'entreprise. La Chambre de Commerce allemande est aux chefs ce que les groupes professionnels sont aux employés.

Son existence est strictement légale. Elle ignore ce que font ses membres. Elle ne veut pas savoir que le nom du directeur à Paris de l'*I. G. Farbenindustrie*, Kramer, a été prononcé à l'occasion d'affaires assez étranges. Elle ne sait pas non plus que l'un de ses membres, M. Jahn, représentant de la Lufthansa, en collaboration avec Karweg, sous-directeur de la maison Siemens à Paris, s'occupe de la propagande nationale-socialiste. Ces messieurs ont divisé le travail. Jahn contrôle les textes allemands, Karweg les articles rédigés en français.

La Chambre de Commerce allemande est représentée à la Chambre de Commerce internationale par l'attaché allemand Dr Hellmuth Schwindt, 44, avenue des Champs-Élysées. Schwindt travaille également au groupe local du N.S.D.A.P. et à l'*Union des employés allemands*. Pourquoi pas ? Cumul de fonctions bien innocent quand on connaît les relations de Schwindt avec Deterding et autres chefs de la politique antisoviétique.

A la Chambre de Commerce internationale est adjoint un bureau international des Transports où travaillent aussi des représentants des maisons allemandes de transports. Ce bureau possède des renseignements très précis sur les réseaux européens, l'importance et la répartition du matériel roulant, questions intéressantes tant au point de vue militaire qu'économique.

Les représentants de l'Allemagne hitlérienne au bureau des Transports n'ont pas seulement la mission de défendre

les intérêts économiques du Troisième Reich. Comme tous les agents commerciaux nazis à l'étranger, ils ne sont autres que des fonctionnaires politiques. Leurs renseignements sont communiqués aux bureaux militaires.

Des étudiants qui étudient peu et observent beaucoup.

Les membres de l'*Union nationale-socialiste des étudiants* ne sont pas à l'étranger pour étudier. Ils sont en service commandé. Tout jeune Allemand désireux d'étudier à l'étranger, même s'il subvient lui-même à ses besoins, doit obtenir l'autorisation de l'*Association des Etudiants allemands*. Veut-il une bourse de voyage, qu'il lui faudra s'adresser au *Service d'échanges académiques* qui ne s'occupe que de sa valeur au seul point de vue des intérêts du national-socialisme.

Quel est donc le rôle essentiel de l'étudiant à l'étranger? Faire connaître le « pacifisme » hitlérien, surveiller les émigrés, exciter la jeunesse française contre la politique républicaine et contre les Soviets.

Il devra se faire des relations parmi ses camarades français, les inviter à des réunions contradictoires, à des conférences où le Troisième Reich sera dépeint tel qu'il l'est dans la presse nazie. Les étudiants français y apprendront que le chômage décroît rapidement en Allemagne; par contre, on négligera de parler de la baisse constante du niveau moyen de la vie et du revenu national. Le service militaire obligatoire est une garantie certaine de paix et non pas, comme voudraient le faire croire de mauvais esprits, une étape importante sur le chemin de la guerre. Les camps de travail des étudiants sont des clubs, de simples manifestations de camaraderie. L'antisémitisme est une réaction, bien douce, du peuple allemand ruiné par les Juifs. A cette occasion, on ne manquera pas de rappeler discrètement la puissance juive en France. La politique pacifique de Hitler ne connaît qu'un ennemi redoutable, disent les étudiants nazis en France, et c'est l'Union des Soviets. Puis on pourra parler librement des « frères dans le besoin », des milliers d'hommes qui meurent tous les ans de faim, jusqu'aux femmes, socialisées, qui n'ont pas le droit de se refuser à qui les désire, jus-

qu'aux enfants abandonnés qui errent dans la campagne et dans les rues.

La surveillance des émigrés? La méthode est classique. L'étudiant nazi fréquente les brasseries, les cafés où l'on rencontre des émigrés. Il s'installe dans un hôtel où il approchera des Allemands réfugiés. On cause. On en vient aux confidences. L'étudiant « brûle ses vaisseaux », avoue à l'émigré qu'il est un adversaire de Hitler. Ce travail a pour le Gestapo l'avantage d'être peu dispendieux.

Le chef de l'*Union des Etudiants* est Hoffmann, qui reçoit directement ses instructions de la Section Etrangère du N.S.D.A.P. Les réunions ont lieu à l'hôtel du *Service d'échanges académiques*, 26, passage d'Enfer, qui est présidé par le D^r Karl Epting, membre du parti national-socialiste.

Les journalistes.

Les correspondants des journaux allemands à l'étranger relèvent du ministère de la propagande, qui leur donne ses instructions par l'intermédiaire des attachés à la propagande. Le chef des journalistes hitlériens en France est M. Nicolas von Grothe, directeur du *Bureau allemand de renseignements* à Paris. Son activité prouve que la tâche imposée aux journalistes nazis dépasse singulièrement les limites de leurs occupations avouées.

En mai 1935, certaines maisons de commerce françaises recevaient une brochure éditée à Genève mais adressée de Brême par un certain baron von Reibnitz. Son titre était : *Un franche parole de peuple à peuple. Le problème franco-allemand*. Elle traitait de la question des dettes et d'une guerre éventuelle entre la France et l'Allemagne. On y déclarait que *Hitler ne voulait que la paix. La guerre*, ajoutait-on, *n'est désirée que par les diplomates avides, les militaires assoiffés de gloire et les actionnaires de la grosse industrie*.

D'où venaient ces brochures? Une imprudence du premier attaché à la propagande à Paris, M. von Dinklage, nous permet de répondre à la question. Lisons la lettre adressée le 26 janvier 1934 par M. von Dinklage à M. von Grothe, directeur du Bureau de Renseignements à Paris :

Paris, 26 janvier 1934.

Cher Monsieur von Grothe,

Je vous envoie ci-joint la brochure de M. le Dr Draeger. M. Draeger a l'intention de publier en français sur la question des dettes une brochure semblable.

Elle est destinée non pas aux masses françaises, mais à ceux qui au cours d'un voyage en Allemagne exprimeraient le désir de connaître l'opinion allemande sur la question des dettes. Draeger y fait valoir des arguments susceptibles d'être victorieusement opposés aux prétentions françaises si souvent répétées et s'efforce de réfuter particulièrement l'argument, constamment mis en avant, du retrait de 10 kilomètres des troupes françaises à la veille de la guerre, et de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie et à la France. Draeger, dans l'impossibilité de considérer toutes les thèses françaises sur la question des dettes, serait heureux de toute indication qu'on voudrait bien lui donner à ce sujet.

Dans l'espoir que vous serez à même de lui donner satisfaction, je vous serai reconnaissant de lire la brochure ci-jointe et de me la retourner avec vos observations.

Très amicalement votre

DINKLAGE.

1 pièce jointe.

L'attaché à la propagande collabore à la rédaction d'une brochure, le chef du *Bureau allemand de renseignements* à Paris, service officiel, prête son concours. Le Dr Draeger, du ministère de la Propagande, l'écrit. Elle est éditée à Genève, l'un des points d'appui de la propagande hitlérienne. Par raison d'économie, on l'imprime en Allemagne et on l'envoie de Brême. Ce n'est rien d'autre qu'une tentative d'immixtion dans les affaires intérieures de la France, faite par le ministère de la propagande allemande avec l'aide de ses agents, parmi lesquels se trouvent un diplomate et un journaliste connu.

M. von Grothe ne néglige pas non plus les émigrés. Les journalistes nationaux-socialistes faisaient partie de l'association internationale de la presse. Sur instructions du minis-

tère de la propagande, ils ont réclamé au début de 1935 l'exclusion des journalistes allemands émigrés. Ne pouvant obtenir satisfaction, ils ont donné leur démission collective de membres de l'association. M. von Grothe espère ainsi rendre la situation des journalistes émigrés plus difficile.

*
**

Cher Monsieur Sieburg,

Kofink m'a rendu visite aujourd'hui et j'espère pouvoir l'employer. Il vous appellera au téléphone en vous priant de transmettre certains renseignements à M. Spatz. M. Spatz, c'est moi.

Je vous serais, en pareil cas, très obligé de me téléphoner sans délai.

Votre...

P.-S. — Je serais heureux de connaître les résultats de votre entretien avec M. le Dr Ihlefeld.

Lettre de l'agent du Gestapo Dinklage, attaché à la propagande de l'ambassade d'Allemagne au correspondant parisien du Frankfurter Zeitung, Friedrich Sieburg.

Parmi les journalistes du Troisième Reich à Paris, Friedrich Sieburg, correspondant du *Frankfurter Zeitung*, tient une place particulière. Sieburg est un opportuniste distingué. Son orthodoxie ne faisait aucun doute aux temps d'Ebert. Bien disposé pour les Juifs, il est maintenant farouche antisémite. Son rêve est d'être un jour représentant diplomatique. Il a espéré longtemps prendre l'ambassade de Varsovie. Peu avant la conclusion de l'amitié germano-polonaise, il avait poussé sa pointe et écrit une série d'articles sur la Pologne de Pilsudski, qui devaient, il le croyait du moins, lui permettre de franchir l'échelon suprême, lui ouvrir grandes les portes de la diplomatie. Trop tôt, hélas ! L'amitié germano-polonaise n'était pas encore scellée qu'il dut regagner son poste à Paris. N'importe. Il s'efforce, de son mieux, de faire oublier son passé de démocrate convaincu ; les vicissitudes de

la politique hitlérienne le pourvoient peut-être un jour du petit poste qu'il espère toujours.

Tel est le rôle de l'attaché à la propagande von Dinklage, agent du Gestapo. Dinklage se sert assez fréquemment de Sieburg. Nous reproduisons plus haut une lettre de Dinklage à Sieburg. Il y est question d'un certain Kofink, nom de guerre qui cache probablement le journaliste nazi Korrodi. Ce dernier a été agent de Dinklage. Friedrich Sieburg transmettait les renseignements.

Schleier, placier en vins.

La section étrangère du N.S.D.A.P. de Berlin a une sous-section française dont dépendent les groupes locaux nazis en France. Son chef est un certain Schleier, qui fait en France de fréquentes inspections. Son « commerce de vins » le conduit dans toutes les villes françaises pourvues de cellules nationales-socialistes et de groupes locaux de l'*Association des Employés allemands*. Le D^r Schmolz, attaché à la propagande de l'ambassade, l'accompagne assez souvent. Schleier a ainsi visité Lyon, Metz, Strasbourg, Marseille, Bordeaux, Nice, Grenoble, Toulouse, Dunkerque, Lille, Roubaix-Tourcoing et Pont-de-l'Arche. Dans cette dernière localité, on construit un pont sous la direction de l'ingénieur Kiehne. L'arrivée de Schleier, au début de 1935, accompagné du D^r Schmolz, de Spieker, d'Appel et de Boris von Kirsten, a provoqué, en son temps, quelque agitation dans la presse française.

Schleier a donc inspecté quatorze points d'appui. Mais il est, en France, bien d'autres groupes du N.S.D.A.P. et du *Front du Travail*. Les mailles du filet nazi sont fines. On y travaille pourtant sans cesse et chaque mois *L'Allemand en France* annonce l'établissement de bases nouvelles.

Nous n'aimons pas la France...

Le chef de la section française au ministère pourvoit en certaines occasions le groupe de Paris d'orateurs. En 1935, le directeur du *Service de la politique raciale*, D^r Gross, a fait à Paris une conférence sur les questions raciales. On jugera aisément du ton du discours par sa péroraison :

La dégénérescence raciale de la France ne s'arrêtera pas. Dans trente ans, l'Allemagne, grâce à sa supériorité et à sa pureté raciale, dominera l'Europe.

Schleier a également envoyé à Paris un autre spécialiste, Johannes Engel, député de Berlin. Ce représentant du *Front du Travail* a fait le 14 juillet 1935, à la Taverne d'Hauteville, une conférence. Étaient présents le Dr Kühn, Pfeil, Forster, von Holleben, et Schmolz, de l'Ambassade. Il traitait du « socialisme pratique » de la société des Transports en commun de Berlin. La conférence était d'importance et Schleier présenta l'orateur. Engel termina son exposé par une incursion dans la politique étrangère et critiqua vivement l'attitude de la France : « *Nous ne demandons pas que les Français nous aiment. De notre côté, nous ne les aimons pas.* »

Les membres présents de l'Ambassade applaudirent vivement à ces paroles. On voit aisément dans quel esprit la Section étrangère du N.S.D.A.P. procède à l'entraînement des groupes locaux en France.

A sa demande, le groupe nazi de Paris a célébré en automne 1934 un service des morts pour Planetta et Holzweber, assassins du chancelier Dollfuss. Les membres de l'Ambassade y assistaient.

Fiches et dossiers.

Au numéro 2 de la rue Huysmans s'élève un immeuble de sept étages. Le consulat allemand y est installé. Le chef du N.S.D.A.P. à Paris, l'attaché militaire et l'attaché à la propagande y habitent. La *Société allemande de secours mutuels* est en face.

Des deux côtés de la rue, on dirige l'espionnage des émigrés. Le Dr Schmolz, attaché à la propagande, en est particulièrement chargé. La *Société de secours mutuels* « administre ». Membres de la colonie allemande, nécessaires ont chacun leur fiche. La comptabilité des secours distribués est tenue avec un soin extrême. Mais il est impossible au non-initié de distinguer entre les sommes versées à titre de secours et celles qui récompensent les agents chargés de la « surveillance ».

La *Société de secours* a, jusqu'au début de 1935, travaillé directement pour le Gestapo. Elle a réussi, par sa propagande, à faire rentrer en Allemagne un certain nombre d'émigrés, aussitôt dirigés vers les camps de concentration les plus proches. L'un de ces malheureux, Alfred Rosenbaum, en est mort, sans s'être jamais occupé de politique. L'action antifasciste a, heureusement, limité le nombre des victimes. La police politique allemande, on le voit, ne recule devant aucun moyen. Le Gestapo s'abrite sans honte derrière une société dite philanthropique.

Aux fichiers de la *Société de secours mutuels* s'ajoute celui que le D^r Schmolz tient soigneusement à jour, avec l'aide de ses agents. Ce dernier concerne les émigrés réfugiés en France. L'attaché à la propagande reçoit de nombreuses visites. On rencontre chez lui ceux qui habitent les hôtels fréquentés par les Allemands, qui hantent les cafés des Boulevards, qui organisent des raids dans les rédactions des journaux et maisons d'édition antifascistes. L'attaché Schmolz jouit du privilège d'extraterritorialité. Ses instructions lui viennent directement du D^r Goebbels. Il n'épargne pas l'argent. Il peut payer, ou du moins offrir, de fortes sommes pour recevoir avant leur parution, les épreuves des articles ou ouvrages allemands antifascistes. Il acceptait de payer 5.000 francs pour les bonnes feuilles du *Livre Blanc sur les assassinats du 30 juin et du 25 juillet 1934* (1). Tant était grand son désir de documenter les maîtres de Berlin quinze jours avant la publication de l'ouvrage.

Missions spéciales.

Quel est le nombre des agents secrets envoyés par le Troisième Reich en France? Deux mille quatre cent cinquante agents du Gestapo travaillent à l'étranger, appuyés de 20.000 observateurs. Dans les plans de guerre de la Nouvelle Allemagne, la France joue, avec la Russie, le premier rôle. C'est en France surtout que se réfugient les émigrés allemands. Aussi ne semble-t-il pas exagéré d'estimer le

(1) Traduit du français aux Editions de la Nouvelle Revue Critique.

nombre des agents du Gestapo en France et dans les colonies françaises à 500.

Nous sommes parvenus à en démasquer un certain nombre, pour la plupart anciens inspecteurs de la police criminelle. Nous pouvons, en autres, citer les commissaires Wien et Dehnicke, de Francfort, Pollack, de Berlin. Le docteur Dietrich et Röhr étaient chargés de la liaison avec l'ambassade. Le commissaire Dr Tetzlaff est également venu à Paris, « en service ». Il y travaillait sous le nom de Schmidt.

Au nombre des agents du Troisième Reich à Paris compte également le Dr Kuzniec, 23, rue Bernard, qui se déclare spécialiste de radiotélégraphie de l'ambassade allemande. L'agent Müller, 7, rue du Bassin, à Bellevue, excipe de la qualité d'avocat-conseil, spécialisé dans les questions de brevets techniques et d'inventions. L'agent Blattmann a travaillé jusqu'au mois d'avril 1935 au Norddeutscher Lloyd à Paris. La comtesse Rödern, ancienne correspondante du *Bureau de renseignements allemand* pour le territoire de la Sarre, de fait agent de Goebbels et du Gestapo, a joué son rôle à Paris au début de 1935.

Nous nous gardons de nommer tous les agents connus de nous, dans l'intérêt de la défense antifasciste. Nous nous contenterons, par la suite, d'y ajouter certains noms d'envoyés nationaux-socialistes exerçant leur activité en Alsace et dans les colonies françaises.

Espionnage.

Les arrestations d'espions allemands se multiplient depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir. Il semble qu'une véritable armée d'agents secrets se soit abattue sur la France. Au cours des six premiers mois de 1935 seulement, le public a appris l'arrestation de Greta Oswald, à Brest, celle de Nikolaschessik à Toulon, d'Auguste Schopp à Metz, de Josef Lorbach à Sarreguemines, de Sophie Drost à Saint-Avold, de Bernhuber à Paris, du pilote Paul Rolland à Toulon, qui aurait livré à une espionne allemande des documents intéressant la défense nationale, l'incarcération de deux autres espions allemands à Saint-Avold vers la fin de juin 1935 et celle de l'espionne allemande Burg à Mar-

seille. Dix arrestations en six mois, preuve de l'activité hitlérienne. Depuis le 30 janvier 1933, il a été procédé, dans la seule Alsace, à la condamnation sur aveux ou sur preuves de plus de 120 espions. Ces chiffres ont une autre éloquence que les protestations de paix de Hitler et consorts.

Un exemple nous permettra d'étudier de près les méthodes allemandes.

Au début de 1935, l'ex-officier autrichien Bernhuber est arrêté à Paris sous l'inculpation d'espionnage au profit de l'Allemagne hitlérienne. N'est-ce là qu'un de ces cas ordinaires comme on en rencontre souvent ailleurs?

Le complice de Bernhuber est un réfugié russe-blanc, du nom de Friedmann, ancien cordonnier à la cour du tsar. Le fait n'est pas nouveau. On sait depuis longtemps que le national-socialisme recrute bon nombre de ses agents dans les rangs des émigrés politiques de Russie. Mais dans l'entourage de Bernhuber évoluent aussi un certain Batschari et une dame, Minni Zinnow. M. Batschari est le fondateur d'un prix littéraire tendant à un rapprochement franco-allemand. Le fait a surpris car le nom de Batschari est parfaitement inconnu des milieux littéraires. On sait seulement de lui qu'il est l'auteur d'une feuille périodique de propagande étrangère influencée par la Section étrangère du N.S.D. A.P. et contrôlée par Rosenberg : la *Voix internationale du National-Socialisme*. Mme Zinnow avait reçu « la noble mission de porter à la femme française le salut des mères allemandes ».

Généreux mécène et messagère de paix se sont efforcés d'introduire Bernhuber dans le cercle de leurs relations. L'ex-officier autrichien, ses bonnes manières, faisaient le reste. Sa curiosité était insatiable. Il s'intéressait à beaucoup de questions tout à fait étrangères aux prix littéraires et aux messages pacifiques. Un jour de printemps, la police intervint. M. Batschari et Mme Zinnow disparurent. Peut-être travaillent-ils aujourd'hui dans d'autres pays à la compréhension mutuelle des peuples. Peut-être la « messagère » porte-t-elle aux femmes scandinaves ou polonaises le salut de leurs sœurs allemandes.

Le cas Bernhuber est un exemple typique de collaboration

étroite entre le « pacifiste » et l'espion de guerre. Entre l'*Internationale du national-socialisme* de Rosenberg, la messagère des mères allemandes nationales-socialistes et l'espion Bernhuber. Les agents de guerre et de paix du national-socialisme sont rouages d'une même machine. Vérité essentielle qu'il ne faut jamais perdre de vue si l'on veut comprendre le vrai sens de l'activité nationale-socialiste, en France ou ailleurs, le travail de ses agents, officiels ou non, de ses groupes et de ses associations.

L'Alsace-Lorraine.

Cent vingt espions du Troisième Reich ont été condamnés en Alsace-Lorraine depuis la prise du pouvoir par Hitler. Cette formidable activité de l'espionnage allemand prouve que l'Alsace-Lorraine joue un rôle important dans les plans de guerre nazis. De fait, la presse a publié en 1934 et 1935 une partie des plans d'attaque par les gaz médités par la Reichswehr. Nous sommes en mesure de les faire connaître, pour la première fois, dans leur intégralité. Strasbourg, Metz, Thionville, Mutzig, Nancy, pour ne nommer que quelques villes alsaciennes ou lorraines doivent en cas de guerre être inondés de gaz. Le document secret suivant illumine d'une clarté assez sinistre les « intentions pacifiques » de Hitler.

Berlin, 27 octobre.

Le chef de la I. G. A. Rapport n° Ia 279/33.

Rigoureusement secret. Avec L. 19 par avion.

Vous trouverez ci-joint en cassette blindée un certain nombre de V. P. Vous êtes prié d'en vérifier les données d'après les conditions atmosphériques théoriquement admises et de signaler à l'encre rouge les erreurs que vous pourriez relever.

Liste des V. P. :

- | | | | |
|-------|-----|---|-------------------------------------|
| V. P. | 1. | — | Thionville-Metz-Strasbourg. |
| » | 2. | — | Strasbourg-Mutzig-Belfort. |
| » | 3. | — | Thionville-Metz-Nancy. |
| » | 4a. | — | Thionville-Metz-Nancy-Briey. |
| » | 4b. | — | Thionville-Metz-Nancy-Briey-Verdun. |

- » 5. — Verdun-Toul-Epinal-Belfort.
- » 5a. — Verdun-Toul.
- » 5b. — Epinal-Belfort.
- » 6. — Paris (ville).
- » 6a. — Paris et banlieue.
- » 7. — Toulon.
- » 8. — Divers (Marseille, Lyon, Le Havre, Rouen, Caen, Nantes).
- » 9. — Le Creusot.
- » 10. — Saint-Etienne-Roubaix.
- » 11. — Tourcoing-Rouen-Lyon.
- » 18. — Département du Nord (11 places).
- » 23. — Meurthe-et-Moselle (9 places).

V. P. signifie plan d'émission de gaz.

Wickham Steed a fait en 1934 certaines révélations importantes sur les plans de guerre par les gaz de la Reichswehr. Il a notamment établi que des agents allemands s'étaient livrés à Londres et à Paris à des études approfondies du régime des vents à l'effet d'établir les points les plus vulnérables de ces grandes agglomérations. Le Gestapo a déjà dépêché les avant-coureurs de la guerre des gaz.

La propagande en Alsace-Lorraine.

Précédant les torrents de gaz qui doivent suffoquer l'Alsace et la Lorraine, le D^r Goebbels a lancé son attaque, sous la forme d'une vague de propagande. Toute l'offensive est basée sur la « pensée allemande », sur le principe de « l'indivisibilité de l'Alsace-Lorraine et de l'empire hitlérien, qu'aucune frontière ne pourra jamais briser ». Son organisateur est le D^r Robert Ernst, Alsacien de naissance, président de l'*Union des Alsaciens-Lorrains de l'Empire* et président de l'*Union de Défense allemande*. Il expose ses théories dans *Voix de la patrie alsacienne et lorraine*, périodique édité à Berlin. L'*Institut Alsacien-Lorrain* de Francfort-sur-Mein fournit les « éléments scientifiques » de la lutte. Une formidable armée d'agents d'affaires en Alsace et en Lorraine, pénètre jusqu'aux plus petits villages.

Elle est appuyée par les postes émetteurs du Reich et particulièrement par ceux de Francfort et de Stuttgart qui

radiodiffusent les « souvenirs de la patrie alsacienne », les « Nouvelles de la patrie », etc...

La propagande hitlérienne use des méthodes les plus modernes. Elle spéculé sur les craintes causées par la menace d'une guerre, accuse la France de s'y préparer. A la fin de mai 1935, après donc la renonciation solennelle de Hitler à toute revendication au sujet de l'Alsace-Lorraine, des milliers d'Alsaciens ont reçu d'Allemagne une brochure intitulée : *Les trente-trois guerres de conquête de la France* et signée d'un anonyme « Historicus ». Trois cartes étaient jointes au papier; toutes trois représentent une Allemagne désarmée entourée de baïonnettes menaçantes. La dernière déclare au surplus que l'Allemagne n'a :

ni réserves entraînées;
ni artillerie lourde;
ni grands bâtiments de ligne;
ni réserves de matériel;
ni porte-avions;
ni avions;
ni sous-marins;
ni chars d'assaut.

Et ceci deux mois après le rétablissement du service militaire obligatoire, trois mois après que Hitler, au cours d'un entretien avec Sir John Simon, eut admis que l'Allemagne était aussi forte, dans l'air, que la Grande-Bretagne!

Les dernières lignes de la brochure sont consacrées à l'exposé des « intentions agressives » de la France envers une Allemagne « désarmée » :

Tout ceci prouve que la France, après avoir repris l'Alsace-Lorraine, n'est pas plus satisfaite qu'elle ne l'était en 1870, avant de l'avoir perdue. Et la question se pose :

Qu'advierait-il si un nouveau Richelieu, un Mazarin, un Louis XIV, un Louis XV, un Fleury, un Vergennes, un Dumouriez, un Napoléon I^{er}, un Polignac, un Thiers, un Napoléon III, un Foch, un Clemenceau, un Briand ou un Poincaré venait en France au pouvoir? La Prusse, l'Allemagne seraient-elles en état de résister?

Au cours de l'année 1934, trente-quatre livres et d'innombrables brochures ont été répandus en Alsace-Lorraine,

venant d'Allemagne. Toute cette littérature est envoyée gratuitement. Les journaux du Reich sont en Alsace moins chers qu'à Paris, parfois même qu'à Berlin. Dans les villes frontalières allemandes, les cinémas donnent des représentations spéciales auxquelles les visiteurs alsaciens ou lorrains sont admis à prix réduits. Il s'agit bien entendu de films de propagande hitlérienne.

L'agitation antisémite en Alsace.

Là comme ailleurs, le national-socialisme utilise l'antisémitisme à ses fins personnelles. Le *Service Mondial* du lieutenant-colonel Fleischhauer inonde tous les quinze jours le pays alsacien et lorrain. Sur trente destinataires du *Service Mondial* interrogés, aucun ne peut répondre qu'il paie son abonnement. Le *Service Mondial*, organe strictement privé, ne recevant, dit-on, aucune subvention, est distribué gratis dans toute l'Alsace-Lorraine.

On peut voir à Strasbourg et dans les autres grandes villes de la région, les kiosques à journaux garnis de brochures antisémites éditées, sans aucun doute possible, en Allemagne. N'en donnons qu'un exemple :

Voici un petit livre rose de 24 pages. Son titre est : *Le droit de la race supérieure*. L'auteur serait un Isaac Blümchen. La bande bleue qui entoure le cahier, porte en grosses lettres : *Juifs, nous gouvernons la France. Isaac Blümchen*. L'éditeur est — aimable plaisanterie ! — Isidor Nathan Goldlust, de Cracovie. La brochure commence ainsi :

Enfin le peuple juif est maître de la France !

Contenu : la confession supposée d'un Juif exposant la conquête du pouvoir par les Juifs français. On explique comment les Juifs ont la prépondérance au Parlement, dans la presse, dans les affaires, aux colonies, dans la noblesse. Et voici la conclusion :

Car il est écrit : Dieu a donné aux Juifs droit sur les biens et le sang de tous les peuples de la terre...

Et le Seigneur nous a livré la France pour en faire le pays d'où coule en abondance le lait et le miel, il nous a donné les Français qui seront nos esclaves.

Sa volonté s'exécute. Loué soit le nom de Jéhovah! Nous sommes la race élue.

(Traduit du Yiddisch.)

La brochure est imprimée par l'*Imprimerie Spéciale « Le Combat »*. Cette dernière mérite bien son nom. Elle est établie en Allemagne hitlérienne, non loin de la frontière alsacienne. C'est là que s'impriment les feuilles, brochures, écrits de toute sorte répandus à profusion en Alsace-Lorraine.

L'autonomisme de l' « Elz ».

Le Troisième Reich ne fait en Alsace-Lorraine qu'une propagande indirecte. Il se contente de proclamer l'union de l'Alsace-Lorraine à la France préjudiciable aux intérêts du pays. Il dépeint l'Allemagne hitlérienne sous des couleurs brillantes. Les agents critiquent constamment la France et sa politique. Le *Carnet de l'Allemagne des frontières et de l'étranger* (Berlin, cahier n° 6, Lorraine) est franc :

...300.000 Germains y vivent sur eux-mêmes. Dans l'état actuel des choses, il est impossible de s'opposer directement à la France en tant qu'état et que peuple; il faut se contenter de prendre position dans la lutte des partis.

Les autonomistes hitlériens travaillent indirectement, non sans succès. Ils disposent du reste de moyens financiers aussi puissants que les nationaux-socialistes de l'Empire.

Le mouvement hitlérien ne préconise pas la séparation de l'Alsace-Lorraine et de la France et sa rentrée dans le cadre du Reich. Il se sert de la propagande autonomiste pour éveiller les sympathies à l'égard de l'Allemagne, pour attiser la haine envers la France. En Alsace-Lorraine, les hitlériens se donnent pour de loyaux citoyens français, champions de la patrie alsacienne.

L'autonomisme se groupe autour de l'*Elz* (journal d'Alsace-Lorraine), qu'il suffit de lire pour juger de l'importance de la propagande nationale-socialiste. Nous relevons dans l'*Elz* des attaques contre les émigrés allemands, contre la presse française quand celle-ci évoque la brutalité et les préparatifs guerriers du régime hitlérien. On croirait lire le *Völkische Beobachter* ou la *Berliner Zeitung*. La Républi-

que, journal de Strasbourg, a déclaré souvent que la propagande allemande pourvoit la rédaction de l'*Elz* d'articles tout préparés, écrits à Francfort. L'*Elz* n'a jamais osé relever le défi.

L'*Elz*, tout comme les brochures citées plus haut (cf. les trente-trois guerres de conquête de la France), accuse la France de vouloir la guerre avec l'Allemagne. Sa campagne s'est faite violente lors du plébiscite de la Sarre. Dans un article du 3 janvier 1935, on déclare que la France a l'intention de faire une promenade militaire en Allemagne, de jouer à la guerre.

Ce journal ne cache pas ses convictions nationales-socialistes, attaque systématiquement les chefs antifascistes sarrois. Bref il ne se distingue en rien de la presse du Troisième Reich.

L'affaire sarroise réglée, l'*Elz* a commencé une campagne en faveur d'un plébiscite en Alsace-Lorraine. Le succès obtenu dans la Sarre par la terreur et le mensonge lui était monté à la tête. Le 16 janvier 1935, le lendemain de la proclamation des résultats du vote sarrois, l'*Elz* écrivait :

On en vient, tout naturellement, à parler de l'Alsace-Lorraine. Certains préconisent le plébiscite alsacien, qui ramènerait le calme. D'autres estiment que la Société des Nations pourrait sans plus attendre transporter ses urnes et son armée internationale en Alsace-Lorraine. Le fait qu'une population de 600.000 électeurs a pu décider en toute liberté de son sort ne pouvait manquer d'avoir une répercussion profonde dans notre pays.

L'*Elz* ne réclame rien d'autre que l'occupation de l'Alsace-Lorraine par des troupes internationales.

Les agents hitlériens en Alsace.

C'est une armée qui est entrée en Alsace-Lorraine depuis la prise du pouvoir de Hitler. Ces « visiteurs du Troisième Reich » ne manquent pas de prétextes. Les uns sont voyageurs de commerce et proclament leur indifférence politique. Ils offrent des marchandises, parlent affaires. La conversation dévie. Nous n'en donnerons comme exemple que l'entretien surpris par un de nos observateurs chez un mécanicien

strasbourgeois. Le voyageur présente sa marchandise et en arrive au véritable but de sa visite :

— Oui, je sais, difficile situation que la vôtre. La frontière tue les affaires. Les paysans ne peuvent plus vendre en Allemagne et vos textiles vont mal. Que faire?

— Votre industrie n'est pas non plus en très bonne posture. Vous manquez de matières premières!

— Erreur complète, cher monsieur. Si nous manquons de stocks, c'est en raison même de l'énorme développement de nos affaires provoqué par notre renaissance nationale. Notre gouvernement a su mettre de l'ordre dans les entreprises et sur les marchés. Chacun reçoit ce dont il a besoin. L'industrie marche et nos paysans vendent leurs produits sans difficultés. Mais à coup sûr aucun régime parlementaire ne saura vous donner ces avantages. Nous en avons fait l'expérience.

— Les avis sont partagés.

— Ah oui! Les émigrés que nous avons chassés! Il est bien regrettable que le traité de Versailles vous ait séparés de nous. Vous pourriez mieux voir qui dit la vérité. Et cela irait mieux pour vous aussi.

Puis le voyageur en vient à parler du discours du 21 mai 1935, prononcé par Hitler :

— Je l'ai justement sur moi, dit-il en posant quelques exemplaires sur la table.

Peut-être intéresseront-ils les clients du mécanicien.

Les commis-voyageurs allemands ont toujours dans leurs bagages des feuilles de propagande, discours de Hitler, brochures ou périodiques. C'est toujours par hasard et ils se hâtent de les reprendre si le commerçant ou l'industriel proteste. Inutile de laisser des preuves de leur action.

Une autre méthode, fort usitée, est d'utiliser les services des contrebandiers; à Strasbourg et dans d'autres grandes villes d'Alsace, on peut se procurer des marks « bloqués » à 50 0/0 de leur valeur officielle. Quiconque en achète peut donc payer les marchandises allemandes à la moitié de leur cours. Les contrebandiers en retirent de grands profits. Les produits allemands introduits en fraude en Alsace coûtent moins cher qu'en Allemagne. Le Gestapo le sait et en

profite pour envoyer ses « contrebandiers » vendre en Alsace et lier conversation dans les cafés et les auberges avec les trafiquants. Point n'est besoin, pour ces fraudeurs, d'être aussi prudents que leurs confrères, les commis-voyageurs. Ils peuvent parler sans crainte : leurs clients ne sont-ils pas à leur merci ? Ils les contraignent à leur fournir les noms et les adresses d'Alsaciens et de Lorrains accessibles à la propagande hitlérienne. Ils peuvent forcer — et ne s'en font pas faute — leurs clients à distribuer des tracts nationaux-socialistes à leurs amis.

Ils espionnent aussi les émigrés. Se déclarant ennemis du régime, ils s'offrent à faire entrer en Allemagne la littérature antifasciste, à porter des lettres à des amis ou des parents d'émigrés. Leur action n'exclut pas celle des agents alsaciens du Troisième Reich.

De ceux-ci nous ne donnerons qu'un exemple. L'ex-instituteur prussien Dr Karl Roos appartient à ce type d'autonomistes dont les convictions servent à masquer l'activité prohitlérienne. Il travaille à la propagande de « l'idée allemande » en Alsace-Lorraine. Le journal strasbourgeois *La République* écrit de lui le 15 février 1935 :

Des amis de Suisse ont attiré notre attention sur l'activité en Suisse du Dr Karl Roos, ancien professeur prussien à Cologne et chef des autonomistes séparatistes de Strasbourg.

Il est grand temps de découvrir les menées hypocrites de cet homme qui, de longues années, a joué le rôle d'agent provocateur allemand dans les écoles françaises de la Sarre.

Karl Roos, qui a vécu de 1927 à 1928 aux frais du V. D. A. (Union des Allemands à l'étranger), est toujours sous ses ordres. Il est chargé d'abuser par ses discours et ses conférences l'esprit de nos compatriotes résidant en Suisse.

Deux jours plus tard, la *République* déclare que Roos recevait 800 marks par mois de l'Union des Allemands à l'étranger. Et le journal concluait :

Ecoutez-nous, Karl Roos ! Vous n'êtes qu'un vendu à la propagande allemande et vous savez très bien que le Reich n'a pas un sou, que le mark est fichu, que la véritable Alle-

magne est trahie; pourquoi voulez-vous donc nous entraîner dans sa faillite?

Deux jours après, la *République* invitait Roos à la citer en justice. Elle ne l'avait injurié, disait-elle, que pour provoquer un débat public. Roos, prudemment, s'est tu.

Il continue à travailler en Alsace, pour Hitler.

Les autonomistes. Les frontaliers suisses. Dinaso. Mouvement national à Eupen et à Malmédy. Les séparatistes bretons.

Le D^r Ernst, qui mène, de Berlin, la propagande hitlérienne en Europe occidentale, et affuble des noms les plus divers les mouvements nationaux-socialistes à l'étranger, nomme aussi ses hommes de liaison. Peu après l'arrivée de Hitler au pouvoir, parut à Strasbourg l'étudiant Röhrig. Il suivait des cours de théologie et buvait ferme, comme il se doit. Un peu trop même. La police s'en mêla et perquisitionna, non sans succès. On trouva chez Röhrig des lettres du *Dietsch National-Solidaristische Partie*, ou *Dinaso*. Les *Dinasos* sont les autonomistes flamands. Ils nient toute parenté avec les nationaux-socialistes mais les faits sont là et prouvent qu'ils en sont les enfants.

La correspondance saisie chez Röhrig a permis d'établir qu'il était chargé de mission de l'*Union des Allemands à l'étranger*. Il était l'homme de liaison entre les autonomistes, les *Dinasos*, les irrédentistes d'Eupen et de Malmédy et les autonomistes bretons.

On apprit également qu'un professeur de théologie strasbourgeois s'intéressait particulièrement au « travail » de Röhrig, qu'il invitait à « amener avec lui à Strasbourg beaucoup d'amis ».

Du groupe autonomiste partent de nombreux fils qui le relient au *Front Suisse*. Ce mouvement nie, bien entendu, toutes relations avec l'Allemagne hitlérienne. La *République* de Strasbourg a déjà prouvé que l'autonomiste Roos n'était qu'un agent de liaison. Il suffit de lire la lettre adressée par le D^r Hans Oehler, rédacteur en chef des *Cahiers nationaux suisses*, au rédacteur en chef de la feuille autonome l'*Elz* :

Merci de votre lettre du 7 mai. Il est malheureux que vous ne puissiez pas écrire votre « rapport », mais je vous comprends. Je compte sur vous pour un des prochains numéros des Cahiers. Peut-être trouverons-nous matière à un article de tête.

Pour ce qui est de vos autres projets, je vous serais reconnaissant de ne rien décider avant de m'avoir vu. Je serai probablement cette semaine à Strasbourg ou au plus tard après la Pentecôte. Ne serait-il pas possible de parler devant un petit cercle d'amis de la situation actuelle en Suisse? Indiquez-moi, je vous prie, le jour qui vous conviendrait le mieux, entre le 16 et 28 mai?

Votre,

Hans OEHLER.

Aucun doute ne peut subsister. Il existe entre les autonomistes de l'Elz et le Front Suisse des relations étroites. Ils se communiquent des « rapports », organisent des conférences; bref, ils collaborent.

Les relations existant entre les soi-disant « mouvements patriotiques » et leur étroite dépendance financière et politique de Berlin sont exposées par le menu dans le journal catholique, l'*Alsacien*, du 29 mai 1935. L'*Alsacien* a eu la possibilité d'étudier dans les détails le mouvement autonomiste qui a longtemps fait cause commune avec les catholiques alsaciens. Ses révélations sont donc du plus haut intérêt. Nous extrayons de son article les passages suivants :

Il existait un mouvement patriotique dans les districts d'Eupen et de Malmédy, au Slesvig-Holstein, à Dantzig, à Memel, en Haute-Silésie et en Alsace-Lorraine. Et pourquoi? nous demandions-nous. Curieuse coïncidence! Soudain, nous avons tout compris.

Dans tous les territoires évacués par l'Allemagne après la guerre en vertu du traité de Versailles, est aussitôt apparue la « défense du droit patriotique », c'est-à-dire du « droit » au retour à la patrie allemande. Dans toutes ces régions existe une « union patriotique ». Nul n'ignore aujourd'hui que les fonds viennent de Berlin, qui mène la danse. Les signataires du manifeste ignoraient l'imposture. Nous y fûmes

pris nous-même. C'est de Berlin que nous sont venues les preuves! Et quelles preuves! L'Elz joue l'innocence et monte sur ses grands chevaux. Elle sait pourtant fort bien de quoi il retourne.

L'Alsacien, bien informé, a accusé le mouvement patriotique soutenu par l'Elz d'être dirigé et financé par le Troisième Reich. Ses révélations jettent une vive lumière sur les menées soi-disant patriotiques organisées par Berlin, en certaines régions.

Les autonomistes dans l'Internationale des nationalistes.

L'Elz donne lui-même, le 19 juillet 1935, une preuve de la dépendance de son « autonomisme » et de ses relations avec Berlin. Il publie un discours du Dr E. Brumder, du 12 juillet 1935, prononcé au deuxième congrès de « coordination nationaliste » tenu à Londres. « L'internationale des nationalistes » est une création d'Afred Rosenberg, dont l'homme à tout faire, le Dr Hans Keller, assume la direction. Chargée avant tout de combattre l'Union des Soviets, elle a aussi pour tâche de mettre les divers mouvements autonomistes au service du Troisième Reich. Le Dr Brumder a pris part au congrès de Londres en qualité de nationaliste allemand. Qui représente aujourd'hui le nationalisme allemand sinon le parti nazi? N'a-t-il pas inscrit sur ses drapeaux son programme; la guerre de conquête? L'Elz est bien le porte-parole du nationalisme hitlérien et rien ne pouvait prouver plus nettement le but caché du mouvement séparatiste.

Le Dr Brumder est cousin du Dr Robert Ernst, chef de la propagande hitlérienne en Alsace-Lorraine. Les deux cousins se rencontrent fréquemment à Gengenbach, en territoire badois. Ils s'y trouvaient peu de temps avant le départ du Dr Brumder pour Londres. Peut-être le Dr Ernst a-t-il donné au discours de son cousin le « dernier poli ».

La Jeunesse alsacienne-lorraine.

Le national-socialisme a su organiser en Alsace-Lorraine une jeunesse hitlérienne. Elle s'appelle ici « Jeunesse alsacienne-lorraine » et combat, apparemment, pour l'autonomie. Elle assure n'avoir aucun rapport avec le Troisième Reich.

Son indépendance est telle que la carte postale reproduisant le « Chant de la Jeunesse alsacienne-lorraine » est imprimée en Allemagne. On a oublié de l'indiquer sur la carte.

Le programme de cette jeunesse hitlérienne d'Alsace-Lorraine est fort bien exposé dans une brochure de seize pages répandue à profusion en Alsace peu de temps après l'arrivée au pouvoir de Hitler. On y lit :

Sur la « Jeunesse alsacienne et lorraine » flotte le drapeau noir des peuples opprimés, marqué du signe de détresse de ceux qu'animent l'amour indéfectible de la liberté.

On reconnaît le style du D^r Robert Ernst. Mais apprenons ce qui déplaît à cette jeunesse :

Beaucoup veulent imiter cette soi-disant mode venue de la ville, même si elle les rend tristement ridicules. Ces singeries de nègres, cette tenue, ces cris, copiés des Cafres, des Zoulous, des Chinois ou des Esquimaux se répandent jusque dans nos villages. Une femme qui ne se farde pas se fait remarquer.

Lisons-nous autre chose dans le *Völkische Beobachter*? Ne dirait-on le passage suivant tiré d'un article signé de Goebbels :

Pas de classes dans la Jeunesse alsacienne-lorraine, pas plus qu'il ne doit en exister dans le peuple. L'étudiant, le jeune ouvrier, le paysan, l'employé, tous marchent côte à côte. Les plus capables auront l'honneur et la responsabilité du commandement. Les autres doivent obéir dans la liberté parce qu'ils savent qu'ils combattent pour une cause commune.

Le peuple, le principe du « Führer », l'obéissance dans la liberté, c'est tout le pathos national-socialiste. Mais la *Jeunesse alsacienne-lorraine* est « absolument indépendante » du national-socialisme!

Celui-ci fait particulièrement porter son effort sur la jeunesse des écoles. Nous lisons dans l'un des nombreux tracts imprimés en Allemagne et distribués aux étudiants de Strasbourg :

C'est à vous de savoir ce que votre peuple doit être et ce que vous devez être pour lui. Avez-vous déjà pensé que vous apparteniez à un peuple de langue allemande?

Dans cette feuille, rien n'est oublié : la proche parenté

avec les Flamands, le peuple, la libération de l'esprit. On conseille à l'étudiant de lire l'appel qui lui est adressé, d'y réfléchir, d'en parler à ses camarades.

L'étudiant nazi Hartmann, de l'Université de Strasbourg, a été chargé par la Section Etrangère du N. S. D. A. P. du travail de propagande dans les milieux académiques.

Aux étudiants alsaciens-lorrains!

Etudiants, vous êtes appelés à être des chefs. Comme tels, vous avez le devoir, sans vous embarrasser des formules politiques et des principes qu'on s'efforce de vous inculquer, de faire connaître au peuple vos convictions intimes. C'est à vous, de savoir ce que votre peuple doit-être et ce que vous devez être pour lui. Avez-vous déjà pensé que vous apparteniez à un peuple de langue allemande?

La langue de vos pères vous fait-elle honte?

Trouvez-vous juste qu'elle soit bannie d'Alsace et de Lorraine?

Ce n'est pas à des étudiants qu'on osera soutenir que l'allemand d'Alsace et de Lorraine n'est pas de l'allemand. Qu'on ne vienne pas non plus nous dire que personne ne nous interdit de parler alsacien ou lorrain. Une langue qui n'est plus enseignée à l'école, tombe au rang de dialecte et s'éteint. Dans vos propres écoles, votre langue est une langue étrangère. Est-ce juste?

Vos cours sont faits en une langue qui n'est pas la vôtre, qu'on vous a imposée à l'école.

Est-ce juste?

Savez-vous que celui qui change la langue d'un peuple attente à sa dignité?

Comparons ce tract de la « Jeunesse alsacienne et lorraine » à ce qu'écrit « le Carnet de l'Allemagne des frontières et de l'étranger » (septième cahier; Alsace) :

L'Alsace et la Lorraine connaissent une nouvelle ère française et sont en péril; leur germanisme est menacé.

Il n'est sur le Rhin que des Germains, des Allemands.

Ce n'est pas le peuple alsacien-lorrain qui a acclamé le

retour des Français, mais seulement certains milieux, temporairement prépondérants.

Le peuple alsacien-lorrain combat aujourd'hui pour sa patrie, pour le droit de vivre selon ses convictions et sa volonté.

Le programme de l'autonomisme alsacien est rédigé à Berlin. Hitler peut renoncer à l'Alsace, à tout autre territoire; il ne saurait renoncer à la guerre, qui menace les frontières d'Alsace et de Lorraine. Ses messagers sont à l'œuvre, dépensant sans compter les munitions fournies par les services de propagande du Dr Goebbels : l'argent, les tracts, les mots. Ils s'abritent derrière les autonomistes de l'Elz, intriguent, espionnent; ils travaillent pour le jour où l'armée du néo-impérialisme allemand commencera en Alsace-Lorraine, « pays d'origine allemande », son œuvre de destruction.

L'éveil celte.

Le national-socialisme cherche aussi une base en Bretagne, dans un but essentiellement stratégique. Il veut affaiblir l'arrière des armées françaises. La côte bretonne lui fournirait d'excellentes bases dans une guerre avec l'Angleterre. Il entend faire servir le mouvement autonomiste breton à ses fins.

Le centre de la propagande pour l'indépendance de la Bretagne est à Rennes.

Le parti national breton reçoit ses directives de Munich, où les nationaux-socialistes ont créé une association, *l'Eveil Celte*, dirigée par Friedrich Schwitz. A la centrale de Rennes travaillent quelques Allemands qui, hasard curieux, entretiennent des relations étroites avec Göring et Goebbels.

A l'instar des nationaux-socialistes, les séparatistes bretons ont pour insigne la croix gammée. Le journal qu'ils font paraître à Rennes porte une croix gammée sur fond noir et blanc.

Une tête de mort, emblème des gardes du corps prussiens et de la garde de Hitler surmonte le signe national-socialiste. Les cartes des membres de l'association des autonomistes bretons portent deux croix gammées, celles-ci sur fond rouge.

Le but des autonomistes de Rennes :

Combattons côte à côte pour que la guerre prochaine amène la libération et l'indépendance de la Bretagne... La France veut la guerre. Prenez-y garde, Bretons... Brisons les chaînes qui nous unissent à la France.

Cette déclaration bien nette a paru dans le numéro du 17 juin 1934 du *Breiz Atao*, organe officiel de la *Nation Bretonne*.

La propagande allemande répand dans toute l'Allemagne une carte postale figurant le territoire breton. Rennes y est baptisée par les nationaux-socialistes, Roazon. Les nationaux-socialistes impriment et diffusent des brochures traitant de la lutte engagée par les Bretons pour l'indépendance. L'une d'elles déclare :

Le parti national breton s'est placé en 1934 au rang des plus importants groupements régionalistes. Son importance politique est considérable. Il dispose, dans le Breiz Atao d'un organe paraissant régulièrement et fort bien rédigé. Le parti a pris nettement position contre la langue et l'impérialisme français. Il ne manque pas de stigmatiser en toute occasion l'injustice des traités de Versailles et de Trianon et se joint aux minorités opprimées par la France, en Europe ou ailleurs.

Les séparatistes bretons ont une organisation terroriste secrète, *Gwenn ha Du*, dont les brochures allemandes vantent les méfaits.

Le national-socialisme s'efforce, comme le prouve le cas de l'étudiant Röhrig, de grouper les mouvements séparatistes des différents pays. Il a été créé à Paris un *Comité central des minorités nationales de France*, dont font partie les autonomistes bretons et alsaciens, ainsi que le *Partitu Corsu autonomist*. L'influence nationale-socialiste y est prépondérante.

Les pogroms en Afrique du Nord.

Nous avons déjà parlé de l'attaché de propagande Hans Günther von Dinklage qui séjournait en Algérie et en Tuni-

sie au moment précis où se préparaient des pogroms juifs. La propagande antisémite est également dans les colonies françaises l'arme essentielle des nationaux-socialistes. A la fin de 1934, la Section étrangère du N. S. D. A. P. avait déjà fait paraître et répandu largement en Afrique du Nord plus de soixante brochures antisémites. Le Service Mondial, édition française du périodique antisémite *Weltdienst* est, nous l'avons déjà dit, distribué gratuitement en Afrique du Nord.

Le national-socialisme dépense beaucoup d'argent dans les colonies françaises. Une indiscretion commise au ministère de la Propagande a permis d'apprendre que le D^r Goebbels, dans la seule année 1934, n'avait pas fait distribuer par ses agents de l'Afrique du Nord, d'Egypte et de Palestine moins de 3.360.000 marks.

A l'été de 1934, ces largesses ont porté leurs fruits. La ville de Constantine a été le théâtre d'un sanglant pogrom. La presse hitlérienne a déliré de joie.

L'Association Musulmane à Berlin.

Cette organisation a tenu un congrès à Berlin en octobre 1934. Son chef, Abd el Wahab conviait les Marocains à coopérer avec l'Allemagne « libre » dans la lutte contre la France.

Nommant les points d'appui du *Front du Travail* en Afrique du Nord, au Maroc espagnol, à Tétouan, Ceuta et Larrache, l'*Allemand à l'étranger* de janvier 1935 reconnaît complaisamment que ces postes avancés restent fidèles à leur mission dans le pays noir et à notre cause.

Leurs chefs sont les nationaux-socialistes Stammer et Ziegler. Röchling et Thyssen « exportent » des armes vers les colonies françaises. Les « centres » du *Front du Travail* donnent aux agents distributeurs la possibilité « légale » d'effectuer leurs opérations.

L'état-major de liaison en France.

Le travail des nombreux groupes nationaux-socialistes en France métropolitaine et coloniale doit être soigneusement coordonné. A cet effet, l'état-major de liaison envoie fréquemment son délégué à Paris. Il se nomme Karl Abetz.

Membre directeur de la jeunesse hitlérienne, il jouit de la confiance particulière de M. von Ribbentrop. Il dirige également le *Sohlbergkreis* qui fait paraître sous le même nom des cahiers mensuels franco-allemands rentrant dans la catégorie des « moyens soporifiques ». Enfin il organise les visites en France des anciens combattants allemands, de concert avec l'état-major de liaison.

Qui sont ces combattants délégués en France? Des hommes agissant de leur plein gré? Hanns Oberlindober, leur chef, n'a-t-il pas, avant de le prononcer, soumis son discours de juillet 1935 à l'approbation du ministère de la Propagande? Le capitaine von Cossel a-t-il la possibilité d'exalter la paix dans une Allemagne dont la politique et l'économie s'appuient exclusivement sur la guerre? Ajoutons que ce « délégué des combattants » a été après la guerre officier de police à Breslau et qu'il a servi quatre ans à la Lufthansa, section des vols de nuit. Excellente préparation pour un agent de renseignements.

Les délégués des combattants allemands n'ont pas été choisis librement par leurs camarades. Hitler et son état-major les ont envoyés à l'étranger pour y parler de l'« Allemagne pacifique » pour y tendre ce rideau de fumée derrière lequel l'Allemagne prépare sa guerre. Oberlindober est membre du parti national-socialiste et chef de cette S. A. qui a jeté aux pieds des nouveaux maîtres trois mille cadavres d'antifascistes. Il est haut fonctionnaire hitlérien, comme son adjudant von Cossel, comme le « délégué » Humann, comme le comte Trautmannsdorf. Ces délégués sont à la solde du Troisième Reich. Ils ne représentent pas la masse des anciens combattants allemands. Ce sont les « messagers de paix » de l'impérialisme néo-allemand.

Karl Abetz ne se contente pas d'« endormir ». Il participe au travail secret des agents hitlériens en France et dans ses colonies.

GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, BELGIQUE, PAYS-BAS.

Les alliés naturels de Hitler.

*En Europe... deux seuls Etats peuvent être approchés :
l'Angleterre et l'Italie.*

(Adolf HITLER : *Mon Combat*, page 699.)

Nous avons étudié, sous toutes ses formes, l'activité des nationaux-socialistes en France, à titre d'exemple. Les méthodes employées par le Troisième Reich dans les autres pays, qu'il s'agisse de la Grande-Bretagne ou de la Chine, restent les mêmes, dans leurs grandes lignes. Nous nous bornerons donc à indiquer leurs particularités.

L'activité nazie en Grande-Bretagne diffère du travail national-socialiste en France beaucoup plus en importance que par les méthodes et moyens employés. Le fait est d'autant plus intéressant que la politique extérieure hitlérienne s'efforce de gagner la Grande-Bretagne à sa cause. Mais, malgré toutes les déclarations d'amitié, malgré les visites de ministres anglais en Allemagne, malgré l'accord naval du 18 juillet 1935 par lequel l'Angleterre a donné à Hitler carte blanche en Baltique, malgré tout, la propagande nationale-socialiste n'épargne pas plus la Grande-Bretagne que l'ennemie mortelle : la France.

Nous n'énumérerons pas dans le détail les partis et les groupes anglais soumis à l'influence de la doctrine hitlérienne. Le fascisme de Mosley a beaucoup de points communs avec le national-socialisme. L'appui donné à Hitler par lord Lothian qui, comme secrétaire de Lloyd George, a pris

une part importante à la rédaction du traité de Versailles et particulièrement des dits « points d'honneur », les déclarations de lord Allen of Hurtwood, membre du Labour-Party, les rapports « impartiaux » du commandant Fetherstone, enthousiasmé par les camps de concentration de Hitler, rien de tout cela ne saurait être désavoué par des hommes à la solde de Hitler.

Les églises et la croix gammée.

L'une des particularités de la propagande nationale-socialiste en Grande-Bretagne est l'utilisation des églises allemandes par les services du Dr Goebbels. L'organisation culturelle allemande en Angleterre est beaucoup plus forte qu'ailleurs : église chrétienne évangélique, église luthérienne de Saint-Georges, église luthérienne hambourgeoise de Sydenham, église évangélique luthérienne Sainte-Marie, église réformée de Saint-Paul, église évangélique de Sydenham, église allemande catholique de Saint-Boniface et, pour finir, l'école évangélique luthérienne Sainte-Marie. Toutes ces organisations sont sous la direction effective de l'ambassade d'Allemagne à Londres et travaillent pour le national-socialisme. Elles ont fortement participé à la réunion des fonds — 7.000 livres sterling — nécessaires à l'acquisition d'une « maison brune » au cœur de Londres.

Une fondation anglaise soutient financièrement les agents de propagande allemande.

Il existe en Angleterre une fondation Cecil Rhodes qui distribue des bourses à des étudiants anglais, américains et allemands. Les bénéficiaires allemands sont désignés par le *Service universitaire allemand d'échange*, c'est-à-dire, en fait, par l'*Union nationale-socialiste des étudiants*. Ces deux organisations sont aux ordres du représentant du Führer, Rudolf Hess. Il va de soi qu'elles choisissent, pour les envoyer à l'étranger, des étudiants « sûrs » et bons propagandistes. La fondation Cecil Rhodes se trouve ainsi, indirectement, subventionner la propagande nazie en Angleterre. Les boursiers allemands ne reculent pas, le cas échéant, devant les moyens les plus extrêmes. En septembre 1933, lors du procès contra-

dictoire de Londres, chargé de faire connaître au monde entier les noms des véritables incendiaires du Reichstag, les étudiants allemands ont affiché sur les murs de leur club une liste des adversaires de Hitler ainsi annotée :

Tuez celui que vous rencontrerez. Si c'est un Juif, cassez-lui d'abord les os!

Cette « thèse » a peut-être pour auteur un boursier de la fondation Cecil Rhodes.

Sous le signe de la S. D. N.

Autre particularité de la propagande nationale-socialiste en Grande-Bretagne : le Troisième Reich, qui est sorti de la Société des Nations et critique sans douceur les résolutions de Genève use en Angleterre dans des buts d'agitation politique de l'*Union des Associations allemandes pour la S.D.N.* et de son journal : *La Société des Nations*. Le journal est envoyé gratuitement aux hommes politiques britanniques.

Le gouvernement hitlérien envoie en Angleterre les plus farouches adversaires de la Société des Nations. Alfred Rosenberg a subi à Londres, en juin 1933, un pénible échec. Mais l'envoyé extraordinaire de Hitler, von Ribbentrop, est parvenu à préparer la voie de la propagande allemande dans certains milieux britanniques. Il est aidé dans cette tâche par le chef de la Section Étrangère de la jeunesse hitlérienne, Nabersberg, qui est fréquemment à Londres. Le secrétaire d'Etat aux Finances, Reinhard, se rend aussi très souvent en Angleterre. Schacht fait jouer ses relations. Le « poète » Walter Bloem est, lui aussi, allé en Angleterre. Il ne faut pas oublier non plus L. Streicher, fils du pornographe nurembergeois, antisémite renforcé, venu à Londres comme représentant de son père. La police anglaise l'a expulsé pour avoir voulu marcher avec trop d'ardeur sur les traces du digne auteur de ses jours.

Le chef du N. S. D. A. P. à Londres est Otto Bene qui avait primitivement ouvert ses bureaux dans les locaux du *Nouveau Journal de Londres*, Bushhouse, London W.C. 2. Depuis que certaine presse britannique s'est occupée de lui, il s'est retiré dans une grande maison particulière de South Kensington.

La direction politique du N. S. D. A. P. en Grande-Bretagne est aux mains de Fitz Randolph, ancien collaborateur d'Alfred Rosenberg. Randolph assure la liaison avec la presse anglaise. Il a recours aux bons offices d'un certain Günther Tann, ancien représentant de la *Correspondance transocéanique* à Londres.

Les organisations hitlériennes en Grande-Bretagne, moins importantes qu'en France, sont pourtant nombreuses et puissantes. Au début d'avril 1935, les émigrées allemandes Dora Fabian et Mathilde Wurm, cette dernière ancien député social-démocrate, furent trouvées mortes à leur domicile, à Londres. Le jury conclut au suicide. Mais l'opinion générale en Angleterre est convaincue que les deux femmes sont tombées sous les coups d'agents nationaux-socialistes, acharnés à la perte de Dora Fabian, adversaire redoutable de Hitler. La victime avait notamment suivi de très près l'activité de Wesemann après l'enlèvement de Berthold Jacob. On suppose que les agents nazis l'ont tuée parce qu'elle avait découvert ses relations secrètes.

Les nazis s'efforcent en Grande-Bretagne de populariser leurs conceptions « raciales ». Au début de juillet, le D^r Walter Gross, chef de la *Section politique raciale* a exposé devant 700 Anglais et Allemands les principes de la politique allemande.

L'activité nazie en Irlande.

Le Troisième Reich a établi une base puissante en Irlande. Près de Limerick, trois cents ingénieurs allemands vivent avec leurs familles, et travaillent à la construction du barrage du Shannon. Limerick est le point d'appui des menées nationales-socialistes en Irlande.

L'action antianglaise en Afrique.

L'opposition des nazis se fait particulièrement sentir dans les colonies et dominions britanniques. Dans l'Afrique du Sud, au Canada et en Egypte, la propagande nationale-socialiste s'efforce de créer des difficultés à la Grande-Bretagne, de compromettre l'unité de son empire.

Les anciennes colonies allemandes, le Tanganika (aujourd'hui

d'hui administré par l'Angleterre et jadis Est-Africain allemand), le Damaraland (ex-Sud-Ouest Africain allemand), sont d'excellentes bases nazies. Les groupements allemands de ces régions sont placés sous les ordres de l'*Union Allemande*, présidée par le Dr Schwietering, à Windhuk. Le N.S.D.A.P. et la Jeunesse hitlérienne ont été interdits par les autorités anglaises. Ils ont été remplacés par des associations dirigées et soutenues par Berlin.

Les directives politiques leur sont données par le poste à ondes courtes qui sert au Dr Goebbels à sa propagande dans les pays d'outre-mer, en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, en Océan Indien et qui diffuse ses émissions en allemand, en anglais, en espagnol et en portugais.

Le leit motiv de la propagande allemande tient en peu de mots : « Le régime allemand était meilleur ».

La propagande nationale-socialiste, non contente de réclamer les anciennes colonies allemandes, dépasse leurs frontières et déborde largement sur les territoires de l'Union sud-africaine. Elle y renforce les tendances séparatistes d'une population d'origine hollandaise. Le mouvement national-démocratique, le parti sud-africain des nationaux chrétiens, la Nouvelle Garde et les Chemises Grises travaillant dans ce sens d'un commun accord. Johann von Moltke, à Port Elisabeth, Viktor Lesch et Hermann Olivier dirigent les Chemises grises. L'antisémitisme est l'élément essentiel de leur propagande. Le pillage d'une synagogue, d'autres méfaits encore, ont provoqué l'ouverture d'une instruction. Celle-ci a établi l'existence d'un service d'espionnage très étendu, coupable d'avoir volé et falsifié des documents importants.

Antisémitisme. Les menées antisoviétiques.

Le second centre de propagande nazie contre l'influence anglaise est dans le Proche-Orient.

Ici les intentions du national-socialisme sont bien claires. L'Angleterre considère comme essentielles ses positions de Palestine et d'Egypte. Le canal de Suez est indispensable à ses relations avec les Indes et l'Extrême-Orient. Les nazis s'attaquent ici à une portion vitale de l'Empire britannique.

Les agitateurs arabes dans le Proche-Orient sont, en par-

tie, formés à l'école de la Maison Brune de Munich. Les nazis ont fondé, en 1934, un parti arabe national-socialiste qui reçoit des subsides d'Allemagne. Les tracts rédigés en langue arabe et répandus en Palestine et en Egypte viennent des presses de Berlin et de Hambourg; ils y sont amenés par les navires allemands.

C'est en Egypte que se trouve la direction du parti national-socialiste. Rudolf Hess, né à Alexandrie, s'intéresse vivement à son travail. A la seconde « Journée allemande », fêtée au Caire, le chef de la Section Etrangère, Bohle, a prononcé devant le micro de l'émetteur allemand d'ondes courtes un discours remarqué. Il y disait entre autres que le groupe égyptien nazi pouvait compter sur l'appui de l'ambassade et des consulats locaux.

Les agents nationaux-socialistes du Caire se livrent à une violente propagande contre l'Union des Soviets. Leur antisémitisme ne connaît pas de bornes. Ils entendent provoquer des troubles dans le voisinage du canal de Suez, paralyser les forces britanniques d'Extrême-Orient.

On le voit, l'ami Hitler s'intéresse activement au bien-être du « cousin » anglais.

L'Italie.

Le Front colonial allemand n'épargne pas l'Italie. Le Troisième Reich a salué avec joie le début des hostilités italo-éthiopiennes capables, selon lui, d'affaiblir l'action italienne à Vienne, sinon de la paralyser. Les agents nazis, les trafiquants d'armes sont à l'œuvre en Abyssinie, tandis que l'ambassadeur allemand à Rome déclare à Mussolini et au sous-secrétaire d'Etat, Suvich, que l'Allemagne hitlérienne ne s'opposera pas aux visées impérialistes de l'Italie en Abyssinie. Là comme ailleurs, Berlin joue un double jeu.

Le secteur hollando-belge.

Le *Front du Travail allemand* a créé le secteur hollando-belge. Le fait est caractéristique. Le national-socialisme se comporte dans ces deux pays comme dans des Etats vassaux de l'Allemagne.

La Hollande appartient à ce groupe de pays dans lesquels

l'état-major allemand a transféré une partie de ses usines de guerre dont l'activité était limitée par le traité de Versailles. La situation géographique et économique des Pays-Bas s'y prêtait admirablement. Le grand port hollandais de Rotterdam dessert directement la région industrielle de la Ruhr, centre de l'industrie lourde, patrie d'élection des Krupp, des Rheinmetall et des Vereinigten Stahlwerke. Ces grandes maisons y ont leurs propres organisations de transit, dirigées tantôt par des Allemands, tantôt par des Hollandais. Doubler ces filiales en territoire étranger d'usines de production n'a pas été difficile.

Il a été ainsi créé un « Konzern » connu sous le nom de Siderius Smit chargé de fabriquer, en divers points du sol hollandais, mitrailleuses, pièces lourdes, chars d'assaut, grenades et tours spéciaux pour obus et canons. Ce trust est dirigé par M. von Beuningen, qui est en même temps l'agent de la Société commerciale charbonnière hollandaise, émanation du Syndicat de la Ruhr.

On relève dans le Conseil d'administration de la maison Smit qui occupe les mêmes locaux que Siderius, les noms d'un ancien directeur de Krupp et de deux ex-directeurs de Rheinmetall, soit donc ceux de trois représentants de l'industrie lourde allemande. Le directeur général de la *Nederland'schen Maschinen Apparatiefabrik* à Utrecht est également allemand, de même que les principaux chefs du *N. V. Ingenieur-Kontoor for Scheepsbouw* à La Haye, qui n'est autre que le bureau central de constructions des usines de matériel de guerre allemandes aux Pays-Bas.

Rotterdam ne fait pas qu'envoyer des armes en Allemagne, il en charge également des navires à destination des pays d'outre-mer. C'est de Rotterdam que devait partir l'*Optimist* avec un équipage nazi, de Rotterdam, port neutre, où industriels et armateurs allemands se sentent chez eux.

Le national-socialisme s'appuie en Hollande sur ses propres groupes et sur les partis nationaux-socialistes hollandais.

La Grande Hollande.

Le plus important de ceux-ci est le *Mouvement national-socialiste* qui a su s'assurer, sous la conduite de Mussert,

10 0/0 des votes aux élections de mai 1935. Le monde a vu dans ce résultat un extraordinaire succès politique de Hitler. Il faut dire que le parti Mussert dispose de moyens financiers importants. Les commanditaires gardent naturellement l'anonymat. Demande-t-on son avis à un homme politique hollandais qu'il répond sans hésiter en nommant von Beuningen représentant de l'industrie lourde allemande en Hollande. Parmi les candidats du parti Mussert se trouvait également un directeur de la maison rotterdamoise de Sir Henry Deterding, commanditaire important du parti hitlérien.

A côté du *Mouvement national-socialiste*, de Mussert, paraît le *Parti ouvrier national-socialiste des Pays-Bas*, dirigé par le commandant Kruyt. Les en-tête des lettres du parti portent l'adresse de sa centrale, à Harlem; celles d'une direction locale, à Mülheim-sur-Rhur, et d'un secrétariat pour l'Allemagne, à Duisbourg. Les premiers points de son programme reproduisent dans sa totalité la théorie de la « Grande Hollande » comprenant le pays flamand belge et unie au Troisième Reich.

Il faut partager la Belgique.

Pendant la guerre les pangermanistes réclamaient l'annexion de la Belgique, « fenêtre vers l'Ouest ». Ils auraient dû, en toute franchise, dire : « pistolet au cœur de l'Angleterre, tranchée de départ dans l'attaque sur Paris ». Les nationaux-socialistes n'ont fait que reprendre ce programme. Les géo-politiques officiels parlent des *territoires flamands-néerlandais*, dont Hitler saura provoquer l'unification. Les *Dinasos* ou *Dietsche Nationale Solidaristen* en parlent également. Ils réclament l'union des Flandres belges avec la Hollande et la formation d'une « Grossdietschland ».

Le national-socialisme appuie ces tendances, favorables à ses plans d'anéantissement de la Belgique.

La « Maison Brune » flamande.

La centrale des *Dinasos* est sise rue du Pont-Neuf à Bruxelles. Elle porte le nom de *Maison verte* et, par sa disposition intérieure, donne l'exacte impression d'une caserne

de S. A. A la porte veillent des sentinelles. Dans le bureau du « führer » pend au mur le portrait du chef des Dinasos, Joris van Severen, flanqué des photographies de Hitler et de Goebbels. Il n'y a là rien qui puisse étonner. Ne copie-t-on pas les méthodes de propagande du Troisième Reich?

Les menées nationales-socialistes dans les districts d'Eupen et de Malmédy.

En Belgique flamande, les nazis font travailler pour eux les flamingants. A Eupen et à Malmédy, ils envoient leurs agents. « *Eupen et Malmédy sont allemands et doivent faire retour au Troisième Reich.* »

Sur ce coin de terre, le N. S. D. A. P. soutient tous les groupements, toutes les organisations susceptibles de créer une agitation antibelge.

L'organisation politique derrière laquelle se tient le national-socialisme est le *Parti Populaire Chrétien*. Les agents sont en relations constantes avec Aix-la-Chapelle où se trouve le centre d'agitation nationale-socialiste pour Eupen et Malmédy.

L'activité nazie s'est considérablement accrue après le plébiscite de la Sarre. La région a été couverte de tracts imprimés à Aix-la-Chapelle. Certains jours, la croix gammée paraît aux fenêtres. L'instruction ouverte par ordre du gouvernement belge et qui s'est close par le procès de Liège a permis d'établir l'existence de centres clandestins de propagande. Il a été prouvé que les agents nationaux-socialistes d'Eupen et de Malmédy étaient en étroits rapports avec de hauts fonctionnaires des présidences d'Aix-la-Chapelle et de Cologne et avec le conseiller provincial von Monschau. Dans certaines lettres adressées aux autorités allemandes et saisies par l'Administration belge, les agents allemands se plaignaient de l'insuffisance des moyens financiers mis à leur disposition. Le procès de Liège a prouvé que les méthodes du Troisième Reich dans le district d'Eupen et de Malmédy ne différaient en rien de celles des nazis en Alsace.

LUXEMBOURG, SUISSE, AUTRICHE.

Le Grand-Duché de Luxembourg n'est pas épargné.

Le premier organisateur de la propagande nationale-socialiste au Luxembourg, un certain Hildebrand, entretenait de bonnes relations avec le ministre d'Allemagne, Wachendorf. Vers la fin de 1933, le scandale éclata : Hildebrand n'était qu'un faussaire et un chevalier d'industrie. Il était impliqué dans plusieurs banqueroutes frauduleuses, bien qu'il se donnât pour docteur en droit et consul du Mexique. On l'expulsa.

Schöller le remplaça à la tête du N. S. D. A. P. pour disparaître presque aussi vite que son prédécesseur. Une indiscretion permit de découvrir chez un employé allemand nazi un document d'importance : ce n'était rien moins qu'un plan soigneusement élaboré d'un coup de force en Luxembourg. Les groupes nationaux-socialistes organisés militairement sont bien armés, bien entraînés ; ils devaient intervenir. Leur mobilisation, l'occupation des bâtiments publics, des gares, des usines tout était fort bien réglé. Le document tomba dans les mains d'une puissance amie qui le communiqua aussitôt aux autorités luxembourgeoises. La fuite du « führer » national-socialiste valait un aveu.

En Suisse, les nazis se sentent chez eux.

Certains plans de l'état-major allemand ont été divulgués en 1934. Ils n'envisagent rien moins que de tourner la ligne de défense française par une marche à travers la Suisse et plus particulièrement par la région bâloise. Ces plans ont été, comme il convient, démentis par le gouvernement allemand. Toutefois, l'activité des agents du Gestapo et de la Reichswehr en Suisse prouve qu'ils n'ont pas été abandonnés.

L'état-major général allemand éprouvait avant même l'accession de Hitler au pouvoir un très vif intérêt pour la Suisse.

Dès la signature du traité de Versailles, la Société Rheinmetall, dont l'Etat allemand possède près de la moitié des actions avait transféré une grande partie de sa production en territoire suisse. Elle est actionnaire principale (à 70 0/0) de la fabrique d'armes et de munitions de Soleure, dirigée par Hans Eltze, ancien directeur de la Rheinmetall. Fritz Mandel, directeur de la fabrique d'armes de Hirtenberg, est également actionnaire des usines de Soleure. La Rheinmetall contrôle également la fabrique d'armes Oerlikon, dont le directeur technique est un Allemand, le national-socialiste Emil Bührle. Le colonel suisse Sonderegger, également directeur d'Oerlikon, a souvent été dénoncé par la presse suisse comme un des membres les plus actifs du mouvement frontiste suisse. On sait qu'au cours de ses nombreux voyages en Allemagne, le colonel a été l'hôte de la *Maison brune* à Munich. Les journaux de Bâle ont publié une lettre de Leonhard, collaborateur de Sonderegger de laquelle il ressort que la fabrique verse à la caisse de propagande nationale-socialiste sept pour cent des commandes qui lui sont passées par l'Allemagne.

Le groupe suisse N. S. D. A. P.

La propagande nazie en Suisse est en premier lieu assurée par ce groupe.

Il existe en outre dans toutes les villes importantes des groupes des *Employés Allemands*, organisation étrangère du *Front du Travail*. Les diverses Sociétés allemandes sont, en Suisse comme ailleurs, unies à des « colonies allemandes » placées sous le contrôle direct des autorités nationales-socialistes. Les étudiants allemands envoyés en Suisse ne voient, bien entendu, dans leurs études qu'un but secondaire de leur activité.

Toutes ces formations obéissent au groupe N. S. D. A. P. Celui-ci se subdivise en groupes locaux dont on compte plus de cinquante, dispose d'un studio qui lui permet de distribuer à ses agents des films de propagande, et publie un journal hebdomadaire, l'*Allemand du Reich* qui a été vendu dans toutes les gares et kiosques à journaux de Suisse jusqu'au 1^{er} juillet 1935. Une infinité de conférences d'étu-

dians, d'employés, de commerçants réunit chaque semaine tous les agents de propagande nazis. En certaines occasions solennelles — anniversaire de Hitler, fêtes du parti, etc., — la *Section Etrangère* délègue ses meilleurs orateurs. Nous y voyons Schuhmacher rencontrer le « voyageur en vins » Schleier, hôte habituel de la France.

L'Allemand du Reich au travail.

La lecture de *l'Allemand du Reich*, publié par C.-W. Gilfert à Zurich, permet d'étudier de près l'attitude et les méthodes de la propagande nazie en Suisse. Il commence naturellement par protester de la pureté de ses intentions : il se défend de toute immixtion dans les affaires intérieures du pays. Il ne songe pas à attenter à l'indépendance suisse. Ceci fait, il attaque grossièrement la France, et se livre à une violente propagande antisémite.

L'Autriche, champ de bataille du Troisième Reich.

Le premier grand combat s'est livré en Autriche le 25 juillet 1934. Après une préparation de plusieurs mois, après que *l'Inspecteur pour l'Autriche*, Habicht, eut « travaillé » le pays autrichien au microphone, après les attentats terroristes, le putsch éclata. Il débuta par l'occupation de l'émetteur radiotélégraphique autrichien et de la chancellerie, par le meurtre du chancelier Dollfuss et se termina par les combats de Carinthie et de Styrie. Les armes des révolutionnaires provenaient des dépôts de la Reichswehr et des S. A. Les fonds venaient d'Allemagne. La direction du mouvement était assurée par le groupe « Autriche » du N. S. D. A. P. installé à Munich. Documents et témoignages ont surabondamment prouvé la responsabilité des nazis et des autorités du Troisième Reich, à la face du monde.

Après son retentissant échec de juillet 1934, le national-socialisme adopta une nouvelle tactique. Les participants du coup d'Etat furent désavoués, sacrifiés. Hitler les abandonna, comme il avait trahi, un mois plus tôt, les chefs des S. A. et leurs troupes ; il alla même jusqu'à leur fermer les frontières allemandes. Les fuyards se réfugièrent en Yougoslavie où, en peu de temps, ils purent constituer un corps de plusieurs

milliers d'hommes. Vers la fin de 1934, lorsque l'aventure autrichienne parut oubliée, Hitler rappela ces hommes et les fit entrer en Allemagne. La légion autrichienne était née.

Von Papen, ancien chancelier de l'Empire, fut nommé ministre plénipotentiaire à Vienne en août 1934. Il s'occupa aussitôt de reconstituer les associations allemandes en Autriche et en premier lieu l'*Union des Allemands du Reich*, la plus importante de toutes.

Le loyalisme nazi.

M. von Papen usa, en Autriche, de la méthode qui avait si bien réussi à Hitler au cours des années 1930 à 1932. Dès l'automne de 1934, des négociations s'ouvrirent entre le gouvernement autrichien, représenté par le chancelier von Schuschnigg et le vice-chancelier prince von Starhemberg et les opposants nazis dirigés par le fondateur du mouvement national-socialiste en Autriche, le Dr Riehl. Elles échouèrent. Les nazis allèrent alors plus loin. Plusieurs groupes se déclarèrent prêts à se dissoudre pour entrer dans le *Front national* dirigé par Starhemberg et Schuschnigg. Le groupe nazi de Linz livra même, en février 1936, des armes et deux postes radiotélégraphiques.

Que signifiait cette offensive nouvelle? Ce n'était qu'un simple stratagème sacrifiant les formations les plus exposées à l'action gouvernementale et permettant le regroupement discret des forces nationales-socialistes en Autriche. De nouvelles organisations hitlériennes se constituèrent sous le commandement de nouveaux chefs. Les armes remises provenaient de dépôts déjà connus de la police ou en grand danger de l'être.

Tout au long de cette période de loyalisme affecté, l'émetteur de Munich se tut, la légion autrichienne fut écartée de la frontière bavaroise et Habicht se tint dans l'ombre. A peine le regroupement des forces nazies était-il achevé que reprenait l'agitation sournoise, celle d'avant le mois de juillet 1934. L'offensive nationale-socialiste reprit le jour où Mussolini terminait ses préparatifs de guerre en Abyssinie. Le national-socialisme prépare sa seconde grande offensive contre l'Autriche.

LES NAZIS EN TCHECOSLOVAQUIE

Le bloc de la Petite Entente, composé de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie et de la Roumanie, et l'Entente balkanique, dont font partie la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie, opposent une barrière à l'expansion hitlérienne à l'Est et au Sud-Est. Le national-socialisme la veut renverser par ses agents, par ses diplomates. Le premier objectif est évidemment la Tchécoslovaquie, bornée à l'Est, au Nord et à l'Ouest par l'Allemagne. L'Allemagne lui conteste la Bohême. Indifférent aux sacrifices financiers, le national-socialisme propage l'agitation parmi les populations allemandes de Tchécoslovaquie. Aucun des problèmes posés par la vie en commun de nationalités différentes ne lui échappe.

Le *parti germano-sudète* est d'esprit nazi et prétend, ainsi que son chef au Parlement, M. Karl Herrman Frank, le déclarait dans son premier discours à la Chambre tchécoslovaque, le 19 juin 1935, *combattre pour la démocratie intégrale*.

Le Dr Goebbels, dans un discours prononcé en 1934, a défini sa conception de la démocratie intégrale. C'est celle qu'appliquerait le parti germano-sudète parvenu au pouvoir, celle du camp de concentration, de l'assassinat des adversaires politiques, des persécutions catholiques, des pogroms juifs, de l'armement à outrance. Dans son discours, le député Frank a également prouvé que le parti germano-sudète soutiendrait toujours la politique hitlérienne. Il a critiqué sans ménagements le pacte d'assistance mutuelle qui unit la France, la Tchécoslovaquie et l'Union des Soviets.

Naturellement, les nazis tchèques nient tout lien avec le Troisième Reich et protestent de leur loyalisme envers l'Etat

tchécoslovaque. Malheureusement, les faits sont là pour infirmer cette prétention.

Le « Führer » Henlein.

L'ex-professeur de gymnastique Henlein dirige le parti germano-sudète. Au temps où le parti national-socialiste allemand avait encore une existence légale en Tchécoslovaquie, c'est-à-dire jusqu'au mois d'octobre 1933, le N.S.D.A.P., prévoyant l'interdiction qui allait le frapper, s'assura une base solide d'opérations en créant d'innombrables sociétés de gymnastique. Le mouvement sportif allemand, que mille liens rattachent au Troisième Reich, permit la création par Henlein, en 1934, du *Front Patriotique germano-sudète*.

Konrad Henlein est l'enfant chéri de l'*Union des Allemands à l'étranger*. A la session de la Pentecôte 1935, à Königsberg, le « führer » du parti germano-sudète a été à l'honneur.

Henlein s'était fait représenter par un de ses adeptes, mais son nom fut fréquemment cité. A l'ouverture des portes de la Salle des fêtes où la séance d'inauguration devait se tenir, la musique ne joua que l'hymne germano-sudète et une Marche morave. A la fin du chant : « Seigneur envoie-nous le guide qui mettra fin à nos souffrances », l'assemblée acclama l'ancien professeur de gymnastique : « Heil Henlein! ».

L'annuaire de l'*Union des Allemands à l'étranger* de 1933 honore également Henlein. On lit dans un article sur la « Jeunesse au combat » :

Il (Henlein) a, de tous les chefs à l'étranger, le mieux compris le sens de la nouvelle politique étrangère de l'Allemagne.

La nouvelle politique allemande? Oui, celle de la guerre de conquête. Henlein est assurément prêt à se ranger aux côtés de Hitler. Les faits le prouvent.

Assassinats, enlèvements, provocations.

Nulle part ailleurs l'attitude des agents hitlériens n'est plus brutale qu'en Tchécoslovaquie. Les assassins du professeur Lessing et de l'ingénieur Formis, leur forfait accompli,

s'enfuient et passent la frontière. Les autorités allemandes refusent toute satisfaction de droit à la Tchécoslovaquie. Elles protègent les meurtriers, dont on connaît les noms. Quatorze enlèvements ou tentatives d'enlèvement d'adversaires du régime hitlérien, tel est le bilan de l'activité des agents allemands en Tchécoslovaquie au cours des deux dernières années.

L'agent nazi Viktor Wolf tente sans succès de convaincre des émigrés allemands de menées terroristes et de fabrication de fausse monnaie. Un autre agent, I. Luka, usurpant les fonctions d'agent de police tchécoslovaque, tente de perquisitionner dans un appartement occupé par des émigrés allemands réfugiés à Prague.

On a pu également établir le rôle très spécial joué par certaines maisons allemandes de Tchécoslovaquie au service des intérêts nazis. Les directeurs de la succursale de la maison Schenker et Cie, à Prague, filiale des chemins de fer allemands, ont pu longtemps fournir aux autorités berlinoises des renseignements sur l'activité des émigrés antifascistes.

A l'Université allemande de Prague, les étudiants nazis ont, à leur façon, réalisé l'union avec le Troisième Reich. Leurs protestations et manifestations contre les professeurs déplaissant aux nationaux-socialistes trouvent un écho immédiat en Allemagne où les étudiants hitlériens manifestent devant les consulats tchécoslovaques. Les membres du corps enseignant opposés aux menées hitlériennes sont systématiquement boycottés. C'est ainsi qu'à la clinique universitaire de Prague, le Dr Gach a été acculé au suicide en 1935, parce qu'il était juif et socialiste. Le jeune médecin, dans la lettre qu'il a laissée, rend responsable de sa mort le chef de clinique, le professeur Schlosser et son adjoint, le Dr Wenzel.

Le mouvement Henlein et l'hitlérisme ne font qu'un, on le voit.

**

Touristes et terroristes en Yougoslavie.

La Tchécoslovaquie est le premier obstacle placé sur la

route de l'impérialisme hitlérien, vers le Sud-Est. Il faut donc l'isoler et le national-socialisme s'y emploie. La tactique du Troisième Reich en Yougoslavie, en Roumanie et dans les pays de l'Entente balkanique ne tend pas à autre chose.

Il faut séparer Belgrade de ses alliés tchèques et français. Les agents nazis y viennent en amis. Une section locale de l'Office de propagande du N.S.D.A.P. a pour mission d'envoyer en Yougoslavie de soi-disant touristes, de fait agents de propagande. Ce pays est aujourd'hui devenu ce qu'était l'Italie, terre d'élection des jeunes mariés. Le premier personnage de marque à y venir fut l'ex-ministre Roehm. Son voyage n'eut pas les suites heureuses qu'il en attendait : quelques semaines plus tard, Hitler le faisait exécuter. Göring le remplaça et tenta, après l'assassinat du roi Alexandre, un rapprochement avec la Yougoslavie. Il y fut encore en voyage de noces en mai 1935 et rendit à cette occasion visite au roi Boris de Bulgarie auquel il proposa une alliance avec l'Allemagne, à la condition que la Bulgarie n'entrât pas dans l'Entente balkanique.

De Sofia, Göring gagna Belgrade, où il s'efforça de gagner le prince-régent Paul à la politique du Troisième Reich, au détriment de la Petite Entente, de la France et de l'Union des Soviets.

Assassinat d'un ministre roumain.

En Roumanie, les offres d'amitié nationales-socialistes alternent avec les mouvements dirigés contre le régime et l'Etat roumain. Le Troisième Reich n'épargne rien, ne recule devant rien.

Dès 1933, la première organisation nazie se forme en Transylvanie. C'est la *Rénovation nationale allemande en Roumanie* (N.E.D.R.).

Sous l'impulsion du Dr Fabricius, chef de l'*Union allemande* de Roumanie, apparaissent bientôt des formations de combat S. A. Les Hitlériens de Transylvanie ne pouvaient toutefois songer à renverser le gouvernement de Bucarest pour le remplacer par un ministère favorable au national-socialisme. Les agents allemands se rapprochèrent des organisations roumaines réactionnaires et antisémites, telles

que les groupes de Vaida, de Cuza et de Goga. Leur principale alliée fut la *Garde de Fer*, fondée par Stefan Tatarescu, frère du président du Conseil roumain.

Des membres de cette dernière association attentèrent en 1933 à la vie du premier ministre Duca. L'instruction ouverte montra les liens unissant la *Garde de Fer* aux nationaux-socialistes de Transylvanie. La N.E.D.R. entreprit aussitôt de dissoudre les formations S. A. pour se défendre des accusations portées contre elle. Elle fut frappée d'interdiction en juin 1934, pour avoir favorisé l'espionnage allemand en Roumanie.

Goebbels en Grèce.

Les nationaux-socialistes concentrent leurs efforts sur la Yougoslavie, la Bulgarie et la Roumanie. Toutefois leur propagande n'épargne par les autres Etats balkaniques, la Grèce et la Turquie.

Une mission nazie est partie pour la Grèce, en juillet 1935, sous le couvert d'une visite de journalistes. A sa tête étaient le chef de la direction étrangère au Ministère de la propagande, Baude, et le rapporteur pour les questions balkaniques, baron von Weisenhof.

Le groupe Siemens a de son côté proposé au gouvernement hellénique de construire une station émettrice à Athènes et d'ouvrir les crédits nécessaires (environ 75.000 livres sterling), à la seule condition que la société d'émissions radio-phoniques du ministère allemand de la propagande conserverait le droit d'utiliser le poste.

D'autre part, le ministère de la propagande use sur une vaste échelle du film pour parvenir à ses fins : en 1933 et 1934, soixante-cinq pour cent des films présentés en Grèce étaient d'importation hitlérienne.

L'*Office de politique étrangère* a fondé dans la péninsule un parti ouvrier national-socialiste inféodé à Berlin.

Les Balkans, ce tonneau de poudre de l'Europe, se trouvent ainsi soumis à une propagande intense. Bientôt Adolf Hitler allumera la mèche.

LE TROISIEME REICH ET SES AMIS

L'Allemagne hitlérienne, à la recherche d'alliés, est parvenue en 1934 et en 1935 à mettre de son côté la Pologne et la Hongrie.

Elle a conclu en 1934 avec la Pologne un pacte d'amitié et de non-agression. Un commun désir de déchirer les traités de Versailles et de Trianon la lie à la Hongrie. Mais son « amitié » ne va pas jusqu'à la faire renoncer dans ces pays à ses méthodes ordinaires.

Nous avons déjà vu qu'au printemps de 1935 quatre cents juristes allemands avaient fait une visite à leurs collègues hongrois. Les militaires les imitent fréquemment. Du 15 mai au 15 juillet 1935, il n'est pas venu en Hongrie moins de quatre généraux hitlériens de marque, savoir le chef de l'aviation militaire, général Göring, le ministre de la guerre du Reich, général von Blomberg, le chef des services de l'armée, général von Reichenau et le « libérateur de la Hongrie », feld-maréchal von Mackensen.

L'Allemagne hitlérienne subventionne un journal hongrois, *Uj Magyaraszag*. Milotai, son rédacteur en chef, a laissé passer sans protester l'information parue dans la presse hongroise, d'après laquelle le Reich serait son principal commanditaire.

Les voyages des généraux, les relations amicales des deux gouvernements n'empêchent pas l'*Union Allemande à l'étranger* de se livrer en Hongrie à une politique nettement pangermaniste et d'accuser de temps à autre le gouvernement hongrois d'oppression systématique des minorités allemandes. A sa session de la Pentecôte, en 1935, l'*Union Allemande* a couvert les bâtiments publics d'affiches dans lesquelles le

gouvernement hongrois était violemment critiqué. La propagande nazie en Hongrie a pris en 1935 des formes assez vives pour provoquer les protestations du journal gouvernemental de langue allemande *Pester Lloyd*.

La direction des organisations hitlériennes en Hongrie est confié aux attachés d'ambassade Schlimpberg et Wagner.

Double jeu en Pologne.

Le national-socialisme a longtemps considéré la Pologne comme son ennemie naturelle, au même titre que la France. La reprise des territoires concédés à la Pologne, aux termes du traité de Versailles, de la Haute-Silésie, de la Posnanie, de la Pomérellie, du couloir qui relie la Pologne à la mer Baltique et au port de Gdynia a été longtemps inscrite au programme du national-socialisme allemand. Elle y est toujours, mais la question a été remise à l'expiration de la trêve conclue au mois de janvier 1934. Le Troisième Reich veut s'assurer l'appui de la Pologne contre l'Union des Soviets. Dans dix ans, on verra !

L'attitude du national-socialisme en Pologne est déterminée par cette double politique qui dans sa voisine voit l'alliée naturelle contre les Soviets haïs et en même temps l'occupant de territoires qui lui ont été arrachés.

Nous trouvons en Pologne un groupe officiel du N.S.D. A.P. dirigé par le secrétaire du consulat d'Allemagne à Varsovie, Karl Buerham, et Rolf Guttmann, de Berlin. Buerham évoque fréquemment la parfaite légalité de son organisation, reconnue par le gouvernement polonais. Vingt mille Allemands vivent en Pologne. Le N.S.D.A.P. dispose de groupes locaux à Varsovie, à Lodz, en Pomérellie, à Poznan et en Haute-Silésie.

Ce loyalisme n'est qu'apparent. Les arrestations de nazis en Pomérellie, en Haute-Silésie, en Posnanie, sont fréquentes. Leurs associations et groupes masquent leur activité et leur véritable nom derrière les 55 sociétés de sport et de gymnastique que dirige Berlin. C'est l'*Union allemande de Pologne occidentale*, dirigée par Paul Frank, arrêté en 1934 pour distribution de tracts antigouvernementaux, l'*Union de l'Est allemand*, le *Parti de la Jeunesse alle-*

mande, etc. L'un des centres les plus importants du national-socialisme est Bielice et son chef est Wiesner. Il existe en Haute-Silésie polonaise des formations clandestines S. A. dont les membres sont régulièrement envoyés en Allemagne pour y accomplir des périodes d'instruction militaire. Ces groupes illégaux ont aussi leur Sainte Vehme.

Le Troisième Reich poursuit une propagande intensive au sein des minorités allemandes. Il dispose aujourd'hui de 50.000 hommes prêts à s'opposer au gouvernement polonais. C'est là une des preuves de l'amitié de Hitler envers la Pologne.

SCANDINAVIE

Dans son action en Scandinavie, le national-socialisme envisage particulièrement la question maritime et aérienne et ses besoins d'armement. Il s'appuie sur l'idée « nordique » et « allemande ». Depuis le 18 juin 1935, date de la signature de l'accord naval anglo-allemand, le Troisième Reich a le droit d'augmenter sa puissance navale jusqu'aux 35 0/0 du tonnage militaire anglais et d'avoir le même nombre de sous-marins que son ancien adversaire. Dès lors, les pays scandinaves et particulièrement la Suède ont pris pour l'Allemagne une grande importance. Dans le cas d'une attaque dirigée contre la Lithuanie, la Lettonie, l'Esthonie et l'Union des Soviets, les ports suédois et finlandais pourraient être utilisés fructueusement contre Memel, Libau, Riga, Reval, Cronstadt et Leningrad. Les Scandinaves, tout comme les Baltes, ne l'ignorent pas.

Le Troisième Reich n'oublie pas non plus son offensive aérienne et la Suède y joue son rôle. Les avions allemands trouveraient dans le nord des bases très favorables à l'attaque de l'Union des Soviets.

La Suède intéresse également l'Allemagne hitlérienne au point de vue de l'armement. Les puissantes usines Bofors appartiennent à Krupp qui s'y est intéressé dès la signature du traité de Versailles. Les ateliers Junkers ont aussi une filiale suédoise. Les nationaux-socialistes n'ont pu cependant empêcher le vote d'une loi suédoise de 1935 plaçant les usines étrangères sous le contrôle de l'Etat. Ils ont été contraints de fermer les ateliers d'aviation et de vendre leur paquet d'actions de la Bofors à des hommes de paille suédois.

Il est certain que le national-socialisme attache une grande importance à son activité en Suède. La preuve en est que deux grands chefs du N.S.D.A.P., Rudolf Hess, et Göring la surveille de près et interviennent fréquemment. Hess a fait au mois de mai 1935 un voyage circulaire en Suède et a

prononcé un discours devant la colonie allemande. Cette manifestation, à laquelle parurent des hommes politiques suédois importants, n'avait évidemment pour but que de gagner la Suède aux projets allemands. La diplomatie finlandaise vient appuyer les nazis dans ce sens.

Göring fonde en Suède des partis politiques.

Göring, apparenté avec des Suédois (le comte Erik von Rosen est son beau-frère) s'est efforcé d'user de ses relations pour créer un parti national-socialiste suédois. Comme à l'ordinaire, il a employé la corruption. Par lui, le national-socialisme est parvenu à prendre pied dans certains groupes suédois (il n'y a en Suède pas moins de sept associations fascistes). Furugard a fondé en 1933 le S.N.S.P. (parti national-socialiste suédois) dont les mots de ralliement « Suède, éveille-toi » et « Heil Furugard » sont très hitlériens. Furugard a même écrit un livre portant le titre assez connu de : *Mon Combat*. Le bloc national-socialiste est dirigé par le beau-frère de Göring, Erik von Rosen; son organisateur a été le colonel Eckström. Le parti national-socialiste suédois, sous la direction de Lindholm, a créé des sections d'assaut sur le modèle des S. A. hitlériennes; elles ont été interdites. L'importance politique de ces groupes n'est d'ailleurs pas très grand.

Entre temps, un journal nazi suédois fut créé avec l'aide de capitaux allemands. Peu après, il faisait faillite, laissant un passif de 310.000 couronnes suédoises. Son éditeur, le Dr Wellin, n'échappa à la prison que par une fuite précipitée en Allemagne.

Le bloc nordique.

En Norvège, le national-socialisme agit surtout par ses clubs d'employés. Le groupe local de Bergen et son chef, Roth, tiennent une place prépondérante dans l'organisation. Il appuie également le national-socialisme norvégien dont le « führer » Quissling préconise la formation d'un bloc nordique composé des pays scandinaves et baltes.

La Norvège fournit à l'Allemagne une partie des matières premières nécessaires à son industrie de guerre.

En Suède comme en Norvège, le national-socialisme s'efforce dans son intérêt propre de répandre l'idée « nordique ». Les villes d'Oslo et de Bergen ont refusé en juin 1935 de mettre à la disposition de la Société nordique les drapeaux que celle-ci demandait pour pavoiser à l'occasion de la Journée nordique, à Lübeck; elles n'entendaient pas, dirent-elles, s'associer aux buts impérialistes de cette organisation.

Le Danemark.

Il existe trois partis nationaux-socialistes au Danemark, dont deux danois résultant de la scission d'une organisation ancienne, et un allemand; tous trois dans le territoire rendu au Danemark par le traité de Versailles. Tous trois sont organisés sur le modèle allemand, ont créé des troupes d'assaut entraînées militairement et introduit le salut hitlérien. L'antisémitisme est le meilleur instrument de leur propagande. Toutefois, le Dr Fritz Clausen, l'un des chefs du national-socialisme danois, a ouvertement reconnu, le 12 mai 1934, au cours d'une interview accordée au représentant d'un journal allemand ses véritables buts :

Je suis de l'avis d'Alfred Rosenberg. Danemark et Allemagne sont indissolublement liés. Aucune frontière n'y changera rien... Nous croyons, comme Rosenberg l'a affirmé, que le sort des peuples de la Baltique est commun. L'Allemagne et le Danemark doivent être amis. Notre emblème sera toujours aux côtés du vôtre. Nous combattons côte à côte, vous avec Hitler, et moi, ici, comme son disciple.

Disciple de Hitler, homme-lige d'Alfred Rosenberg, tel est le « führer » des nazis danois.

Le parti allemand dans le Slesvig du Nord pousse au retour au Troisième Reich. Il reçoit des directives de Flensburg où deux groupes directeurs spéciaux, savoir un petit conseil de six membres et un grand conseil de 26 membres se sont formés avec la collaboration du président supérieur du Slesvig-Holstein, Lohse, et du premier bourgmestre de Flensburg, Siewers.

Les membres du N.S.D.A.P. habitant le Slesvig du Nord et ressortissants danois, dont beaucoup sont d'anciens

officiers de réserve et sous-officiers de l'ancienne armée allemande, sont contraints de prêter serment à Hitler.

L'*Union allemande à l'étranger* du Slesvig du Nord est dirigée par le bourgmestre Siewers, déjà nommé. Elle a fondé, en 1933 et 1934, vingt-deux écoles allemandes privées qu'elle subventionne et qui, avec les trente-trois écoles déjà créées avant l'accession de Hitler au pouvoir, « instruisent » plus de 2.000 élèves. Le recteur Koopmann les dirige.

L'*Union allemande* travaille également à coloniser le Slesvig du Nord avec des éléments nazis, fonde des sociétés par actions pour l'achat de biens fonciers dont elle confie l'exploitation à des nationaux-socialistes éprouvés.

La surveillance des adversaires de l'idée hitlérienne est confiée à Theodor Herban, homme de confiance du Gestapo. Les instituteurs Johannsen et Fischer, l'ancien officier de marine Seidelmann exécutent les missions que le Parti et le Gestapo leur ont confiées. En juillet 1934, en plein jour, l'émigré allemand Friedrich Kuhlmann a été enlevé et conduit en automobile dans une villa qu'il devait bientôt quitter pour l'Allemagne. Il parvint à échapper à ses ravisseurs.

TROUPES D'ASSAUT, PUTSCHS ET CRIMES POLITIQUES EN PAYS BALTES.

Selon les plans de guerre hitlériens, les pays baltes doivent permettre l'avance de l'expédition militaire contre l'Union des Soviets annoncée par Hitler dans *Mon Combat*. L'entrée en territoire russe des troupes allemandes suppose la maîtrise de la Baltique et la libre disposition des pays baltes, bases stratégiques indispensables. Ce plan justifie l'agitation nationale-socialiste en Lithuanie, Lettonie, Esthonie et Finlande.

Enfin le gouvernement hitlérien ne voit dans les pays baltes que des zones de colonisation ou d'influence destinées de toutes façons à passer tôt ou tard sous la domination allemande.

Troupes d'assaut contre Leningrad.

D'étroites relations subsistent entre l'armée finlandaise et la Reichswehr allemande depuis que le corps franc Baltikum commandé par le général von der Goltz a combattu côte à côte avec les troupes finlandaises du général Mannerheim. Les officiers du Baltikum ont en partie formé les cadres des S. A. hitlériennes. L'armée finlandaise est instruite par des officiers allemands, habillée à l'allemande. Les camps d'aviation finlandais sont fréquemment utilisés par les avions militaires allemands. La Finlande est en effet la base future de l'attaque dirigée contre l'Union des Soviets. De l'amitié germano-finlandaise découlera aisément la coopération des armes.

L'*Institut de l'Est Européen*, sis à Breslau, s'occupe particulièrement des relations germano-finlandaises. Sa succursale est à Königsberg, sous la direction du Dr Jonas.

Ces relations amicales ne constituent pas cependant, aux

yeux du Troisième Reich, une garantie suffisante. Là comme ailleurs, tous les moyens lui sont bons pour s'assurer, le jour venu, l'appui de la Finlande contre la Russie.

La colonie allemande en Finlande est peu nombreuse. Aussi la plus grande partie du travail d'agitation est-elle confiée à des Finlandais instruits, dirigés et payés par l'Allemagne. L'accession de Hitler au pouvoir a considérablement accru leur activité.

Un parti national-socialiste a été fondé en Finlande au printemps de 1933. Son chef est Kosola, ancien participant au mouvement Lappo, interdit après l'échec de l'insurrection de 1932. Kosola, écarté du groupe Lappo, gagna l'Allemagne qui le recueillit et l'instruisit. A son retour, il fonda le parti national-socialiste finlandais. Au mépris des règlements, il fait défiler dans les rues ses partisans portant la chemise brune, le brassard bleu et la croix gammée. Le salut hitlérien est de rigueur; l'organisation est conçue selon le modèle allemand. L'agitation politique vise avant tout la Russie soviétique. Kosola réclame aussi l'annexion de la Carélie et pousse à la guerre contre l'Union soviétique.

Cette agitation trouve un sol favorable : le parti militaire de Finlande et les réactionnaires nourrissent une haine profonde envers la nouvelle Russie. Dès 1917, un corps franc finlandais prenait les armes contre la jeune république soviétique. En 1921 et 1922, des troupes finlandaises tentaient d'envahir la Carélie aux fins d'annexion. Un corps franc finlandais rentrait en scène en 1933-1934. Le colonel Denhart Phjanheimo, ancien collaborateur du général Mannerheim, regroupe les anciens soldats de l'expédition carélienne, et, soutenu financièrement par l'Allemagne, recrute dans la jeunesse nationale-socialiste finlandaise. Ce corps franc est destiné à appuyer l'action hitlérienne et, le jour venu, à marcher sur Leningrad.

Le travail des agents nazis en Finlande est plein d'enseignements. Ici nulle prétention raciste, nationale-politique ou irrédentiste. On prépare au grand jour la guerre. Les Finlandais ne sont ni germains, ni aryens. Peu importe aux agents allemands. Il suffit de préparer la voie à l'impérialisme allemand.

Fonds et agents hitlériens en Esthonie et en Lettonie.

Dans ces deux pays, la situation est particulièrement favorable à l'idée nazie. Les Esthoniens et les Lettons étaient les esclaves du tsarisme. Les barons allemands, les grands propriétaires et le haut commerce allemand étaient les maîtres. Cette noblesse déchue, pourrie de dettes, aspire à un régime militaire, seul capable de lui restituer ses anciens privilèges. Les commerçants allemands ont perdu toute possibilité de commerce avec « l'hinterland » soviétique et leurs fils sont prêts à marcher contre ceux qui ont privé leurs pères de leurs revenus. Les Russes blancs réfugiés, débris des anciennes armées antisoviétiques, anciens officiers tsaristes et propriétaires fonciers, ex-fonctionnaires de l'Okhrana, sont également des recrues toutes trouvées, dont le dernier espoir est dans Hitler et ses plans de guerre contre les Soviets. Tous ces groupes acceptent l'autorité de Rosenberg, chef de la politique étrangère hitlérienne. Tous accueillent sa propagande... et son argent.

Toutes les organisations, associations et écoles de la minorité allemande ont été, dès l'avènement du national-socialisme en Allemagne, alertées. On rencontre partout leurs agents; l'or afflue. Ce ne sont que clubs sportifs, instituts, académies locales, sociétés musicales, clubs de joueurs de boules, tous instruments de la politique Hitler-Rosenberg.

L'agitation contre la Lithuanie.

La Lithuanie sépare la Lettonie de l'Allemagne. Elle serait le premier objectif d'une armée hitlérienne fonçant à l'Est. Chez elle, les éléments allemands sont beaucoup plus faibles qu'en Lettonie ou en Esthonie et les agents germano-baltes y trouvent un terrain d'action moins favorable. Il existe pourtant un parti lithuanien subventionné par les nazis. La tentative de rébellion de 1934 a échoué, comme l'on sait.

La terre lithuanienne d'élection des agents nationaux-socialistes est le territoire de Memel, anciennement allemand. La bourgeoisie du port de Memel est comme en Esthonie et en Lettonie en grande partie allemande. Berlin ne cache pas son désir de recouvrer la province perdue en 1918 et son action est de caractère nettement agressif.

La presse de Prusse Orientale, la radiodiffusion, les réunions nazies attaquent violemment la Lithuanie. Oberländer et Meier chargés de mission par le ministère de la propagande et l'Office de politique extérieure du N.S.D.A.P. mènent la campagne. Après la réintégration de la Sarre, toute la presse nazie allemande a parlé de Memel, objectif immédiat des aspirations allemandes. Le *National-Zeitung* d'Essen, journal de Göring, propose un nouveau plébiscite « destiné à réparer l'injustice de Memel ». Le président supérieur Koch avec lequel les organisations nationales-socialistes memeloises se tiennent en rapports étroits déclare en 1934, dans une réunion, à Königsberg : *Après la Sarre, Memel. Nos frères nous seront rendus.*

Le plan de Rosenberg.

En février 1933, Alfred Rosenberg remettait à son gouvernement un exposé du plan devant permettre l'annexion de Memel à la faveur d'une insurrection. Il se déclarait convaincu de la réussite de cette « marche préparatoire vers l'Est » tout au plus capable de provoquer une protestation lithuanienne à Genève. Ce plan, appliqué, conduisit à l'échec de la tentative d'insurrection et à la destruction partielle de l'appareil de l'espionnage allemand en Lithuanie.

Les S. A. de Prusse Orientale sont, de préférence aux autres éléments, recrutées parmi les Allemands de Memel ou ceux qui connaissent bien la région. L'un des chefs de groupes, Juska, a vécu à Memel jusqu'en 1927. Un autre « führer » prussien, Willy Chmara, qui déserta plus tard, avoue avoir assisté à un cours de perfectionnement où l'on apprenait que le Troisième Reich reprendrait par la force les territoires enlevés par le traité de Versailles. Moser, chef des nazis de Memel, décuple l'activité de ses agents après la prise du pouvoir par Hitler. De Tilsitt, il envoie ses ordres, fournit des armes, des tracts, de l'argent. Des groupes spéciaux de S. A. formés exclusivement de Memelois s'entraînent sous la direction du « führer » de S. A. Hoffmann. L'officier allemand Knoblauch est nommé chef de la compagnie d'assaut « Pays de Memel ».

Partout, en Prusse Orientale et sur la côte, on établit des

camps d'aviation. En octobre 1934, deux cadavres d'aviateurs allemands en tenue sont jetés à la côte de Memel. Les représentants allemands déclarent qu'il s'agit de deux victimes d'un accident qui a coûté la vie à sept personnes. Un cadavre aborde également la côte danoise. Un appareil de bombardement allemand disparaît avec ses neuf hommes d'équipage. Ces accidents sont tenus secrets. On interdit aux parents des morts d'en parler. Ce sont les victimes propitiatoires de la guerre de l'Est.

L'Allemagne hitlérienne use aussi de l'arme économique contre la Lithuanie. Les paysans de ce pays ont vécu jusqu'ici en grande partie de leurs exportations vers l'Allemagne. Le gouvernement nazi abaisse le contingent d'entrée des produits lithuaniens de 10 0/0. L'importation des œufs passe de 18 millions à 1,3 million. L'Allemagne refuse les bois. Les stocks lithuaniens s'enflent, les prix tombent. Les paysans lithuaniens et memelois regardent d'un œil d'envie de l'autre côté de la frontière, vers Tilsitt et Königsberg où leurs produits se vendraient trois et quatre fois mieux que sur place. L'ouverture de la frontière séparant le Reich et le territoire de Memel sera leur délivrance.

L'Union allemande à l'étranger organise sa fête annuelle et mobilise 40.000 hommes à Königsberg. A l'entrée de la ville un transparent de dimensions colossales définit le but de la manifestation :

Memel, oh! ville allemande, nous ne t'oublions pas!

Une exposition memeloise, des emblèmes memelois, un défilé memelois, complètent la fête.

L'Union allemande à l'étranger tient toujours sa réunion annuelle dans le voisinage d'une « frontière menacée ». En 1933, celle-ci eut lieu à Passau. La suite en a été une série d'attentats et, pour finir, le meurtre de Dollfuss et le coup d'Etat manqué de Vienne. En 1934, l'Union allemande à l'étranger a réuni ses adhérents sur la frontière sarroise, pour influencer sur les résultats du plébiscite. La « concentration » de 1935 a eu lieu devant Memel. Qu'en adviendra-t-il?

Coup d'Etat à Kowno. Préparation d'une insurrection à Memel.

Dès le mois de décembre 1933, toutes les associations, tous les groupes allemands du territoire de Memel sont prêts à agir, aux ordres du gouvernement nazi. Tous les livres interdits en Allemagne hitlérienne le sont également à la bibliothèque de la ville de Memel, ville cependant placée sous la souveraineté lithuanienne. En janvier 1934, cent un ressortissants allemands sont arrêtés pour intelligences avec le Troisième Reich. Ce sont, pour la plupart, des instituteurs et des fonctionnaires du territoire de Memel.

Le 6 juin, on tente de renverser le gouvernement de Kowno. Nul n'était alors mieux renseigné sur ce projet de révolution que les rédactions des journaux berlinois dont le service d'information dépend du ministère de la propagande. Le coup d'Etat échoue et Woldemaras est arrêté. La liaison des révolutionnaires avec Berlin ne fait pas de doute. Les fuyards, membres du *Loup de Fer*, gagnent l'Allemagne, entrent dans la légion balte de Kolberg.

Presque en même temps on arrête à Memel plus de cent chefs et secrétaires des organisations nazies. Un procès commence, au cours duquel les aveux des inculpés permettent de déceler un réseau serré de conspirations, les multiples liens reliant les organisations memeloises et le parti nazi et permettant aux agents allemands d'exercer leur activité, du petit espionnage journalier au meurtre politique.

Argent allemand, uniformes, agents allemands.

Les journaux allemands du territoire sont subventionnés par la *Concordia-Verlag*, de Berlin. Le consulat se charge d'introduire la littérature nazie. C'est Mollinus, secrétaire de la presse du parti Neumann, qui nous l'apprend.

Le directeur de la banque Raiffeisen, à Memel, est un certain Wallat, le président du Conseil d'administration de l'Union du Crédit est Gubba. Tous deux travaillent avec de l'argent allemand. L'*Union du Crédit*, émanation de la *Banque Agricole de Prusse Orientale*, a elle-même fondé une maison de prêts aux cultivateurs du territoire de Memel, l'*Agraria*. Celle-ci n'est pas portée sur le registre du com-

merce de Memel, mais a son siège social en territoire allemand, à Tilsitt. Elle échappe ainsi au contrôle de l'administration lithuanienne. Von Dressler, son directeur, exposa au procès, pour justifier cette anomalie, qu'il lui est plus facile de se rendre à Tilsitt qu'à Memel. Il doit pourtant reconnaître que les bureaux de l'*Agraria* sont à Memel. Ne bénéficient de crédits bancaires que les membres du groupe national-socialiste. La société d'achat de viandes sur pied qui livre en Allemagne n'achète, elle aussi, qu'aux exploitants membres du parti Neumann.

On crée des sections d'assaut, sur le modèle allemand. Les hommes portent un uniforme : pantalon noir et chemise blanche, cravate noire, képi, ceinturon et pattes d'épaule. Un bulletin de livraison saisi prouve que ces effets viennent d'Allemagne.

Les troupes s'exercent. On envoie des jeunes gens en Allemagne suivre les cours des *führers* de S. A. et de S. S. L'un des inculpés, Kubuttat, avoue que les exercices devaient être tenus rigoureusement secrets. Plusieurs témoins affirment que les troupes devaient appuyer le coup d'Etat, qui semblait imminent.

Aux exercices de ces formations militaires, dissoutes par la police, prenaient part les agents allemands, le « *führer* » Müller, le sous-officier Schöler, l'ex-soldat de la Reichswehr Böttcher, Görtsch, des S. A. de Tilsitt, l'instituteur Göbbel. Au cours d'une réunion tenue chez le Dr Lüttgens, inspecteur de santé chargé de l'examen des viandes exportées vers l'Allemagne, on discute de la création d'un camp de travail. L'instituteur allemand Stattscheit met la cour de son école à la disposition de la nouvelle formation.

Dans cette atmosphère d'agitation secrète, de mensonge, d'intrigue, de lutte de partis, l'assassinat politique se conçoit aisément. Le Memelois Wilhelm Loops est abattu à coups de revolver par les nazis Ernst et Johann Wallat. Jesuttis, national-socialiste, est abattu par la Sainte Vehme qui obéit aux ordres venus d'Allemagne.

Le procès de Memel n'a pas seulement prouvé la complicité du Reich et du régime hitlérien au « putsch » de Memel.

Il a permis de sonder l'abîme de boue dans lequel s'agitent les formations nationales-socialistes.

Goebbels s'en mêle.

Après de longs débats, la sentence est rendue le 15 mars 1935 : quatre inculpés sont condamnés à mort, les autres subiront des peines de prison ou de cellule. La nouvelle en parvient à Berlin alors que Hitler discute avec le ministre anglais des Affaires Etrangères, sir John Simon. Hitler en profite pour improviser un intermède pathétique qui n'impressionne pas les Britanniques.

Les preuves de la complicité allemande et de la responsabilité du gouvernement de Berlin étaient trop flagrantes pour permettre aux nazis de nier. Le représentant du Führer avait reçu Jesuttis, la victime, et Priess, l'assassin, peu de temps avant le crime. Les envoyés et fonctionnaires nationaux-socialistes avaient désigné le chef nazi de Memel, discuté avec les insurgés, fourni tracts, armes et argent. Il ne restait plus à Berlin qu'à se solidariser avec les assassins, tout comme Hitler, trois ans plus tôt, s'était solidarisé avec les meurtriers de Potempa. La presse reçut l'ordre d'attaquer sans réserve le gouvernement lithuanien.

Une crise de rage chauvine secoua le pays tout entier. Des manifestations s'organisèrent dans tout l'Empire, à Hambourg, Leipzig, Munich, Halle, Beuthen, Breslau, Magdebourg et à Königsberg. Le D^r Steinacher prononce un discours au Lustgarten. La foule se dirige vers la Chancellerie d'Empire et Hitler la salue de son balcon.

Le 21 mai 1935, Hitler déclare au Reichstag que l'Allemagne refuse de conclure avec la Lithuanie un pacte de non-agression. La menace est claire. La guerre est imminente sur la frontière germano-lithuanienne.

LES GARDES BLANCS AU SERVICE DU TROISIEME REICH

N'oublions jamais que les maîtres actuels de la Russie ne sont que de vulgaires criminels aux mains rouges de sang, un déchet d'humanité parvenu, grâce aux circonstances exceptionnelles d'une heure tragique, à s'emparer d'un grand pays, à noyer dans un bain de sang son élite, une poignée d'individus exerçant depuis près de dix ans une tyrannie à nulle autre pareille.

N'oublions pas non plus que ces hommes sont d'une race alliant la cruauté bestiale à la science raffinée de l'imposture, qu'ils se croient aujourd'hui plus que jamais appelés à soumettre le monde entier à leur pouvoir sanglant. Peut-on songer à s'engager envers un partenaire dont le seul but est d'anéantir l'autre...

(HITLER, *Mon Combat*, page 750.)

Nous suspendons notre course éternelle au sud et à l'ouest de l'Europe et tournons nos regards vers l'est... Parler aujourd'hui en Europe de sol vierge, c'est regarder du côté de la Russie et des états baltes, ses vassaux.

(HITLER, *Mon Combat*.)

L'action nazie contre les Soviets affecte, du fait de l'impossibilité d'organiser ses points d'appui sur le sol russe, une forme particulière. En pays soviétique, pas de place pour la propagande « socialiste » allemande. Dans le pays de la grande démocratie prolétarienne, pas de possibilité d'agitation pour la « communauté populaire » hitlérienne. La vigilance des autorités et des masses interdit tout espionnage, tout sabotage. Non que le Troisième Reich ne tente pas d'en-

voyer ses agents : mais ceux-ci échouent dans leur mission, dès la frontière. Sans se laisser décourager, le Reich reprend ses tentatives, infructueuses. L'agent allemand Busch, arrêté à Riga, a avoué en 1934 que l'école de Königsberg formait sans cesse de nombreux espions et saboteurs à l'intention de l'Union des Soviets.

Le national-socialisme qui prétend sans cesse que les nations pacifiques veulent encercler l'Allemagne, que le pacte conclu entre la France, la Tchécoslovaquie et l'Union des Soviets est dirigé contre lui, fait en réalité tous ses efforts pour isoler et entourer la Russie. Il va proclamant que Hitler a sauvé l'Europe du bolchévisme, il fonde un peu partout des ligues contre le comunisme, des instituts antimarxistes, en France, en Suisse, en Angleterre. Il se livre à une campagne en faveur des « frères dans le besoin » destinée apparemment à faire connaître la pénible situation des colons allemands du Volga. Il fonde un Comité interconfessionnel et international de secours aux « districts de famine » de l'Union Soviétique, placé sous son contrôle. S. E. Innitzer, cardinal-archevêque de Vienne, le professeur Adolf Keller, en font partie. Ce comité travaille à provoquer une intervention des puissances en Russie soviétique.

La direction du mouvement antirusse est, en Allemagne, confiée aux *Comitadjis baltes*. A sa tête est Alfred Rosenberg. Il compte parmi ses membres le chef de la Hago (organisation nationale-socialiste du commerce et de l'industrie), Adrian von Rentelen, de Reval, le professeur von Freytag-Lorringhoven, letton, et le secrétaire d'Etat au ministère de l'approvisionnement Backe, originaire du Caucase. Les *Comitadjis baltes* disposent d'une véritable armée de gardes blancs, ennemis nés du régime bolchévique. Ce réseau « blanc », instrument essentiel de l'activité nazie contre l'Union des Soviets, s'étend sur le monde entier.

Le « Rond ».

En premier lieu vient le *Mouvement russe-national de libération*, ou par abréviation *Rond*, dirigé en Allemagne par Nicolas Dimitrieff, ancien officier tsariste, et fondé peu après l'accession de Hitler au pouvoir. Le groupe a organisé

des détachements calqués sur le modèle des S. A. allemandes. Les hommes portent la chemise noire et la cravate verte et blanche à croix gammée. Leur hymne de guerre se chante sur la mélodie de *Horst-Wessel*.

La liaison entre le *Rond* et la direction nationale-socialiste a été tout d'abord assurée par un ancien comédien, le Balte Henri Pelchau. Peu après la création du groupe, des difficultés surgirent entre le « führer » Dimitrieff et Pelchau, homme de confiance des nazis. Sur l'ordre de ce dernier, Dimitrieff fut un beau jour jeté en prison. Pelchau, dès lors chef incontesté du *Rond*, ajouta à son nom le pseudonyme de Swetosaroff, « celui qui fait la lumière ». L'ancien journal du groupe, le *Rond-Anzeiger* disparut pour faire place à *l'Eveil russe*. La nouvelle feuille est d'esprit rigoureusement nazi. De temps à autre, elle attaque violemment la France « sans Dieu » qui ose entretenir des relations amicales avec l'Union des Soviets.

Le nouveau « führer » écarte brutalement de son chemin les éléments indécis ou hostiles à sa politique agressive, aidé dans son « épuration » par la police secrète de Göring. Le professeur Iljin, hitlérien convaincu, refusait de faire partie du *Rond*, qu'il appelait « une organisation aux mains d'aventuriers ». Il fut emprisonné en août 1933 par le Gestapo. Le colonel Lampe, représentant de l'*Union Militaire russe-blanche en Allemagne* a également fait connaissance avec les prisons du Gestapo. En août 1933, Pelchau-Swetosaroff était maître absolu du *Rond*.

Le *Rond* marchait sur les traces des S. A. Il pillait de concert avec les restes de la brigade Ehrhardt à Lübeck, rançonnait les Israélites fortunés. A la fin de 1933, il dut disparaître de la scène : les organisations russes-blanches refusaient de travailler avec lui, au grand regret d'Alfred Rosenberg, occupé à grouper l'émigration russe-blanche sous un commandement unique. Mais de fait, le *Rond* subsista.

Rosenberg prend le commandement des contre-révolutionnaires russes.

Dès le début de 1933, Rosenberg avait envoyé ses agents à Paris, alors centre des émigrés russes.

Au cours de l'été de 1933, ces agents firent également leur apparition près les groupes russes de Hongrie, de Bulgarie, de Yougoslavie, de Grande-Bretagne et d'Amérique. Leur mission était de résoudre les différends séparant ces groupes, du moins de les adoucir et de les amener à admettre le commandement nazi.

Les efforts de Rosenberg furent efficacement appuyés à Berlin par le chef des russes-blancs, le prince S. Obolenski.

Les efforts des *Comitadjis baltes* furent couronnés de succès. Les anciens officiers russes groupés à Paris par l'*Union militaire panrusse* gagnèrent l'Allemagne pour y former des régiments russes.

A la fin de décembre 1933, l'*Union des Jeunes Russes* tint une conférence à Paris. Son chef, Katzem-Beck, déclara suivre avec joie les progrès du national-socialisme. Il termine ainsi son discours :

Les Jeunes Russes bénéficient en Allemagne d'une liberté d'action inconnue ailleurs. Notre doctrine s'écarte en plus d'un point de l'idée nationale-socialiste, mais l'esprit fasciste nous unit.

Berlin, centre nouveau de l'activité russe-blanche.

Au cours de l'hiver 1934, les chefs russes-blancs se réunirent à Berlin, Obolenski et Katzem-Beck y rencontrèrent Bermond-Avaloff, aventurier et « combattant du Baltikum », A. A. Vonsiatzki, chef du mouvement national-socialiste russe-blanc et les anciens membres de l'état-major d'Avaloff. Cette conférence marqua la soumission définitive des groupes russes à l'autorité nazie. On y discuta le plan d'attaque de l'Union des Soviets.

Il est intéressant de considérer de plus près les alliés de Rosenberg, principales figures du complot de Berlin.

Bermond-Avaloff.

Le prince Avaloff fut dans les derniers mois du régime tsariste l'un des nombreux aspirants au trône russe. La révolution d'octobre 1917 vint ruiner ses derniers espoirs. Dès lors, on le retrouve toujours aux côtés des ennemis du nouveau régime. En 1917, il prend le commandement de la

soi-disant armée volontaire de l'Ouest. Ses bataillons renforcent l'armée de Baltique du comte von der Goltz. Ses troupes ont une réputation de cruauté bien établie.

La fin de l'aventure balte n'implique pas celle de l'armée Bermond-Avaloff. Celle-ci combat aux côtés des armées d'intervention en Finlande, en Esthonie, en Lettonie jusqu'à la victoire de l'armée rouge. Les débris des mercenaires d'Avaloff se dispersent alors en Finlande, attendant une meilleure occasion pour reprendre les armes.

Le « chef d'armée » Bermond-Avaloff se fait alors « diplomate ». Diplomate russe-blanc, c'est-à-dire agitateur contre les Soviets, organisateur d'attaques brusquées, de coups de mains, d'attentats sur la personne des représentants soviétiques.

Après l'avènement du national-socialisme, Bermond-Avaloff revient à la surface. En 1933, il est agent de Rosenberg dans les Etats baltes. En avril 1934, il installe son quartier général à Tilsitt, sur la frontière lithuanienne. Il regroupe ses forces, les enrôle dans la légion balte formée à Kolberg, ou dans la légion russe, création nouvelle. Il participe au coup d'Etat de Woldemaras à Kowno.

Le chef politique : A.-A. Vonsiatzky.

Si Bermond-Avaloff est l'organisateur des troupes russes de Rosenberg, A.-A. Vonsiatzky en est la « tête ». Vieil émigré, Vonsiatzky a longtemps vécu à Paris, plus tard à Berlin. Il a beaucoup voyagé, dans le monde entier. Avant l'accession de Hitler au pouvoir, il avait déjà créé le mouvement fasciste panrusse, qu'il transforma au début de 1933 en un *Parti ouvrier national-socialiste panrusse*. Vonsiatzky s'est donné pour unique mission de préparer la guerre aux Soviets.

Les Frères de la Vérité Russe.

Société secrète créée en Yougoslavie, elle soutient Vonsiatzky.

Conduite par l'ex-général russe Krassnoff, elle groupe surtout les anciens fonctionnaires et indicateurs de l'Okhrana tsariste.

Vonsiatsky convie l'Extrême-Orient à la guerre.

Une série de nouvelles surprenantes parvenaient en Europe au cours de 1934. On apprenait successivement les attentats commis par des envoyés soviétiques sur la personne de gouvernants du Mandchouko, des incidents de frontière provoqués par l'armée rouge, des survols de territoires soviétiques par les avions japonais. Toutes ces nouvelles venaient de Kharbine. Vonsiatsky les lançait avec l'agrément de Rosenberg et de Goebbels pour tendre les rapports russo-japonais. On sut plus tard que Goebbels et Rosenberg avaient envoyé de Riga à Kharbine quelques agents spéciaux, experts en informations tendancieuses. Vonsiatsky commença aussitôt une tournée de propagande, de New-York à Tokio. Il arrivait dans cette dernière ville en mai 1934 où il avait plusieurs entretiens avec des officiers japonais et ses propres agents. Puis il gagnait Shanghai, centre de réfugiés russes blancs, et Dalny où il vit longuement l'ataman Semenoff, le cruel bourreau de l'armée Koltchak. Enfin, il gagnait Kharbine où les gardes blancs sont concentrés par dizaines de milliers.

Dans cette ville, il vit le secrétaire général du *Mouvement pan-russe*, Rodzajewski. Il assiste à une revue où les gardes blancs défilent en chemises noires avec la cravate à croix gammée.

Au Mandchouko, Vonsiatsky contrôle, en dehors de ses propres formations l'*Union des Jeunes Fascistes*, les *Cosaques d'Extrême-Orient*, les *Monarchistes légitimistes* et l'*Union des Mousquetaires* (au total 30.000 hommes environ).

Le but de ce voyage? Vonsiatsky l'a lui-même avoué franchement à un correspondant de l'agence anglaise Reuter : disposant de 50.000 dollars pour l'opération du Mandchouko, et comptant sur une guerre prochaine avec l'U. R. S. S., il est parti sans attendre pour l'Extrême-Orient afin de pouvoir dès le début des hostilités agir avec toutes ses forces contre l'Union des Soviets pour la « Russie nationale ».

Au milieu de 1934, Vonsiatsky revenait à Berlin. D'accord avec Goebbels et Rosenberg, il décidait de repartir bientôt en tournée de propagande à Paris, Budapest, Sofia et

Belgrade. Neuf mois plus tard, Göring prenait la même route, négligeant toutefois Paris.

Politique « coloniale » ukrainienne.

Les nationalistes ukrainiens jouent dans cette suite de conspirations un rôle particulier. Ils « travaillent » également l'émigration avec l'appui de la Section étrangère du N. S. D. A. P. Leur chef est l'hetman Skoropadski qui, une fois déjà, au cours de la grande guerre, a cru pouvoir asseoir son autorité avec l'aide des baïonnettes allemandes. Les ouvriers et les paysans ukrainiens l'ont chassé. De ce moment datent ses relations avec les partis réactionnaires allemands, puis son amitié avec les milieux nationaux-socialistes.

Dès l'arrivée de Hitler au pouvoir, Berlin devient le centre des contre-révolutionnaires ukrainiens. Une section S. A. ukrainienne est créée à Berlin-Charlottenburg. Elle comprend surtout des étudiants ukrainiens soumis aux mêmes obligations que les étudiants allemands. Ils doivent notamment servir un an dans une formation de travail. Certains d'entre eux sont employés à la garde des camps de concentration. Rosenberg ne paraît avoir en eux une grande confiance et les fait surveiller étroitement.

Un congrès secret de l'émigration ukrainienne s'est tenu à Berlin en 1934. On s'y est surtout occupé de l'éducation militaire des jeunes émigrés et de leur participation à une guerre contre l'Union des Soviets. Un représentant de Göring y prit part, aux côtés de Skoropadski dont il est l'ami, en même temps qu'un délégué du ministère de la Reichswehr. Alfred Rosenberg salua le congrès au nom de Hitler. En dehors de la section de S. A. ukrainienne de Berlin, les émigrés reçoivent également une instruction militaire en Hongrie et dans les Balkans. Il existe aussi une école militaire ukrainienne aux Etats-Unis.

Skoropadski est, depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir, de plus en plus le pivot de la contre-révolution ukrainienne. Depuis la signature du pacte germano-polonais, Rosenberg s'efforce de militariser les bandes ukrainiennes de Varsovie.

La presse russe blanche annonce qu'il a, depuis avril 1935, entrepris une action à l'effet de grouper toutes les orga-

nisations ukrainiennes. Le Comité central aurait son siège à Varsovie. Rosenberg semble donc être d'accord sur ce point avec le gouvernement polonais. Celui-ci l'appuie sans se préoccuper outre-mesure du sort des « frères ukrainiens » soumis en territoire polonais aux exactions de l'administration locale. Il suffit aux « grands » d'Ukraine de retrouver les biens et usines perdus, de pouvoir à nouveau exploiter leur pays. Ils renoncent volontiers à l'Ukraine polonaise, et même à l'indépendance de leur patrie pour laquelle ils semblent combattre. Ils savent fort bien que Rosenberg ne leur vient en aide que pour faire de leurs territoires une colonie hitlérienne. C'est là le but de la guerre à l'Union Soviétique : s'étendre à l'Est et renverser le bolchévisme.

PROPAGANDE ET TERREUR NAZIES DANS LES PAYS D'OUTRE-MER

Les Etats-Unis d'Amérique où vivent des millions de Germano-Américains (New-York ne compte pas moins de 2.000 Sociétés allemandes) sont soumis à une intense propagande nazie. Aucun moyen n'est épargné. Les émissions à grande distance des postes radiophoniques de Goebbels, la propagande des bureaux de voyage, tout est en jeu. La plus grande part du travail incombe cependant aux groupes nazis locaux et à leurs organisations.

Les Amis de la nouvelle Allemagne.

Avant la venue de Hitler au pouvoir, l'Allemagne disposait déjà de points d'appui. Le national-socialisme voyait aux Etats-Unis la possibilité de se ménager des collaborations financières. De fait, il en a reçu des subsides par l'intermédiaire de celui qui devait occuper plus tard le poste de chef de la presse à l'étranger, le Dr Hanfstaengl.

L'activité nazie aux Etats-Unis a décuplé après le 30 janvier 1933. Les menées nationales-socialistes, les attentats commis sur la personne d'adversaires politiques, la propagande antijuive et la terreur contraignirent, en 1933, le Parlement américain à instituer une Commission chargée d'enquêter, sous la conduite du sénateur Dickstein, sur les manœuvres nazies.

Le premier organisateur du national-socialisme aux Etats-Unis a été le correspondant du *Voelkische Beobachter*, Kurt Georg Wilhelm Lüdecke. Le 30 septembre 1932, une résolution des chefs du parti allemand, nommait le germano-américain Heinz Spanknöbel chef de l'organisation N. S. D. A. P. en Amérique.

Soutenu par les dirigeants berlinois du *Casque d'acier* et le consulat général allemand, Spanknöbel parvint bientôt à placer les groupes du *Casque d'acier* sous son autorité. Qui ne se soumettait pas fut expulsé. Il s'efforça aussi de grouper les Sociétés allemandes, au nombre de plusieurs milliers. Malgré menaces et expulsions, un grand nombre d'entre elles résistèrent, refusant de faire partie des *United German Societies of New-York*. Au printemps de 1933, Spanknöbel fut poursuivi par la justice américaine en tant qu'agent d'un gouvernement étranger et s'enfuit. Le cas Spanknöbel fit scandale. Le N. S. D. A. P. ordonna le 30 avril 1933 la dissolution des *United German Societies*. De fait, elles se reformèrent aussitôt sous le nom des *Amis de la nouvelle Allemagne*. Le chef officiel en fut le germano-américain Reinhold Walter. Son « Führer » effectif demeura l'Allemand Fritz Gissibel.

Les nazis rappelant Gissibel le remplacèrent par le Dr Hubert Schnuch.

Le bureau de la Société était dans le même immeuble que le consulat général d'Allemagne. L'Américain Emerson qui lui servait de paravent jugea bon, lui aussi, de s'enfuir, dès la formation de la Commission Dickstein.

Les S. A. en Amérique.

Les nazis ont organisé en Amérique des formations militaires calquées sur les S. A. allemandes. Elles groupaient, en 1934, environ 6.000 hommes recevant régulièrement le journal des S. A., *La Garde Américaine*, édité à Brooklyn.

La Commission Dickstein a pu établir que dans un but de propagande et sous les prétextes les plus divers des centaines d'agents nationaux-socialistes ont été envoyés d'Allemagne aux Etats-Unis. Certains avaient des passeports diplomatiques.

Les changements continuels de direction et la venue régulière de nouveaux agents a provoqué une révolte au sein des *Amis de la Nouvelle Allemagne*. Les agents les plus mal payés se sont opposés à leurs collègues plus favorisés. Lüdecke, roi sans couronne, osa en décembre 1934, avec l'appui de Anton Haegele et d'agents mécontents une révolution de palais. Ils fondèrent l'*American National Socialist League*.

Les *Amis de la Nouvelle Allemagne* reçurent un nouveau « führer ». En décembre 1934, Louis Zahne se mit à leur tête. Dissidents et fidèles *Amis* se livrent un combat acharné. Leurs chefs respectifs se traitent mutuellement d'aventurier, de voleur, de maître-chanteur et d'ami des Juifs.

Des centaines d'agents nazis...

Les navires de la Hapag et du Norddeutscher Lloyd jettent sur le sol américain les agents du Troisième Reich : touristes inoffensifs, coiffeurs, manucures, représentants de maisons de commerce. Beaucoup sont employés des Compagnies de navigation, stewards ou correspondants de la Hapag ou des chemins de fer allemands.

Il y a en Amérique beaucoup d'infirmières allemandes. Le national-socialisme y trouve son compte.

Le *German Railroads Information Office* est avant tout une agence de propagande. Il est dirigé par le nazi Ernst Schmitz. Ce bureau a une succursale à Chicago, une autre à San Francisco; cette dernière est dirigée par le nazi Kurt Beyer. On projette la création d'une filiale à Toronto (Canada).

La représentation des chemins de fer allemands est également chargée de la publicité des Jeux Olympiques de 1936. Elle s'emploie à répandre en Amérique ces fausses nouvelles tendant à faire croire que les champions juifs auront toute liberté de prendre part aux compétitions olympiques.

Le traitement annuel d'un agent nazi : 25.000 dollars.

En mai 1934, le Dr Hanfstaengl, chef du bureau de la presse du N. S. D. A. P. a effectué un voyage de propa-

gande aux Etats-Unis. Il s'agissait de toucher l'élite américaine. Un Comité fut créé près le Consulat général dans lequel entrèrent les représentants de la I. G. Farbenindustrie et de la Hapag. Frederic Schönmann, professeur d'Université, le comte Lückner et le journaliste Colin Ross firent des tournées de conférences. On s'assura, à grands frais, la collaboration de personnalités américaines.

La Commission Dickstein a pu établir que T.-I. Ross, propriétaire de la maison Ivy Lee, s'est engagé, moyennant 25.000 dollars, à fournir à la I. G. Farbenindustrie des rapports politiques secrets destinés à être transmis au gouvernement allemand. Karl Dickey, associé de la maison Karl Byoir et Co a déclaré avoir signé avec le bureau de voyages allemand un contrat ne devant pas lui rapporter moins de 6.000 dollars par mois. L'intermédiaire, le journaliste George Sylvester Viereck recevait pour sa part, 1.750 dollars par mois. Un bureau et une secrétaire étaient mis à sa disposition. Viereck avoue que le contrat était discuté avec un représentant du gouvernement allemand. Il recevait également 500 dollars par mois du consul général d'Allemagne comme conseiller de propagande.

L'excitation antijuive.

L'antisémitisme allemand aux Etats-Unis est particulièrement actif.

Le Dr H.-F. Vollbehr a admis devant la Commission Dickstein qu'il avait dépensé plusieurs milliers de dollars pour la propagande antijuive. Il déclarait renoncer à cette propagande et ne plus entreprendre de voyages en Allemagne. Quelques jours plus tard, il partait pour le Troisième Reich pour revenir bientôt, ses malles bourrées d'articles de propagande signés du Dr Gross, directeur de l'Office des Races du N. S. D. A. P.

De nombreux agents nationaux-socialistes contrôlent et soutiennent les organisations antisémites en Amérique, telles que les *Silver Shirts*, la société secrète *Ordre des 76*, l'*Eveil américain* violemment antisémite.

Günther Orgell assure la liaison avec le Troisième Reich, fournit la littérature de propagande, avec l'aide de ses colla-

borateurs Frank Mutschinsky, Karl Brunkhorst et Paul Bande. Citons encore l'*American Vigilant Intelligence Federation*, vrai club terroriste qui désigne ses membres par des numéros. Son chef est Harry A. Jung. La Commission sénatoriale d'enquête a établi que Jung était un agent « conscient » du Troisième Reich.

Ecoles allemandes, diplomates et bombes incendiaires allemandes.

Le commerce sud-américain est d'importance vitale pour l'industrie de guerre allemande et son approvisionnement en matières premières. Il existe en Amérique du Sud d'importantes colonies d'Allemands soumises à une intense propagande nationale-socialiste qui a porté ses fruits. L'Union allemande à l'étranger subventionne des milliers d'écoles, déjà soutenues financièrement par les ambassades et les consulats. L'arrivée de Hitler au pouvoir a provoqué certains changements dans la direction de ces établissements : on a chassé les directeurs qui refusaient de coopérer à la propagande nazie; on a supprimé certaines subventions. Les professeurs hostiles à l'idée hitlérienne ont été congédiés. L'Union allemande dispose en Amérique du Sud de nombreux agents. L'écrivain Marie Kahle a fait, en 1934, un voyage de propagande dans les Etats sud-américains. A son retour, elle parla dans une réunion à Berlin. De son rapport, il ressort que la seule *Union allemande à l'étranger* subventionne 1.400 écoles au Brésil.

Attentats.

Dès la prise de pouvoir par Hitler, les nazis firent une guerre acharnée aux colons allemands qui refusaient d'accepter l'idée nouvelle. Menaces de mort, attentats, incendies, rien ne fut épargné.

A Buenos-Ayres où l'*Argentinische Tageblatt* et ses lecteurs refusaient d'accepter l'idée hitlérienne, une école fut créée qui, dès le début, rompit toutes relations avec l'ambassade du Troisième Reich. Elle tripla très vite le nombre de ses élèves. Une tentative nazie de troubler les cours par l'irruption de bandes armées échoua. Il en fut de même d'un

attentat contre l'*Argentinische Tageblatt*. L'un des rédacteurs du journal fut attaqué. Une représentation au *Theatro Comico* de *Races*, de Bruckner, pièce qui évoque les persécutions juives en Allemagne hitlérienne, fut troublée par des bandes organisées. La police arrêta dans la salle quatre hommes armés de bombes. Tous étaient des repris de justice; ils avouèrent avoir été soudoyés par un Allemand, Hans Hermann Wilke. Ce dernier était arrivé à Buenos-Ayres six mois plus tôt en qualité d'employé de la *Banco Germanico* sans avoir pourtant jamais pris possession de son poste. Il avait été aussitôt mis en congé et chargé de quêter pour le *Secours d'hiver*.

Wilke avait son bureau dans l'immeuble de la banque, qu'elle partage avec l'ambassade d'Allemagne. Le véritable responsable de l'attentat du *Theatro Comico* était, l'instruction l'établit, un attaché de l'ambassade, Willi Köhn, collaborateur du chef du parti nazi, D^r Brand.

Une mission commerciale.

Le gouvernement hitlérien envoyait en 1934 une mission commerciale en Amérique du Sud, sous la conduite du D^r O. C. Kiep, à l'effet « de résoudre certaines difficultés et de défendre les intérêts commerciaux de l'Allemagne ». Toutefois cette délégation avait, semble-t-il, une mission plus vaste.

Le national-socialisme a formé dans chaque Etat sud-américain ses groupes locaux, qui contrôlent un nombre imposant d'associations de toutes sortes. Le 11 juillet 1935, cinquante-deux Sociétés allemandes se réunissaient, groupant 15.000 manifestants, pour le seul district de Sao-Paulo. En Amérique du Sud comme partout ailleurs, le national-socialiste agit par la propagande et la terreur, le boycottage et la corruption.

Les nazis en Extrême-Orient.

Le gouvernement hitlérien cherche à s'allier au Japon contre la Russie. Au cours des six premiers mois de 1935 il n'a pas envoyé moins de trois missions militaires et de deux

délégations commerciales au Japon. Des officiers instructeurs allemands professent dans les écoles d'aviation japonaises. On enseigne dans les Universités nippones conformément au programme d'éducation de Rosenberg. Les Sociétés allemandes, assez peu nombreuses, sont soigneusement contrôlées. Membres du parti, employés de commerce appartiennent à des groupes locaux dont le nombre augmente sans cesse. Le *Front du Travail* a ses œuvres et points d'appui à Shanghai, Pékin, Dalny et Kharbine. Tous travaillent en étroite collaboration avec les Russes blancs. Il a été formé à Kharbine une S. A. qui se déclare « groupe de chasse ».

Plusieurs journaux soutiennent l'action nazie : la *Revue d'Extrême-Orient*, éditée à Hambourg, traite surtout de questions commerciales. L'*Observateur d'Extrême-Orient*, organe des groupes N. S. D. A. P. de Chine et du Japon, est purement politique.

Combattre Hitler, c'est travailler pour la paix.

Nous nous sommes contentés dans cet ouvrage d'étudier le travail des nazis à l'étranger sans vouloir parler de leurs adversaires. Ces Sociétés innombrables, ces groupes, points d'appui, centres, agents de propagande et du Gestapo, ces centrales qui distribuent annuellement dans le monde plus de 260 millions de marks ne sont pas parvenus malgré tous leurs efforts à étouffer la vérité. Le mouvement nazi à l'étranger a provoqué des réactions violentes. Les adversaires du régime hitlérien à l'étranger se comptent par millions, dénoncent les plans de guerre nationaux-socialistes. Les puissances pacifiques s'unissent pour défendre la paix. L'antifascisme mondial doit tout tenter pour venir en aide à l'opposition que rencontre Hitler dans ses frontières. Après trois ans et demi de dictature, le Troisième Reich s'efforce vainement de rompre son isolement. La tyrannie n'a pu venir à bout du communisme allemand, elle n'est pas parvenue à rallier les ouvriers sociaux-démocrates au régime actuel. Les persécutions religieuses ont fait des catholiques allemands les adversaires de l'hitlérisme. La détresse économique a durement frappé le plus sûr partisan du Führer, le petit bourgeois allemand. Le monde s'aperçoit aujourd'hui que les adversaires de la dic-

tature, loin de s'affaiblir, ont gagné en force et en nombre. L'importance du mouvement intérieur, l'attitude de l'étranger, nous donnent la certitude que le fascisme hitlérien sera vaincu. Pour précipiter sa chute, il nous faut soutenir par tous les moyens ceux qui mènent la lutte en Allemagne, permettre à un peuple opprimé de relever la tête et de renverser le national-socialisme.

QUATRIEME PARTIE

LISTE DE QUELQUES AGENTS DE PROPAGANDE ET ESPIONS NAZIS DANS DIFFÉRENTS PAYS ÉTRANGERS

AUTRICHE

- Garden.* — Directeur d'une agence de publicité à Vienne, centrale nazie avec succursales en Styrie et en Carinthie. Relevé de ses fonctions en mai 1935.
- Hartmeyer.* — Représentant de journaux nazis. Arrêté à Vienne en mai 1935 et expulsé.
- Hosmake.* — Fonctionnaire nazi. Assassin politique.
- Kraus, Félix.* — Correspondant à Vienne du *Münchener Neuesten Nachrichten*. A collaboré efficacement à la réorganisation du parti en Autriche. Arrêté en juillet 1935.
- Leopold.* — Capitaine en retraite. « Führer » des nationaux-socialistes d'Autriche depuis l'automne de 1934. Arrêté en juin 1935.
- Neubacher.* — Président de l'*Union germano-autrichienne*, championne de l'Anschluss. Arrêté en juin 1935.
- Rebewik.* — Fonctionnaire nazi. Assassin politique.
- Rötzelt.* — Capitaine. Agitateur nazi dans les milieux universitaires viennois.
- Senner.* — Conseiller supérieur du gouvernement. Agitateur nazi.
- Susnik.* — Fonctionnaire nazi. Assassin politique.

BELGIQUE

- Ehlert, F.-O.* — Chef de groupe du N. S. D. A. P. à Bruxelles.
- V. d. Heiden, Theodor.* — Trésorier du groupe du N. S. D. A. P. à Anvers.
- Hellwig.* — Employé du consulat allemand. Directeur des organisations nationales.
- Hennig, Karl.* — Chef de groupe du N.S.D.A.P. à Anvers.
- Hohmann, Karl.* — Agent du Gestapo à Bruxelles.
- Klee.* — Employé du consulat allemand. Directeur des organisations nationales-socialistes de Bruxelles et d'Anvers.
- Kreutzberger, Robert.* — Bibliothécaire des groupes du N. S. D. A. P. à Bruxelles.
- Primadzula, Josef.* — Espion militaire allemand. Arrêté à Eupen au début d'août 1935.
- Richter, Rudolf.* — Chef du centre du N. S. D. A. P. à Saint-Niklaas-Waas.
- Siedhoff, Max.* — Espion. Vit à Anvers depuis décembre 1933.
- Wagner, Herbert.* — Chef du centre du N. S. D. A. P. à Gand.
- Wehmeier, Heinrich.* — Trésorier du groupe du N. S. D. A. P. de Bruxelles.

ESPAGNE ET PORTUGAL

- Arnold, Eugen.* — Chef de groupe, Grenade.
- Baljahr, Eduard.* — Chef de groupe, Santander.
- Baumeister, Albert.* — Indicateur nazi, membre du parti, Barcelone. Découvert, s'est enfui dans le Midi de la France.
- Behn, Hermann.* — Trésorier de cercle.
- Burre, Karl.* — Chef de groupe, Bilbao.
- Claus, A. W.* — Chef de l'espionnage nazi en Espagne, chargé de missions secrètes par l'ambassade d'Allemagne à Madrid.
- Fiek, Ernst.* — Administrateur, Madrid.
- Von Freedon, W.* — Chef de cercle.
- Frische, Horst.* — Provocateur nazi à Barcelone. Membre du parti.
- Georgi, Konrad.* — Chef de groupe, Porto.
- Fuchsi.* — Membre des S. A. Propagandiste nazi à Barcelone.
- Heckel, Kurt.* — Chef de groupe, Valence.
- Jehle, Karl.* — Chef de groupe, San Feliu de Guixols.
- Keller, Willy.* — Chef de groupe, Alicante.
- Klupp, Felix.* — Chef de centre, La Corogne.
- Leistert, Anton.* — Chef de cercle.
- Lewitt (Mlle).* — Indicatrice nazie, ancienne correspondante de l'*Echo d'Allemagne*, à Barcelone.
- Maraun.* — Propagandiste nazi à Barcelone.
- Orth, Ernst.* — Chef de groupe, Vigo.
- Pedrosa, D.* — Directeur de l'Ecole des Langues étrangères, Barcelone.
- Von Rolland (Eno Esrati).* — Espion de la Reichswehr, Madrid.
- Schaff (Werner).* — Chef de cercle.
- Schubeius, Fritz.* — Chef de groupe, Lisbonne.
- Seelmann-Eggebert.* — Administrateur de cercle.
- Seiter, Artur.* — Chef de centre, Eibar.
- Söffner, Willy.* — Administrateur, Barcelone.

- Stammer, Klaus.* — Chef de centre, Melilla.
Steffin, Kurt. — Sous-chef de cercle.
Stegmüller, Josef. — Sous-chef de groupe, Saragosse.
Stein, Margaret. — Espionne allemande en Espagne. A été
 arrêtée.
Stichling, Anselm. — Chef de groupe, Malaga.
Tischner, Ehrenfried. — Chef de groupe, Iles Baléares.
Wahl, Adolf. — Chef de groupe, Gijon.
Weidner, Walter. — Association amicale des voyageurs de
 commerce.
Ziegler, Wolfgang. — Chef de centre, Maroc.

ESTHONIE

- Deubner.* — Collaborateur du chef du parti balto-allemand,
 von zur Mühlen.
Engelhardt. — Conseiller militaire de M. von zur Mühlen.
Hess. — Fréquemment chargé de mission en Esthonie par
 le parti national-socialiste.
Himmelstern, baron. — Agent de la Reichswehr.
Luther et Rottermann. — Maison de banque. A soutenu
 financièrement l'Association des combattants esthoniens.
Von Maltzahn. — Agent allemand. A financé l'Association
 des combattants esthoniens dissoute en 1934 pour avoir
 préparé un putsch.
Meidel, baron. — Une perquisition domiciliaire a permis
 de saisir des plans allemands de colonisation.
Von zur Mühlen. — Capitaine de cavalerie. Ancien chef
 des *Combattants pour la liberté*, association dissoute en
 1933. Depuis lors, chef du parti balto-allemand.
Dr Ogler. — Chef de la *Confrérie balte en Esthonie*, gérant
 du *Club germano-esthonien*.
Schell. — Maison de banque. A assuré le financement du
 putsch des *Combattants esthoniens* par les hitlériens.
Stackelberg, baron. — Collaborateur de M. von zur Mühlen.
Strauss. — Agent de propagande nationale-socialiste, arrêté
 en Esthonie en 1934.
Tormann. — Collaborateur de M. von zur Mühlen.

FRANCE ET COLONIES

- Abetz, Karl.* — Membre de l'état-major de liaison; travaille souvent en France.
- Von Alvensleben.* — Arrêté en 1934 à Vienne pour participation à l'attentat contre Dollfuss. Agent nazi.
- Anders.* — Agent du Gestapo à Paris. Concierge de l'ambassade d'Allemagne.
- Appel, H.* — Chef de l'Association des employés allemands pour la France et ses Colonies.
- Auer.* — Secrétaire d'ambassade. Membre du Conseil du N. S. D. A. P. à Paris.
- Batschari.* — Agent nazi à Paris. Editeur de *La Voix Internationale des Nationalistes*, journal de Rosenberg. Ancien collaborateur de l'espion allemand Bernhuber.
- Bender, Fritz.* — Espion allemand à Paris. Ancien agent nazi à Altona. Travaille aussi dans d'autres pays.
- Bernhard, Ernst.* — D'Altona.
- Bernhuber.* — Ancien officier autrichien. Arrêté à Paris en 1935 comme espion.
- Dr Bidder, Hans.* — Secrétaire de légation, du service secret de l'ambassade d'Allemagne. A été rappelé.
- Birkel.* — Cuisinier de l'ambassade, chef de groupe du Stahlhelm, Paris, 78, rue de Lille.
- Blattmann.* — Agent nazi chargé de mission spéciale, ancien employé au Norddeutscher Lloyd à Paris.
- Von Brand-Neidstein.* — Secrétaire d'ambassade chargé de la surveillance des émigrés allemands.
- Von Brümer.* — Chauffeur de taxi, ancien garde blanc russe, agitateur nazi, à Paris, 13, rue Riblette. Est rentré en Allemagne.
- Dr Brumder.* — Strasbourg, de l'Elz.
- Burg.* — Espionne militaire du Troisième Reich, à Marseille. Arrêtée au printemps 1935.
- Dr Busch.* — Directeur à la succursale Siemens de Paris. Membre du Conseil du N. S. D. A. P. à Paris.

- Dalgrün.* — Pasteur de l'église protestante allemande de Paris. Membre du groupe parisien du *Casque d'acier*.
- Dehnicke.* — Commissaire au criminel de Francfort-sur-Mein, chargé de la surveillance des émigrés à Paris.
- Dr Dietrich.* — de l'ambassade d'Allemagne à Paris, chargé de la liaison avec les agents de l'extérieur.
- Von Dinklage, baron.* — Attaché à l'ambassade d'Allemagne; depuis 1934, chargé de missions spéciales.
- Droszt, Sophie.* — Surnommée « la belle Sophie », espionne militaire allemande.
- Eberhardt.* — Conseiller paroissial, membre du groupe nazi.
- Epting, Dr Karl.* — Chef du service académique d'échanges à Paris.
- Ernst, Dr Robert.* — Berlin. Chef de l'association *L'Ouest allemand* et de l'*Union des Alsaciens-Lorrains d'Empire*.
- Fabricius.* — Professeur nazi de l'école allemande, Paris.
- Friedmann.* — Collaborateur de l'espion allemand Bernhuber. Emigré russe blanc.
- Geissert.* — Professeur nazi de l'école allemande, Paris.
- Giese, Otto.* — Espion allemand et agent en France.
- Gliencke, Franz.* — Ancien légionnaire, indicateur du Gestapo de Hambourg et de Berlin.
- Gohls.* — Travaille à l'ambassade d'Allemagne à Paris.
- Von Grothe, Nikolaus.* — Directeur du *Service de renseignements allemands*, Paris.
- Günther.* — Chef de l'*Association sportive et gymnastique allemande*, 33, boulevard Poissonnière, Paris.
- Hahn, Eugen.* — Espion militaire allemand. Arrêté à Nice en août 1935.
- Hahnelt.* — Commerçant. Expert près l'ambassade d'Allemagne, 2, rue Petel, Paris.
- Hartmann, H.* — Commissaire au criminel, chargé de surveiller les émigrés.
- Hartmann.* — Etudiant. Chargé de la propagande dans les milieux universitaires de Strasbourg.
- Hasselbrink W. A.* — Chef de cours de l'*Association des employés allemands*, Paris.
- Von der Heyden-Rheusch.* — De l'ambassade d'Allemagne à Paris. Chef de cellule du N. S. D. A. P. de Paris.

- Dr Herbert.* — Journaliste, représentant du *Völkische Beobachter*.
- Hoffmann.* — Chef du groupe parisien des étudiants nazis.
- Hohnemann.* — Agent du Gestapo à Paris.
- Von Holleben, baron.* — Membre du groupe parisien du *Casque d'acier*.
- Holmquist (alias Farber, alias Freyler).* — Indicateur du Gestapo.
- Hoppe, Fritz.* — Indicateur à la solde du consulat allemand de Genève.
- Humbert.* — Sous-chef de la section sportive de l'*Association des employés allemands*, Paris.
- Jahn, R.-A.* — 67, rue La Fontaine, Paris. Représentant de la Lufthansa. Homme de confiance de Göring pour l'espionnage de l'aviation, a travaillé avec Hjalmar Kronborg, indicateur du Gestapo. A été rappelé en Allemagne.
- Jüttner.* — du Conseil de direction de l'*Association des employés allemands*.
- Karweg.* — Sous-Directeur de la succursale parisienne de Siemens. Membre de la Chambre de commerce allemande à Paris. Contrôle la propagande française du N. S. D. A. P.
- Kemper, Max.* — Agent nazi en France. Expulsé.
- Klein.* — Sous-chef du N. S. D. A. P. Rappelé en Allemagne en mai 1935.
- Von Kirsten, Boris.* — 70, rue Frédéric-Clément à Garches. Balte, membre du Conseil de direction du groupe parisien nazi.
- Kochanski, Werner.* — Ancien employé de banque. Agent du Gestapo à Paris.
- D' Könemann.* — Chef du groupe parisien de l'*Association nazie Force et Joie*.
- Korrodi (alias Kofink).* — Journaliste nazi à Paris.
- D^r Kramer.* — Directeur de I. G. Farben, Paris.
- Kronborg, Hjalmar (alias Kronenberg).* — Ancien légionnaire, a travaillé à Paris et à Amsterdam comme agent du Gestapo. A été découvert à Amsterdam.
- D^r Krug zur Nidda.* — Journaliste nazi à Paris.

- D^r Kurt Ihlefeld.* — 51, rue Surcouf. Journaliste nazi, homme de confiance du Gestapo.
- D^r Kuzniec.* — Agent du Troisième Reich. Spécialiste radiotélégraphiste près l'ambassade d'Allemagne à Paris. Domicile particulier : 23, rue Bernard.
- Lorbach, Josef.* — Espion militaire allemand. Arrêté à Sarreguemines au début de 1935.
- Lönnig.* — Chef téléphoniste à l'ambassade d'Allemagne, du Conseil du groupe parisien du N. S. D. A. P.
- Loevig.* — D'Altona, indicateur. Travaille également dans d'autres pays.
- Mendel.* — Vice-consul à Lyon. Chef du groupe local nazi.
- Merkel.* — Chef de la section de gymnastique de l'Association des employés allemands, Paris.
- Neukamm.* — Chef du groupe des employés de commerce, Paris.
- Mittermüller, Jacob.* — Travaille en liaison étroite avec les agents secrets de l'ambassade d'Allemagne à Paris.
- Müller, Heinrich,* de Dortmund. — Ancien indicateur politique en Sarre; arrêté comme espion militaire à Strasbourg.
- Müller.* — 7, rue du Bassin, à Bellevue. Agent du Gestapo à Paris.
- Nikolachessik, Anufry.* — Espion militaire allemand, arrêté à Toulon.
- Oswald, Greta.* — Espionne militaire, arrêtée à Brest.
- Peters.* — 97, rue Erlanger. Commerçant, membre important de l'organisation nazie. Chef de l'Union des voyageurs-acheteurs pour la France.
- Plösch.* — Sous-chef de la section de gymnastique de l'Association des employés allemands à Paris.
- Pollack.* — Commissaire au criminel de Berlin, fonctionnaire du Gestapo chargé de missions spéciales en France.
- De Pottere, Georges (alias O. Framér).* — Ancien diplomate autrichien. Chef de l'Alliance aryenne-chrétienne, 23, rue Roussel à Paris (organisation créée par Alfred Rosenberg pour l'extension de l'antisémitisme).
- Reinarz.* — Journaliste nazi, représentant du *Westdeutscher Beobachter*. Homme de confiance du ministère de la propagande. Domicile particulier : 3, rue du Mont-Thabor.

- Röchling.* — Frère de l'industriel sarrois. Président de la *Société de secours allemande*, rue Huysmans, Paris.
- Rödern, comtesse.* — Agent du Gestapo. De passage à Paris. Ancienne correspondante du *Bureau allemand de renseignements* en Sarre.
- Röhr.* — De l'ambassade d'Allemagne à Paris. Assure la liaison avec les agents de l'extérieur.
- Röhring.* — Agent de l'*Association allemande à l'étranger*. Arrêté à Strasbourg.
- Römer, Dr Wilhelm (alias Ludwig).* — Agent du Gestapo à Paris. Membre du Reichstag. Président de la Section étrangère de l'*Union des juristes nationaux-socialistes*.
- Dr Roos, Karl.* — Agent rétribué de l'*Association allemande à l'étranger* pour l'Alsace.
- Schall, Paul.* — Rédacteur en chef de l'*Elz* (Journal d'Alsace-Lorraine).
- Schleier.* — Chef de la Section étrangère du N. S. D. A. P.; de Hambourg. En voyage d'inspection en France comme voyageur en vins.
- Dr Schmolz, Arthur.* — Attaché à la propagande de l'ambassade d'Allemagne et agent du Gestapo à Paris.
- Schönemann, Leon.* — Indicateur nazi et provocateur.
- Schönlein, Josef.* — Envoyé à Paris par le « Sturmbannerführer » Richter. Indicateur. Trouvé, lors de son arrestation, en possession de chiffres et de listes d'adresses.
- Schopp, August.* — Espion militaire allemand. Arrêté à Metz au début de 1935.
- Schultz, Victor.* — Espion militaire allemand. Arrêté en août 1935.
- Schwellung, Felix.* — Agent nazi à Paris.
- Dr Schwindt, Hellmuth.* — Attaché allemand à la Chambre de commerce internationale, 44, avenue des Champs-Élysées. Homme de confiance du N. S. D. A. P.
- Schwob, Rudolf.* — Agent nazi à Paris.
- Sieburg, Friedrich.* — Correspondant à Paris du *Frankfurter Zeitung*.
- Spiecker, Werner.* — Chef du groupe local nazi de Paris, 12, rue de Chartres, à Neuilly (Seine). Employé de « I. G. Farben ».

- Staub, Kurt* (nom véritable : *Dimitri Korsakoff*). — Indicateur en France, en relations avec le « Standartenführer » *Thönsmann* du « Standarte » *Bückeburg* et le « Sturmführer » *Blaschko*, de Bielefeld.
- Dr Tetzlaff, Arthur* (alias *M. Schmid*). — Commissaire au criminel de Berlin, chargé de l'observation des émigrés à Paris.
- Von Toggenburg*. — Journaliste nazi à Paris, 5, avenue Saint-Honoré-d'Eylau.
- De Versi, Irène* (alias *Sivers*). — Espionne militaire. A travaillé à Paris, au Maroc et en Algérie. Arrêtée au printemps de 1935 au Maroc.
- Vockrodt, Margaret*. — Administratrice de l'Association des employés allemands, 2, rue Meyerbeer à Paris.
- Dr Walter*. — Commissaire au criminel de Berlin.
- Warner, Jürgen*. — Etudiant. Indicateur à Paris. A quitté la France en mai 1935.
- Westrick, H.* — Commerçant à Paris. Fait de la propagande nazie.
- Wien*. — Commissaire au criminel de Francfort-sur-Mein. A Paris en mission spéciale du Gestapo.
- Winckel*. — Membre du Conseil du N. S. D. A. P., Paris.
- Winckel, Mme*. — 26, rue Paul-Bert à Clamart (Seine). Section féminine du N. S. D. A. P. de Paris.
- Wulff, Horst*. — Ancien chef du N. S. D. A. P., Paris. A organisé la surveillance des émigrés. A travaillé à l'hôtel Terminus de la gare Saint-Lazare. A quitté la France en mars 1935.
- Zeberer*. — Chef de la presse de la Section étrangère du N. S. D. A. P. Conférencier propagandiste à l'étranger.
- Zinnow, Minni*. — Agent nazi. A collaboré avec l'espion Bernhuber.
- Bertelomen, professeur*. — Agent nazi au Maroc.
- Liegent*. — Capitaine. Agent nazi à Tanger.

GRANDE-BRETAGNE

Pays sous mandat et colonies.

- Mme Aschenborn.* — Membre de l'Union féminine coloniale nationale-socialiste. Agent du parti dans le Sud-Ouest africain ex-allemand.
- Bene, Otto.* — Chef du N. S. D. A. P. à Londres.
- Lesch, Victor.* — Membre du Conseil des Chemises grises sud-africaines.
- Letznitzer.* — Capitaine. Chef de la jeunesse communiste dans les pays africains sous mandat anglais. Expulsé d'Angleterre pour agitation politique.
- Von Moltke, Johann.* — Chef des Chemises grises sud-africaines (relations étroites avec le parti et espionnage).
- Olivier, Hermann.* — Membre du Conseil des Chemises grises sud-africaines.
- Randolf, Fitz.* — Homme de confiance de Goebbels pour l'Angleterre, chef politique du N. S. D. A. P. en Angleterre.
- Mme Rhode.* — Agent du parti dans l'Est africain ex-allemand.
- Dr Schwietering.* — Agent nazi. Chef de l'Union allemande à Windhuk, Sud-Ouest africain.
- Streicher, L.* — Fils de Julius Streicher, à Nuremberg. Expulsé d'Angleterre.
- Tann, Günther.* — Ancien représentant de la *Correspondance Transocéanique* à Londres. Collaborateur de Fitz Randolph.
- Troost.* — Représentant à Londres du *Völkischer Beobachter*.
- Weigel.* — Chef de la Jeunesse hitlérienne dans les pays sous mandat anglais. A été expulsé d'Angleterre.
- Willis, Frederick.* — Expulsé. Allemand naturalisé. Agent de propagande attaché à l'Ambassade d'Allemagne à Londres.

HOLLANDE

- Andersen, P. F. W.* — Rotterdam, caissier de la R. D. G.
- Ammer, G.* — Bibliothécaire du groupe local du N. S. D. A. P. de Hengelo.
- Bäcker, Paul.* — Trésorier du groupe local du N. S. D. A. P. d'Enschede.
- Dr Bauer (alias Dr Feige).* — Fonctionnaire du Géstapo de Hambourg. A travaillé à Amsterdam, où il habitait l'hôtel Victoria.
- Becker, Erich.* — Trésorier du groupe local N. S. D. A. P. de Utrecht.
- Becker.* — Membre du N. S. D. A. P. Führer de la colonie allemande de Helmond. Habite 33, Julinilaan.
- Bernau.* — Membre du N. S. D. A. P., chargé des questions scolaires. Domicile particulier : Weimarlaan, 1, Amsterdam.
- Berning.* — Chef du groupe local du N. S. D. A. P. du Limbourg-Sud.
- Borlinghaus.* — Membre du N. S. D. A. P. Missions spéciales.
- Bottenberg.* — Membre du N. S. D. A. P. Missions spéciales.
- Brener, W.* — Heer Heide, directeur de l'*Aide hivernale*.
- Dan.* — Chef de groupe, Tilburg.
- Dittmann Heinrich.* — Chef du centre de Heerlerheide.
- Dreus, Hans George.* — Chef de groupe, Groningen.
- Dr Dykerhoff.* — Membre du N. S. D. A. P. Chef du parti et commissaire de la colonie allemande de Rotterdam.
- Edzard.* — Membre du N. S. D. A. P. Chef de la propagande.
- Eidt, Otto.* — Chef du centre N. S. D. A. P. à Alkmaar.
- Eisenkolb.* — Chef de cercle à Tilburg.
- Fahle, Josef.* — Trésorier du centre d'Arnhem.
- Fengler.* — Chef principal de groupes à Harlem.

- Fischemich.* — Représentant du chef de cercle, Limbourg.
- Flesche, Alfred.* — Chef de l'Union des Sociétés allemandes en Hollande.
- Floss, Wilhelm.* — Chef de centre, Brunssam.
- Flözer.* — Membre du N. S. D. A. P. Trésorier, Euterpestratt, 110, Amsterdam.
- Forma, Dick.* — Caissier du Secrétariat du parti ouvrier national-socialiste néerlandais, Sterelaan, 18, Hilversum.
- Franke.* — Membre du N. S. D. A. P. Capitaine de sports, Jan Luykenstraat, 23, Amsterdam-Z.
- Friese, Hans.* — Représentant du chef de cercle, *Vogeler*, Amsterdam.
- Gensch.* — Membre du parti. Missions spéciales.
- Geradts.* — Chef de cercle, Maestricht.
- Gerk, Nikolaus.* — Chef du centre, Hoensbroek.
- Goldbach, Wilhelm.* — Chef de centre, Lutterade.
- Grube, Josef.* — Bibliothécaire du groupe d'Enschede.
- Haase, Fritz.* — Caissier du groupe de La Haye.
- Hafemann.* — Chef du sous-district Hollande-Belgique du Front du Travail, Rotterdam.
- D^r von Hahn.* — Membre du parti, consul général à Amsterdam. Orateur.
- Hartung.* — Orateur du parti.
- Haupt, Johannes.* — Bibliothécaire du groupe d'Utrecht.
- Heinemann, A.* — Bibliothécaire adjoint du groupe de Groeningen.
- Heinrich, Alfond.* — Trésorier du groupe d'Apeldoorn.
- Hoffmeister.* — Chef d'organisation à Rotterdam.
- Hoppmann, Friedrich.* — Bibliothécaire du groupe d'Apeldoorn.
- Horns, A.* — Chef de groupe, Hendelo.
- D^r Höchst.* — Commissaire de la colonie allemande de La Haye.
- Ingenhaag, W.* — Chef de centre, Schaesberg.
- D^r Iven.* — Homme de confiance du Gestapo.
- Johnen, Wilhelm.* — Bibliothécaire du centre d'Almelo.
- Kersting.* — Chef de groupe, La Haye.
- Kleinwächter, Wilhelm.* — Chef de groupe, Nieuwenhagen.
- Klöber.* — Commissaire de la colonie allemande, Tilburg.

- Klomp, H.* — Chef de groupe adjoint, Enschede.
- Knausdorff, Arthur.* — Caissier de groupe, Nimègue.
- Konen, Heinrich.* — Commissaire au travail du groupe d'Apeldoorn.
- Dr Krause.* — Chef de cercle pour le Sud de la Hollande.
- Krieger, Bruno.* — Trésorier du groupe de Venloo.
- Krippendorf, Max.* — Administrateur du *Front du Travail*, Rotterdam.
- Von Kruyt, commandant.* — Chef du parti ouvrier national-socialiste néerlandais.
- Kuipers, H.* — Chef de cercle. Nimègue.
- Lehnert, K.* — Trésorier du groupe de Tilburg.
- Leyh, Reinhold.* — Bibliothécaire du groupe de La Haye.
- Von Linsingen.* — Membre du parti, chef adjoint de l'*Union des Associations allemandes aux Pays-Bas*.
- Lutterbeck.* — Orateur de propagande (Association des employés allemands en Hollande).
- Mannhardt.* — Chef du N.S.D.A.P., Amsterdam.
- Martin, Erich.* — Chef de groupe, Apeldoorn.
- Martin, W.* — Chef de groupe, Amsterdam-Z.
- Marton, W.* — Chef de groupe du *Front du Travail*, La Haye.
- Maurer.* — Membre du parti. Limbourg-Sud.
- Meier, Jan.* — Agent du Gestapo.
- Meyer, Louis.* — Chef de groupe, Tilburg.
- Müller, Hubert.* — Chef de centre, Maestricht.
- Nacken.* — Chef de cercle, Limburg. A été expulsé.
- Nowack, Rudolf.* — Chef de centre, Breda.
- Nowakowitz.* — Conseiller paroissial. Chef de groupe, Limbourg-Sud.
- Odenwalt.* — Sous-chef de groupe, Harlem.
- Oldach, C. H.* — Chef de la colonie allemande, Amsterdam.
- Passmann, Gustav.* — Chef de centre, Heerlen.
- Patzig, Martin.* — Chef de groupes du N.S.D.A.P., à Amsterdam jusqu'en août 1933.
- Pfeiffer.* — Membre du parti. Adjoint au président de l'*Union des Associations allemandes en Hollande*, Alfred Flesche.

- Pieperbeck, Wilhelm. — Chef de centre, Vaals.
Pressler, Hans. — Trésorier du groupe de Leiden.
Preuss, E. — Bibliothécaire du centre de Flessingue.
Pronk, C. A. — Agent du Gestapo.
Reinhold, Walter. — Trésorier du centre de Breda.
Rohrmann, Otto. — Chef de centre, Weert.
Ruf, Robert. — Chef de groupe, Leiden.
Rullkötter, Wilhelm. — Caissier du centre d'Almelo.
Ruth, F. — Trésorier du centre de Flessingue.
Samter. — Avocat, provocateur du Gestapo.
Schichtholtz, Otto. — Chef de centre, S'Hertogenbosch.
Schirmanns, Willy. — Sous-chef de groupe, Venlo.
Schmitz. — Capitaine de réserve. Membre du groupe régional, Vaals.
Schneekloth. — Directeur du *Home Féminin*, 35, Heerengracht, Amsterdam. Agent du Gestapo. A été expulsé.
Schröder, R. — Chef de centre, Flessingue.
Schulten, Heinrich. — Chef de groupe du *Front du Travail*, La Haye.
Schwamberger, R. — Trésorier du groupe de Rotterdam.
Schweigel, Erich. — Trésorier du groupe de Groningen.
Seiler, H. — Chef de centre, Arnhem.
Siebert, Bruno. — Chef de groupe, Eindhoven.
Siet, W. — 221, Vorbergwal, Amsterdam. Editeur de la revue mensuelle *L'Allemand dans les Pays-Bas, en Belgique et en Luxembourg* (Front du Travail).
Sprangers, W. — Propriétaire d'hôtel-restaurant à Breda, lieu de réunion des nazis.
Stölzer, H. — Trésorier du centre, S'Hertogenbosch.
Tettenborn, W. — Secrétaire de groupe, Nimègue.
Troschka, Paul. — Chef de groupe, Helmond.
Tyker. — Chef de groupe, Limbourg. Expulsé.
Uekötter, Hans. — Chef de groupe, Enschede.
Vogel, Paul. — Chef de groupe, Venlo.
Vogeler. — Chef de cercle (Front du Travail), Amsterdam.
Wehl, Wolfgang. — Chef de groupe, Utrecht.
Winter, C. — Trésorier du groupe de Hengelo.
Witte, A. R. — Commandant de réserve. Commissaire du parti pour les Pays-Bas. A été expulsé.

- Zeidler, Erich.* — Chef de centre, Kerkrade.
Zeiske. — Chef de cercle pour la Hollande du Nord, Amsterdam.
Zörner, Ernst. — Chef de centre, Almelo.

HONGRIE

- Milotai.* — Rédacteur en chef du journal *Uj Magyaraszag*, de création nazie.
Schlimpberg. — De l'ambassade d'Allemagne. Chef des organisations hitlériennes en Hongrie.
Wagner. — De l'ambassade d'Allemagne. Chef des organisations hitlériennes en Hongrie.

LETONIE

- Heide.* — A travaillé en 1933 à Riga comme agent de propagande.
Von Rüdiger, Walter. — Avocat à Riga. Président de l'*Union populaire germano-balte*. A dû démissionner en mai 1935 pour ne pas avoir suivi d'assez près les directives hitlériennes.
Treu. — Chef de la propagande nationale-socialiste à Riga. Arrêté au début de 1934.
Trota. — Organisateur de cellules nationales-socialistes en Lettonie.
Zellminsch. — Chef de l'organisation dissoute par mesure administrative *Perlenkrust*.

LITHUANIE

Territoire de Memel

Gubba. — Président du Conseil du *Memeler Kredit verband* et directeur de la Société de Crédit Agraria.

Henkel. — Professeur, président des *Associations sportives du territoire de Memel*.

Kakies, Martin. — Rédacteur du *Memeler Dampfboot*, journal inspiré par le Dr Neumann et les nationaux-socialistes.

Dr Neumann. — Vétérinaire, « führer » de l'*Union populaire socialiste* (parti national-socialiste du territoire de Memel).

Sass, Dr baron von. — Prêtre, führer de l'*Union ouvrière chrétienne sociale de Memel*, organisation nationale-socialiste.

Dr Schreiber. — Ancien président du directoire de Memel. Contraint à démissionner en 1934 pour avoir soutenu les organisations nationales-socialistes travaillant contre la Lithuanie.

Dr Starck. — Consul allemand à Memel. Rappelé par son gouvernement après qu'il eût été prouvé au cours des débats du procès politique memelois que le consulat général allemand travaillait en étroite collaboration avec les organisations nationales-socialistes.

Szegaud, Otto. — Ancien membre du directoire de Memel.

Töppke. — Consul général allemand à Memel. Rappelé pour les mêmes raisons que le Dr Starck.

Wallat. — Directeur de la banque Raffeisen à Memel, l'une des centrales du national-socialisme.

Wallat, Ernst. — S'est rendu coupable d'un attentat sur la personne de Wilhelm Loops.

Wallat, Johann. — A donné à son frère l'ordre d'attenter à la vie de Wilhelm Loops.

Böttcher, Max
 Göbbel
 Görtsch, Paul
 Müller
 Schöller, Walter
 Statscheid

Citoyens allemands ayant pris part au mouvement national-socialiste à Memel. Ils ont, en particulier, participé à la formation et à l'instruction des sections d'assaut de Memel.

Assassins de Jesuttis.

Boll
 Priess
 Sepp
 Wannegat

Ont assassiné Jesuttis sur ordres de Moser, führer des nazis de Tilsitt, qui leur avait promis une récompense en argent.

Membres actifs principaux des organisations nationales-socialistes de Memel.

Brokoph.
 Bruhandt, Martin.
 Costede.
 Von Dressler.
 Dr Endrejat, chef de la propagande.
 Gäbler.
 Dr Herbst.
 Hertel, Theodor.
 Horn.
 Jesuttis.
 Klein, Paul.
 Klinger, Heinz.
 Kwauka, Paul.
 Lakischus.
 Lapin, Erich.
 Lautz, Arthur.
 Lemm, Horst.

Lorenz.
 Dr Lüttgens.
 Luttkuss.
 Meding, Hans.
 Meyer.
 Mollinus, Adam.
 Purwins.
 Rehberg.
 Riegel, Bruno.
 Rademacher, Ernst.
 Von der Ropp, baron.
 Sabrowsy.
 Schickedanz, Fritz.
 Schwede.
 Stölger, Hugo.
 Stürzebecker.
 Weitkuss.
 Wilson.

LUXEMBOURG

Hildebrand. — A organisé le N. S. D. A. P. Convaincu de faux en 1933.

Schöller. — Führer du N. S. D. A. P. pour le Luxembourg. S'est enfui après la découverte d'un complot national-socialiste.

SUISSE

Ahrens, A. — Chef de groupe, Lucerne.

Auber, Théodore. — Professeur d'Université à Genève, directeur de l'*Institut International antimarxiste*.

Bauer, Karl. — A été agent du Gestapo à Kreuzlingen.

Bächli, Oskar. — Inspecteur principal des douanes à Hiltzingen, Bade, en mission spéciale du Gestapo.

Beha, Anton. — Indicateur du Gestapo, arrêté à Bâle en même temps que des inspecteurs allemands de la police criminelle.

Böhmer, C. — Chef de cercle (Suisse du Nord).

Braus. — Capitaine de réserve. A organisé avec Hartung les S. A. de Bâle.

Burckhart. — Médecin-chef de *Maison de convalescence des combattants allemands* à Davos, l'une des bases les plus importantes du chef nazi Gustloff.

Buser. — Librairie Am Spalenberg à Bâle. Littérature nationale-socialiste et antisémite.

Collitz. — Membre de la légion autrichienne; contrebandier d'armes.

Deboor. — Professeur à l'Université de Berne. Au service de la propagande nazi.

Feder. — Chef du groupe de Zurich (Union de combat pour la culture allemande).

Fahrbruch, étudiant en Droit. — Chef du groupe universitaire nazi de Berne, demeurant chez le professeur Frey, de l'Université de Berne.

Fischer, Théodore. — Architecte de Zurich, organisateur et chef de S. A. suisses en Allemagne.

Gilfert, C.-W. — Zurich. Membre dirigeant du groupe suisse nazi, rédacteur responsable de la *Correspondance nationale-socialiste*. Editeur de l'*Allemand du Reich*.

Göhring, M. — Chef de cercle nazi (Suisse de l'Ouest, Genève).

Grumme. — Ex-capitaine, agent nazi en Suisse. Arrêté à Lugano.

Gustloff. — Chef du N. S. D. A. P. en Suisse, Davos (1).

Hämmerle, Wilhelm. — Ouvrier agricole. Membre de la légion autrichienne. Contrebandier d'armes.

Hartung, G. (alias Philippy). — Organisateur des S. A. à Bâle.

Hermann. — Agent du Gestapo. A travaillé dans la Sarre. Se donne pour un réfugié du *Front noir*.

Höflinger, Ernst. — Membre dirigeant du N. S. D. A. P. (Suisse).

Hoppstädter, Adolf. — Agent du Gestapo. A travaillé en Sarre. Se donne pour un réfugié du *Front noir*.

Hunstiger. — Chef du groupe de l'*Union de combat pour la culture allemande* (Bâle).

Jansen-Adler, F. — Représentant du chef du parti en Suisse (Davos).

Kalle, Anton. — Industriel. Membre de la légion autrichienne. Contrebandier nazi.

D^r Keller, D. E. L. — Agent national-socialiste. Président de l'*Union Internationale des Nationalistes*.

(1) Assassiné en 1935.

- Kloetzel, E.* — Chef de la propagande du N. S. D. A. P. (Suisse).
- Köbl.* — Membre de la légion autrichienne. Contrebandier d'armes.
- Krause (alias Otto).* — Chauffeur de l'auto qui a servi à enlever Jacob.
- Kunz, Rolf.* — « Chef de la police culturelle » nazie. Chargé d'organiser la terreur en Suisse.
- Lorenz, Friedrich.* — Inspecteur des douanes, chargé de mission du Gestapo.
- Maier, Georg Th.* — Chef de groupe nazi (Zurich). Chef de l'Union des étudiants allemands.
- May, Erich.* — Fondateur et chef de S. A. suisses en Allemagne.
- Manz, Hans.* — Employé du Gestapo. A participé à l'enlèvement de Jacob.
- Matt, Jacob.* — Agent, membre de la légion autrichienne. Contrebandier d'armes.
- Meyer.* — Officier de police allemand (Lörrach). Arrêté à Bâle pour avoir exercé ses fonctions en territoire suisse sans autorisation.
- Michaelis.* — Professeur de théologie à l'Université de Berne. Au service de la propagande nazie.
- D^r Morganti, P.* — Fondateur et chef de S. A. suisses en Allemagne.
- Morstadt, Wilhelm.* — Membre dirigeant de groupe nazi (Lugano).
- Mülhausen, Hans.* — Membre dirigeant de groupe nazi (Lugano).
- Porzig, W.* — Chef de groupe N. S. D. A. P. (Berne). Professeur à l'Université.
- Reggli-Jeschky.* — Suisse, de Schaffouse. Indicateur nazi.
- D^r Richter, Walter (alias D^r Becker).* — Employé du Gestapo. A préparé l'enlèvement de Jacob.

- Ricken, Mme.* — Membre du groupe féminin nazi (Berne).
- Saget, Hubert.* — Expert en publicité, graphologue, écrivain allemand. Homme de confiance du Gestapo. Aurait poussé des émigrés à rentrer en Allemagne.
- Sauer, Karl.* — Inspecteur du Gestapo à Stuttgart. Arrêté par la police suisse alors qu'il cherchait à attirer des émigrés sur territoire allemand.
- Schaer, Wilhelm.* — Genève. Rédacteur responsable du périodique *Ligue des Nations*, organe de la Société allemande pour l'étude des questions intéressant la S. N. D.
- Scherz, Ernst.* — Ancien lieutenant de la 15^e escadrille de chasse suisse. Agé de vingt-sept ans. Agent du service secret allemand. Expulsé de l'armée suisse en novembre 1934.
- Schlenker et Mme.* — Allemands de Tiengen, chargés de mission du Gestapo. Arrêtés à Schaffouse en novembre 1934 pour espionnage politique. Agents recruteurs du Gestapo.
- Schmidt-Ehrenberg, A.* — Président de la Colonie allemande.
- Schneider, Hans.* — Correspondant du *Münchener Neueste Nachrichten*. Second de Göhring, chef du N. D. A. P. en Suisse occidentale.
- Schrader.* — Chef de groupe du *Front du Travail*.
- Schuhmacher.* — Agent de la Section étrangère du N. S. D. A. P.
- Schulz.* — Agent nazi à Bâle (ne pas confondre avec l'assassin politique Schulz).
- Schulz, Waldemar.* — Collaborateur de la direction du N. S. D. A. P. en Suisse, à Lugano.
- Schwarz, Georg.* — Agent nazi à Genève. Impliqué dans l'affaire Jacob.
- Treff, Hans.* — Indicateur du Gestapo à Bâle; a suivi les cours techniques du Gestapo à Mannheim.

- Weidle, Otto.* — Ancien officier, membre dirigeant du N. S. D. A. P. de Suisse.
- Von Weizsäcker.* — Fils du ministre d'Allemagne en Suisse. Chef du groupe de la Jeunesse hitlérienne (Berne).
- Wesemann, Hans.* — Agent du Gestapo en Europe occidentale. Arrêté comme complice dans l'affaire Jacob.
- Werner, Georg.* — Schaffouse (Suisse). Indicateur des S. A.
- Wirth.* — Membre de la légion autrichienne. Contrebandier d'armes.
- Wurz.* — Officier de police allemand. Homme de confiance du Gestapo. Arrêté à Bâle et expulsé pour action illégale sur territoire suisse. Serait chef de la police à Lörrach.
- Zetzsche, Gertrud.* — Fille du professeur d'Université de Berne. Chef de l'*Union des Jeunes filles allemandes*, section de Berne.

POLOGNE

Buerham, Karl. — Secrétaire du consulat allemand à Varsovie. Chef des formations du parti national-socialiste en Pologne.

Guttman, Rolf. — Administrateur de l'*Union allemande en Pologne occidentale*. Condamné en 1934 pour publication de journaux antigouvernementaux.

Frank, Paul. — Dirige avec Karl Buerham les formations du parti nazi en Pologne.

Wiesner. — Administrateur de l'*Union allemande de l'Est*, du *parti jeune-allemand*, et des associations de la jeunesse à Bielice.

TCHÉCOSLOVAQUIE

- Baier, Josef.* — Espion militaire allemand.
- Bibra.* — Secrétaire d'ambassade à Prague. A remis à son gouvernement des listes d'émigrés.
- Borstendörfer, Adolf.* — Observateur. Arrêté en mars 1935 pour « atteintes à la sûreté de l'Etat tchécoslovaque ».
- Brauser, Willy (Wilhelm).* — Indicateur du Gestapo. Soupçonné d'espionnage, s'est enfui.
- Brom.* — Commissaire criminel, agent du Gestapo.
- Dobner.* — A préparé le meurtre du professeur Lessing.
- Eckert.* — Assassin du professeur Lessing, aux gages des nazis. Membre de l'Union nationale-socialiste ouvrière de Tchécoslovaquie (groupe de Schanz).
- Fechner, Otto, Emil.* — Ancien rédacteur du journal social-démocrate de Spandau, puis bourgmestre de Landeshut (Silésie). Agent du Gestapo. Travaille surtout à Prague.
- Fischer.* — Employé d'une centrale S. A. à Annaberg.
- Friedrich, Kurt.* — Tchèque. Agent du Gestapo. A été arrêté à Chodau.
- Hohler.* — A préparé l'assassinat du professeur Lessing.
- Galuschke, Bruno.* — Etudiant allemand. Agent nazi, de Neu-Oderberg. A été arrêté.
- Gruber, Antonin.* — Espion allemand. Autrichien. Arrêté à Kaschau en août 1935.
- Gebauer, Otto.* — Etudiant allemand, agent nazi. Arrêté à Neu-Oderberg.
- Göpfert, Josef.* — Indicateur nazi. « Standartenführer » de la marine à Brême.
- Göricke, Herbert.* — Agent du Gestapo.
- Dr Heisig.* — Commissaire criminel, agent du Gestapo.
- Hubl, Ferdinand.* — Agent nazi, chargé de mission du Gestapo de Chemnitz.

Kasper. — Journaliste nazi.

Karlebach, Edith. — Agent du Gestapo. A participé au meurtre de Formis.

Dr Klocke, Hellmuth. — Homme de confiance du Gestapo, arrêté à Oderberg.

Kundt, Ernst. — Homme de confiance du *Front du Travail*.

Langhaus. — Chef nazi en Bohême centrale.

Leonhardt, Friedrich. — Agent nazi.

Luka, J. — Homme de confiance du Gestapo à Prague. A été arrêté.

Luka, I. — Agent. Excipant de faux papiers, procédait en territoire tchèque à des visites domiciliaires chez des adversaires du régime hitlérien.

Metzger, Erwin. — Indicateur du Gestapo à Prague. En relations avec l'ambassade allemande et la police berlinoise.

Minarz. — Chef de cercle du *Front patriotique germano-sudète*. Homme de confiance du parti nazi. Arrêté pour « relations avec un groupement étranger ennemi de l'Etat ».

Muller, Hans. — Agent du Gestapo. A participé à l'assassinat de Formis.

Raabitx. — Fonctionnaire des S. A. (Annaberg).

Riedel. — Chef de S. A. et homme de confiance du Gestapo (Sachsenberg). A exécuté des raids en territoire tchèque.

Rutha. — Architecte. Assure les rapports financiers entre l'Allemagne hitlérienne et le *Front patriotique germano-sudète*.

Schenker et Co. — Transitaires berlinois (succursale de Prague). Renseigne régulièrement les autorités allemandes sur l'activité des émigrés antifascistes.

Schierze, Alfred. — Homme de confiance du Gestapo et des S. A. à Reichenberg.

Schubert, Gert. — Agent du Gestapo, a participé au meurtre de Formis.

Schulz, Gottfried. — Homme de confiance du Gestapo (Komotau). A été arrêté.

Schwabe, Reinhold. — Provocateur du Gestapo en Tchécoslovaquie et autres pays.

Simon. — Agent du Gestapo (Gross-Aupa). A été arrêté.

Sternkopf, Ernst. — Homme de confiance du Gestapo (Marienbad). A été arrêté.

Toller, Paul. — Agent du parti et du Gestapo.

Viltrichowa, Anna. — Agent du Gestapo.

Weitlich. — Chef des S. A. et homme de confiance du Gestapo. A fait des incursions en territoire tchèque.

Wolf, Victor. — Agent du Gestapo.

Zirka, Hans. — Agent du Gestapo.

ANNEXE

UN CAS REVELATEUR DE L'AUDACE HITLERIENNE

WESEMANN, DU GESTAPO

(L'affaire Berthold Jacob)

Le 9 mars 1935, le journaliste allemand émigré Berthold Jacob, enlevé en Suisse, a été entraîné en Allemagne. Quelques jours plus tard, la police suisse arrêta le Dr Hans Wesemann, complice du rapt. Ce crime, commis à l'étranger par le Gestapo, a provoqué dans le monde la plus vive émotion. Aucun n'a en effet prouvé plus clairement le travail secret et l'impudence des gangsters du Troisième Reich. L'enlèvement de Jacob établit nettement la complicité des autorités nationales-socialistes qui l'ont organisé et financé. Ce n'est pas un crime commis par un simple particulier dans un esprit de vengeance personnelle mais une conséquence inévitable de la politique nazie, politique de guerre. C'est une application du « droit de la guerre » tel que le comprend le Troisième Reich. Wesemann n'a fait qu'obéir aux directives du ministère de la Reichswehr. Soldat, il a exécuté l'ordre donné par ses chefs.

Mission de l'Etat-Major général.

Wesemann a lui-même avoué au procureur suisse avoir reçu cet ordre de Berlin :

Deux émigrés nous intéressent : Berthold Jacob et Willi Münzenberg. Il nous les faut.

Le choix même de ces deux hommes dénonce l'instigateur. Tous deux sont pour la Reichswehr de dangereux adversaires. Willi Münzenberg a mené pendant la guerre une violente campagne pour la paix. Député communiste au Reichstag, il combat la guerre et ses partisans, les généraux de la République, les Junkers, les capitalistes. Il dénonce au Reichstag les armements illégaux de la Reichswehr noire. Hitler et Goebbels l'attaquent violemment dans leurs discours et le déclarent le centre de l'émigration et de la lutte contre le national-socialisme.

Berthold Jacob, publiciste, a le premier dénoncé la nouvelle Sainte Vehme; il a stigmatisé ses crimes dans d'innombrables articles.

Combattre la Vehme, c'est s'attaquer au parti national-socialiste; c'est accuser Rudolf Hess, le conseiller du gouvernement Frick, fournisseur de faux passeports, Adolf Hitler qui a pris ouvertement le parti des assassins et les a récompensés par de hautes distinctions :

Je suis, en tant que « führer » fier de compter dans nos rangs Klintzsch, ce héros..., proclamait Hitler à Munich après le meurtre de Rathenau et l'arrestation du chef supposé du parti nazi, un certain Johann Ulrich Klintzsch.

Jacob prévoyait le crime futur de ces « führers » à la conscience déjà si chargée : l'armement intensif du Troisième Reich qu'il connaissait dans ses moindres détails. Son *Service de la presse indépendante* renseignait souvent les grands quotidiens mondiaux.

Münzenberg et Jacob combattaient tous deux le péril brun, l'un comme communiste, l'autre en tant que pacifiste. Ils étaient les ennemis mortels de l'état-major allemand, qui s'efforça de les désarmer. Le bureau central d'espionnage reconstitué en 1934 par le colonel Nicolaï décida de les « écarter ». On choisit pour cette tâche le Dr Wesemann.

Agent du III^e Reich.

Wesemann? Qui est-ce?

Il compte aujourd'hui quarante années d'une vie agitée. En 1928, il se sépare du parti social-démocrate allemand, après avoir joué en 1923, au congrès de Francfort, un certain rôle comme représentant du groupe de Fribourg. Possédant à fond l'anglais et le français, il assume de 1926 à 1928 la représentation du service de la presse socialiste à Genève, où il reçoit un traitement mensuel de près de 800 francs suisses. Mais il veut davantage. Il hante les « boîtes » élégantes et ses affaires de femmes alimentent la chronique genevoise. On le juge suspect. On le rappelle en 1928.

Habile, insinuant, bien élevé, il est bon journaliste mais sans scrupules. Il perd sa place pour avoir publié dans le *Welt am Montag* une interview supposée de Hitler. Il est exclu du parti. Compromis,

il gagne l'Amérique du Sud en 1930 et parvient à entrer en qualité de rédacteur à l'*Argentinische Tageblatt*. Nouveaux scandales féminins. Il ne dédaigne pas de pratiquer l'homosexualité, à l'occasion. Au bout d'un an et demi, il lui faut quitter l'Argentine, où il laisse des dettes. En 1932, il est journaliste à Londres. Il espère, — et la suite le prouve, — que le temps a fait oublier ses aventures berlinoises. Il se présente à l'ambassade d'Allemagne. Dès lors, il envoie des rapports au Gestapo sur les émigrés. Tout le monde ignore ses nouvelles relations. Partout il passe pour un « compagnon sûr », un adversaire de l'hitlérisme.

L'ambassade de Londres l'emploie fréquemment. Elle le fait entrer en relations avec divers hommes politiques anglais. Il reçoit d'eux un passeport tout neuf qui lui épargne les difficultés auxquelles se heurtent habituellement les émigrés.

Ses rapports paraissent faire impression. Il « vend » aux nazis un certain nombre d'antifascistes travaillant en Allemagne et qui, sans méfiance, lui envoient leurs rapports.

Le Gestapo reconnaît les « qualités » de Wesemann. D'indicateur on l'avance au « rang » de chasseur d'homme. En octobre 1934, on le rappelle à Berlin. Il s'agit de mettre Jacob et Münzenberg hors d'état de « nuire ». Il devait, plus tard, avouer sans détours au procureur suisse les motifs qui l'ont poussé à agir. Il dépose le 3 avril 1935 :

Emigré, j'étais dans la misère. Aucun pays ne me permettait de gagner mon pain. En octobre 1934, je revins en Allemagne. Ce voyage me fit une profonde impression. Je compris que j'avais trahi la cause de la grande Allemagne et j'acceptai la pénitence.

La pénitence consista en crimes assez répugnants. Wesemann s'est fait traître par amour de l'argent et il l'avoue. Traître, il l'est bien avant son voyage à Berlin. Il faut pour aller de Londres à Berlin une somme qu'un journaliste dans la « misère » serait bien incapable de trouver, sans parler du but même de son voyage. D'ailleurs, Wesemann, adversaire du régime nazi, n'aurait pu passer la frontière. Non ! Wesemann vient suivre à Berlin les cours de l'école « supérieure » d'espionnage. Il revient en Angleterre avec une mission précise. Hans Manz, son ancien ami, avait été chargé de parfaire son instruction. Comme toujours, les grands chefs restent dans l'ombre : Nicolaï ne se découvre pas. Il ne tient pas à se compromettre, mais donne l'ordre d'écarter les deux émigrés ennemis, Jacob et Münzenberg. Le plan est conçu, étudié dans ses moindres détails, avec cette froide brutalité, caractéristique du grand état-major allemand.

Wesemann devait tout d'abord entrer en relations avec les deux hommes et gagner leur confiance.

Octobre passe, novembre 1934 touche à sa fin. Wesemann fait « l'atmosphère », s'affirme digne de confiance. Il se rapproche de journalistes émigrés. A un jeune savant qui, au temps de la République, était parvenu à réunir les éléments d'un livre sur les réarmements allemands, il écrit :

Cher monsieur Hallgarten,

Je viens de lire vos excellents articles parus dans le Pariser Tageblatt et je suis convaincu que vous trouveriez un excellent accueil dans la presse anglaise dont je suis un collaborateur de tous les instants. La grande presse britannique s'intéresse vivement aux armements « à la Krupp ». Naturellement, il faudrait reprendre vos articles, les faire plus « actuels ». Je pourrais, sous cette condition, vous introduire auprès de divers magazines et revues londoniennes.

Dites-moi, je vous prie, sous quelle forme vous accepteriez, éventuellement, mon offre. J'habite Londres depuis plus d'un an et suis parvenu à m'y créer de nombreuses relations. J'aurais plaisir à vous revoir, à refaire votre connaissance, dans des circonstances qui n'étonnent plus personne. Amicalement votre,

Hans WESEMANN.

En même temps, Wesemann commence à se rapprocher de Jacob et de Münzenberg. Il essaye de faire la connaissance des amis de ce dernier, des membres du Comité de Secours aux victimes du fascisme hitlérien. La tentative échoue. Il s'efforce de soudoyer les collaborateurs de Münzenberg en Angleterre. Vainement. Il ne réussit pas non plus à prendre dans ses filets un secrétaire allemand de Münzenberg. Il vient à Paris, essaye de lui téléphoner, sans succès.

Wesemann se présente en novembre 1934 chez un éditeur antifasciste, demande à rencontrer Münzenberg. Il veut, dit-il, lui présenter des amis d'Allemagne pouvant le renseigner utilement. Münzenberg décline la proposition. Wesemann revient à la charge :

On me prend sans doute, déclare-t-il maladroitement à l'éditeur, pour un agent allemand, pour un espion. Pourtant, depuis dix ans, je lutte contre le fascisme. Si l'on savait ce que j'apporte, on me mettrait sans plus attendre en face de Münzenberg.

Mais il se lasse. Il abandonne Münzenberg pour concentrer tous ses efforts sur Jacob.

Celui-ci vit à Strasbourg où il édite une feuille, le Service de la

presse indépendante. Wesemann connaît déjà Jacob, il a été témoin à son mariage. Depuis l'été de 1934, il a renoué et est entré en correspondance amicale avec lui. Il lui envoie des « renseignements », soigneusement revus par Berlin et « modifiés » si besoin est. Il faut à tout prix inspirer confiance. Il importe aussi d'envoyer à Berlin les lettres de Jacob qui prouvent son activité et ses progrès. Le journal de Jacob, malgré sa valeur politique, est en difficultés et Jacob vit mal. Wesemann le sait, lui envoie de l'argent. Les talons des mandats prouvent à Berlin l'emploi judicieux des fonds réclamés avec insistance. Il écrit à Jacob qu'il lui est possible de faire passer des articles du *Service de Presse* dans les journaux britanniques avec l'appui de Wickham Steed, le journaliste anglais bien connu. La référence est bonne et les honoraires apparemment payés par les journaux anglais viennent à point soulager la détresse de Jacob.

En fait l'argent venait de Berlin. Wickham Steed n'a jamais connu Wesemann sous son véritable nom :

Jamais je n'ai versé la moindre somme à Wesemann et jamais il ne m'a demandé d'argent.

J'ignorais qu'il écrivît dans les journaux et envoyât à Jacob certaines sommes supposées venir de moi. Tout ce qui a été dit dans ce sens est faux.

En automne, Wesemann va à Strasbourg, retrouve son ami Jacob, se déclare « antifasciste radical » et pour le mettre définitivement en confiance lui fait espérer de nouveaux succès de presse en Angleterre. En même temps, il étudie la place. Strasbourg ne convient pas à un enlèvement. Il part pour la Sarre. Le plébiscite est proche. Wesemann, qui se donne pour correspondant d'un journal anglais, espère recueillir des renseignements intéressants sur les antifascistes sarrois. Il compte pouvoir attirer Jacob et lui faire passer la frontière allemande. Trèves n'est pas loin. Wesemann s'y rend pour rencontrer Manz et son collègue du Gestapo, le Dr Richter. On lui donne de nouvelles instructions. L'espion revient à Sarrebrück, prêt à agir.

Il échoue, de peu.

Il a prié Jacob de le rejoindre sans délai. Celui-ci arrive dans les premiers jours de décembre. Wesemann lui apprend que la Reichswehr noire a établi des dépôts d'armes dans le voisinage de la frontière. Il propose à Jacob d'étudier la question de plus près. Le dépôt clandestin est, paraît-il, entre Niederwürtzbach et Blieskastel. Pourquoi ne pas aller, à la découverte, en auto? Jacob accepte sans hésiter.

Le moment, l'endroit sont favorables. Le territoire de la Sarre subit déjà, de fait, le régime de terreur hitlérien. La justice, la police sont nazies. Tout ira bien.

La frontière est à peine surveillée, du moins du côté sarrois.

Pourtant, c'est l'échec : Jacob invite le chef social-démocrate Max Braun à l'accompagner. Celui-ci ne le peut pas mais il prie le directeur de la police de veiller à la sécurité des deux voyageurs. On envoie un officier et deux hommes dans la région suspecte. Les deux groupes se rencontrent à Blieskastel et Wesemann se voit contraint de renoncer à sa tentative.

Jacob reprend le train pour Strasbourg. Il a échappé par miracle à la mort mais ne s'en doute pas. Il ne conçoit pas le moindre soupçon. Wesemann, pour donner le change, excipe de sa qualité de correspondant d'un journal antifasciste anglais, interviewe des chefs politiques. Naturellement, il en informe le Front allemand de Sarrebrück et le Gestapo de Trèves.

Seconde tentative.

Strasbourg ne convient pas. Sarrebrück a été un échec. Il faut trouver une nouvelle base d'opérations.

La Suisse est à deux heures d'express de Strasbourg. Et de Bâle, il faut dix minutes d'automobile pour gagner la frontière allemande. C'est là qu'il faut agir.

A la fin de décembre, Wesemann invite Jacob à le retrouver à Bâle. Il habite l'hôtel Saint-Gothard. MM. Manz et Richter, de Berlin, sont justement descendus dans le même hôtel. (Nous y retrouverons le trio au mois de mars 1935.) Mais cette fois-ci, les deux Berlinoises sont forcés de regagner l'Allemagne sans plus attendre : Jacob n'est pas venu. Non pas qu'il ait senti le piège : il n'a pas pu trouver l'argent nécessaire au voyage.

Deuxième échec ; il faut abandonner quelque temps l'affaire pour ne pas éveiller les soupçons de Jacob. Wesemann a besoin d'argent. La prime promise pour l'enlèvement lui échappe encore une fois.

Balling, ancien secrétaire de l'Union internationale ouvrière des mécaniciens et chauffeurs de la Marine, vit à Copenhague avec sa femme, où il a repris ses fonctions. L'organisation des gens de mer intéresse vivement le Gestapo, qui redoute l'introduction de littérature révolutionnaire par Hambourg et Brême.

Wesemann connaît depuis longtemps Balling. Il l'a rencontré en septembre 1934 au congrès ouvrier de Weymouth, où celui-ci lui a présenté certains chefs ouvriers anglais. Wesemann va l'en remercier, à sa manière.

Il quitte Londres pour Copenhague le 17 janvier 1935. Ne va-t-il

pas éveiller les soupçons de ses amis? Cet émigré voyage beaucoup en France, en Suisse, en Angleterre. Le voici au Danemark. D'où tient-il le passeport et l'argent qui lui permettent semblable activité?

Wesemann emploie vis-à-vis de Balling la tactique ordinaire qui est efficace : il parle de ses hautes relations politiques, des honoraires élevés qu'il peut obtenir des journaux britanniques.

Balling tombe dans le piège, très vite. Wesemann, sous un prétexte, l'invite à faire un voyage en automobile. On roule et, soudain, la voiture s'arrête à Padborg, en territoire allemand. On ignore les détails; on sait seulement, par des amis de Balling, que celui-ci est parti dans le Sud avec Wesemann, que le 30 janvier 1935, la police de Padborg l'a arrêté et que, de ce jour, il n'a jamais donné de nouvelles aux siens. On assure qu'il est dans un camp de concentration, mais lequel?

Le 2 février, sa femme recevait un télégramme signé de lui. Il la priait de venir le voir à la frontière. Confiante et naïve, la malheureuse, affolée, obéit... pour tomber dans les mains du Gestapo. Le télégramme avait été envoyé par Wesemann.

La poche bien garnie, celui-ci pouvait dès lors revenir à Londres. L'intermède Balling est clos. Ici commence le dernier acte de la tragédie Jacob.

Derniers préparatifs.

Le 26 février, Wesemann est à Bâle. Il rencontre à l'hôtel Saint-Gothard ses deux supérieurs, le Dr Richter et Manz. Les 26 et 27 février, les trois hommes prennent leurs dernières dispositions. Cette fois-ci, il faut réussir.

Le Dr Richter est le chef du trio. Il restera dans l'ombre. Spécialiste des enlèvements, il se doit avant tout au Gestapo. Les agents, de Trèves ou d'ailleurs, le connaissent sous des noms divers. Ici, il est le « Dr Richter ».

Manz est son second. Ancien capitaine et agent du Norddeutscher Lloyd, il connaît depuis longtemps Wesemann. Alors que ce dernier travaille en Allemagne pour la presse de gauche, Manz, homme de droite, échangeait avec lui ses renseignements. Du trafic d'informations, il est venu à l'attentat politique. Cela rapporte davantage.

On distribue les rôles. « Richter » tiendra les postes-frontière au courant, organisera la « réception » de Jacob. Manz trouvera l'auto (le chauffeur est déjà choisi). Wesemann attirera Jacob dans la nasse.

Ce sera pour le 9 mars.

Le 27 février, les trois complices se séparent. Le Dr Richter et Manz rentrent en Allemagne. Wesemann, bien pourvu d'argent, part pour Paris. Son ancienne femme — il est divorcé — y vit.

Il l'y a laissée en 1930 sur le chemin de Buenos-Ayres. Leur union a été assez malheureuse et Wesemann a coûté cher à son beau-père, qu'il n'a pas, à l'occasion, dédaigné de faire chanter. Sa femme, abandonnée, a obtenu le divorce, mais Wesemann, revenu en Europe, a tout oublié. Il se réconcilie avec elle, lui fait écrire ses lettres, téléphoner, recevoir des émigrés qu'elle sait être des adversaires du Troisième Reich. Bref, elle sert ses plans, sans le savoir.

Le 28, Wesemann est à Paris et descend dans un hôtel de la rue de Vaugirard. Il téléphone à sa femme, cherche à se renseigner auprès de certains émigrés. Il lui faut encore de l'argent. Le 2 ou le 3 mars, il part pour Strasbourg. Il semble craindre un contretemps. Il est si pressé qu'il prend l'avion.

Il porte à Jacob de bonnes nouvelles : Le *Service de presse* aura désormais une édition anglaise. Un ami procurera à Jacob un passeport en règle. Il va rencontrer prochainement un homme venant d'Allemagne porteur de renseignements de la plus haute importance. Toutefois, l'ami en question, fonctionnaire du ministère de la Reichswehr, n'ose pas venir en France. La rencontre aura lieu en Suisse. D'ailleurs, Wesemann dit vrai : l'homme du Gestapo préfère la Suisse à la France, Bâle à Strasbourg.

Jacob remercie avec effusion, mais paraît embarrassé. Comment aller à Bâle, sans argent ? Qu'à cela ne tienne ! Wesemann tire en riant son portefeuille et met généreusement deux cents francs sur la table : un petit acompte. On se sépare amicalement :

— Au revoir, crie Wesemann dans l'escalier. Je téléphonerai de Paris le jour et le lieu du rendez-vous !

Mme Jacob l'entend et son mari la renseigne.

De fait, Jacob reçoit le 7 un télégramme ; Wesemann demande que Jacob lui téléphone. Jacob annonce à sa femme qu'il a promis d'être à Bâle le 9 mars. Il ne sera absent qu'une nuit.

Le 7, Manz a agi, de son côté. Il paraît à la maison Welte-Furrer, à Zurich, et loue pour cinq jours une forte voiture, une Chrysler-Plymouth fermée. Le « commandant » expose que son auto personnelle est restée en panne à Lörrach. Il dépose caution, paye d'avance la location, donne comme référence le nom d'un ancien conseiller national suisse. Son chauffeur l'accompagne. C'est le membre des S. S. et agent du Gestapo Gustav-Otto, de Lörrach, qui s'appelle, pour la circonstance, « Krause ». Le soir du 7 mars, Krause conduit la voiture à Bâle, la gare chez Schlotterbeck, prend une chambre à l'hôtel Saint-Gothard où Wesemann doit arriver le lendemain.

Ce dernier s'assure, par téléphone, de la venue de Jacob, prend le train pour Bâle où il arrive le 8 mars, à 8 heures du soir. Krause lui transmet les dernières instructions.

Un voyage d'essai.

Le 9 mars, Jacob part à son tour. A trois heures de l'après-midi, il arrive à la petite ville-frontière de Saint-Louis. Il met sa modeste valise en consigne et cherche une chambre. Il veut, par prudence, revenir à Saint-Louis dès qu'il aura vu Wesemann afin de ne pas séjourner, ne serait-ce qu'une nuit, en territoire suisse. Emigré allemand sans passeport, il doit passer la frontière en contrebande.

Deux heures après l'arrivée de Jacob à Saint-Louis, à 4 heures 45 du soir, un agent de la circulation de Bâle voit passer l'auto ZH-9512, qui fonce à toute vitesse vers la frontière allemande. Il note son numéro. C'est la voiture louée par Manz à Welte-Furrer. Krause fait un galop d'essai. Il ne veut rien laisser au hasard.

Le « Bon Coin », dans la Greifengasse.

Le 9 mars, à 6 heures du soir, Jacob arrive à l'hôtel Saint-Gothard. Le portier l'informe que « ces messieurs » l'attendent au restaurant du Bon Coin. Jacob prend le tramway, descend à la Greifengasse, dans le Petit-Bâle.

Le *Bon Coin* est une excellente maison aux tables de bois, aux rideaux clairs. Rien ne le distingue, sinon qu'il est sur le bord du Rhin, dans l'une des dernières maisons, sur la route d'Allemagne. A deux cents mètres de là, le poste de douane allemand se cache derrière les buissons.

Wesemann est là depuis 6 heures. Jacob arrive à 6 heures et demie. Wesemann lui déclare attendre un homme de Liechtenstein qui doit lui donner un passeport. Celui-ci arrive à 8 heures et c'est Manz. Il tire de sa poche un paquet de passeports signés en blanc. Jacob n'a qu'à choisir.

La serveuse se rappelle encore ce que les trois hommes ont bu. Quatre demis de bière, trois litres de vin et dix petits verres. Les agents du Gestapo voulaient-ils se donner du courage ou enivrer Jacob? Ont-ils mêlé une drogue stupéfiante à l'alcool qu'a bu Jacob? On ne sait.

L'« homme de Liechtenstein » propose d'établir le passeport chez lui. Il faut remplir un formulaire, apposer des cachets, toutes choses bien difficiles à une table de restaurant. Il habite, dit-il, à Riehen, près de Bâle, à quelques minutes de taxi.

Wesemann « appelle » le taxi. Le voici devant la porte. Il porte un numéro de Zurich : ZH-9512. C'est la Chrysler louée deux jours auparavant chez Welte-Furrer. « Krause » est au volant. Il a laissé à Lörrach son uniforme noir de S. S. Il porte casquette et manteau de chauffeur.

A pleins gaz vers la frontière.

Les gangsters et sa victime montent. Weseman s'assied à côté du chauffeur. Jacob et l'homme de Liechtenstein sont à l'arrière. Dans dix minutes, Jacob sera aux mains du Gestapo.

La voiture démarre doucement, phares éteints. Un peu avant le poste suisse, le chauffeur les allume et les éteint trois fois et, brutalement, à vingt mètres de la frontière, met les gaz et fonce. Le douanier n'a que le temps de se jeter en arrière. L'auto le passe à 90 à l'heure et disparaît.

En novembre 1934, le Troisième Reich avait barré toutes les routes conduisant en Suisse pour procéder à une application rigoureuse de la loi sur les devises et la contrebande. Jour et nuit des barrières séparaient le Reich du monde extérieur. Pourtant celle du poste du Petit-Huningue est levée, le 9 mars 1935, lors du passage de la voiture ZH-9512.

La frontière franchie, la voiture prend la rue Adolf-Hitler qui mène à Weil, le long du Rhin. Deux hommes l'arrêtent. L'un est un agent de police en uniforme, l'autre un fonctionnaire du Gestapo, en civil.

Un procès-verbal de fantaisie.

Ici se place une tragi-comédie que les agents allemands ont peine à jouer sans rire. Wesemann y tient son rôle : il a livré son « ami » aux bourreaux. Devant la police, il débite la leçon qui lui a été soufflée. Il a lui-même dépeint la scène au procureur suisse. Le Gestapo tient à prouver que le hasard seul a fait tomber Jacob entre ses mains :

L'un des policiers nous demanda nos papiers. « Comment! m'écriai-je. Mais nous sommes en Suisse! » Manz et Krause protestèrent violemment. Ils affirmaient n'avoir pas vu le poste. « Eh non, dit l'agent. Vous êtes en Allemagne! » Il demanda à Jacob ses papiers. Le journaliste fut tiré de la voiture et dut présenter son passeport allemand, périmé. On nous conduisit au poste où l'on mit Jacob en état d'arrestation. Nous fûmes également arrêtés, pour la forme. On dressa un procès-verbal. On nous libéra aussitôt. Jacob resta aux mains de la police.

Le drame est fini, mais la comédie ne l'est pas. La victime est déjà dans les prisons du Troisième Reich, mais les pourvoyeurs du bourreau n'ont pas terminé leur tâche : il faut effacer les traces de l'enlèvement, se faire un alibi pour pouvoir continuer le « travail ».

Dès le lendemain matin, le 10 mars, Manz téléphone de Lörrach à la maison Welte-Furrer, de Zurich et la prie de faire reprendre sa voiture à Lörrach. Il a surpris, dit-il, son chauffeur en partie fine avec un ami et deux femmes et l'a congédié sur-le-champ. Il veut ainsi éviter que le garage n'annonce dans les journaux la disparition de sa voiture.

Manz était prudent. Il faisait reprendre l'automobile en Allemagne, se souciant fort peu de repasser la frontière.

Un homme de la maison zurichoise vint chercher la voiture le 11 mars. Le triptyque qu'on lui rend porte le cachet habituel d'entrée en Allemagne et le timbre à date : 9 mars, 20 h. 50. C'était l'heure à laquelle l'auto franchissait la frontière à toute vitesse, sans s'arrêter. Le triptyque a été régularisé, après coup, par les autorités allemandes.

Manz ne revient pas en Suisse. Wesemann y retourne, la même nuit, probablement à pied. Au matin du 10 mars, il est à Bâle et télégraphie à Mme Jacob : « *Tout va bien. Je rentre lundi.* » Le télégramme est signé Berthold.

Deux jours plus tard, le 12 mars, Wesemann adresse de Zurich un second télégramme à Mme Jacob : « *Je pars pour Genève. De retour jeudi* », et signe « *Berthold* ».

Il tranquillise ainsi la malheureuse femme et les amis de Jacob. Cinq jours se passent.

Mieux encore : le 10, Wesemann envoie de Zurich un mandat de 200 francs français à Mme Berthold, qui le reçoit le 11. C'est sa dernière « mise de fonds » dans l'« affaire » Jacob.

Le 15, Wesemann retourne à Lörrach. Va-t-il y toucher ses trente deniers ou préparer une nouvelle opération ?

Il revient le même jour à Bâle. Au cours de ses aveux au juge suisse, il a confessé ne s'être jamais senti absolument en sûreté en Allemagne. Le sort de Röhm, de Ernst, de Heine et de Bell l'inquiétait sans doute. Ils savaient trop. Il sait lui-même beaucoup et préfère se tenir hors des frontières du Troisième Reich dont il est le pourvoyeur.

Wesemann veut « se reposer » de ses « fatigues ». Il a le portefeuille bien garni. Le 16, il est à Locarno, le 17 à Ascona, où il descend à la Casa d'Allogio Baumgartner. Il s'inscrit sur les registres sous son vrai nom, tant il est sûr de l'impunité. Toutes les traces du crime ne sont-elles pas effacées ? Il est en compagnie d'une jeune Berlinoise, Lisa Stoll, qu'il déclare sa femme. Berthold Jacob est à la maison Columbia ; il subit des interrogatoires. Peu importe à Wesemann qui « jouit » de ses vacances sur le lac Majeur.

Wesemann écrit plusieurs lettres de Suisse. Mais, prudent, il les

envoie à Londres, à MM. Hitzemeyer. Les deux frères sont ses vieux amis. Ils ont participé aux « coups » de Wesemann à Berlin et l'un d'eux lui sert de boîte aux lettres, à Londres. Il réexpédie le courrier de Wesemann aux adresses indiquées. Excellent alibi.

Une lettre de Londres, datée du 12, arrive à Strasbourg à l'adresse de Jacob :

Pourquoi ne donnez-vous pas de vos nouvelles? Je ne puis travailler sans vos documents.

De Londres, encore, datée du 16, une lettre de Wesemann parvient à son ancienne femme :

J'ai été à Bâle où j'ai vu Jacob. Il a disparu, comme une ombre.

Les deux lettres ont été écrites en Suisse et réexpédiées par Hitzemeyer. Ce dernier a disparu lors de l'arrestation de Wesemann.

Le 18 mars, la presse parle de la disparition de Berthold Jacob. De son côté, Wesemann reçoit des télégrammes chiffrés de Berlin. Journaux et télégrammes semblent l'inquiéter. Il veut téléphoner au Gestapo. Utiliser les lignes suisses lui semble peu sage. Le 20, il se rend en autobus à Pallanza, en Italie, demande la communication avec Berlin et envoie deux télégrammes. A son retour en Suisse, il est arrêté et inculpé d'enlèvement et de meurtre. La pièce est jouée, du moins pour Wesemann, Manz et Richter. Mais le rideau se relève aussitôt et les scènes suivantes sont riches en enseignements.

Le Troisième Reich désavoue Wesemann.

On fouille Wesemann, sans résultats. Il a tout détruit. Tout? Non. Il a oublié un détail : le billet de retour de Lörrach à Bâle, timbré du 15 mars 1935. Wesemann est ramené à Bâle. Le juge, Dr Haeberli, dirige l'enquête. Ses substituts, D^{rs} Ganz et Lützelshwab, font des recherches à Londres et à Paris. La police parisienne délègue le commissaire Guillaume. Mme Jacob confie sa cause à M^e de Moro-Giafferi, celui-là même qui, membre du comité d'instruction de Londres sur l'incendie du Reichstag, s'écriait : « L'incendiaire, c'est toi, Göring! »

Wesemann commence par nier. Confronté le 28 mars avec Mme Jacob et le frère de la victime, il déclare ne rien savoir. Le même jour, dans l'après-midi, interrogé à nouveau, Wesemann demande à connaître l'attitude du gouvernement allemand à son égard. Le juge lui tend quelques numéros du journal nazi de Fribourg : *l'Aleman*. Il y lit que Wesemann est un ignoble traître, un « Juif » avec lequel le

Reich n'a rien à faire. Le prisonnier se trouble. Il demande à être entendu par le consul allemand qui, le 29, refuse de le voir. L'honorable fonctionnaire se souvient sans doute du sort d'un autre diplomate allemand, ambassadeur à Vienne, le Dr Rieth, relevé de ses fonctions pour avoir appuyé les meurtriers de Dollfuss. Le consul a peur. Il tient à son poste.

Weseman est reconduit à sa cellule. Le soir du 29, il subit un nouvel interrogatoire. L'attitude du consul allemand lui a fait comprendre que le III^e Reich l'abandonne, le trahit. Qu'importe à l'empire un agent qui s'est laissé prendre ?

Wesemann s'écroule. Il avoue. Il parle. Il dénonce ses complices. Traître trahi, il trahira jusqu'au bout. Il accuse le Dr Walter Richter d'avoir organisé l'enlèvement. Il nomme l'agent du Gestapo, Hans Joachim Manz, premier sous-ordre du Dr Richter, Gustav Otto, qui a conduit l'auto.

Ce sont les fonctionnaires du Gestapo avec lesquels Wesemann a travaillé. Il ne peut nommer d'autres noms. Le Gestapo travaille d'après le système vertical ; c'est dire que l'agent ne connaît que l'homme de liaison, son supérieur et, rarement, quelques collègues travaillant dans le même pays que lui. Dans le cas Jacob, Wesemann, en dehors de Manz, a pu approcher le Dr Richter-Becker par suite de circonstances particulières. Il a connu Gustav Otto, parce qu'il fallait une automobile et un chauffeur.

Au cours de l'instruction, d'autres noms sont pourtant prononcés, ceux d'agents subordonnés au Dr Dichter et à Manz, avec lesquels Wesemann n'est toutefois pas entré en contact direct. En première ligne vient un certain Schulz — on ignore son vrai nom — qui a travaillé pour le Gestapo et qui était à Bâle au moment du rapt de Jacob. Il ne faut pas confondre ce Schulz avec le lieutenant Schulz, assassin de la Vehme qui, d'après les conclusions de l'instruction de Bâle, n'a rien eu à faire avec l'enlèvement de Jacob.

Puis vient celui de Georg Schwarz, qui a travaillé à Genève pour Richter et Manz. Ce Schwarz est le digne collègue de Wesemann. Antifasciste au temps du préhitlérisme, il fut après la guerre membre du parti communiste. Condamné pour vagabondage spécial et escroquerie, il passa à la social-démocratie, s'allia aux partis bourgeois pour arriver enfin aux nazis. Après l'accession au pouvoir de Hitler il écrivit — collaborateur littéraire du crime — un livre, *Banqueroute du Communisme*, où il chargeait faussement l'antifasciste Ernst Thaelmann, retenu depuis deux ans et demi dans les prisons hitlériennes et torturé par ses bourreaux.

Wesemann indique également le montant des sommes reçues pour prix de son activité. Son traitement mensuel était d'environ 500 marks.

En six mois de voyages il dépensa près de 3.500 marks. Pour le rapt de Balling, il reçut 1.000 marks, le rapt de Bâle lui rapporta 2.000 marks. Il reçut l'argent en partie au cours de son voyage en Allemagne, mais toujours en monnaie étrangère. Il toucha également certaines sommes aux caisses du Norddeutscher Lloyd à Londres.

Le jour où Wesemann avouait, le 29 mars 1935, le gouvernement allemand prenait enfin position, après onze jours de silence, et sa déclaration était fautive en tous points :

D'après les constatations faites, Berthold Salomon, alias Jacob, après avoir franchi illégalement la frontière franco-suisse s'apprêtait à rencontrer des hommes en territoire allemand. Les douaniers purent l'arrêter au passage. Il ne présenta qu'un passeport périmé, donc sans valeur. On s'aperçut bientôt qu'il s'agissait du Salomon recherché depuis longtemps pour trahison. L'instruction suit son cours. Il est impossible, dans son intérêt même, de donner actuellement d'autres renseignements à ce sujet.

C'est le jeu ordinaire du III^e Reich, celui qu'il a déjà joué lors de l'incendie du Reichstag. Berthold Jacob, émigré, menacé de mort en Allemagne hitlérienne, traqué par la Reichswehr et ses chefs dont il est l'ennemi déclaré, se serait risqué sur le sol allemand sous son vrai nom avec un passeport périmé? L'adversaire irréductible, qui n'a cessé de dénoncer la Vehm et ses crimes, serait venu s'offrir à elle, en cet instant critique d'armement à outrance? Jacob n'aurait pas su que la prison, les tortures de l'instruction, l'échafaud de Göring l'attendaient?

La prudence qu'a toujours montrée Jacob nous permet d'assurer qu'il se serait bien gardé de tenter une incursion en Allemagne. Émigré dès l'arrivée de Hitler au pouvoir, il refusa déjà, aux temps de Papen, de comparaître en qualité de témoin au procès Bullerjahn, et écrivait au Tribunal d'Empire qu'il ne pourrait, en Allemagne, se sentir en sûreté même couvert par les autorités du Reich.

Il n'ignorait pas que les assassins nazis étaient à ses trousses. Au début de 1934, un agent national-socialiste avait déjà tenté de le rencontrer « dans la rue, de nuit ». La police avait arrêté l'homme. Berthold Jacob recevait des lettres de menaces. Il avait même l'intention de quitter Strasbourg pour Paris.

La deuxième note mensongère du Reich.

Les déclarations officielles du gouvernement hitlérien ne purent ébranler la conviction de tous que Jacob avait été attiré en Allemagne avec la complicité des autorités. Le 2 avril, le ministre de

Suisse remettait au gouvernement hitlérien une note résumant les conclusions de l'instruction suisse où il était textuellement dit que les autorités allemandes avaient été au courant du rapt et l'avaient facilité. Dans sa déclaration du 2 avril 1935, le conseiller national helvétique Motta, qui ne pouvait être soupçonné de sympathie envers l'antifasciste Berthold Jacob, précisait l'opinion du gouvernement suisse qui, disait-il, a diverses raisons de supposer que les ravisseurs ont agi avec l'approbation des milieux officiels allemands.

Il était dès lors impossible au gouvernement hitlérien de maintenir que Jacob avait pénétré de son plein gré en Allemagne. Les faits étaient là. Il adopta une thèse nouvelle : nouveau mensonge.

Le gouvernement suisse a remis au gouvernement allemand deux notes traitant des faits ayant immédiatement précédé l'arrestation de Berthold Salomon. Il s'agit en premier lieu des déclarations d'un ressortissant allemand, le Dr Hans Wesemann, arrêté comme complice dans cette affaire. Wesemann a avoué avoir attiré Salomon de Strasbourg à Bâle et lui avoir promis un faux passeport. Il lui aurait ensuite fait passer la frontière allemande en auto avec l'aide de plusieurs individus. Une enquête a été ouverte par les autorités allemandes. Elle n'a pas permis de conclure à la participation directe ou indirecte de fonctionnaires allemands aux faits qui se sont produits en territoire suisse, ou à la préparation de l'enlèvement.

Il n'est actuellement pas encore possible d'établir avec certitude les motifs qui ont pu pousser à agir Wesemann et ses complices. Wesemann a un passé douteux. Il vit depuis plusieurs années à l'étranger sans occupation régulière et paraît s'occuper de propagande anti-allemande. Il est du reste possible que ces gens aient eu réellement l'intention de remettre Salomon aux mains des autorités allemandes. Wesemann et ses hommes voulaient-ils ainsi améliorer leur situation vis-à-vis des autorités allemandes ou n'est-ce là qu'un acte de vengeance personnel ? La question n'est pas encore résolue, du côté allemand.

Les autorités allemandes reçoivent journellement des propositions émanant d'émigrés n'admettant pas les trahisons et les méthodes d'autres émigrés et vivant avec eux sur le pied de guerre.

Salomon, tombé entre les mains de la police allemande, sans que celle-ci ait contrevenu aux règlements, est sous le coup de nombreuses condamnations. Il s'agit ici d'un traître de la pire espèce. La justice suivra son cours.

On ne parle plus de passage « prémédité » de la frontière. La participation du Gestapo n'existe pas. C'est une louche affaire de

vengeance entre émigrés. Un traître en a livré un autre. Que peut faire le Gestapo, bien innocent de tout cela, sinon l'emprisonner? La justice « suivra son cours ».

Le gouvernement allemand voulait ainsi faire coup double : se dégager, prouver qu'il n'avait pas attenté à la souveraineté helvétique, qu'il n'avait pas envoyé à Bâle des agents à sa solde. Il entendait également porter le trouble dans le camp de l'émigration en invoquant la trahison, ses luttes intestines.

Sur le refus de livrer Berthold Jacob, le gouvernement suisse avait demandé l'arbitrage. Le III^e Reich mit trois mois pour y consentir, et deux mois et demi s'écoulaient avant la nomination des juges internationaux. C'est seulement près de cinq mois après le rapt de Berthold Jacob, le 26 juillet 1935, que fut signé le protocole d'arbitrage, dont il est bon de citer l'article IV :

Le gouvernement suisse, dans un délai de vingt jours francs à compter de la signature du présent accord, remettra copie certifiée de ses demandes et pièces, en six exemplaires, au président du Tribunal d'arbitrage. Le gouvernement allemand en recevra également quatre exemplaires.

Dans les trente jours qui suivront ce dépôt, le gouvernement allemand remettra son dossier en six exemplaires au président du Tribunal d'arbitrage. Le gouvernement suisse en recevra également quatre exemplaires.

Le gouvernement suisse pourra à son tour, dans les trente jours qui suivront, remettre au Président et au gouvernement allemand sa réponse. Dans ce cas, le gouvernement allemand aura également trente jours pour présenter ses observations écrites.

Le Tribunal décidera alors sur pièces des points nécessitant explications et de la façon dont il entend les recevoir, avant d'ouvrir les débats.

Le Tribunal ne peut donc commencer à délibérer avant quatre mois. Berthold Jacob aura fait neuf mois de prison brune avant que les arbitres ne puissent recevoir les témoignages. L'accord du 26 juillet ne dit pas quand il fera connaître ses conclusions.

Le Tribunal est ainsi composé :

Président : Dr Raphael Frich, ministre de Finlande à Stockholm.

Membres : Michael Hansson, membre du Tribunal d'arbitrage roumano-hongrois.

Dr Andreas Juhasz, membre de la Chambre Haute hongroise.

Ces deux membres ont été choisis concurremment par l'Allemagne et la Suisse.

Le III^e Reich a également nommé le professeur docteur von Freytag-Loringhoven, balte allemand de l'entourage immédiat de Rosenberg. La Suisse a désigné le professeur Max Huber, ancien président de la Cour permanente internationale.

Le Tribunal aura à établir les circonstances dans lesquelles Berthold Jacob Salomon, venant de Suisse, est tombé le 9 mars 1935 aux mains des autorités allemandes et de dire s'il a été indirectement porté atteinte, ou non, à la souveraineté territoriale suisse (1).

(1) Depuis que cet ouvrage a été écrit, M. Berthold Jacob a été remis par le gouvernement du Reich aux autorités helvétiques. (N. D. T.)

TABLE DES MATIERES

PRÉFACE.	7
AVANT-PROPOS.	11

PREMIÈRE PARTIE

Organisation générale de la propagande nazie à l'étranger	13
---	----

DEUXIÈME PARTIE

Activité des agents nationaux-socialistes à l'étranger.	59
---	----

TROISIÈME PARTIE

Le filet brun est jeté sur chaque pays du monde....	89
France et colonies.....	90
Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas.....	125
Luxembourg, Suisse, Autriche.....	135
Les nazis en Tchécoslovaquie.....	139
Le Troisième Reich et ses amis.....	145
Scandinavie.	149
Troupes d'assaut, putschs et crimes politiques en pays baltes	153
Les gardes-blancs au service du Troisième Reich....	161
Propagande et terreur nazies dans les pays d'outre-mer	169

QUATRIÈME PARTIE

Liste de quelques agents de propagande et espions nazis dans différents pays étrangers.....	177
---	-----

ANNEXE

Un cas révélateur de l'audace hitlérienne.....	205
--	-----

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 4 JUILLET 1936
SUR LES PRESSES OMNÈS & C^{le}, IMPRIMEURS
75, RUE ROCHECHOUART, PARIS IX^e POUR LE
COMPTE DES ÉDITIONS DE LA NOUVELLE REVUE
CRITIQUE

LE FILET BRUN

L'Allemagne est toujours la Prusse, nous affirme ce livre. Dès la défaite allemande, états-majors, grands propriétaires fonciers et industriels se sont naturellement ligüés pour écraser la république. Sainte Vehme, organisations et sociétés secrètes, entreprises industrielles, junkers ruinés, police, tous ont obéi aveuglément aux ordres de l'ancienne section III b et de son chef, le colonel Walter Nicolaï. Pour renverser le régime républicain, tout a été bon : "putschs", meurtres et incendies.

La passivité des chefs démocrates précipite les événements, leurs erreurs profitent à leurs adversaires. Avec Brüning la république agonise. A l'avènement de Hitler, elle a vécu. Les nazis, maîtres de l'Allemagne, envahissent les cadres administratifs, s'emparent des postes importants. Ils ne cèlent plus leurs intentions. La propagande, l'espionnage, l'armement à outrance, la préparation hâtive de la guerre future, celle qui doit enfin satisfaire les tendances pangermaniques exaspérées par la misère économique, sont les principales préoccupations des nouveaux maîtres.

C'est de l'activité nazie à l'étranger que traite particulièrement cet ouvrage. Chiffres en mains, il prouve que l'Allemagne hitlérienne, sans souci de compromettre davantage sa situation économique, emploie une bonne part de ses ressources à l'entretien d'un réseau de propagande et d'espionnage. Son action se fait sentir dans le monde entier. Qui sont ces multiples agents civils ou militaires, diplomates, policiers ou affidés du Gestapo, nous le voyons dans ce livre. Rien ne leur échappe. Les innombrables preuves de l'activité des agents officiels allemands cités dans ce volume sont que des exemples de l'action, complexe entre toutes, du régime hitlérien à l'étranger. Il est utile de s'en souvenir.

Ce livre révèle d'une façon saisissante l'importance du filet brun jeté par le Troisième Reich sur tout l'univers. Certaines constatations, certaines démonstrations nous feront frissonner. Il n'est pas agréable d'apprendre comment est fait le glaive qui, un jour, vous tranchera la tête. Mais il ne faut pas fermer les yeux devant le péril qui nous menace. Ce document d'une extraordinaire résonance nous a paru digne d'être offert à ceux qui ont le goût de la vérité. C'est à eux qu'est destiné ce livre qui enseigne et qui fait peur, cet ouvrage courageux et de bonne foi.

Éditions de la Nouvelle Revue Critique
11, Rue François-Mouthon, à PARIS (XV^e)

050.2068

